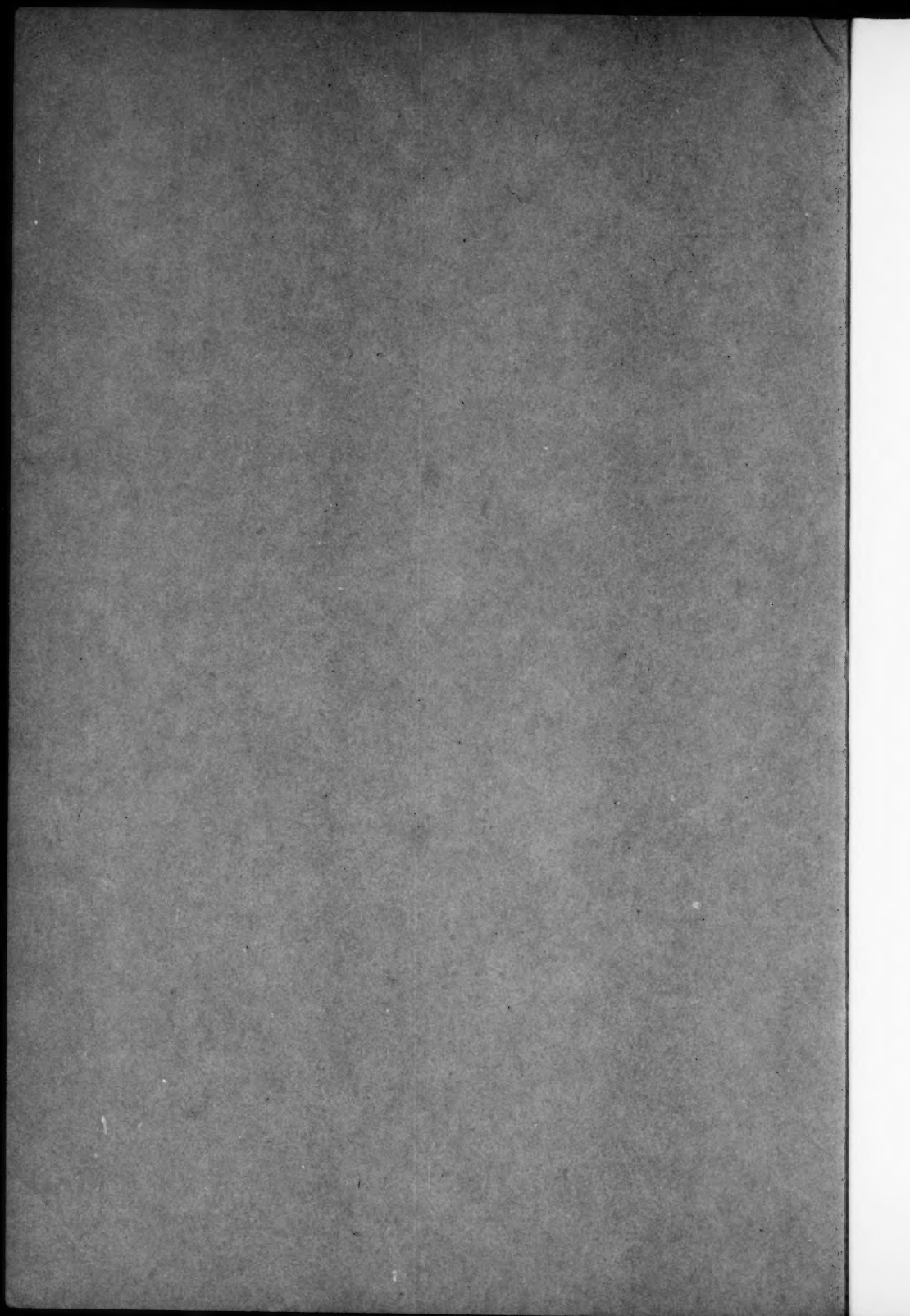


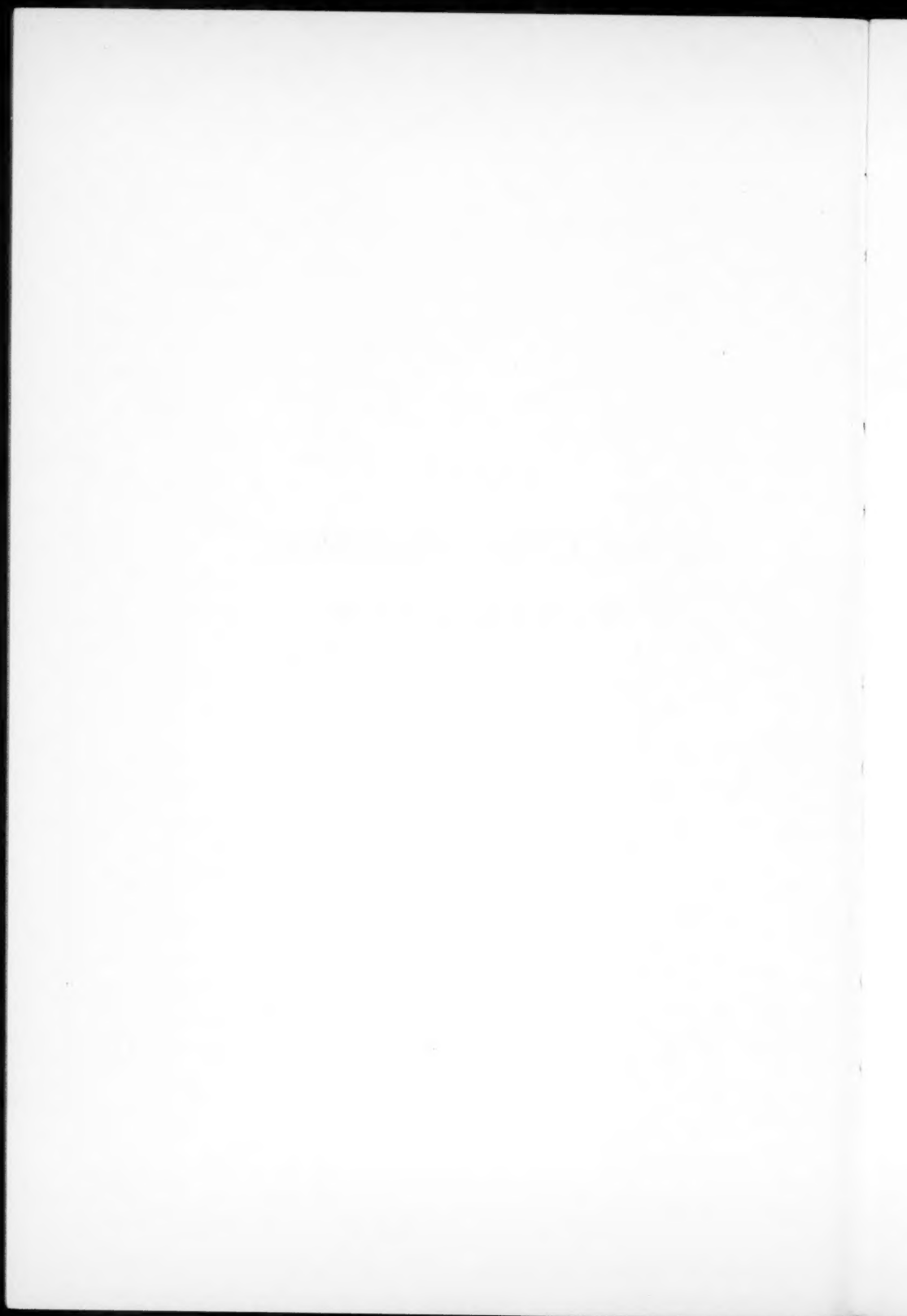
REVUE
D'HISTOIRE MODERNE
ET CONTEMPORAINE

TOME 19
1914

SWETS & ZEITLINGER N.V.
AMSTERDAM - 1970



REVUE
D'HISTOIRE MODERNE
ET CONTEMPORAINE



REVUE
D'HISTOIRE MODERNE
ET CONTEMPORAINE

TOME 19
1914



PARIS
F. RIEDER ET C^{ie}, ÉDITEURS
(ANCIENNE LIBRAIRIE ÉD. CORNÉLY ET C^{ie})
101, RUE DE VAUGIRARD, 101

—
SWETS & ZEITLINGER N.V.
AMSTERDAM - 1970

Réimprimé avec le consentement des Presses Universitaires de France
108, Boulevard Saint-Germain
Paris V

TOUS DROITS RÉSERVÉS

TOME XIX
NUMÉRO I. — JANVIER-FÉVRIER 1914.

P. Caron. Les commissaires du Conseil exécutif et leurs rapports (p. 5-23).

COMPTES RENDUS

REVUE DES PÉRIODIQUES.

NOTES ET NOUVELLES.

LIVRES NOUVEAUX.

Ouvrages analysés dans les Comptes rendus du présent numéro

	Pages
R. DE BOYSSON. Un humaniste toulousain. Jéhan de Boysson, 1505-1559 (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	24
A. SEGRE. Un registro di lettere del cardinale Ercole Gonzaga, 1535-1536 (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	25
P. MELLON. L'Académie de Sedan, centre d'influence française, à propos d'un manuscrit du XVII ^e siècle (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	26
Dom P. DENIS. Le cardinal de Richelieu et la réforme des monastères béné- dictins (<i>A. Cans</i>).....	27
L. BATIFFOL. Figures du passé. La duchesse de Chevreuse (<i>G. Morizet</i>)...	30
E. LALOY. Énigmes du Grand Siècle. Le Masque de Fer (<i>S. Canal</i>).....	33
Ch. URBAIN et É. LÈVESQUE. Correspondance de Bossuet. Tome VII (<i>A. Cans</i>).....	35
Paul MASSON. Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII ^e siècle (<i>H. Sée</i>).....	36
J.-B. BELIN. Le mouvement philosophique de 1748 à 1789. — Le commerce des livres prohibés à Paris de 1750 à 1789 (<i>M. Nesi</i>).....	38
Mes loisirs, par S.-P. HARDY, publié par M. Tourneux et M. Vitrac. Tome I (<i>P. Caron</i>).....	39
Stanislas MNÉMON. L'origine des Poniatowski (<i>A. Ganem</i>).....	40
M ^{le} DE ROUX. La Révolution à Poitiers et dans la Vienne (<i>P. Caron</i>).....	42
R. HENNEQUIN. La formation du département de l'Aisne en 1790. — H. METTRIER. La formation du département de la Haute-Marne en 1790 (<i>P.-R. Mautouchet</i>).....	44
J. LHOMER. François de Neufchâteau, 1750-1828 (<i>M. Nesi</i>).....	50
E. DAUDET. Journal du comte Rodolphe Apponyi. Tome I, 1826-1830, et Tome II, 1831-1834 (<i>C.-G. Weill</i>).....	52
G. YVER. Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara, 1837- 1839 (<i>P. Kueppelin</i>).....	54
A. CHAMBOLLE. Retours sur la vie. Appréciations et confidences sur les hommes de mon temps (<i>A. Crémieux</i>).....	61
E. PETIT. Eugène Pelletan, sa vie, son œuvre. — RANC. Souvenirs, cor- respondance, 1831-1908 (<i>A. Crémieux</i>).....	62

Sommaire de la Revue des Périodiques :

Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français, p. 64. — La Grande Revue, p. 64. — La Révolution française, p. 65. — La Revue de Paris, p. 67. — Revue Bleue, p. 68. — Revue des Deux Mondes, p. 72. — Revue des Questions historiques, p. 74. — Revue d'histoire de Lyon, p. 77. — Revue d'histoire économique et sociale, p. 78. — Revue historique, p. 79. — Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, p. 80. — Revue pédagogique, p. 81.

Sommaire des Notes et Nouvelles :

Académie des Sciences morales et politiques, p. 83. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, p. 83. — Académie des Beaux-Arts, p. 84. — Académie des Sciences, p. 84. — Société d'histoire moderne, p. 84. — Société de l'histoire de l'art français, p. 84. — Société des Amis du Louvre, p. 84. — Commission d'histoire économique de la Révolution française, p. 84. — Formation d'une Société d'histoire du droit, p. 85. — Formation d'une Société d'histoire ecclésiastique de la France, p. 85. — Conférences de M. Doumic sur Saint-Simon à la Société des Conférences, p. 86. — Conférences de MM. Barrey et Roger Lévy sur l'histoire du Havre, p. 86. — Ouverture de la Bibliothèque Thiers, p. 86. — Don à la Bibliothèque nationale de la collection Smith-Lesouef, p. 86. — Nécrologie : MM. Roger Marx, J. Claretie, A. Babeau, E. Fournière, H. Fleischmann, p. 87. — Nouvelles universitaires, p. 89. — Récents thèses de doctorat ès lettres, p. 89. — Thèses d'histoire moderne soutenues à l'École des Chartes, p. 89. — Livres en préparation, p. 90. — Mouvement des périodiques, p. 90. — L. CRISTIANI. Luther et le luthéranisme, p. 90. — Œuvres de Rabelais éditées par A. LEFRANC, tome II, p. 91. — E. JOVY. François Tissard et Jérôme Aléandre, p. 91. — L. ROUSSEAU DE CHAMOY, L'idée du parfait ambassadeur, p. 92. — C^{te} BEGOUEN. Une société secrète émule de la Compagnie du Saint-Sacrement, p. 92. — Abbé AUGUSTE. La Compagnie du Saint-Sacrement à Toulouse, p. 93. — F. LE LAY. Histoire de Pontivy au XVIII^e siècle, p. 93. — P. ALBERT ROBERT. Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle, p. 94. — G. DEL VECCHIO. Sur quelques principes de la politique de Rousseau, p. 94. — Bibliothèque française, sous la direction de M. STROWSKI, p. 95. — Archives parlementaires, tome LXXXI, p. 96. — Cl. FAURE. Le département de la Drôme de 1800 à 1802, p. 97. — Collection « L'art de notre temps », sous la direction de M. J. LARAN, p. 98. — J. BOULENGER. Berchet et Costanza Arconati, p. 99. — L. LAMBEAU. Histoire des communes annexées à Paris en 1859; Vaugirard, p. 99. — E. LÉMONON. L'Italie économique et sociale (1861-1912), p. 100.

TOME XIX
NUMÉROS II-III. — MARS-JUIN 1914.

M. Marion. Les rôles de vingtièmes et les statistiques de la propriété territoriale sous l'ancien régime (p. 105-112).
Ch. Ballot. La politique extérieure du Directoire, d'après des ouvrages récents (p. 113-128).
P. Muret. Alexandre II et Napoléon III, d'après un ouvrage récent (p. 129-154).
 COMPTES RENDUS
 REVUE DES PÉRIODIQUES.
 NOTES ET NOUVELLES.
 LIVRES NOUVEAUX.

Ouvrages analysés dans les Comptes rendus du présent numéro

	Pages
A. SCHIMBERG. L'éducation morale dans les collèges de la Compagnie de Jésus en France sous l'ancien régime (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	155
L. ROMIER. Les origines politiques des guerres de religion, t. II (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	156
M. SOURIAU. La Compagnie du Saint-Sacrement de l'autel à Caen (<i>A. Cans</i>).....	157
É. ESMONIN. La taille en Normandie au temps de Colbert (<i>M. Marion</i>)....	159
M. SAUTAI. L'œuvre de Vauban à Lille (<i>C.-G. Picavet</i>).....	161
M. FOSSEYEU. L'Hôtel-Dieu de Paris au XVII ^e et au XVIII ^e siècle (<i>L. Cahen</i>)	163
R. BURNAND. L'Hôtel royal des Invalides, 1670-1789 (<i>P. Caron</i>).....	164
A. LOMBARD. L'abbé du Bos, Un initiateur de la pensée moderne, 1670-1742 (<i>H. Séé</i>).....	165
G. NOEL. Madame de Graffigny (<i>R. Girard</i>).....	168
Mis de SÉGUR. Au couchant de la monarchie. Louis XVI et Necker (<i>Ph. Sagnac</i>).....	169
O. SCHMID. Der Baron von Besenval, 1721-1791 (<i>P. Caron</i>).....	171
R. REDSLOB. Die Staatstheorien der französischen National-Versammlung von 1789 (<i>Ph. Sagnac</i>).....	172
E. SELIGMAN. La justice en France pendant la Révolution, 1791-1793 (<i>P. Caron</i>).....	175
P. d'ESTRÉE. Le théâtre sous la Terreur (<i>P. Caron</i>).....	177
A. DEBIDOUR. Recueil des actes du Directoire exécutif, t. II et III (<i>P.-R. Mautouchet</i>).....	178
P. BORDEREAU. Bonaparte à Ancône (<i>C. Ballot</i>).....	185
LARREGUY DE CIVRIEUX. Souvenirs d'un cadet, 1812-1823 (<i>P. Conard</i>)....	186
Ch. GAILLY DE TAURINES. La reine Hortense en exil (<i>A. Ganem</i>).....	189
La statistique agricole de 1814 (<i>E. Weill-Raynal</i>).....	190
R. LÉVY. Le Havre entre trois révolutions, 1789-1848 (<i>P.-R. Mautouchet</i>)..	193
G ^{al} PALAT. Bazaine et nos désastres en 1870 (<i>P. Caron</i>).....	196
P.-F. SIMON. A. Thiers, chef du pouvoir exécutif et président de la République française, 1871-1873 (<i>A. Crémieux</i>).....	197
P. ALBIN. L'Allemagne et la France en Europe, 1885-1894 (<i>A. Girard</i>)....	199
J. DIERAUER. Histoire de la Confédération suisse (<i>V.-L. Bourrilly</i>).....	202

Sommaire de la Revue des Périodiques :

Annales du Midi, p. 205. — Annales révolutionnaires, p. 205. — Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français, p. 207. — Comité des travaux historiques, Bulletin historique et philologique, p. 209. — Feuilles d'histoire du XVIII^e au XX^e siècle, p. 210. — La Révolution de 1848, p. 213. — La Révolution française, p. 214. — La Revue de Paris, p. 218. — Le Mercure de France, p. 220. — Revue des Deux Mondes, p. 220. — Revue des études historiques, p. 222. — Revue des études napoléoniennes, p. 223. — Revue des questions historiques, p. 226. — Revue d'histoire de l'église de France, p. 228. — Revue d'histoire de Lyon, p. 229. — Revue historique, p. 230. — Revue historique de Bordeaux, p. 231.

Sommaire des Notes et Nouvelles :

Académie des Sciences morales et politiques, p. 233. — Société d'histoire moderne, p. 234. — Société de l'histoire de la Révolution française, p. 234. — Société des études robespierristes, p. 234. — Société d'histoire de la Révolution de 1848, p. 235. — Société de l'histoire de Paris, p. 235. — Société française de bibliographie, p. 235. — Société des antiquaires de France, p. 235. — Société de l'histoire de l'art français, p. 236. — Société pour l'étude de la gravure française, p. 236. — Commission de l'histoire économique de la Révolution, p. 236. — Congrès des sociétés savantes de Paris et des départements, p. 236. — Réunion des sociétés des beaux-arts des départements, p. 238. — Sujet mis au concours par l'Académie de Caen, p. 238. — L'affaire des Archives nationales, p. 239. — Ouvrages en souscription, p. 240. — Soutenances de thèses en Sorbonne, p. 240. — Thèses d'histoire moderne de la France en préparation dans les Universités américaines, p. 240. — Nomination de M. F. Braesch à l'Université de Montpellier, p. 241. — Notices nécrologiques sur P. Fromageot, l'abbé Ch. Lorain, p. 241. — Apparition de trois périodiques historiques dans la Marne, p. 241. — Rapport du vice-amiral Marquis sur les archives de la Marine, p. 242. — A. BOPPE et R. BONNET. Les vignettes emblématiques sous la Révolution, p. 243. — Em. SÉVESTRE. Essai sur les archives municipales et les archives judiciaires en Normandie pendant l'époque révolutionnaire, p. 243. — A. RIGAUT. L'invasion de 1815 en Seine-et-Marne, p. 243. — E. CASTRE. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône, p. 244. — F. de CARDAILLAC. Un témoin du coup d'État (1848-1852). Bernard Lacaze, p. 244.

Les commissaires du Conseil exécutif et leurs rapports.

Le rôle des représentants en mission est célèbre, et mérite de l'être. Mais il ne doit pas faire oublier celui qu'ont joué, de 1792 à 1794, dans les départements et aux armées, les commissaires du Conseil exécutif, personnages plus modestes, mais qui cependant ne sont pas négligeables, et dont l'action est attestée par de nombreux documents. Je voudrais, dans cet article, esquisser sommairement leur histoire et donner quelques indications sur les rapports qu'ils nous ont laissés.

*
* *

Au lendemain du 10 août 1792, l'Assemblée législative dépêcha plusieurs de ses membres auprès des armées, avec mission d'y faire accepter la déchéance du roi et d'accélérer les préparatifs de défense. De son côté, le Conseil exécutif provisoire choisit, le 29 août, 30 commissaires qui furent chargés d'aller, dans les départements environnant Paris, hâter les levées extraordinaires d'hommes et « faire toutes les réquisitions nécessaires pour le salut de la patrie » ; sur la demande du Conseil, six membres de la Législative furent désignés pour concourir au succès de cette mission. Puis, le 3 septembre, d'un commun accord entre le Conseil exécutif et le conseil général de la Commune de Paris, fut décidé l'envoi de 24 nouveaux commissaires, tous membres de la Commune et nommés par elle, mais agréés par le Conseil exécutif et munis d'une commission délivrée par lui ; ils devaient « exciter le zèle des citoyens, et diriger le mouvement qui les porte vers la défense des frontières et de la capitale » ; ils étaient invités à combiner leurs opérations avec celles des commissaires du 29 août. D'autre part, avant le 29 août et après le 3 sep-

tembre, le Conseil exécutif et le conseil général de la Commune confièrent à plusieurs citoyens des missions spéciales ayant trait soit aux nécessités de la défense nationale, soit aux mesures de sûreté à prendre dans la région de Paris ; les plus importantes de ces missions furent celles de Choderlos de Laclos à l'armée de Luckner et celle de Billaud-Varenne à Châlons. Enfin, au début de septembre, Roland, ministre de l'Intérieur, expédia dans les départements de l'Ouest et du Midi une dizaine d'agents qu'il décora du nom de « missionnaires patriotes » et qui devaient, eux aussi, travailler à ranimer l'esprit public et à procurer des volontaires, mais par simple persuasion, sans s'arroger de caractère officiel et en se bornant « à ce que tout citoyen a individuellement le droit d'entreprendre ».

A la suite d'incidents que je ne puis raconter ici ¹, tous ces commissaires — à l'exception des « missionnaires », que Roland se crut autorisé à maintenir en fonctions — furent rappelés par le Conseil exécutif dans les derniers jours de septembre. Deux mois plus tard, le 26 novembre, après un débat dont la conduite de quelques-uns des commissaires fit les frais, un décret de la Convention confirma la mesure générale de rappel prise par le Conseil, auquel il était désormais interdit « d'envoyer des commissaires civils dans les départements sans l'autorisation de la Convention nationale ».

Le 15 décembre 1792, la Convention vota, sur « le régime à instituer dans les pays où la République aura porté ses armes », un décret aux termes duquel (article 7) le Conseil exécutif nommerait « des commissaires nationaux, qui se rendront de suite sur les lieux, pour se concerter avec les généraux et l'administration provisoire nommée par le peuple sur les mesures à prendre pour la défense commune, et sur les moyens à employer pour se procurer les habillements et subsistances nécessaires aux armées, et pour acquitter les dépenses qu'elles ont faites et feront pendant leur séjour » sur le territoire des pays momentanément occupés.

Ce décret visait surtout la Belgique, conquise par la victoire de Jemappes. La Convention aurait voulu que les commissaires ainsi chargés d'opérer la « réunion » quittassent immédiatement Paris ; mais il fallut un mois au Conseil exécutif pour les recruter. Ils se mirent en

1. Sur ces incidents et sur l'histoire générale des missions d'août et de septembre 1792, je fournirai dans l'introduction du recueil indiqué ci-après, p. 17, avec les références nécessaires, les renseignements que j'ai pu réunir.

route vers le 15 janvier 1793, au nombre de trente. Ils avaient reçu des instructions détaillées, à la rédaction desquelles avaient collaboré les Comités de la guerre, diplomatique, et des finances, et qui, par interprétation du décret du 15 décembre, conféraient à leurs porteurs des pouvoirs étendus. Ils en usèrent, et parfois même, à en juger par certaines doléances, ils en abusèrent. Mais la défaite de Neerwinden prévint l'effet de ces plaintes. Devenus inutiles à la suite de la perte de la Belgique, les « commissaires nationaux » furent supprimés, à la date du 1^{er} avril 1793, par arrêté du Conseil exécutif provisoire du 5 du même mois ¹.

A partir du printemps de 1793, de nombreux commissaires du Conseil exécutif apparaissent simultanément ou successivement, par groupes ou, plus souvent, isolés. Ils sont rattachés à tel ou tel ministère : Intérieur, Justice, Contributions publiques, Guerre, Affaires étrangères. C'est dans cet ordre que je vais les énumérer.

D'abord le ministère de l'Intérieur ². Lorsque Garat, qui l'occupait à titre provisoire depuis le 22 janvier, en prit possession à titre définitif le 15 mai 1793, il n'y trouva, dit-il dans ses *Mémoires* ³, « pas un seul moyen et un seul agent de surveillance ». Estimant cette situation intolérable, il voulut y remédier, et, le 3 mai, il présenta au Conseil exécutif, qui l'approuva, un rapport tendant à l'institution d'un vaste « système d'observation » : 80 commissaires, répartis sur toute la surface de la République, à raison de 56 pour les départements et 24 pour Paris, et opérant secrètement, rendraient compte « des événements particuliers et des circonstances de toute espèce qui peuvent caractériser le sentiment général, indiquer quelque abus, ou annoncer quelque trouble ». Les observateurs des départements s'attacheraient particulièrement à recueillir, outre les renseignements d'ordre politique sur la composition des corps administratifs, des sociétés populaires, etc., toutes indications utiles sur l'état de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Observateurs parisiens et observateurs départementaux s'emploieraient à « propager l'amour du

1. Les textes essentiels — décrets de la Convention, arrêtés et instructions du Conseil exécutif — concernant les missions nationales en Belgique sont dans Aulard, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I^{er} à V, passim (consulter la table de ces cinq premiers volumes).

2. M. Aulard a donné dès 1899 quelques renseignements sur les agents rattachés à l'Intérieur, dans un article intitulé : *Les commissaires du Conseil exécutif provisoire*, publié dans *La Révolution française*, t. XXXVI, p. 406-410.

3. Édition de l'an III, p. 97.

gouvernement républicain en en publiant et en en préconisant partout les avantages, et surtout en instruisant le peuple, qui n'est jamais malheureux ou coupable que par ignorance ». — C'est sur ces bases que fut organisée, progressivement, l'observation, en mai et juin 1793. L'effectif prévu ne fut d'ailleurs pas atteint, et il n'y eut jamais en fonctions plus de 55 ou 56 observateurs, dont une vingtaine pour Paris.

Des observateurs, il faut rapprocher les commissaires qui furent désignés, également par Garat, en juillet et août 1793, après entente avec le Comité de salut public, pour porter l'Acte constitutionnel dans les départements et l'y faire « fructifier », surtout dans les régions où dominait l'esprit fédéraliste. Ces commissaires furent au nombre d'une cinquantaine. Leurs opérations se confondirent souvent avec celles des observateurs. Cette mission, qui eut une réelle importance politique, dura plus d'un mois.

Garat démissionna le 15 août. Sous son successeur Paré, nous voyons en fonctions plusieurs groupes de commissaires : 26 agents (dont 12 déjà employés sous Garat dans l'observation ou à la mission pour l'Acte constitutionnel) sont désignés, de septembre 1792 à brumaire an II, pour remplir dans les départements des missions politiques, ou mi-politiques et mi-économiques, comme celles qui avaient été confiées aux observateurs ; — le 15 septembre 1793, en exécution d'un arrêté du Comité de salut public du 12, dix commissaires sont envoyés à Lyon pour « recouvrer et séquestrer au profit de la République les effets, marchandises, draps, toiles, cuirs et autres propriétés mobilières déposées ou recélées par les Lyonnais dans les départements avoisinant Lyon »¹ ; — en brumaire et frimaire an II, une vingtaine de commissaires sont nommés par le Conseil, sur la proposition du ministre de l'Intérieur, pour aller, dans l'Ouest et dans divers département frontières, évaluer les pertes causées par les incursions des rebelles et par les invasions des ennemis ; il s'agissait de préparer l'application des lois de 1793 aux termes desquelles les victimes de ces pertes devaient recevoir des indemnités².

1. Sur ces commissaires et sur ceux qui précèdent (observateurs parisiens et départementaux, commissaires pour l'Acte constitutionnel, commissaires pour l'esprit public de Paré), voir les renseignements et références donnés dans l'introduction des deux recueils indiqués ci-après, p. 17 (*Paris pendant la Terreur*, et *Rapports des agents du Ministre de l'Intérieur dans les départements, 1793-an II*).

2. Voir le recueil de la Commission d'histoire économique de la Révolution sur *L'Assistance publique*, indiqué ci-après, p. 18.

Outre les missions dont je viens de parler, et qui ont été, du moins quant au personnel employé, les plus considérables, il y a eu sous Garat et sous Paré d'autres missions, collectives ou individuelles, moins importantes, et qui semblent avoir été assez nombreuses. Il est difficile, et je n'essayerai pas ici, d'en dresser la liste, les renseignements étant épars dans une foule de documents. Tantôt elles ont un caractère politique : en juin 1793, deux commissaires, sont envoyés en Seine-et-Marne pour calmer une agitation dangereuse signalée dans le canton de Coulommiers ¹ ; en juillet de la même année, deux membres du conseil général de la Commune, munis d'une commission de Garat, accompagnent la petite armée parisienne qui marche contre les fédéralistes de l'Eure et du Calvados ² ; en germinal an II, le Comité de salut public fait arrêter le sieur Guinefoleau, ex-prêtre, que Paré aurait chargé de « répandre dans la Vendée des écrits contre-révolutionnaires » (de cette assertion sujette à caution ne retenir qu'une chose, c'est que Guinefoleau était un agent politique) ³. Tantôt elles ont un caractère d'utilité économique ou sociale : ainsi les missions relatives aux subsistances, comme celles de Giot et Giraud en octobre 1793 ⁴, de Dhertizy, Dumont, Renouf en août-décembre 1793 ⁵, ou la mission des médecins Thouret et Roussillon, en mars 1793, dans les départements de l'Est, pour y veiller à l'enfouissement des cadavres laissés sans sépulture à la suite de l'invasion austro-prussienne, et qui pouvaient infecter les campagnes ⁶.

Le ministre de la Justice, Gohier, n'a délivré que quelques commissions : en mai 1793, à Cailleux, Laugier et Naigeon, qui vont conduire à Marseille les Bourbons emprisonnés ⁷ ; en mai également, à plusieurs membres ou agents du Département de Paris qui se rendent en Vendée « pour observer ce qu'il convient de faire pour le maintien de la République, pour y communiquer avec le peuple et avec les autorités constituées, et pour correspondre avec le Conseil et lui transmettre toutes les informations nécessaires » ⁸ ; en août 1793, à des agents qui tâcheront

1. Aulard, *rec. cit.*, t. IV, p. 573.

2. *Id.*, t. V, p. 263-264.

3. *Id.*, t. XII, p. 552.

4. *Id.*, t. VII, p. 229-230.

5. Voir ci-après, p. 19.

6. Voir ci-après, p. 19.

7. Aulard, *rec. cit.*, t. III, p. 170.

8. *Id.*, t. IV, p. 69-70, 82-83, 98-99, 204 ; t. VI, p. 47-48.

de découvrir dans les départements de la ci-devant Bretagne les députés conspirateurs qui s'y sont réfugiés ¹.

Il est fort possible que le ministre des Contributions publiques ait envoyé plusieurs commissaires ; je n'en connais qu'un, et assez vaguement : le citoyen F. L. de Percy, vérificateur en chef du bureau de Paris, à qui le Conseil exécutif confie, en janvier 1793, le soin d'organiser la lutte contre les faux assignats en Belgique et dans les autres territoires occupés par les armées de la République ².

Le ministre de la Guerre a eu en permanence auprès des armées, depuis avril 1793, des agents civils, dont le nombre a varié, selon les époques, d'une dizaine à une trentaine, et dont le personnel a été plusieurs fois renouvelé. Une instruction rédigée en ventôse an II nous apprend quelles devaient être et quelles avaient été en fait jusque là leurs fonctions ; elles consistaient à rendre compte au Conseil exécutif des besoins de l'armée, de l'état de divers services (approvisionnements, hôpitaux) et de celui des fortifications, à recueillir et à transmettre les plaintes des soldats, à signaler les traits de courage et de désintéressement, à affermir dans les troupes l'esprit républicain. Les plus grandes facilités devaient leur être assurées pour l'accomplissement de cette mission politique et militaire ; ils n'avaient d'autre contrôle à subir que celui des représentants en mission, auxquels ils étaient tenus de communiquer leurs pouvoirs ³.

D'autre part, je rencontre des traces de plusieurs autres missions collectives remplies, en 1793 et en l'an II, sous la direction du ministre de la Guerre, à savoir : en mai 1793, mission de cinq agents répartis auprès des armées du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Rhin, de la Vendée et des Côtes-de-La-Rochelle, pour vérifier le contenu des magasins et surveiller les sorties d'armes dans les arsenaux et manufactures ⁴ ; — en juillet 1793, mission, qui fut l'objet d'un nouvel arrêté du Conseil en octobre suivant, d'une douzaine d'agents installés dans des localités des environs de Paris, sur les routes de poste, pour la visite des courriers ;

1. Aulard, *rec. cit.*, t. XII, p. 662.

2. *Id.*, t. II, p. 155-156.

3. Sur les agents du ministre de la Guerre, cf. Aulard, *rec. cit.*, t. IV, p. 82-83, 124, 144-145, 221 ; t. V, p. 34, 230-231, 263 ; t. VI, p. 120, 548, 583 ; t. VII, p. 133 ; t. VIII, p. 163 ; t. IX, p. 354 ; t. X, p. 200-201 ; t. XI, p. 673-676.

4. *Id.*, t. IV, p. 354-355.

5. *Id.*, t. V, p. 430 ; t. VII, p. 362.

— en août 1793, mission pour la descente et l'envoi aux fonderies des cloches d'église destinées à être converties en canons, conformément aux décrets des 23 juillet et 3 août de la même année ¹ ; j'ignore le nombre des agents qui y furent employés ; — en nivôse an II, mission de 15 commissaires, dont plusieurs officiers de santé, qui se distribueront entre les diverses armées et rechercheront les moyens de remédier aux « désordres qui règnent dans les hôpitaux militaires » ². — On peut enfin ajouter que, parmi les nombreux commissaires aux subsistances qui circulèrent dans la région parisienne en 1793 et en l'an II, quelques-uns avaient des commissions du ministre de la Guerre, sans doute pour s'occuper des subsistances militaires ; c'est ainsi que j'ai trouvé mention d'un sieur Jameth, commissaire du ministre de la Guerre, disent les textes, qui opère en compagnie d'un commissaire de l'Intérieur ³, en août 1793, dans la région de Luzarches.

Le ministre des Affaires étrangères a eu, lui aussi, des agents. Bien entendu, il ne s'agit pas d'agents de l'ordre diplomatique, mais d'agents à l'intérieur, analogues à ceux dont il a été question jusqu'ici. Ils étaient au nombre d'une trentaine, en résidence dans les principales villes frontières de la région du Nord et de l'Est, dans les Alpes-Maritimes, et à proximité des Pyrénées. Ils travaillaient à former l'esprit public, enquêtaient sur l'état des subsistances et celui des routes, notaient les sentiments des armées et surtout des états-majors, s'efforçaient de se procurer des renseignements sur les forces et les projets de l'ennemi, et de connaître les dispositions des populations, à proximité du théâtre de la guerre ; sur tous ces objets, ils correspondaient régulièrement avec le ministre. Deforgues, appelé aux Affaires étrangères le 20 juin 1793, trouva le système déjà établi par Le Brun ; il le remania, le développa, et il finit par associer à son fonctionnement, en brumaire an II, les accusateurs publics près les armées, dont il reçut des rapports sur l'organisation et la marche des services, l'attitude et la valeur des chefs, et le moral des soldats.

1. Aulard, *rec. cit.*, t. VI, p. 96-97, 142.

2. *Id.*, t. X, p. 200-201.

3. Dhertizy ; voir ci-après, p. 19. — J'ai trouvé aux Arch. nat., dans le carton AA 15, dossier 745, une lettre écrite de Beauvais, 18 septembre 1793, au comité de salut public du département de Paris, par le citoyen Gentil, de la section du Contrat-Social, « envoyé par le ministre de la guerre pour une confection considérable de piques dans neuf départements » ; je n'ai pas d'autres renseignements sur cette mission, qui n'a probablement pas été la seule de ce genre.

Mais ce n'est pas tout. Nous rencontrons, avec des commissions de Le Brun, puis de Deforgues, d'autres agents à l'intérieur, dans les diverses régions où des troubles ont éclaté : en Vendée et en Bretagne, à Lyon, à Marseille et à Toulon, à Bordeaux. Le ministre des Affaires étrangères a même eu, chose inattendue, une « surveillance de Paris » : des agents, semblables à ceux qu'employèrent à Paris également Garat et Paré, qui observaient l'esprit public dans les rues, les cafés, les clubs, dans les couloirs et les tribunes de la Convention, à la Commune, au Tribunal révolutionnaire, au Palais-Égalité. — Les agents appartenant à ces divers groupes ont été, au total, assez nombreux ; une liste, qui doit dater de l'an II, de tous ceux qui avaient été en fonctions de 1792 à 1794, comprend plus de 150 noms. Un bureau spécial était chargé d'entretenir avec eux les relations nécessaires ¹.

Je dois enfin mentionner, pour achever ce tableau rapide, quelques commissaires de 1793 ou de l'an II qui, par exception, n'ont été rattachés à aucun ministère et ont dépendu directement du Conseil exécutif : Perdry, commissaire à Orléans, en mai 1793, pour informer sur « l'assassinat » de Léonard Bourdon ² ; Chastel et Naudet, se disant commissaires du Conseil exécutif et du Comité de salut public qui, en juillet 1793, remplissent secrètement, et dans des circonstances mal définies, une mission de conciliation auprès des fédéralistes du Calvados ³ ; Rousselin, dont les missions à Provins, en octobre 1793, et surtout à Troyes, en brumaire an II, ont marqué à l'époque même et sont restées connues des historiens ⁴.

*
* *

L'histoire des commissaires du Conseil exécutif provisoire, de 1792 à l'an II, reflète celle du Conseil lui-même. On peut la diviser en deux périodes.

La première va d'août 1792 au début de 1793. Elle correspond aux

1. Renseignements tirés des volumes 322 à 334 du fonds France, Mémoires et documents, aux Archives des Affaires étrangères (voir ci-après, p. 20).

2. Cf. une lettre de Perdry au Comité de salut public, Paris, 19 mai 1793, conservée aux Arch. nat., F¹ III, Loiret, 11.

3. Cf. G.-A. Dauban, *Mémoires inédits de Petion et Mémoires de Buzot et de Barbaroux*, Paris, 1899, in-8, p. 151-152.

4. Voir ci-après, p. 20.

quelques mois pendant lesquels le Conseil a réellement gouverné : alors ses commissaires participent aux pouvoirs dont il est investi et à l'influence qu'il exerce. Ils sont nommés, non par l'un ou l'autre des ministres, mais par le Conseil tout entier, et c'est à lui, réuni en séance, qu'ils doivent des comptes. Ils sont qualifiés non seulement pour l'inspection et le contrôle, mais pour l'action : ils font des proclamations, et prennent, sinon des arrêtés, du moins des réquisitions, qui sont exécutoires. C'est sous ce jour que nous apparaissent les commissaires de l'automne de 1792 et les commissaires nationaux en Belgique.

La deuxième période s'ouvre avec l'année 1793, lorsque la création du Comité de défense générale (1^{er} janvier) commence à porter atteinte à la prééminence du Conseil. La grande mission législative de mars et l'établissement du Comité de salut public, en avril, sont pour lui des coups plus sensibles encore. Cependant son rôle, pour devenir plus effacé, n'est pas terminé, tant s'en faut, et c'est précisément à partir d'avril et de mai 1793 que se multiplient les commissaires. Il faut noter seulement que, si leur titre ne change pas, leur fonction prend un caractère un peu différent. C'est toujours du Conseil, agissant solidairement, qu'ils sont théoriquement les délégués ; mais le Conseil n'intervient plus que pour la forme, et, sauf des exceptions très rares, du genre de celles que j'ai signalées plus haut ¹, les commissaires du Conseil exécutif sont désormais, pratiquement, les agents du ministre qui les a choisis et dont ils tiennent leurs instructions. Ils n'ont plus qu'exceptionnellement le mandat très large qu'avaient reçu les commissaires de 1792 ; ils ne possèdent plus de pouvoirs d'exécution, ou ils n'en ont que de limités ; ce sont, avant tout, des agents de propagande et d'information.

Les commissaires de 1793 et de l'an II sont donc, vis-à-vis de leurs devanciers de 1792, dans une sorte d'infériorité. Mais leur tâche reste assez importante : travailler à faire l'opinion du public, et aussi, par les rapports qu'on présente, celle du gouvernement, c'est, sous le régime de 1793, une attribution qui n'est pas négligeable et qui est de nature à soulever des défiances et des colères. Elle n'y manqua point, et les missions exécutives furent, surtout pendant les derniers mois d'existence du Conseil, la cause ou le prétexte d'incidents répétés.

Ces incidents ont eu pour origine, dans la plupart des cas, des

1. Missions de Perdry et autres, ci-dessus, p. 12.

doléances de représentants du peuple en mission ¹. La Convention était, à l'égard des ministres, dans des dispositions peu favorables ; elle les tenait en suspicion, eux, leurs bureaux et leurs agents. Les représentants envoyés en mission quittaient Paris déjà prévenus ; d'autre part, ils étaient très jaloux de leurs prérogatives. Une fois arrivés dans les départements ou aux armées, la présence de commissaires du Conseil exécutif ne tardait pas à leur porter ombrage, et bientôt, dans leur correspondance avec le Comité de salut public, s'exprimaient des récriminations : les commissaires du Conseil exécutif étaient trop nombreux, inutiles, brouillons et indiscrets ; ils prétendaient rivaliser avec les représentants du peuple ; les populations les considéraient comme un fléau, etc. Qu'il y eût dans ces plaintes quelque exagération et quelque injustice, c'est fort probable : elles n'en trouvèrent pas moins, à maintes reprises, un écho à la Convention.

Les commissaires du Conseil exécutif sont visés par des décrets du 20 mars et du 14 mai qui prescrivent aux ministres de faire imprimer la liste de tous leurs agents. Le 18 mai, sur la proposition de Cambon, la Convention décrète que « les commissaires envoyés par le Conseil exécutif provisoire ou par les ministres près les armées ou dans les départements frontières seront tenus, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, ou de les continuer, de faire viser leurs commissions et passeports par les représentants du peuple envoyés près les armées » ². Le 19 juillet, sur motion de Bréard, nouveau décret, qui ordonne au Conseil de remettre sous huitaine le tableau nominatif des commissaires qu'il a envoyés dans les diverses parties de la République et aux armées ³. Le 6 août, à la suite de la dénonciation portée en séance de la Convention

1. Voir : Gasparin et Duhem au Comité de salut public, Lille, 14 avril 1793 (Aulard, *rec. cit.*, t. III, p. 247), Louis et Pflieger au même, Strasbourg, juin 1793 (*Id.*, t. IV, p. 410-411), Un représentant à l'armée des Alpes à un de ses collègues, La Pape, 2 octobre 1793 (*Id.*, t. VII, p. 195), Chaudron-Roussau, Ysabeau, Tallien et Baudot au Comité de salut public, Bordeaux, 30 du 1^{er} mois de l'an II (*Id.*, t. VII, p. 553-554), Du Bouchet au même, Meaux, 6 brumaire an II (*Id.*, t. VIII, p. 61) ; Couturier au même, Étampes, 25 brumaire an II (*Id.*, t. VIII, p. 446), Delacroix et Musset au même, Versailles, 22 frimaire an II (*Id.*, t. IX, p. 354), Gaston au même, Perpignan, 26 frimaire an II (*Id.*, t. IX, p. 457), Florent Guiot au même, Lille, 15 pluviôse an II (*Id.*, t. X, p. 656). — Sur l'antagonisme entre les représentants en mission et les commissaires du Conseil exécutif, cf. aussi le discours de Robespierre du 19 nivôse an II aux Jacobins (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. V, p. 602).

2. Aulard, *Rec. des actes du Com. de sal. pub.*, t. IV, p. 221 ; *Moniteur*, réimp., t. XVI, p. 420.

3. *Moniteur*, réimp., t. XVII, p. 175.

par Collot d'Herbois contre Garat et qui faillit se terminer par l'emprisonnement du ministre, arrêté par lequel le Comité de salut public, à son tour, réclame la liste des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements ¹.

Le 23 août, est voté un décret rappelant tous les agents envoyés par le Conseil exécutif dans les départements et près les armées, et mettant fin à leurs fonctions. Ce décret avait certainement pour but de débayer le terrain devant les représentants qui allaient partir pour faire exécuter la réquisition générale, votée le même jour, des citoyens contre les ennemis de la République; mais il est probable qu'il était en même temps corrélatif aux mesures de surveillance et même de défiance déjà prises à l'égard des commissaires du Conseil. D'ailleurs, le Comité de salut public et la Convention s'aperçoivent presque aussitôt qu'ils ont été trop loin ², qu'ils vont « paralyser subitement les instruments nombreux et nécessaires de l'exécution », et un nouveau décret, du 11 septembre, rend au Conseil la faculté d'envoyer « des agents aux armées et dans l'intérieur de la République, sous la surveillance immédiate du Comité de salut public, auquel il sera rendu compte, tous les huit jours, du nombre de ces agents et de l'objet de leur mission » ³.

Le 24 brumaire an II, à la suite de l'arrestation d'un courrier de l'armée de l'Ouest par un commissaire du ministre de la Guerre à Saint-Germain-en-Laye, Clauzel se livre, au sein de la Convention, à une vive attaque contre les commissaires du Conseil exécutif, qui n'ont, dit-il, que trop longtemps calomnié les représentants et se sont comportés en « sangsues publiques » ⁴. Mais le décret du 14 frimaire an II, dans les articles 12, 13 et 14 de son titre III, confirme, en somme, l'état de choses critiqué par Clauzel : « La faculté d'envoyer des agents appartient exclusivement au Comité de salut public, aux représentants du peuple, au Conseil exécutif et à la Commission des subsistances... Les membres du Conseil seront tenus de présenter la liste motivée des agents qu'ils enverront dans les départements, aux armées et à l'étranger, au Comité de salut

1. *Moniteur*, réimp., t. XVII, p. 302-303; Aulard, *rec. cit.*, t. V, p. 485; *Mémoires de Garat*, édit. de l'an III, p. 171-177.

2. Dès le soir même, Robespierre critiquait le décret aux Jacobins comme impolitique (Aulard, *La Soc. des Jacobins*, t. V, p. 371-372).

3. *Moniteur*, réimp., t. XVII, p. 635.

4. *Moniteur*, réimp., t. XVIII, p. 428; Aulard, *Rec. des actes du Com. de sal. pub.*, t. VIII, p. 414.

public, pour être par lui vérifiée et acceptée... Les agents du Conseil exécutif et de la Commission des subsistances seront tenus de rendre compte exactement de leurs opérations aux représentants du peuple qui se trouveront dans les mêmes lieux. » Puis, quelques jours plus tard, à la fin de frimaire, se produit, amené par des faits analogues (arrestation, par des commissaires du Conseil exécutif, d'un courrier de la Convention à Saint-Germain-en-Laye et d'un membre de l'Assemblée à Longjumeau), un nouvel incident, lequel prend des proportions telles qu'on peut croire, un moment, que le Conseil y succombera; il est sauvé par une démarche contrite de Deforgues, ministre des Affaires étrangères¹, qu'accompagnent ses collègues, et surtout par une intervention du Comité de salut public, alors hostile à la suppression des ministères. Le débat est clos par un décret qui réclame, une fois de plus, la liste des agents envoyés en mission par le Conseil².

Enfin, le 23 ventôse, un article du décret rendu à la suite du rapport de Saint-Just contre les Hébertistes porte que « les autorités constituées ne pourront envoyer aucuns commissaires ni au dedans ni au dehors de la République sans l'autorisation expresse du Comité de salut public », et annule toutes les commissions qu'elles peuvent avoir données; les contrevenants étaient menacés de peines sévères. Cet ordre fut immédiatement obéi, et les commissaires qui étaient encore en exercice s'empressèrent de cesser leurs fonctions. On sait que le Conseil exécutif ne survécut que peu de temps à ces agents, dont la suppression le privait d'un de ses derniers moyens d'action et d'influence, et qu'il disparut lui-même en germinal an II.

*
**

La plupart des commissaires du Conseil exécutif ont, au cours de leur mission, rédigé et transmis à Paris des rapports. Il est certain, sans qu'on puisse d'ailleurs évaluer le nombre et l'importance des lacunes,

1. Deforgues semble avoir été particulièrement soucieux d'éviter tout conflit entre le Conseil et la Convention. Le 23 brumaire, nous le voyons, certainement sous le coup de cette préoccupation, prescrire par circulaire à ses agents dans les départements et aux frontières de ne pas prendre le titre de « commissaires du Conseil exécutif », dont quelques-uns se décoraient indûment, et de se contenter de celui d'agents (Affaires étrangères, France, Mémoires et documents, 325, fol. 102).

2. *Moniteur*, réimp., t. XVIII, p. 693-695; Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 462-463.

que ces rapports ne nous sont pas tous parvenus. Voici quelques indications sur ceux qu'on possède et sur les publications dont ils sont en ce moment ou dont ils pourraient être l'objet.

Les rapports des commissaires d'août et septembre 1792, y compris les missionnaires patriotes de Roland et les commissaires chargés de missions diverses, sont très dispersés : il y en a dans plusieurs séries des Archives nationales, dans la correspondance militaire générale et dans les correspondances des armées aux Archives historiques de la Guerre ; enfin, quelques-uns sont aux Archives des Affaires étrangères. Le nombre total de ceux qui sont actuellement connus s'élève à près de 200. J'ai réuni ces documents, j'y ai joint la correspondance (qui était restée jusqu'ici en partie inédite) des commissaires de l'Assemblée législative dans les départements et aux armées après le 10 août, et j'ai formé du tout un recueil qui paraîtra prochainement sous le titre : *Les missions d'août et septembre 1792*, dans la collection de la Société de l'histoire de la Révolution.

Les Archives des Affaires étrangères conservent dans la Correspondance politique, Pays-Bas, des lettres de quelques-uns des commissaires nationaux en Belgique. Peut-être en rencontrerait-on aussi de ci, de là, dans les Archives historiques de la Guerre. Mais les dossiers essentiels sont aux Archives nationales, dans les sous-séries D § 2, et D § 3 (voir notamment les dossiers 339 *bis* et 341 du carton D § 3, 35, relatifs aux réclamations et demandes d'indemnités présentées par les commissaires), et surtout dans le fonds des « Pays annexés ou dépendants », sous les cotes F^{te} 11 à 31, soit vingt et un cartons qui n'ont pas encore, si je ne me trompe, été employés pour une étude d'ensemble de la question.

Sauf de très rares exceptions, c'est aux Archives nationales que sont les rapports des commissaires et agents divers du ministre de l'Intérieur en 1793 et en l'an II.

Les rapports des observateurs parisiens, soit 1.548 pièces, ne s'offrent pas en série suivie ; mais ils sont contenus, par paquets, dans quelques cartons seulement, et il est facile de les grouper. Par contre, les rapports des commissaires qui ont opéré dans les départements sont aussi dispersés que ceux des commissaires d'août et septembre 1792. J'ai tiré des uns et des autres la matière de deux recueils qui sont en cours de publication. J'édite dans la collection de la Société d'histoire contemporaine,

sous le titre de *Paris pendant la Terreur*, les rapports des observateurs parisiens d'août 1793¹ à germinal an II (il y a des lacunes considérables pour les trois premiers mois de l'an II); l'ouvrage aura six volumes, dont deux sont parus². Dans la « Collection de documents inédits sur l'histoire de France », publiée par le Ministère de l'Instruction publique, j'édite les rapports des observateurs départementaux, ceux des commissaires pour l'Acte constitutionnel, et ceux des commissaires de Paré; le recueil a pour titre : *Rapports des agents du Ministre de l'Intérieur dans les départements (1793-an II)*; il formera deux volumes, dont le premier vient de paraître³.

Nous sommes renseignés sur les opérations de quelques-uns des « commissaires à l'évaluation des pertes » par trois liasses des Archives nationales, cotées F¹⁵ 3299, 3301 et 3302 : beaucoup d'états, beaucoup de réclamations individuelles, peu ou pas de rapports. Je note pourtant, dans la liasse F¹⁵ 3301, celui des commissaires Sollier et Rousseville, lequel contient des vues fort intéressantes sur la situation politique, religieuse, militaire, économique, dans le Bas-Rhin, et spécialement dans le district de Haguenau, en ventôse an II⁴. Cette mission pour l'évaluation des pertes n'offre toute sa signification que si on la replace dans la série des mesures analogues prises, à partir de 1793, pour réparer ou atténuer les désastres causés par la guerre civile ou étrangère; mais on pourrait lui consacrer un article. Le *Recueil des actes du Comité de salut public* de M. Aulard fournirait à cet effet des documents essentiels⁵. Les textes législatifs à consulter sont groupés dans le recueil sur *L'Assistance publique, Instruction, recueil de textes et notes*, publié en 1909 par M. Camille Bloch dans le *Bulletin trimestriel* de la Commission de l'histoire économique de la Révolution, et qui a été tiré à part⁶.

1. J'ai laissé de côté 85 rapports d'avril, mai, juin et juillet 1793, qui ont été édités dans les *Tableaux de la Révolution* d'Ad. Schmidt; cf. *Paris pendant la Terreur*, t. I^{er}, p. LII.

2. Paris, Alph. Picard, 1910-1914, 2 vol. in-8 de LX-427 p. et 406 p.

3. Paris, Imprimerie nationale, 1914, gr. in-8 de XLIV-535 p.

4. Ce document a été imprimé : *Rapport des citoyens Rousseville et Sollier, commissaires du Conseil exécutif, chargés par les représentants du peuple Lacoste et Baudot de faire le tableau des indemnités dues aux habitants du Bas-Rhin, vu et approuvé par les administrateurs dudit département*, à Strasbourg, chez F.-G. Levrault (germinal an II), in-8 de 23 p. (exemplaire aux Arch. nat., AD XVIII^e 322, pièce 52).

5. Cf. t. VIII, p. 177, 556, 714; t. IX, p. 517, 518; t. X, p. 64, 189; t. XI, p. 12, 293-294, 510, 589; t. XII, p. 534.

6. Paris, A. Leroux, 1909, in-8 de 313 p.

Sur les commissaires de l'Intérieur chargés de missions diverses, les documents sont rares, ou encore insuffisamment dégagés. C'est par un dossier de la liasse F¹⁵ 2646, aux Archives nationales, que j'ai connu la mission sanitaire de Thouret et Roussillon en mars 1793. J'ai publié dans le *Bulletin trimestriel* de la Commission d'histoire économique de la Révolution (1910, p. 413-437) sept *Rapports de commissaires pour les subsistances de Paris* (août-décembre 1793), signés de Dhertizy, Dumont et Renouf, et qui sont aux Archives nationales, dans les cartons F^{1a} 550 et 551. Ces indications plus que sommaires sont, cela va sans dire, susceptibles de complément, d'ailleurs moins par une enquête méthodique, difficile en l'état de dislocation du fonds du ministère de l'Intérieur aux Archives nationales, que grâce à d'heureuses trouvailles.

De la correspondance des commissaires du ministre de la Justice, nous n'avons que fort peu de chose. Dans son livre sur *Les fils de Philippe-Égalité pendant la Terreur* (Paris, s. d., p. 69-86), M. G. Lenôtre a publié, d'après le carton BB¹⁰ 24 des Archives nationales, trois lettres de Cailleux, Laugier et Naigeon, qui furent chargés de transférer à Marseille les Bourbons captifs ; j'ai réuni quelques autres documents relatifs à cette mission, et je compte les publier prochainement. Sur les commissaires envoyés en Vendée, je n'ai à peu près rien : aucun rapport proprement dit ; quelques pièces seulement qui pourraient être utilisées pour la rédaction de notices biographiques.

J'ai dit que, sur les missions dont le ministre des Contributions publiques a pu prendre l'initiative, j'avais en tout et pour tout une indication. Je crois qu'il sera malaisé d'en savoir plus long à cet égard, les archives du ministère des Finances ayant, on ne l'ignore pas, été brûlées en 1871.

Les rapports des agents envoyés par le ministre de la Guerre sont dans la correspondance des armées ou dans la correspondance militaire générale aux Archives historiques de la Guerre. Ne les ayant pas dépouillés, je ne puis en indiquer, même approximativement, le nombre ; il est probable qu'ils sont assez abondants. Divers historiens militaires les ont partiellement employés ; Camille Rousset en a publié plusieurs dans son livre sur *Les volontaires (1791-1794)*, paru en 1870. — A-t-on des rapports des commissaires à la descente des cloches, des commissaires inspecteurs des arsenaux, des manufactures, des hôpitaux, ou des commissaires qui surveillèrent les courriers postaux ? Je l'ignore. S'il en

existe, c'est, normalement, aux Archives de la Guerre qu'il faut les chercher.

La correspondance des « agents à l'intérieur » du ministre des Affaires étrangères et les pièces relatives à l'histoire de leurs missions occupent treize volumes (322 à 334) du fonds France, Mémoires et documents, aux Archives des Affaires étrangères. Je ne suis pas en mesure de dire le nombre exact des rapports, mais il n'est sans doute pas inférieur à 1.500. Ils ont été connus, cités, ou mentionnés par plusieurs historiens. M. R. Delachenal y a pris les éléments de son volume : *Un agent politique à l'armée des Alpes, Correspondance de Pierre Chépy avec le ministre des Affaires étrangères (mai 1793-janvier 1794)*, publié à Grenoble en 1894.

Sur les quelques missions de 1793 ou de l'an II immédiatement émanées du Conseil exécutif, les documents parisiens sont rares. A signaler pourtant aux Archives nationales, dans le carton AF II 412, plaquette 3316, un dossier, assez nourri, relatif aux missions de Rousselin ¹.

Abstraction faite des pièces isolées et des dossiers incomplets ou d'importance limitée, les rapports des commissaires du Conseil exécutif peuvent donc être répartis en six groupes : rapports des commissaires d'août et septembre 1792, rapports des commissaires nationaux en Belgique, rapports des observateurs parisiens, rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements en 1793 et 1794, rapports des agents du ministre de la Guerre aux armées, rapports des agents du ministre des Affaires étrangères dans les départements frontières et dans divers départements de l'intérieur. Les documents du premier, du troisième et du quatrième groupe sont, on l'a vu, en cours de publication ; ceux des trois autres groupes attendent éditeur. — Mais était-il, est-il indispensable, ou simplement utile, de mettre au jour cette masse de textes ?

J'ai fait réponse à cette question, en ce qui concerne les missions d'août et septembre 1792, l'observation parisienne et les missions de l'Intérieur en 1793 et 1794, dans l'introduction des recueils que je leur consacre, et auxquels je me permets de renvoyer le lecteur. — Je ne suis pas sûr qu'on puisse tirer, éventuellement, du dossier des missions nationales en

1. Cf. également, aux Arch. nat., sur les missions de Rousselin, F74775¹ et AF II 10, plaq. 65, pièce 23. — Rousselin a laissé sur sa mission à Troyes un *Rapport* étendu, qu'il avait fait imprimer ; ce document a été utilisé, avec divers autres imprimés et les sources manuscrites locales, par A. Babeau, qui raconte assez longuement la mission de Rousselin dans son *Histoire de Troyes pendant la Révolution*, t. II, pp. 123 et suiv.

Belgique, un recueil de rapports ; mais je suis certain qu'on y trouverait la matière d'un ouvrage intéressant et neuf. L'histoire de ces missions n'a encore été qu'esquissée (voir Borgnet, *Histoire des Belges à la fin du XVIII^e siècle*, 2^e édition, Bruxelles et Paris, 1861, 2 vol. in-8, et A. Chuquet, *Jemappes et la conquête de la Belgique*, Paris, 1890, in-12, p. 231 et suiv.) ; elle est encore à écrire. Il est probable que, en seconde ligne, après les Archives nationales, les dépôts belges fourniraient beaucoup ; il y aurait aussi à dépouiller divers imprimés. — Je ne connais pas suffisamment les rapports des agents du ministre de la Guerre aux armées pour pouvoir exprimer une opinion ferme sur ce qu'il conviendrait d'en faire ; je crois cependant, mais ce n'est qu'une impression, qu'il y aurait lieu de les réunir et de les publier. — Au contraire, je suis, quant aux rapports des agents du ministre des Affaires étrangères, que j'ai regardés de près¹, très affirmatif : ce sont des documents d'une réelle importance (on en aura l'idée en feuilletant le livre de M. Delachenal indiqué ci-dessus), et il serait désirable qu'ils fussent mis, par l'impression, à la disposition des historiens. Tout n'y est pas digne d'être reproduit *in extenso*, et il serait bon, dans plus d'un cas, d'analyser ou de citer ; mais le nombre des pièces qui valent d'être données intégralement demeurerait élevé. On pourrait faire de ces textes un *corpus*, ou bien plusieurs recueils distincts, plus faciles à préparer et pour lesquels on aurait plus de chances de trouver éditeur : sur la mission de Gadolle, à Dunkerque, par exemple, ou sur les autres missions dans le Nord et dans l'Est, ou sur les missions dans le Sud-Est (au premier rang, et pouvant être traitée à part, la mission des douze sans-culottes parisiens à Toulon et Marseille, en brumaire an II), ou sur les missions dans la région pyrénéenne et dans le Sud-Ouest (je signale celle de Dégranges et d'Ysabeau le jeune à Bordeaux), ou enfin sur les missions en Vendée et en Bretagne. — Les missions de Rousselin² et autres ne prêtent qu'à des articles de revue.

D'une manière générale, le mérite de ces documents, c'est d'abord de nous révéler l'organisation et le fonctionnement des missions exécutives, lesquelles constituent, dans l'histoire du gouvernement révolutionnaire, un fait digne d'attention ; c'est ensuite de contenir, sur la plupart des

1. J'en ai dressé un inventaire analytique, que je communiquerai volontiers aux travailleurs qui désireraient le consulter.

2. Voir ci-dessus, p. 12, 19 et 20, note.

grandes questions qui se posèrent en 1792, 1793 et 1794, une foule de renseignements, recueillis par des témoins oculaires.

Pour la période d'août et septembre 1792, pendant laquelle les commissaires du Conseil exécutif jouèrent un rôle égal, ou peu s'en faut, à celui des commissaires de l'Assemblée législative, leurs rapports sont indispensables à quiconque étudie la crise qui s'est déroulée entre la chute de la royauté et l'établissement de la République. Les missions en Belgique marquent une transition : les commissaires nationaux jouissent encore d'attributions étendues, mais déjà ils sont éclipsés par les représentants en mission. Puis, en 1793, le commissaire du Conseil exécutif se voit définitivement relégué au second plan¹. Tandis que les représentants ont tous pouvoirs pour décider et agir (leur correspondance nous fait connaître ces décisions et ces actes, et en cela réside son intérêt capital), les commissaires de Garat et de Paré, de Bouchotte, de Deforgues sont investis d'une autorité publique limitée, voire même nulle ou à peu près. Il arriva à tel ou tel d'entre eux, dans des cas urgents, de prendre des sortes d'arrêtés, de s'ériger en tuteur des autorités locales ; mais ce ne furent là que des velléités éphémères. Sauf exception, la mission de ces agents avait maintenant un double objet : « propager » l'esprit public et réunir des renseignements. Ils se tinrent à cette besogne — dont ils s'acquittèrent, cela va sans dire, avec un zèle et des talents inégaux, — et ils se sont presque toujours attachés, dans leurs rapports, à rendre compte de leur apostolat civique ou à présenter les résultats de leurs enquêtes. Par là, précisément, leur correspondance prend de l'originalité et de la valeur, et, sans être, comme celle des représentants en mission, un monument, elle peut, jusqu'à un certain point, soutenir avec elle la comparaison.

L'une et l'autre ne font pas double emploi. D'ordinaire, le représentant voit les choses de haut et de loin ; il est quelque peu prisonnier de sa grandeur ; il a affaire aux administrateurs plutôt qu'aux administrés, aux généraux plutôt qu'aux soldats et même aux officiers. Le commissaire exécutif, d'allures modestes, voyageant seul ou avec un collègue, a beaucoup plus d'occasions d'entrer en contact avec les populations des villes ou des campagnes, et, qu'il s'agisse des questions religieuses ou

1. Les rapports des observateurs parisiens sont à mettre hors de pair ; ce sont des documents qui n'ont pas d'équivalent.

politiques, des mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement des marchés ou l'activité des manufactures, de l'état moral des armées ou des populations frontières, son témoignage semble, dans bien des cas, exprimer une vision plus directe des choses. Peut-être aussi ses rapports, qui sont destinés à rester secrets, sont-ils plus aisément préservés de cet optimisme de commande qu'on remarque assez souvent dans les lettres écrites à la Convention, et même au Comité de salut public, par les représentants. J'ajoute enfin qu'aucune mission d'origine législative n'a été identique ni même analogue à celle qu'eurent à remplir les commissaires observateurs de 1793. En rédigeant leurs réponses au questionnaire qui leur avait été remis, ces agents ont préparé des matériaux de premier ordre pour l'étude de l'histoire économique, et il est regrettable que les rapports de cette catégorie, heureusement assez nombreux, ne soient pas plus abondants encore.

En résumé, j'estime que les rapports des commissaires du Conseil exécutif, de 1792 à 1794, sont à mettre en une place honorable parmi les sources de l'histoire du gouvernement révolutionnaire. Il est souhaitable, je crois, que des publications nouvelles, complétant celles qui sont en cours, achèvent de faire connaître ces documents, et de les faire apprécier.

Pierre CARON.

COMPTES RENDUS

— R. de Boysson. *Un humaniste toulousain. Jéhan de Boysson (1505-1559)*. Paris, Picard, 1913, in-8, XIII-244 p. — Le personnage dont M. de Boysson nous donne la biographie est celui que l'on désigne communément sous le nom de Boyssoné ou Boyssone. C'est en effet le nom que lui donnent les contemporains, Rabelais, Marot, les documents toulousains. Au prix d'un solécisme (il fait de *Jo. a Boyssone* un vocatif !) l'auteur le dénomme Boysson et, sans aucune preuve, il rattache notre humaniste originaire de Castres à sa propre famille, à celle des Boysson toulousains et limousins (voir le tableau généalogique, p. 12-13). Quoi qu'il en soit de cette question de nom et d'origine, après tout secondaire tant qu'on ne versera pas au débat des textes et des documents probants, il est évident que M. R. de B. est peu familier avec le milieu dans lequel a vécu le personnage dont il a voulu écrire l'histoire. Il ignore les travaux de M. l'abbé Samouillan sur *Bunel*, de Copley Christie sur *Dolet*, de M. Delaruelle sur *Budé*, etc. Il connaît mal ou utilise de travers les renseignements que lui fournissent les manuscrits. De là des découvertes qui sont tout simplement des erreurs. En voici deux ou trois à titre d'exemples, car il est inutile d'encombrer ce compte rendu du relevé des menues inexactitudes. Ainsi il est faux que Mélancthon soit venu faire un tour dans le midi de la France, à Nérac et Toulouse (p. 45-46) : Mélancthon n'a jamais fait de voyage en France, pas même en 1535, où il fut pourtant sollicité par François I^{er}. Je ne sache pas que Guillaume Budé ait jamais été « régent de belles lettres », et à Toulouse encore ! Voilà qui comblera d'aise son biographe, aujourd'hui toulousain d'adoption. Enfin c'est par suite d'une lecture très superficielle de l'*Histoire de Toulouse* de Lafaille, que M. de B. place en 1528 le procès de l'humaniste et lui fait accomplir ensuite un voyage de cinq ans à travers l'Italie. Il n'y a pas de doute, Lafaille en main, qu'il faille placer la mésaventure de Boyssoné au début de 1532 et la mettre en rapport avec le procès de Jean de Caturce. Le reste est à l'avenant, sauf lorsque M. de B. s'appuie sur un travail

solide comme celui de M. Mugnier sur *Jean de Boyssone et le Parlement de Chambéry*. Quand donc un érudit toulousain nous donnera-t-il enfin, avec une édition des lettres du célèbre humaniste, une biographie exacte, complète et vraiment historique du « très docte et très vertueux » ami de Rabelais ? Il y a là matière à un chapitre essentiel dans l'histoire de l'humanisme français, chapitre que ne peut à aucun degré prétendre constituer l'ouvrage dont nous venons de parler. — V.-L. BOURRILLY.

— A. Segre. *Un registro di lettere del cardinale Ercole Gonzaga (1535-1536), con un'appendice di documenti inediti (1520-48)*. Torino, Bocca, 1912, in-8, 186 p. — Cinquième enfant de Jean François III de Mantoue et d'Isabelle d'Este, né vers la fin de novembre 1505, élève du fameux Pomponazzi, cardinal le 3 mai 1527, Hercule de Gonzague fut d'abord favorisé de François I^{er}. Contraint d'abandonner le parti français en 1533, il demeura dès lors fidèle aux Impériaux et devint à la curie cardinal protecteur de l'Espagne. En 1540, il quitta Rome pour Mantoue, qu'il gouverna pendant la minorité de ses neveux, en compagnie de sa belle-sœur, Marguerite Paléologue. La fortune des Gonzague atteignit son apogée en 1546, quand Ferrand devint gouverneur général du Milanais. Le rappel de Ferrand n'empêcha pas Hercule de rester fidèle à l'Empereur ; mais désormais notre cardinal s'occupa surtout de questions religieuses ; l'opposition du parti français l'empêcha d'obtenir en 1559-1560 la tiare. Le 14 février 1561, il fut désigné comme légat au concile de Trente, et c'est dans cette ville qu'il mourut, le 2 mars 1563. — A défaut d'une biographie complète et détaillée, à laquelle M. Segre avait songé, — et nous ne voulons pas croire qu'il ait définitivement renoncé à son projet, — il nous donne le dépouillement d'un des nombreux volumes de lettres laissées par le cardinal. Il s'agit du volume 733 de la Biblioteca estense de Modène, qui contient les lettres écrites de Rome par Hercule de Gonzague, du mois d'août 1535 au mois de décembre 1536. C'est l'époque où se produisirent quelques-uns des faits les plus importants pour l'histoire générale : passage par l'Italie de l'Empereur après sa campagne victorieuse contre Tunis, efforts de la France pour obtenir l'alliance, ou tout au moins la neutralité du pape Paul III, nouvelle guerre entre François I^{er} et Charles-Quint ; et pour l'histoire proprement italienne, négociations entre le pape et le duc de Ferrare au sujet de Modène et de Reggio, conflit entre Paul III et le duc d'Urbin à propos de Camerino. M. S. a analysé 182 documents, reproduisant en extraits les parties les plus intéressantes. Il y a joint l'analyse, avec extraits également, de 112 autres lettres tirées de l'Archivio di Stato de Modène et écrites par Hercule aux ducs

de Ferrare, Alfonse et Hercule, entre 1520 et 1548. Un bon index termine cette publication, où se retrouve l'érudition abondante et précise de M. S. et sa parfaite connaissance de l'histoire de cette époque¹. — V.-L. BOURRILLY.

— P. Mellon. *L'Académie de Sedan, centre d'influence française, à propos d'un manuscrit du XVII^e siècle*. Paris, Fischbacher, 1913, in-8, ix-260 p. — M. Mellon a eu l'idée de publier les poésies latines contenues dans un manuscrit du XVII^e siècle que M. Garetta a trouvé dans une échoppe de bouquiniste à Rouen. Comme ces poésies sont l'œuvre de quelques pédagogues humanistes et professeurs à l'Académie de Sedan, il a d'abord retracé à grands traits l'histoire de cette académie. L'Académie de Sedan, sortie du collège fondé dans cette ville vers 1576 par la veuve d'Henri-Robert de la Marck, Françoise de Bouillon, semble avoir été définitivement organisée au début du XVII^e siècle. Elle comptait une dizaine de chaires qui attirèrent une foule nombreuse d'étudiants allemands, hollandais, flamands, écossais. Dans le monde protestant, ce fut un centre d'orthodoxie, à la différence de l'Académie de Saumur, plutôt libérale. Ce qui la distinguait encore, c'est que le duc de Bouillon avait fondé à côté une académie des exercices qui « enseignait scientifiquement les principes de la guerre et formait la jeunesse noble au métier des armes ». Ce fut le prototype de nos modernes écoles militaires. Naturellement les rois de France supportèrent malaisément l'existence aux portes du royaume d'un pareil foyer d'indépendance et de protestantisme. Ils profitèrent des erreurs politiques du duc de Bouillon pour mettre fin à l'indépendance de la principauté de Sedan, et un arrêt du 9 juillet 1681 supprima l'académie et dispersa le corps enseignant.

A la notice sur le collège et sur l'académie, M. M. a joint quelques renseignements biographiques sur le Silésien Tilenus et les Écossais Arthur Johnston et André Melvin, qui enseignèrent à Sedan, le premier entre 1599 et 1619, le second de 1603 à 1623, et le dernier de 1611 à 1622. Vient ensuite la reproduction des poésies latines, épigrammes, distiques, etc., dont quelques-unes ont été imprimées, avec des variantes d'ailleurs, dans *Delitiae Scolorum poetarum*. Comme la plupart des spécimens de la littérature néo-latine, ces œuvres ne présentent qu'un assez mince intérêt, même pour l'histoire proprement sedanaise. Et l'on se demande si elles valaient la peine d'être mises sous les yeux du public. Elles sont négligeables ; mais ce qui ne l'est point, c'est l'exposé histo-

1. Page 113, lire, au lieu de Tarbes, Tourves près de Brignoles (Var).

rique de M. M. ; il a écrit un chapitre intéressant, non seulement pour l'histoire de l'enseignement protestant au XVII^e siècle, mais aussi pour l'histoire des relations intellectuelles entre la France et l'Écosse à la même époque. Ajoutons que, typographiquement, ce volume se présente fort bien et que de nombreux portraits en font une agréable iconographie qui n'est pas exclusivement sedanaise. — V.-L. BOURRILLY.

— Dom P. Denis. *Le cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins* (avec une préface de M. G. Hanotaux). Paris, Champion, 1913, in-8, xv-511 p. — Au milieu des graves soucis que lui causaient les affaires intérieures et la politique étrangère, Richelieu a trouvé le temps de contribuer dans une large mesure à la réforme du clergé régulier. Ce rôle du cardinal n'a guère été étudié jusqu'ici : dans ses écrits, lui-même en parle à peine ; M. Hanotaux n'a pas encore abordé cette période ; d'Avenel a quelques mots dédaigneux : « guerre de moines, ... campagne à peu près avortée » ; quelques livres ou articles ont abordé la question, mais très sommairement, et avec beaucoup de partialité contre Richelieu. Dom Denis a entrepris une étude approfondie des faits et une révision des jugements superficiels.

Ému de l'état de dérèglement où se trouvaient, jusqu'en 1627, malgré quelques tentatives pénibles, la plupart des monastères, Richelieu s'est montré, en principe, opposé aux fondations d'ordres nouveaux, favorable à la réforme et à la fusion des anciens ordres (p. 33, 37). Devenu abbé de Cluny en 1629 par la démission en sa faveur de dom d'Arbouze, qui manquait d'autorité pour y établir la réforme, le cardinal y introduisit dès 1630 des moines lorrains de la congrégation de Saint-Vanne, et il réussit à imposer la réforme ; puis il voulut unir les trois congrégations de Saint-Vanne, Saint-Maur et Cluny, la première très régulière, mais étrangère, la seconde réformée, mais pauvre et récente, la troisième riche d'argent, d'hommes et de souvenirs, mais bien déchue au point de vue spirituel. Il ne put décréter l'union que des deux dernières, en 1634, et cette union resta sans effet, par suite de l'opposition de la cour de Rome ; mais il réussit en 1636 à réformer et à unir à Saint-Maur la petite congrégation de Chezal-Benoît, dont il avait pris pour lui les cinq abbayes ; il put aussi introduire la réforme dans ses abbayes et prieurés de Marmoutier, la Chaise-Dieu, Saint-Martin-des-Champs ; ailleurs il favorisa la réforme, et si ses projets d'union n'ont réussi que pour Chezal-Benoît, son action réformatrice dans ses propres abbayes, sa collaboration pour celles d'autrui, ont été souvent très efficaces.

Quant aux reproches de brutalité, de cupidité et de gallicanisme que

certain historiens ecclésiastiques ont adressés à Richelieu, dom D. les trouve en général injustes ou au moins très exagérés. Son récit nous montre que, pour juger équitablement une pareille œuvre, il faut tenir compte, non seulement du « désir pieux et sincère » qu'avait Richelieu « d'une durable réforme des ordres religieux », mais aussi des circonstances très difficiles qu'il rencontrait. Dans beaucoup de monastères, dès qu'il était question de réforme, c'étaient des querelles, des scènes scandaleuses, une opposition violente ou chicanière du parti de l'ancienne observance, soutenu le plus souvent par le Parlement. Il est certes fâcheux, mais il n'est pas étonnant que Richelieu ait été amené à employer la force pour briser cette opposition ; qu'il ait, par exemple imposé la réforme à Cluny en 1630 en reléguant les récalcitrants dans des prieurés (p. 77) ; que, pour faire élire grand-prieur un de ses auxiliaires, il ait écarté les autres concurrents par des arrêts du Conseil ou même par la prison (p. 78) ; qu'il ait fait retarder l'élection pour le généralat de Prémontré jusqu'au jour où il fût sûr d'être lui-même élu ¹ (p. 205). Les procédés de ce genre étaient d'usage fréquent dans les relations du pouvoir civil avec les ordres religieux, et ils n'étaient pas toujours inspirés par des intentions aussi louables. Puis Richelieu a rencontré la résistance de la cour romaine qui, après lui avoir fait des difficultés pour la coadjutorie de Cluny en 1627 (p. 41), lui a refusé le titre de protecteur de la congrégation de Saint-Maur (p. 99) et les bulles d'abbé général de Prémontré et de Cîteaux (p. 196, 208) ; il exerça d'ailleurs ces fonctions en dépit de ces refus, qu'il faut attribuer à l'opposition des abbés étrangers, secondée par des intrigues espagnoles. Surtout Richelieu n'a pu, malgré huit ans de négociations, obtenir l'union de Saint-Maur avec Cluny, qui aurait été fort utile à l'ordre de saint Benoît ; l'obstination ne venait ni du pape ni du nonce, tous deux favorables, mais de la Cour romaine, qui craignait pour son autorité spirituelle et surtout, d'ailleurs bien à tort, pour ses intérêts financiers ; elle venait en particulier d'un cardinal dataire dont l'auteur, par discrétion, ne cite pas le nom, tout en appréciant avec sévérité sa résistance aussi incohérente qu'opiniâtre. Quoi qu'il en soit, le *velo* de Rome, appuyé par des intrigues espagnoles et par l'opposition de la congrégation de Saint-Vanne, a paralysé les efforts de Richelieu (p. 280, 356-358). Et pour triompher de cette résistance puissante, le cardinal n'était pas toujours bien secondé ; sans doute, le roi le soutenait, et aux arrêts du Parlement il pouvait opposer des arrêts du

1. A Cîteaux, au contraire, Richelieu fut porté au généralat par les moines hostiles à la réforme, qui espéraient être soutenus par lui et furent bien vite cruellement déçus (p. 194).

Conseil ; mais s'il avait quelques bons auxiliaires comme le P. Joseph, Mathieu, Molé et dom Tarisse, général de Saint-Maur, ses collaborateurs étaient le plus souvent des hommes intelligents et énergiques, mais violents, maladroits et intéressés, capables par leurs excès de zèle de faire beaucoup de tort au maître et à la cause qu'ils servaient : tels dom Rollet, grand-prieur de Cluny, dont les vastes projets dépassaient ceux de Richelieu ; dom Lemperière, qui avait fait de la prison et fut un tyran insupportable au collège de Cluny ; l'abbé de Coursan qui, par une virgule glissée à propos, voulait falsifier un texte de façon à faire du cardinal le général de Saint-Maur et de Cluny (p. 102) ; Sourdis enfin, qui ne voyait dans les réformes qu'un moyen d'augmenter les ressources de son maître et les siennes, et à qui sont imputables les brutalités de Saint-Martin-des-Champs (p. 165).

Toutes ces circonstances expliquent, sans toujours les excuser, les procédés employés par Richelieu dans son œuvre de réforme, mais il n'était pas brutal de parti pris : quand il l'a pu, il a réformé ses abbayes sans la moindre violence (exemples : Marmoutier, Chezal-Benoît, la Chaise-Dieu), et, surtout pour celles qui ne lui appartenaient pas, il préférait les moyens doux (exemple : Saint-Wandrille, où il joua le rôle de conciliateur entre les moines et le fougueux archevêque de Rouen). Il a respecté et ménagé le plus qu'il a pu l'autorité du pape (p. 215, 223, note 1, 337). Il ne s'est pas enrichi autant qu'on l'a dit par ses abbayes : confirmant sur ce point les résultats obtenus par M. Tournyol du Clos¹, les recherches de dom D. montrent que Richelieu n'avait en biens d'Église que 300.000 livres de revenus (appendice 159 bis) et non 1.500.000 livres, comme l'avait dit d'Avenel. Le titre de protecteur de la congrégation de Saint-Maur était gratuit, et si Richelieu y tenait tant, c'était pour avoir plus d'autorité ; ajoutons qu'il a beaucoup donné aux religieux de tout ordre et que l'œuvre de réforme parfois lui a coûté assez cher (p. 113 à 116, 223).

Telle est la substance du livre de dom D. La documentation est très abondante², et l'érudition de l'auteur, son esprit critique, sa méthode de travail, font honneur à l'ordre dont il fait partie et auquel il consacre ses études historiques. La manière dont le sujet a été compris et le plan même du livre sont plus contestables. L'auteur n'a fait d'exposé détaillé

1. Voir la *Revue*, tome XVIII, p. 319, n. 2.

2. Pour alléger le récit, après avoir indiqué sommairement ses principales sources (p. xiv), dom D., sans négliger les références, a rejeté à la fin du volume un copieux appendice qui contient 225 numéros, titres ou extraits des documents utilisés ; un index alphabétique termine l'ouvrage.

que sur Cluny et sur Marmoutier ; pour les autres monastères bénédictins, il s'est contenté de quelques esquisses, ou il les a complètement laissés de côté ; il a aussi esquissé le rôle de Richelieu comme abbé général de Prémontré et de Cîteaux, à titre de comparaison seulement, mais il se trouve qu'ainsi nous n'avons pas un ouvrage d'ensemble, comme le promet le titre, sur la réforme des monastères bénédictins, mais une étude détaillée pour deux de ces monastères, et des épisodes un peu décousus pour d'autres, qui ne sont pas tous bénédictins. L'exposé sur Cluny, qui fait en somme le principal sujet du livre (plus de 200 pages sur 385), est fâcheusement coupé en deux parties par un chapitre d'« affaires diverses »¹ (134 pages) ; et la seconde partie, qui va de 1635 à 1642, semble trop longue et un peu fastidieuse (l'auteur le reconnaît lui-même, p. 338), sauf peut-être pour des bénédictins et des canonistes ; cette partie ressemble parfois à un recueil de documents ; heureusement l'ouvrage s'achève sur une intéressante conclusion. Dom D. y montre que les historiens, et parmi eux quelques bénédictins, ont été aveuglés par la légende d'un Richelieu tyran des monastères, « dévorateur de bénéfices » et hostile à l'autorité du pape, légende accréditée le plus souvent par les témoignages des moines récalcitrants. Les torts de Richelieu ne pèsent guère dans la balance au regard du bien qu'il a fait. Si les désordres ont repris après sa mort dans beaucoup de monastères où il avait introduit la réforme, la faute en est aux conditions défavorables dans lesquelles elle s'était accomplie, particulièrement au défaut de bulles pour Cîteaux, Prémontré, et pour l'union de Cluny avec Saint-Maur. Il n'en reste pas moins qu'il y a eu des résultats sérieux et durables². Richelieu n'avait pas conçu en vain son « grand et noble dessein d'établir partout l'ordre et l'unité ». — A. CANS.

— Louis Batiffol. *Figures du passé. La duchesse de Chevreuse. Une vie d'aventures et d'intrigues*. Paris, Hachette, 1913, in-8, VIII-312 p. — A ne

1. On y trouve par exemple l'histoire du rôle joué par Richelieu dans l'affaire des Bénédictins de Corbie ; injustement accusés d'avoir favorisé la capitulation de 1636, les moines furent sérieusement inquiétés, puis innocentés un an après. Richelieu avait eu le tort de laisser commettre l'injustice qu'il a ensuite réparée, tout en gardant rancune aux religieux de Corbie.

2. Dom D. indique dans sa conclusion la décadence de Cluny à l'époque mazarine, quand les moines de l'ancienne observance portèrent au généralat le prince de Conti, ce qui favorisa tous les abus, et les efforts d'Anne d'Autriche pour sauvegarder la réforme. Il nous annonce une série d'autres volumes qui doivent constituer une bibliothèque d'histoire bénédictine : le prochain serait consacré à Mazarin, abbé de Cluny ; souhaitons que l'auteur puisse le mener à bonne fin, en nous donnant une étude aussi solide, mais un peu plus condensée et ordonnée.

prendre que l'avant-propos du livre de V. Cousin et celui du présent ouvrage, on pourrait penser qu'ils se ressemblent étrangement. Les mêmes préoccupations s'y font jour. La vie de la célèbre aventurière est un véritable roman, et les deux écrivains, qui ont eu peur de paraître fantaisistes, ont éprouvé tout d'abord le besoin d'affirmer qu'ils faisaient une œuvre scrupuleusement historique. « Avertissons, écrit Cousin, que sous une apparence un peu romanesque, c'est toujours ici un livre d'histoire, pour lequel nous osons réclamer le mérite d'une scrupuleuse exactitude », et il attire l'attention sur les nombreuses pièces inédites qu'il publie. « Quelque allure « imaginative » que semblera par endroits avoir le présent récit, dit de son côté M. B., on reconnaîtra qu'il suit exactement les sources. » Tous deux font également remarquer qu'il s'agit de la biographie d'une femme, mêlée pendant trente ans à tous les événements qui ont troublé la cour de France, que son histoire se rattache à l'histoire générale, qu'elle l'éclaire et qu'elle l'explique. Tous deux enfin font valoir que cette étude psychologique apporte bien des lumières sur la vie sociale ou intellectuelle du temps.

Et pourtant, si les intentions sont les mêmes, les deux livres sont par bien des côtés différents.

Tout d'abord, tandis que Cousin insiste principalement sur quelques épisodes, les événements de 1637 ou la cabale des Importants, et se borne pour le reste à une rapide et simple esquisse, M. B. écrit une biographie complète. Il nous raconte la jeunesse de son héroïne, son mariage avec Luynes, ses débuts à la cour, sa première disgrâce et son mariage avec M. de Chevreuse; il met en lumière le rôle honnête qu'elle joua dans l'histoire de Buckingham, la part qu'elle eut dans l'affaire de Chalais, la manière dont tour à tour elle sut se servir, en les jouant, de Charles IV de Lorraine et de Chateaufort; il nous raconte sa fuite romanesque en Espagne après l'affaire du Val de Grâce, ses séjours en Angleterre et en Flandre, ses négociations pour rentrer en grâce, son retour à la mort de Louis XIII, son rôle dans les intrigues de la Fronde, enfin sa vieillesse et sa mort. Pour ce récit, M. B. a utilisé non seulement les sources imprimées abondantes, mais de nombreux documents inédits provenant pour la plupart de la Bibliothèque nationale ou du ministère des Affaires étrangères : un appendice bibliographique complet et précis les énumère. Grâce à eux, certains de ses chapitres sont vraiment neufs : je signalerai par exemple le dernier, où il retrace le désordre de ce ménage de grands seigneurs, les procès avec les créanciers et les enfants, les arrangements de famille : il y a là des faits extrêmement intéressants pour l'histoire sociale. Mais M. B. ne s'est pas contenté d'apporter une abondante docu-

mentation, il a su s'en servir ; son récit est toujours vivant, souvent pittoresque, et ce gros livre se lit avec plaisir.

M. B. n'est pas seulement plus complet que Cousin ; il a, d'autre part, profité de tout ce que, depuis quarante ans, les travaux historiques nous ont apporté de nouveau sur le règne de Louis XIII. Le roi nous apparaît comme ayant, en certaines matières, en particulier pour sa politique familiale, une volonté propre. Très entêté, il pousse alors son ministre au lieu d'en être, comme le voulait la tradition, un très pâle reflet.

Enfin Cousin n'a pas su, vis-à-vis de M^{me} de Chevreuse, se défendre d'un enthousiasme naïf : il parle en termes émus de sa grandeur d'âme, de son intrépidité, de sa constance ; il l'estime à une beaucoup trop grande valeur. « Elle a, dit-il, presque toutes les qualités du grand politique » et il réclame pour elle une place éminente à côté, ou du moins un peu au-dessous des deux grands ministres. Il la présente toujours sous un jour favorable ; il excuse par exemple son rôle dans l'affaire de Chalais de la manière suivante : « Quelle part avait-elle eu dans cette conspiration ? Celle que l'amour à la fois et l'amitié lui avaient faite. Chalais était son amant, et elle était dévouée à la reine Anne. » M. B. me semble l'avoir beaucoup mieux jugée. Sensuelle, elle s'abandonne à ses amours sans compter ; par contre, sans grande effusion de cœur, elle a su très froidement, par sa coquetterie — et sans leur rien accorder — monter la tête à un jeune niais comme Chalais ou à un barbon amoureux comme Chateauneuf, et elle les a menés à leur perte. Elle n'a point d'idées politiques, mais quelques haines tenaces, et elle a passé toute sa vie dans des intrigues, par amusement. Le malheur est que cet amusement risquait d'être funeste à un grand pays. On comprend l'exaspération de Richelieu. En somme, M. B. enlève à M^{me} de Chevreuse l'auréole poétique dont l'avait parée V. Cousin — et ce, à juste titre.

Ainsi, par tous ces points, l'ouvrage de M. B. est instructif et neuf. Une série de planches intéressantes ajoutent encore à son attrait ¹. — G. MORIZET.

1. J'ai noté malgré tout quelques inexactitudes ou quelques inadvertances de détail ; en voici quelques-unes qu'il sera facile de faire disparaître dans une prochaine édition : p. 106, Nicole, fille unique du duc Henri II. Et Claude de Lorraine, l'épouse de Nicolas François ? p. 110, une coalition dans laquelle entreraient la Savoie, le Piémont (*sic*) et l'Espagne ; p. 123, à l'instigation de M^{me} de Chevreuse, il (Charles IV) vint à Paris. Un traité fut signé le 6 janvier 1632 à Vic. M^{me} de Chevreuse en était l'auteur. Le traité de Vic fut négocié à Metz, où Charles IV était aller trouver Louis XIII et Richelieu prêts à envahir la Lorraine, et c'est le voisinage de l'armée française qui le décida à traiter.

— E. Laloy. *Énigmes du Grand Siècle. Le Masque de Fer. Jacques Stuart de la Cloche. L'abbé Prignani. Roux de Marsilly.* Paris, Le Soudier, 1913, in-16, 312 p. — Cet ouvrage était destiné primitivement à faire connaître les conclusions du livre publié en 1908 par Mr A.-S. Barnes sous le titre *The Man of the Mask*, et dans lequel l'auteur avait cru pouvoir identifier le Masque de Fer avec un prétendu fils de Charles II d'Angleterre, Jacques de la Cloche, devenu plus tard l'abbé Prignani, avant de disparaître définitivement en 1669. Des recherches nouvelles ont permis à M. Laloy d'écarter d'une façon absolue cette identification, puisque l'abbé Prignani était encore en liberté en 1674 et paraît bien n'être mort qu'aux environs de 1678. M. L. écarte de même la théorie de Mr Barnes qui faisait un seul personnage de Jacques de la Cloche et de l'abbé Prignani. En effet, Jacques de la Cloche, après s'être fait admettre comme novice au *Gésu* au moyen de fausses lettres de recommandation (1668), mourut incontestablement en septembre 1669. Or, pendant toute cette période, l'abbé Prignani, religieux théatin d'abord au service de la Bavière, puis, à partir de 1666, à celui du roi de France, exerçait ses fonctions d'abbé de Beaubec, en Normandie, où il avait été nommé en mai 1668, puis celles d'émissaire secret en Angleterre, où il travaillait parallèlement à la conversion de Charles II et au rapprochement franco-britannique. Venant alors au Masque de Fer, M. L. s'attache à donner en quelque sorte la suite, éclairée par un sens critique rigoureux, des renseignements certains qui nous sont parvenus sur le mystérieux prisonnier. Il en ressort que toutes les identifications proposées jusqu'ici sont à rejeter, car aucune ne peut s'accorder avec cette suite de renseignements telle que M. L. est parvenu à l'établir. L'énigmatique personnage apparaît pour la première fois sous le pseudonyme d'Eustache Dauger, le 19 juillet 1669. Il venait d'être arrêté à Dunkerque, et Louvois ordonnait qu'il fût transféré à Pignerol où commandait M. de Saint-Mars. On sait depuis longtemps quelles précautions devaient être prises autour de lui, mais M. L. insiste sur son caractère : très pieux, il faisait preuve d'une grande résignation et d'une grande douceur. En 1675, il est donné comme valet à Fouquet. Entre temps, de nouveaux prisonniers arrivent : en 1671 Lauzun, en 1676 Dubreuil, à peu près vers la même époque un mystérieux Jacobin et, d'après le général Jung, un prisonnier aussi énigmatique que Dauger et qui, après tout, est peut-être tout bonnement le même que le précédent ; enfin, en 1679, c'est le tour de Matthioly. En 1681, Saint-Mars devenant gouverneur d'Exilles, Dauger le suit ainsi que La Rivière, l'ancien valet de Fouquet, condamné à une prison perpétuelle, évidemment parce qu'il connaissait le secret de Dauger.

En 1687, La Rivière meurt, et au même moment Saint-Mars est nommé gouverneur des îles Sainte-Marguerite ; il emmène son prisonnier, qui d'ailleurs a perdu, depuis 1680, jusqu'à son pseudonyme de Dauger. En 1694, les détenus restés à Pignerol après le départ de Saint-Mars sont de nouveau placés sous sa garde aux îles Sainte-Marguerite. Matthioly arrive avec eux, mais meurt presque immédiatement (fin d'avril). Quatre ans plus tard, en 1698, Saint-Mars est nommé gouverneur de la Bastille, et pour la troisième fois son prisonnier l'accompagne ; il revêt alors pour faire le voyage le masque de velours noir qui devait le rendre fameux dans l'histoire. Il meurt à la Bastille, en novembre 1703. Dans un dernier chapitre, M. L. énumère les diverses hypothèses émises par les historiens concernant l'identité du Masque de Fer. Toutes sont à peu près abandonnées aujourd'hui, à l'exception de l'hypothèse Matthioly qui, dans ces dernières années, avait *presque* pris le caractère de vérité démontrée. M. L. l'exclut pourtant comme les autres, et il est bien certain que, si l'on admet d'une part l'identité de Dauger et du prisonnier emmené à Exilles, et, d'autre part, que le prisonnier décédé en avril 1694 à Sainte-Marguerite est bien Matthioly, sa thèse est établie. La prudence et la sûreté avec lesquelles l'auteur a échafaudé toutes ses déductions nous paraissent bien se retrouver ici, et il est assuré que l'hypothèse Matthioly ne conservera désormais que peu de défenseurs. Qui donc est le Masque de Fer ? M. L. ne répond pas à la question, mais se contente de formuler sa conclusion dernière : c'est parmi les gens disparus en avril 1669 qu'il faut chercher. Il n'est pas toujours aisé de suivre l'auteur dans son triple exposé (*Jacques de la Cloche, l'abbé Prignani, le Masque de Fer*) et il n'échappe pas complètement au reproche de confusion. Cela tient en grande partie à ce que, l'ouvrage écrit et l'impression largement avancée, la découverte des documents inédits concernant l'abbé Prignani l'a obligé à renoncer à l'identification proposée par Mr Barnes et, par suite, à refaire près d'un tiers du volume. En somme, le principal mérite du livre est de reposer sur une enquête largement et sévèrement menée : le terrain demeure déblayé, et c'est dans des voies nouvelles que devront désormais s'engager les historiens qui voudront découvrir la vérité sur ce troublant problème.

La deuxième partie du volume est consacrée à Roux de Marsilly, protestant originaire de Nîmes, qui tenta en vain (1668-1669) de nouer contre Louis XIV une coalition où seraient entrées l'Espagne, l'Angleterre et les Provinces-Unies. Suivi de très près par les agents du roi en Angleterre, en Suisse et dans les Pays-Bas, il fut, sur l'ordre du roi, enlevé le 12 mai 1669, en territoire suisse, emmené à Paris, jugé immédiatement et exécuté le 22 juin. — Séverin CANAL.

— Ch. Urbain et E. Lévesque. *Correspondance de Bossuet*, tome VII. Paris, Hachette, 1913, in-8, 537 p. — Ce volume, qui embrasse une période de dix-huit mois (janvier 1695-juin 1696), contient 232 lettres, dont 41 ne figurent pas dans l'édition Lachat; quelques-unes sont absolument inédites. Le texte a été établi et les dates fixées, quand il y avait lieu, avec le même soin et la même sûreté de méthode que dans les volumes précédents, et le commentaire est toujours riche en notes précises et substantielles sur les personnages et ouvrages cités.

La grande affaire qui continue à occuper Bossuet dans cette période est celle du quiétisme. Il voit l'Église « attaquée plus fortement que jamais sous prétexte de piété » (1345), et il se sent le champion résolu et indispensable de l'orthodoxie : « Si je lâchais pied, tout serait perdu » (1376). Il confie ses inquiétudes à ses amis; il surveille M^{me} Guyon pour l'empêcher de diriger des consciences (1253); il écrit à M^{me} de la Maisonfort, cousine de M^{me} Guyon, deux longues lettres en réponse à des questions sur le quiétisme (1358 et 1382); il reçoit les promesses de soumission de Fénelon, qui consent à être traité sans ménagement « comme un petit écolier » (1174); et il constate, quand le bon accord semble bien établi, qu'« un je ne sais quoi les sépare encore un peu » (1365). Avec les religieuses qu'il dirige toujours avec assiduité, les mêmes préoccupations se font jour; il ne se contente pas de calmer leurs peines et leurs scrupules et de recommander, comme d'habitude, à M^{me} d'Albert, à M^{me} Cornuau, à M^{me} Dumans, avec des nuances appropriées au caractère de chacune, de « dilater » leur cœur, de n'être pas trop « raisonnantes », d'aller « leur train », de ne pas exagérer les austérités; il dénonce de temps en temps le grand péril qui l'inquiète; il parle des mystiques trop raffinés (1294), des « nouveaux spirituels qui outrent beaucoup les matières et semblent vouloir enchérir sur les Saints Pères » (1235), de « ceux qui ne parlent que d'amour pur »; il se demande s'ils sont « quittes d'amour-propre », car « l'amour-propre se fourre partout » (1219). Enfin il commence en mai 1696, avec son neveu, parti en Italie pour l'affaire du quiétisme, cette correspondance émaillée de nouvelles de la cour et de l'armée (1385), même des récoltes et de ses chiens (1389), où l'on est surpris de découvrir, ce qui n'étonnerait pas chez Fénelon, un style de vive allure et des détails familiers.

En somme le quiétisme, avec la direction de ses filles de Jouarre, occupe Bossuet dans cette période au point de l'accaparer presque complètement : en dix-huit mois les questions d'érudition n'apparaissent qu'une ou deux fois dans sa correspondance; la littérature n'est guère représentée (Bossuet écrit des poésies religieuses, n° 1378, et admire

l'épître de Boileau sur l'amour de Dieu, n° 1212) ; une seule lettre (1247) se rapporte à la réunion des protestants, et elle est adressée à Bossuet. Citons encore quelques lettres intéressantes qui montrent l'attitude et le langage de l'évêque de Meaux en plusieurs occasions importantes : sa modestie, certainement très sincère, quand ses amis croient qu'il est question pour lui de l'archevêché de Paris (1262), et sa joie lorsque son ami Noailles y est nommé (1270) ; une phrase ironique sur l'Inquisition romaine, à propos de certaines condamnations de livres (1386), et une autre (1338) où il semble, triste et résigné, s'attendre à une censure de Rome s'il persévère dans la défense de la « doctrine de France », nous montrent la persistance de son gallicanisme ; cependant il n'est pas aussi mal avec Rome que le prétendent certains moines, aussi prompts à répandre ce bruit que le public à l'accueillir (1344, 1387).

Un appendice concerne le différend de Bossuet avec l'abbaye de Rebaix (un bénédictin obtint par surprise à Rome une bulle défavorable aux prétentions de l'évêque, qui finit cependant par obtenir gain de cause). Un autre rassemble divers témoignages sur M^{me} Guyon et donne, avec une étude critique, les actes de soumission qu'elle fit à Meaux entre les mains de Bossuet, pour recouvrer sa liberté. — A. CANS.

— Paul **Masson**. *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*. Paris, Hachette, 1911, in-8, XII-678 p. — Le présent ouvrage offre au moins autant d'intérêt que la remarquable *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*¹, dont il forme la suite. L'auteur s'est livré à de longues et consciencieuses recherches, non seulement dans les riches archives de la Chambre de commerce de Marseille, mais aussi et surtout aux Archives nationales, au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, aux Archives du ministère des Affaires étrangères, où les cartons consulaires et commerciaux lui ont fourni des documents particulièrement intéressants.

M. Paul Masson montre que Marseille a conservé, en fait, pendant tout le XVIII^e siècle, le monopole du commerce du Levant, malgré les efforts des Ponantais et surtout des Languedociens pour en obtenir la suppression. L'arrêt de 1759 permit, il est vrai, l'exportation des draps par Cette ; mais, en réalité, la mesure n'eut aucune efficacité, car l'on conserva le droit de 20 % sur les marchandises de retour qui ne seraient pas débarquées à Marseille.

Un bon chapitre est consacré à la franchise du port de Marseille, qui

1. Publiée en 1896.

subsista aussi au XVIII^e siècle, malgré les atteintes portées à cette franchise et malgré les tracasseries de la ferme générale.

L'une des questions les plus importantes, c'est celle de l'organisation du commerce dans les Échelles. L'auteur prouve que la réglementation, loin de s'atténuer, a été encore renforcée dans la première moitié du XVIII^e siècle : on fixe le nombre des résidents dans les places du Levant ; on réglemente la vente par des *arrangements*, qui déterminent les prix, et par des *répartitions*, qui limitent la quantité des marchandises que doivent vendre les diverses maisons de commerce. Après 1756 et surtout après 1766, on abandonne ces règles, on adopte un régime de liberté pour les ventes et pour les achats. Cependant les marchands restent astreints à des inspections et à des visites de toutes sortes pour les marchandises qui passaient entre leurs mains ; le ministre continue à fixer le nombre des maisons des diverses Échelles, à choisir leurs gérants, à exiger des cautionnements.

M. M. démontre fortement qu'il n'y a pas eu décadence du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle. Sans doute, il est relativement moins important, si l'on considère l'ensemble du commerce maritime de la France, dont, à la fin de l'Ancien régime, il ne représentait plus qu'un vingtième, tandis qu'au début du XVII^e siècle, il en représentait la moitié. Mais, de toutes les puissances de l'Europe, la France conserve le premier rang. Tandis que le commerce anglais et surtout le commerce hollandais déclinent de plus en plus, le commerce français s'accroît sensiblement au cours du XVIII^e siècle ; à la veille de la Révolution, il s'élève à plus de 64 millions. L'importation dépasse de beaucoup l'exportation. L'importation comprend principalement des matières premières nécessaires à l'industrie (soies, laines, cotons, huile, peaux et cire) et des denrées comestibles, surtout les blés, très recherchés aux époques de disette. Quant à l'exportation, elle consiste essentiellement dans les draps du Languedoc, dont la vente dans les Échelles du Levant a pris une grande extension au XVIII^e siècle ; ce commerce a été particulièrement prospère dans la période de 1763-1773, puis il a subi, surtout après 1783, une décadence relative. La fabrication des draps du Languedoc se trouve donc très étroitement liée au commerce de Marseille ; dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la Chambre de commerce de Marseille demande le maintien des règlements industriels auxquels était soumise cette industrie, et elle obtient gain de cause même au moment de la réforme accomplie par Necker en 1779. Ce sont aussi les besoins nouveaux des marchés du Levant qui expliquent qu'en Languedoc, pour l'exportation, on ne fabrique plus uniquement des draps fins, qu'on expédie dans les Échelles

une certaine quantité de draps ordinaires. Il est encore intéressant de constater qu'au XVIII^e siècle Marseille fait avec le Levant un commerce important de produits coloniaux (sucre et café, provenant des Antilles; indigo, cochenille); aussi les relations de Marseille avec les Indes Occidentales se sont-elles singulièrement développées.

M. M. remarque que le commerce français dans le Levant aurait pu être plus prospère encore, sans l'anarchie qui envahissait de plus en plus l'Empire ottoman. Cependant, il constate les progrès des relations commerciales de la France avec Constantinople, Salonique et la Morée; mais les tentatives qui furent faites pour créer de nouveaux marchés sur les rives de la Mer Noire échouèrent. Avec les pays barbaresques, et notamment avec la Tunisie, le commerce français devint plus actif, mais sans cependant s'élever à un gros chiffre d'affaires. — Henri SÉE.

— J.-B. Belin. *Le Mouvement philosophique de 1748 à 1789*. Paris, Belin, 1913, in-8, 383 p. — *Le commerce des livres prohibés à Paris de 1750 à 1789*. Paris, Belin, 1913, in-8, 131 p. — Ces deux ouvrages sont les thèses de doctorat d'un homme bien placé pour connaître et étudier l'histoire des livres, puisqu'il appartient à une vieille et célèbre dynastie de libraires.

L'étude principale est un travail d'ensemble, de compilation et de documentation, sur la diffusion des idées philosophiques à Paris, d'après des documents concernant l'histoire de la librairie. Étude complète, car je crois qu'aucun ouvrage n'est passé sous silence, mais qui n'a rien d'une œuvre de littérature et de philosophie. C'est une série de détails, certains déjà connus, beaucoup inédits, sur la publication des écrits philosophiques. Les pages consacrées à l'*Encyclopédie*, à la *Pucelle*, à l'*Esprit*, sont fort bien venues et, à propos de certains pamphlets de Voltaire et du *Belisaire* de Marmontel, M. Belin raconte des histoires de chinoiseries administratives bien divertissantes. Ce travail est peut-être le premier à fournir des détails précis sur la fabrication d'une édition à cette époque, le colportage des livres, et toutes les difficultés administratives avec lesquelles devaient lutter les auteurs; mais il confirme les idées déjà admises que l'interdiction des livres assurait leur succès; que la censure, aux mains de d'Argenson et de Malesherbes, était fort portative pour les amis de ces directeurs éclairés de la librairie, et qu'enfin la tolérance du gouvernement, les maladresses de la police, les attaques du clergé, l'engouement du public firent la renommée d'une quantité de brochures qu'on ne lit plus aujourd'hui et dont beaucoup de lettrés ignorent même les titres.

La petite thèse se lit aussi facilement qu'un roman, ce qui ne veut pas dire que sa documentation soit superficielle : M. B. a en effet eu à sa disposition, en dehors d'ouvrages du temps fort rares, tout ce que contiennent sur ce sujet le fonds Anisson-Duperron, les archives de la chambre syndicale des libraires et imprimeurs de Paris et la Bibliothèque de l'Arsenal. On reste convaincu que la censure a créé le commerce clandestin des livres comme le fisc a créé les contrebandiers, et que, d'autre part, les édits royaux étaient comme des toiles d'araignée qui arrêtaient les mouches inoffensives et laissent passer les autres. Après un chapitre sur l'organisation de la censure et la vie des imprimeurs à l'étranger et en province, M. B., par de nombreux exemples aussi précis qu'attrayants, nous raconte les détails de l'entrée à Paris des livres prohibés ou de leur impression clandestine, de leur vente, de leur diffusion et des condamnations qu'ils valaient souvent aux libraires plus qu'aux auteurs ; mais ici encore, on retrouve la complaisance de Malesherbes ; si bien que ces deux intéressants ouvrages, où l'on pourra puiser des détails utiles pour une histoire de la Société des gens de lettres, mettent aussi en évidence l'attitude, extrêmement favorable aux philosophes, de leur ami, qui fut très souvent leur complice. — Marcel NEST.

— « *Mes loisirs* », par S.-P. Hardy. *Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance (1764-1789)*, publié d'après le manuscrit autographe et inédit de la Bibliothèque nationale par Maurice TOURNEUX et Maurice VITRAC. Tome I^{er} : 1764-1773. Paris, A. Picard, 1912, in-8, XXI-445 p. (Mémoires et documents relatifs aux XVIII^e et XIX^e siècles.) — Déposé depuis plus d'un siècle à la Bibliothèque nationale, où il est conservé au département des manuscrits sous la cote fr. 6680-6687, le journal du libraire parisien Siméon-Prosper Hardy, né en 1729, mort en 1806, était depuis longtemps connu des historiens, qui l'avaient fréquemment utilisé. S'il n'avait pas encore été imprimé, c'est parce qu'il est fort étendu (le manuscrit comprend huit volumes in-folio) et qu'il ne s'était pas encore trouvé de libraire assez audacieux pour entreprendre une publication aussi considérable. MM. T. et V. ont triomphé de cette difficulté en employant les seuls moyens possibles : l'allègement du texte, et la réduction au strict minimum de l'appareil critique. Ils ont analysé les passages les moins importants, par exemple ceux qui contiennent des relations de faits divers ; ils ont supprimé les copieuses reproductions de factums imprimés et connus d'autre part, auxquelles s'était complu Hardy ; enfin, ils ont mesuré la place aux notes, qu'il n'était pas nécessaire, dit la Notice préliminaire, de multiplier, car l'ouvrage s'adresse « à

un public déjà instruit, qui n'a que faire d'un vaste étalage de références et de rapprochements indispensables aux novices ». Nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre de ces resserrements, sans lesquels il est probable que, pendant de longues années encore, le journal fût demeuré inédit ; ils ne semblent pas, d'ailleurs, avoir infligé au texte une diminution sensible de valeur. Ce premier volume embrasse une période de dix années (il faut observer que les renseignements deviennent beaucoup plus abondants à partir de 1770 inclusivement : pour les six premières années, 1764 à 1769, il suffit de 168 pages, tandis que les quatre années 1770, 71, 72 et 73 en occupent 268). Nous ne tenterons pas d'en résumer le contenu : il est d'une variété qui défie l'analyse, et au surplus on devine l'intérêt que peut présenter le diaire d'un bourgeois de Paris, qui s'informe consciencieusement des événements de son temps, pendant la dernière partie du règne de Louis XV. Il est bon de dire, cependant, que cette chronique n'est pas purement locale ; elle a souvent une portée générale ; sur l'histoire des affaires parlementaires, notamment, on la consultera avec fruit, et les historiens des mœurs y puiseront à pleines mains. — MM. T. et V. auront rendu un grand service en publiant le journal de ce digne continuateur de Buvat, de Mathieu Marais et de Barbier ; nous espérons que le tome II ne se fera pas longtemps attendre. Signalons l'heureuse idée qu'ont eue les éditeurs de joindre au premier un index alphabétique sommaire, destiné à être ultérieurement refondu dans une table générale, mais qui, tel qu'il est, sera apprécié. — P. CARON.

— Stanislas **Mnémon**. *L'origine des Poniatowski. Partie préliminaire: Notes biographiques et aperçus psychologiques sur Stanislas Poniatowski*. Cracovie, 1913, in-8, x-267 p. — Le rôle joué par les Poniatowski en Pologne et en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles a été assez considérable pour que l'on doive approuver M. Stanislas Mnémon de vouloir se faire leur historien. Il n'est certes pas le premier qui ait songé à une telle œuvre, ou qui ait même tenté de la réaliser, et je n'en veux pour preuve que le livre classique de Kantecki. Mais, jusqu'ici, l'histoire des Poniatowski n'avait guère été envisagée qu'à un point de vue strictement polonais ; M. M. entend la relier étroitement « aux événements de leur époque » (p. 2). Voilà sans doute pourquoi il s'est décidé à rédiger l'ouvrage dont il publie aujourd'hui la première partie en une langue plus aisément accessible que celle de sa patrie à la grande majorité des érudits. Et même là est bien le principal mérite du livre : faire connaître à tous ceux à qui les langues slaves ne sont point familières les résultats des tra-

vaux polonais et russes récemment consacrés au premier des Poniatowski.

L'origine des Poniatowski n'est en effet qu'une biographie de Stanislas Poniatowski, le compagnon de Charles XII, le palatin de Mazovie, le castellan de Cracovie, le père de Stanislas-Auguste, dernier roi de Pologne. L'auteur n'achève d'ailleurs pas le récit de l'existence de son héros. Il s'arrête en 1744, au moment où Poniatowski vieilli se retire de la vie publique.

M. M. s'est évidemment efforcé de préparer son étude avec conscience et de la rédiger avec impartialité. Utilisant surtout les travaux de ses devanciers, il a voulu pourtant les compléter : de là ses recherches aux Archives saxonnes à Dresde, aux Affaires étrangères de Saint-Petersbourg, à la Bibliothèque des Jagellons de Cracovie, et dans plusieurs fonds privés. D'ailleurs ces recherches semblent bien avoir été un peu rapides, principalement à Pétersbourg. Mais pourquoi M. M. a-t-il systématiquement ignoré les documents concernant Stanislas Poniatowski que contiennent les dépôts des pays non slaves ? Sans parler des Archives suédoises ou des papiers polonais de Le Dran que possèdent nos Archives du quai d'Orsay (*Mémoires et Documents, Pologne, t. 12*), comment avoir pu négliger les fragments importants de la correspondance de Poniatowski qui se trouvent au British Museum, en particulier les lettres à Whitworth, au directeur pendant tant d'années de la politique anglaise en Orient (Additional Mss, 37365; et aussi Add. Mss, 21530, 28155, et Egerton Mss, 18662) ?

Impartial ? Il était malaisé de l'être, et M. M. n'a point échappé au *morbus biographicus*. Son livre est nettement une apologie. Il ne se contente pas d'excuser, il approuve la « souplesse politique » qui permit à S. Poniatowski de passer avec désinvolture du parti de Leszczyński à celui d'Auguste II pour retourner à Leszczyński et se rallier enfin — le premier — à Auguste III. Et même le premier tiers du volume n'est guère qu'une paraphrase des Mémoires de Stanislas, du *Journal d'un frère d'armes de Charles XII*, publié par M. Goriańnow. Le livre est d'ailleurs mal composé. M. M. glisse sur des parties importantes de son sujet : par exemple le rôle (très louche à la vérité) de Poniatowski durant le second règne de Stanislas Leszczyński et l'action qu'il exerça sur la politique saxonne au début de la guerre de Succession d'Autriche. Il consacre au contraire bien des pages à des résumés très inutiles d'histoire générale ou à des considérations philosophiques oiseuses parsemées de citations de Nietzsche et de Gobineau.

Pourtant, en Occident tout au moins, l'ouvrage de M. M. rendra des ser-

vices. Il permettra peut-être d'en finir avec ces traditions saugrenues sur l'origine romantique de Stanislas Poniatowski que Rulhière a popularisées et qu'acceptent encore même des travailleurs sérieux¹. Il fera mieux connaître les causes du mariage de Poniatowski avec une Czartoryska, cette origine vraie de la grandeur des deux maisons ; enfin, par les quelques renseignements qu'il apporte sur les rapports de Stanislas avec la Russie, principalement au temps d'Auguste III, il montrera comment le vieux politique préparait, sans peut-être y songer bien nettement, la future élection de son fils à la couronne de Pologne. C'en est assez pour que le livre de M. M. ne soit pas complètement inutile et pour qu'on puisse l'encourager malgré tout à continuer et à achever l'œuvre qu'il projette.

— A. GANEM.

— M^{re} de Roux. *La Révolution à Poitiers et dans la Vienne*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1912, in-8, 589 p. (6 portraits.) — Ce volume, dont la couverture porte un astérisque indiquant qu'il s'agit d'un tome premier, est un tirage à part des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1910. Il est clairement divisé en trois livres : I. La fin de l'Ancien régime en Haut-Poitou (ch. 1 : État social ; ch. 2 : État religieux ; ch. 3 : État politique) ; II. 1789 (ch. 1 : La convocation des États généraux ; ch. 2 : Le 14 juillet. La disette et la grande peur ; ch. 3 : La révolution municipale) ; III. L'application des décrets (ch. 1 : Formation du département ; ch. 2 : Élection des administrations. Les fédérations et la conquête jacobine ; ch. 3 : La vente des biens ecclésiastiques ; ch. 4 : La Constitution civile ; ch. 5 : La coalition de Poitou ; ch. 6 : De Varennes au Dix-août). L'énumération des sources utilisées occupe 23 pages ; ces sources ont été à la fois abondantes et bien choisies : tant à Paris que dans la Vienne, et tant dans les dépôts d'archives que dans les bibliothèques, il semble que M. de R. ait vu sinon tout, du moins beaucoup ; des érudits, des familles de la région poitevine lui ont communiqué des correspondances, des mémoires inédits, qui paraissent être des documents de valeur ; les archives communales de Poitiers, de Châtellerault, de Civray, de Loudun, et de 34 autres localités ont été dépouillées ; les imprimés contemporains tiennent, dans la bibliographie, une large place. Partout des références convenablement articulées, mais qui, chose surprenante dans cet ouvrage soigné, sont parfois outrageusement incomplètes. A la fin, un index alphabétique. Donc, quant au nombre et

1. Comme M. P. Boyé, dans son livre sur *Stanislas et le troisième traité de Vienne*. Paris et Nancy, 1898, in-8, p. 101.

au choix des matériaux, et quant à l'agencement général, peu de réserves à faire, et des éloges à donner.

L'ouvrage est écrit dans un style empreint d'une aisance élégante. Le ton est mesuré. L'impartialité laisse parfois à désirer ; l'auteur, qui est un néo-royaliste militant et qui, disciple intellectuel de Taine, n'a certainement pas de sympathie pour la Révolution, ne se défend pas toujours suffisamment contre ses préventions. Ainsi il écrit (p. 426) à propos de la suppression de la Société littéraire de Poitiers : « Pour accuser les sociétés royalistes d'être une cause de troubles, il suffit d'en susciter contre elles, et la lâcheté complice des autorités, au lieu de réprimer le désordre, n'imagine d'autre moyen de le faire cesser que de supprimer ceux qui en sont victimes ». Cette transformation des royalistes et des modérés en autant d'innocentes victimes est discutable ; la poussée contre-révolutionnaire de 1791 et de 1792, avant le 10 août, est encore mal connue, mais on peut affirmer qu'elle n'a pas toujours été pacifique : ce parti a eu, comme l'autre, ses combattifs, ses exaltés, dont les violences ont appelé la violence. De même, p. 205-206, il faut vraiment solliciter le texte de l'interrogatoire du tailleur Gigot pour y trouver la preuve que la grande peur a été organisée par les francs-maçons. — Mais, dans l'ouvrage, ces défaillances du sens critique sont rares, et elles sont compensées par la liberté d'esprit avec laquelle l'auteur aborde certaines questions sur lesquelles « historiens de droite » et « historiens de gauche » ne sont pas souvent d'accord : par exemple, la pénétration du clergé par les idées nouvelles (p. 50), l'aggravation des droits féodaux à la veille de leur suppression (p. 17, 245), la prépondérance numérique, au moins dans diverses régions, des prêtres assermentés (p. 185 ; le clergé paroissial jure en masse : 258 curés sur 376, 84 vicaires sur 127 ; au total, deux tiers d'assermentés)¹. — Le chapitre sur la coalition de Poitou (p. 421 sqq.) est remarquable ; je ne sache pas qu'on ait jamais serré de si près ce problème intéressant, mais obscur.

Le reproche le plus grave qu'on puisse, à mon sens, adresser à l'ouvrage, c'est d'avoir un cadre un peu trop vaste. M. de R. a pris comme épigraphe un mot de Taine : « Il n'y a que les monographies de probantes ». C'est fort bien dit ; mais est-ce faire à proprement parler une monographie que d'exposer en un volume, eût-il cinq cents pages, le mouvement révolutionnaire, y compris ses origines, sous toutes ses formes et avec toutes ses conséquences, de 1789 au 10 août 1792, dans

1. Je signale, dans le même ordre d'idées, l'intéressant « État du clergé paroissial insermenté et constitutionnel de la Vienne » qui occupe les pages 411-420.

un territoire aussi étendu, malgré tout, que le département actuel de la Vienne ? J'estime que non, et je crois qu'il suffit de feuilleter le volume pour s'en convaincre : certaines questions, essentielles pourtant, comme celle des subsistances, celle des levées d'hommes de 1791, ne sont qu'effleurées ; presque partout, on sent que l'auteur, prisonnier de son plan, ne peut employer qu'une partie de ses notes¹. On voudrait qu'il offrît à la curiosité un objet plus restreint, et qu'il la satisfît plus complètement. Peut-être aurait-il sagement agi en se bornant à traiter de la Révolution à Poitiers, sans se mettre dans le cas d'ajouter à son titre « et dans la Vienne ». Certes, il nous faut des monographies, il nous en faut même beaucoup, mais de vrais monographies, à cadre limité, et qui épuisent leur sujet.

En résumé, un livre parfois superficiel, ou plutôt sommaire, parfois contestable, mais fondé sur une riche documentation, intelligemment conçu, rédigé avec soin, et très digne d'attention. Il est à souhaiter que M. de R. donne bientôt le tome second. — P. CARON.

— René Hennequin. *La formation du département de l'Aisne en 1790*, étude documentaire de géographie politique. Soissons, impr. Nougarede, 1911, in-8, 393 p. (planches). — Henri Mettrier. *La formation du département de la Haute-Marne en 1790*, étude de géographie politique. Chaumont, impr. Andriot-Moissonnier, 1911, in-8, xxviii-399 p. (cartes hors texte). — Le département de l'Aisne a été souvent pris comme un des exemples les plus typiques de départements formés artificiellement. M. Hanotaux, par exemple, y voit « un département de forme bizarre et d'amalgame particulièrement composite », fait « avec des rognures de la Picardie, de la Thiérache, de la Champagne et de l'Île de France ». M. Hennequin reconnaît que cette division administrative manque d'homogénéité ; mais il s'agit de savoir, dit-il, si les Constituants la formèrent par la juxtaposition toute nouvelle de portions de territoires différents, sans lien entre elles jusque-là, ou si ces portions n'avaient pas déjà été groupées auparavant, sous l'Ancien régime. Or, c'est la seconde hypothèse qui est vraie : cet assemblage composite de Picardie, d'Île de France et de Champagne qui est devenu le département de l'Aisne, est dû à Henri IV ; il existait près de deux siècles avant la Révolution : il est issu presque totalement de la province du Soissonnais, postérieure aux précédentes, mais très concrète et bien vivante à ce moment-là.

M. H. étudie d'abord les divisions territoriales, ecclésiastiques, finan-

1. Voir par exemple, p. 328 sqq., le chapitre sur la vente des biens ecclésiastiques.

cières et administratives, judiciaires, militaires, de la région de l'Aisne avant 1789 : les *pays* qui ont fourni des parties plus ou moins étendues à ce département : Vermandois et Thiérache en Picardie, Noyonnais et Laonnois, Valois et Soissonnais en Ile de France, Brie en Champagne ; les diocèses : ceux de Noyon, de Laon et de Soissons ; la généralité de Soissons, créée en 1595 avec les élections de Clermont, Crépy, Soissons et Château-Thierry, prélevées sur la généralité de Paris, celle de Noyon, détachée de la généralité d'Amiens, celle de Laon, prise à la généralité de Châlons, et celle de Guise, créée en 1614 avec une partie de l'élection de Noyon et une partie de celle de Laon ; les bailliages, dont trois, ceux de Laon, de Château-Thierry et de Soissons, étaient en même temps sièges présidiaux ; enfin, les gouvernements généraux de Picardie, d'Ile de France et de Champagne.

Après un chapitre sur la création des départements en général et sur les députés de la région de l'Aisne membres de l'Assemblée constituante, l'auteur étudie la détermination de la surface d'ensemble du département qu'on appelait, d'abord « département du Vermandois et du Soissonnais », puis « de Laon et Soissons » ; il montre les difficultés du partage de la région de Picardie et d'Ile de France, difficultés dues aux prétentions de nombreuses villes de la région à être chef-lieu de département : Beauvais, Senlis, Compiègne, Noyon, Saint-Quentin, et jusqu'à la petite ville de Ham ; Laon, Soissons, Château-Thierry concurremment avec Meaux et Coulommiers, enfin Provins et Melun inondèrent le Comité de constitution d'une foule d'Adresses, d'Observations, de Réflexions, où elles formulaient leurs réclamations et faisaient valoir leurs arguments. M. H. résume cette lutte entre ces différentes villes, surtout entre Soissons et Laon. La fixation de la surface d'ensemble du département en ayant écarté un certain nombre, qui se trouvèrent comprises dans les départements voisins, la querelle continua, acharnée, entre Laon et Soissons. A cette question s'en joignait une autre, la subdivision du département en districts. Les quatre cités définitivement comprises dans le département de Laon et Soissons et qui avaient pu demander à en être le chef-lieu, Saint-Quentin, Laon, Soissons et Château-Thierry, étaient sûres d'avoir au moins un district ; mais en dehors de celles-là, huit autres, d'importance moindre, revendiquaient le même avantage : Guise, Vervins, Marle, Chauny, la Fère, Coucy, Villers-Cotterets et la Ferté-Milon. D'autre part, les députés de la région ne s'accordaient pas sur le nombre des districts entre lesquels le département devait être divisé : les uns n'en voulaient pas plus de quatre ou six, les autres en voulaient au moins huit. Le 25 décembre 1789, ils eurent une réunion où fut votée la divi-

sion en cinq districts, ayant pour chefs-lieux Saint-Quentin, Guise, Laon, Soissons et Château-Thierry. Les députés extraordinaires des autres villes réclamèrent, et dès le lendemain, dans une nouvelle réunion, on adopta le nombre de huit districts. Pendant ce temps, Laon et Soissons continuaient à se disputer le chef-lieu du département, et les rapports devenaient de plus en plus tendus entre les partisans des deux villes. Lors de la disette de 1788-89, Soissons avait rendu de grands services à Paris par des envois extraordinaires de blé ; aussi Bailly, maire de Paris, soutenait-il les prétentions de Soissons auprès du Comité de constitution ; mais Laon fit valoir auprès des députés du département que ce secours avait été donné à Paris au détriment des autres villes de la région, où l'on avait dû vivre misérablement sur les maigres ressources locales. Le 16 janvier 1790, une réunion des députés de la circonscription décida de fixer provisoirement l'endroit où aurait lieu la première assemblée des électeurs du département, et de laisser à ceux-ci le soin de choisir, d'après l'avis de leurs commettants, le chef-lieu définitif, sauf ratification par l'Assemblée nationale ; et elle désigna Laon comme siège de cette première assemblée. Le 18 janvier, une nouvelle réunion des députés de tous les bailliages de la région arrêta définitivement la division du département en six districts. Un décret du 26 janvier sanctionna cette division et désigna la ville de Chauny pour l'assemblée des électeurs, qui déciderait si le chef-lieu serait à Laon ou Soissons. Cette assemblée se prononça, le 20 mai, en faveur de Laon.

M. H. expose ensuite les travaux auxquels donnèrent lieu le choix des chefs-lieux de canton, leur répartition entre les districts, la délimitation précise du département et de ceux qui l'entouraient, et enfin les modifications et projets de modifications postérieurs à 1790 (création des arrondissements, réduction du nombre des cantons ; projet, en l'an IV, de créer un département de la *Marne-Inférieure* aux dépens de ceux de l'Oise, de Seine-et-Marne et de l'Aisne) ; il indique en terminant ce que deviendrait l'Aisne dans les plans de Le Play, de MM. Foncin, Morlot, Vidal de la Blache, qui envisagent une nouvelle division de la France en grandes régions.

De cette longue et minutieuse étude, l'auteur tire la conclusion suivante : « En dépit des apparences, résultant de la diversité géographique, historique et économique des territoires circonscrits, ce ne fut point là une création « arbitraire », à laquelle le hasard aurait en grande partie présidé, mais une entreprise méthodiquement conduite pendant plus de deux mois, solidement basée sur la tradition et, le plus souvent, sur un état de choses préexistant, en tenant compte des convenances

locales du moment, exprimées et discutées par les représentants des populations intéressées. »

Ce volume est muni d'un index des noms propres et agrémenté d'un certain nombre de gravures, portraits des personnages et vues des localités dont il est question dans le texte, cartes en noir des anciennes circonscriptions auxquelles appartenait la région du département de l'Aisne, et de ses divisions nouvelles.

Le département actuel de la Haute-Marne a été formé, lui aussi, avec des portions de plusieurs anciennes provinces : Champagne (pour les sept huitièmes), Lorraine, Bourgogne et Franche-Comté. Les limites de ces provinces n'étaient d'ailleurs point nettes : aux environs de Bourbonne, par exemple, « la Champagne, la Franche-Comté et la Lorraine avaient des villages disposés de telle sorte qu'ils ne pouvaient communiquer avec leur province respective qu'en passant sur le territoire d'une autre province ». M. Mettrier étudie les divisions de différents ordres entre lesquelles se partageait cette région. Au point de vue religieux, les paroisses dont fut formé le département relevaient de cinq diocèses, appartenant eux-mêmes à cinq provinces ecclésiastiques différentes : diocèses de Langres (province de Lyon), de Troyes (province de Sens), de Châlons (province de Reims), de Besançon (province de Besançon) et de Toul (province de Trèves). Au point de vue judiciaire, son territoire ressortissait aux bailliages de Vitry-le-François, Saint-Dizier, Chaumont, Bourmont, la Marche, Châtillon-sur-Seine, Langres et Dijon. Sous le rapport financier, les quatre provinces qui ont contribué à former la Haute-Marne n'étaient pas soumises au même régime : la Bourgogne et la Franche-Comté étaient pays d'États, la Lorraine et le Barrois également ; la Champagne était pays d'élections ; la partie qui entra dans la Haute-Marne se partageait entre les élections de Langres, de Chaumont, de Bar-sur-Aube, de Vitry-le-François et de Joinville. M. M. décrit ces différentes organisations en un chapitre substantiel, où il fait ressortir d'une façon frappante la confusion, le désordre qui régnaient dans ces divisions, l'enchevêtrement des territoires, l'imprécision des limites.

Il expose ensuite les opérations qui aboutirent, d'abord, à la division de la Champagne en quatre départements, puis à la formation de celui qu'on appela d'abord « le département méridional de la Champagne » et qui reçut ensuite le nom de « Haute-Marne » : sa délimitation du côté des trois provinces voisines, et les difficultés auxquelles elle donna lieu ; sa délimitation du côté des trois départements champenois, puis la divi-

sion intérieure en districts. Dans la Marne, cette opération put se faire rapidement, par la transformation des six élections de Châlons, Reims, Vitry, Épernay, Sainte-Menehould et Sezanne en autant de districts ; mais le département méridional ne contenait que trois chefs-lieux d'élections : Langres, Chaumont et Joinville. L'élection de Langres étant très étendue, on la coupa en deux, et un district fut attribué à Bourbonne-les-Bains. Dans le nord du département, il y eut compétition entre Vassy et Saint-Dizier, qui l'emporta. La réunion d'une partie du Bassigny-Barrois au département de la Haute-Marne le dota d'un sixième district, celui de Bourmont.

Enfin, la fixation du chef-lieu du département déclencha, entre Langres et Chaumont, une querelle aussi chaude que dans l'Aisne, entre Laon et Soissons : les deux cités se battirent à coups de mémoires et d'adresses à l'Assemblée nationale. Le 28 janvier 1790, après une discussion où la cause de chacune d'elles fut plaidée, l'Assemblée nationale adopta pour la Haute-Marne une solution analogue à celle qu'elle avait adoptée l'avant-veille pour l'Aisne : elle décréta la division du département en six districts, désigna Chaumont-en-Bassigny comme chef-lieu *provisoire* et remit aux électeurs le soin de se prononcer sur la fixation définitive du chef-lieu à Chaumont, ou l'alternat entre cette ville et Langres. Le 8 juin, l'assemblée électorale décida en faveur de Chaumont, par 293 voix contre 120.

M. M. termine son étude par l'exposé des remaniements apportés depuis 1790 à la division intérieure du département (suppression des districts dans la Constitution de l'an III, création des arrondissements en l'an VIII) et l'examen de la situation qui serait faite à la Haute-Marne dans les projets d'une nouvelle division de la France, particulièrement ceux de MM. Chantriot et Morlot. Son livre est complété par une bibliographie très détaillée, un certain nombre de documents et pièces justificatives, un tableau des communes de la Haute-Marne avec l'indication des circonscriptions (diocèses, doyennés, bailliages, élections ou recettes des finances, greniers à sel ou recettes de gabelles, maîtrises des eaux et forêts) dont chacune d'elles relevait avant 1789, des districts et cantons dont elles firent partie en 1790, et des cantons auxquels elles appartiennent actuellement ; un index alphabétique des noms propres cités, et enfin sept grandes cartes hors texte, dont six, en couleurs, pour les bailliages, les élections et subdélégations, les eaux et forêts, la régie des aides, les greniers à sel, et les limites du département comparées aux divisions territoriales de l'Ancien régime ; la septième est le fac-simile de la carte du département de la Haute-Marne, dans l'*Atlas national de France* publié en 1790 par Dumez et Chanlaire.

M. M. ne dissimule pas les imperfections de la nouvelle division qui fut substituée aux anciennes, encore bien plus imparfaites, du reste ; mais il montre avec raison que les hommes de 1789 ne pouvaient avoir égard à des considérations qui serviraient de base à un pareil travail, si on l'entreprenait de nos jours. « Aujourd'hui, dit-il (p. vii), s'il s'agissait de procéder à l'établissement de nouvelles circonscriptions administratives, nous nous efforcerions de créer des régions suffisamment homogènes, au point de vue de la structure physique comme des conditions d'existence des habitants. La géologie, la géographie et l'histoire fourniraient les données essentielles pour la formation de ces groupements, qui achèveraient de se préciser par une analyse minutieuse des conditions de la vie économique. Mais, à l'époque où fut établie la division départementale de la France, la géographie, en tant que science, n'existait pour ainsi dire pas. L'étude de notre sol s'esquissait à peine... ; les phénomènes d'ordre physique et ceux d'ordre politique étaient envisagés indépendamment les uns des autres, et personne n'eut sérieusement l'idée de chercher dans la nature ou dans les manifestations de l'activité humaine qui en dérivent plus ou moins directement les éléments d'une division administrative. » Et encore ne faut-il pas croire que la Constituante ne tint aucun compte de ces éléments ; M. M. le reconnaît au terme de son étude ; il montre (p. 226), par l'exclusion de Bar-sur-Aube du département et par le rattachement de Saint-Dizier, que « les relations économiques sont entrées en ligne de compte dans la formation des nouvelles circonscriptions administratives ». « Rien de plus injuste, ajoute-t-il, que de prétendre, comme... on l'a répété si souvent..., que, pour diviser la France en départements, on a découpé vaille que vaille, dans le territoire national, des carrés ou des cercles à peu près égaux. Si les idées d'égalité, de proportion, d'équilibre ont été le point de départ de l'Assemblée, et si en ce sens on peut dire que la division de 1790 fut une division géométrique, cette conception s'est bien réellement modifiée dans le travail, pour satisfaire aux convenances physiques et morales des populations. Une vaste consultation, toute spontanée du reste, où chacun a été admis à faire entendre sa voix, est venue éclairer les représentants de la France sur les désirs des véritables intéressés. » D'autre part, M. M., contrairement à ceux qui ont prétendu que le département de la Haute-Marne « avait été formé sans égard pour les divisions anciennes », trouve que, « si l'on devait reprocher quelque chose aux membres de l'Assemblée constituante qui ont pris part à la création du nouveau département, ce serait, non d'avoir méconnu le tracé des divisions anciennes, mais de l'avoir, dans certains cas, trop fidèlement respecté ».

On voit donc qu'il aboutit aux mêmes conclusions que M. Hennequin. L'on peut en rapprocher également celle de M. Porée dans son livre sur la formation du département de l'Yonne : « Si la division de la France fut le résultat d'une conception purement abstraite, l'œuvre de logiciens désireux de substituer l'ordre et la clarté à l'incohérence et à la confusion, ces logiciens avaient l'esprit pratique et le sentiment des réalités. Ils ne tracèrent point... des « carrés géométriques parfaits », mais firent appel, pour la perfection de leur œuvre, au concours de tous ; dans la vaste enquête qu'ils dirigèrent, tous les avis furent entendus, sinon écoutés... ; ils se déterminèrent toujours d'après la majorité des vœux et des intérêts, dûment formulés et constatés. » L'opinion d'auteurs qui ont étudié en détail, pour des départements particuliers, le travail auquel donna lieu la division de la France, montre combien est fantaisiste et peu fondé le reproche si souvent fait aux Constituants, et que Taine a repris pour son compte, d'avoir « découpé géométriquement la France comme un damier ». — P.-R. MAUTOUCHET.

— Jean Lhomer. *François de Neufchâteau (1750-1828)*. Paris, Berger-Levrault, 1913, in-16, vii-220 p. — Ce petit livre, écrit sans prétention, est extrêmement agréable à lire ; on ne pourrait que reprocher à l'auteur d'accepter sans contrôle un certain nombre de faits, de ne pas distinguer suffisamment entre les documents inédits et les œuvres de seconde main, enfin, défaut bien pardonnable d'ailleurs, de glisser trop au panégyrique.

Son héros, qui aime surtout la poésie et l'agriculture, et dont le hasard fit un ministre, est de ces hommes tels que Fouché, Talleyrand, Fontanes, excellents acrobates qui, malgré de nombreux sauts périlleux à travers tous les régimes, trouvèrent moyen de retomber toujours sur leurs pieds. François, fils d'un modeste régent d'école, élevé au collège des Jésuites de Neufchâteau, enfant prodige, fut un poète précoce : membre associé de l'Académie de Dijon à quinze ans, puis de celles de Lyon, Marseille et Nancy, il prit en 1766, à seize ans, le titre de Neufchâteau. Patronné par Sophie Arnould, dont il fut l'amoureux platonique, professeur de poésie au collège de Toul, avocat stagiaire au Parlement de Paris, époux de Marie-Madeleine Prévile, fille du comédien-français, lieutenant-général civil et criminel au bailliage de Mirecourt, veuf après trois mois de mariage, admirateur de Voltaire, chantre des beautés de la religion et des vertus de Marie-Antoinette, remarié en 1782 avec la dame Pommier, âgée de quarante-deux ans et demi, il commence

1. V. le compte rendu dans la *Revue*, VII, 154.

en juin 1783 sa carrière comme procureur général à Saint-Domingue. Il a raconté dans des pages excellentes et infiniment amusantes les péripéties de son voyage et la mauvaise organisation de notre administration coloniale. Pendant les trois ans qu'il reste dans l'île, il fait surtout des excursions, et prend quelques mesures heureuses contre les jeux de hasard, le magnétisme et la malpropreté des indigènes.

Pris de nostalgie, il revient en 1786 ; mais son navire fait naufrage et il perd dans l'accident une traduction en 40.000 vers de l'*Orlando furioso* ; rentré à Paris, il apprend que son poste est supprimé, reçoit une pension de 3.000 livres et se retire dans son domaine, décidé à cultiver son jardin.

Ses compatriotes, quand vint la Révolution, le supplièrent avec tant d'ardeur qu'il accepta d'être administrateur du département des Vosges et juge de paix. Député à la Législative, il fut parmi les acharnés et composa contre la famille royale une fable : *Le porc et la panthère*, dont il se repentit plus tard ; mauvaise action qui ne lui profita guère, car sa pièce *Paméla*, jugée peu républicaine par le Comité de salut public, lui valut un assez long séjour en prison ; en compensation la réaction thermidorienne le nomma juge au tribunal de cassation.

Le voilà en passe de célébrité : il profite de ces emplois officiels pour publier des poésies, notamment sa *Marseillaise des laboureurs*, qui ne fera pas oublier l'autre, et pour reprendre ses relations avec Sophie Arnould. Il est bon pour tous les emplois : commissaire du département des Vosges, ministre, Directeur, ministre plénipotentiaire, organisateur de la première Exposition française, il nous laisse l'impression d'un touche-à-tout vaniteux et bavard, toujours prêt à présider un banquet ou une distribution de prix. Sous le Consulat, nommé sénateur par Siéyès, il se tait quelque temps, trop occupé par sa goutte, son divorce, son troisième mariage, en 1802, et l'éducation de son fils. Sous l'Empire, devenu président du Sénat, il reprend son rôle de distributeur de discours dans toutes les cérémonies, organisant les fêtes impériales, oubliant son passé républicain, et, comme Fontanes, jouant à l'aristocrate. Comte de l'Empire en 1808 et membre de l'Institut, il est au comble de la gloire. Redevenu veuf en 1812, il se maria pour la quatrième fois en 1814 : la solitude lui déplaisait. Il occupait ses rares moments de loisir à éditer les *Œuvres* du duc de Nivernais, le *Théâtre de l'Agriculture* et l'*Art de multiplier les graines* ; il écrivit d'ailleurs lui-même des études sur la carotte, le panais, la réglisse, le safran, le beurre minéral et sur certaines recettes de cuisine.

Sous la Restauration, ils s'offrit à Louis XVIII ; mais le roi, indifférent à ses démarches, peut-être méfiant, le laissa à sa goutte. Il occupa alors

ses dernières années à écrire de nouveaux vers et à encourager les jeunes poètes : il se lia avec V. Hugo. Veuf, mais non remarié cette fois, il mourut pauvre, mais toujours infatigable rimeur, en 1828, à soixante-dix-sept ans.

Voilà précisée la physionomie de ce François de Neufchâteau qui fut mêlé à tant d'événements de la Révolution et de l'Empire et qui, pour n'avoir pas été un grand homme, n'en reste pas moins un poète ennuyeux et un habile courtisan. — Marcel Nesi.

— Ernest Daudet. *Journal du comte Rodolphe Apponyi, attaché de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris. Vingt-cinq ans à Paris, 1826-1850.* Paris, Plon-Nourrit, 1913, 2 vol. in-18. T. I, 1826-1830, 439 p.; t. II, 1831-1834, 527 p. — Cette publication, qui sera complète en quatre volumes, comprend les souvenirs du comte R. Apponyi pendant les vingt-cinq années qu'il a passées à Paris comme attaché de l'ambassade d'Autriche-Hongrie. L'ambassadeur était son cousin, le comte Antoine Apponyi. De la formule trop vague qu'emploie M. E. D. dans son Introduction (p. xxix), l'on peut conclure que Rodolphe Apponyi rédigea ce journal pour l'envoyer à sa mère d'adoption, seconde femme de son père, qui résidait en Hongrie. Ce journal a-t-il remplacé les longues lettres qu'il lui écrivait de Rome, où il avait fait ses débuts dans la carrière diplomatique ? M. E. D. ne le dit pas ; sinon, il se peut fort bien que ce journal ait été tenu par Rodolphe Apponyi pour son plaisir personnel. Arrivé à Paris le 6 février, il le commença le 28, et ne le discontinua pas jusqu'à son départ de France, en 1851.

En 1826, Apponyi est âgé de vingt-quatre ans : c'est un jeune homme élégant, de bonne mine, aimant s'amuser, remarquable danseur. Cette dernière qualité suffit à lui concilier les faveurs de tous les salons. Son âge, ses talents, sa fonction même contribuent à en faire l'homme le plus couru, le plus lancé de la capitale : il est l'organisateur de tous les cotillons, le pilier de toutes les fêtes !... et son journal, surtout dans les trois premières années, ressemble parfois étrangement à un carnet de bal. Il est assuré d'un grand succès de librairie : il est varié, agréable à lire, farci d'anecdotes. La question que nous avons à nous poser ici est celle de l'intérêt et de la valeur qu'il présente au point de vue historique.

Il n'y faut point chercher de renseignements nouveaux sur la politique, il ne faut admettre qu'avec la plus prudente réserve les détails qu'Apponyi donne sur les événements, voire même ceux dont il a été témoin ; et cela parce qu'il accepte sans le moindre esprit critique les racontars de la société *ultra* dans laquelle il vit, parce qu'il regarde les choses qui se

passent devant ses yeux de la façon la plus partielle, parfois aussi avec un manque de compréhension surprenant. Qu'on lise les lignes (p. 236) où il manifeste le 2 mars 1830 sa confiance que « tout ira bien », celle où il prétend, au plus fort de l'admirable campagne de presse contre le ministre Polignac (10 mars, p. 237) : « les journaux ne savent que dire » et (p. 241) « les journaux sont vides en ce moment » ; celles où il expose (p. 347 et sq.) les causes de la Révolution de 1830 et les véritables « potins » de son monde sur les journées de juillet (cf. p. 351, sur les officiers vendus au peuple, et cette assertion que « dans la journée du 28, les succès furent balancés ») ; l'on sera suffisamment édifié.

Aussi bien l'intérêt n'est pas là. Il réside dans les détails qu'Apponyi nous fournit sur la vie de société sous le règne de Charles X d'abord, sous celui de Louis-Philippe ensuite, sur cette vie de Paris, la vie normale, la vie de tous les jours qu'il est si intéressant de bien connaître et si difficile de préciser. Or Apponyi fait par le menu le récit des bals, des réceptions, des dîners à la cour, à l'ambassade, dans les salons du faubourg Saint-Germain ou chez Rothschild. Il parle des concerts, des quêtes de charité, des étrennes, du médecin à la mode, du prix des loyers. Il décrit minutieusement la maison de M^{lle} Mars. Il conte l'affaire des maréchaux que l'ambassadeur d'Autriche, par ordre de son gouvernement, ne fit plus annoncer sous leurs titres de ducs des pays d'Empire et la colère qu'en conçut l'ancien monde impérial. Il décrit avec une ironie discrète la cour bourgeoise de Louis-Philippe, et les précisions qu'il donne sont curieuses sur la société divisée une fois de plus par le nouveau règne en fidèles, en ralliés et en irréductibles.

Il faut reconnaître d'ailleurs que le deuxième volume de ce journal, sans apporter aucun éclaircissement nouveau sur la politique pendant les premières années du règne de Louis-Philippe, donne une physionomie exacte de cette période, de ses émeutes répétées, des désastres du choléra, etc... Il semble qu'Apponyi, devenant plus âgé, moins préoccupé de ses cotillons, ayant pénétré plus avant dans la société parisienne, a acquis une compréhension moins superficielle des événements et, rompu à ce métier d'historiographe, le remplit avec plus d'autorité. Les volumes suivants confirmeront-ils cette impression ?

M. E. D. n'a pas voulu surcharger sa publication de notes explicatives. N'a-t-il pas parfois poussé ce scrupule à l'excès ? Il est quelques-uns des personnages cités dans le journal d'Apponyi sur lesquels l'on aimerait à être renseigné et l'on ne comprend pas toujours la raison qui a décidé M. D. à donner des détails biographiques sur celui-ci plutôt que celui-là. Certaines des notes, en outre, sont d'une précision fort insuffisante. Ainsi

(t. I, p. 319) celle où M. D. affirme qu'« une étude plus approfondie des faits » a apporté la preuve du suicide du prince de Condé; celle (p. 206) où il explique le départ de La Bourdonnaye du ministère en novembre 1829 par l'effroi que lui causait l'imprévoyance du président du conseil : or le ministère du 9 août avait été constitué sans qu'il y eût de présidence effective, et La Bourdonnaye démissionna surtout par dépit de l'influence prépondérante prise par Polignac. Signalons un lapsus échappé à la revision de M. D. (t. I, p. 352) : « Lundi, enfin, le combat recommença... » alors qu'Apponyi parle de la journée du jeudi 29 juillet 1830. — Claude G. WEILL.

— Georges Yver. *Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara (1837-1839)*. Alger et Paris, Geuthner, 1912, in-8, xxviii-686 p. (Collection de documents inédits sur l'Histoire de l'Algérie après 1830, publiée par le Gouvernement général de l'Algérie, 2^e série, *Documents divers*). — En exécution du traité de la Tafna, le gouvernement français décida d'envoyer un représentant, qui prit plus tard le titre de consul, près de l'émir Abd-el-Kader : le capitaine Daumas, du 2^e régiment des chasseurs d'Afrique, occupa ce poste pendant deux ans (de novembre 1837 à octobre 1839). C'est sa correspondance avec les généraux qui commandèrent successivement à Oran, retrouvée aux Archives historiques de la Guerre et aux Archives du Gouvernement général de l'Algérie, que publie M. G. Yver, professeur à la Faculté des Lettres d'Alger.

Dans cette édition, véritable modèle de clarté et d'ordonnance, rien n'a été oublié pour assurer la commodité du lecteur : l'Introduction rappelle les circonstances de l'envoi de Daumas à Mascara, expose les conditions où il y séjourna et les résultats généraux de sa mission. Grâce à sa grande érudition des choses algériennes, M. Y. a pu joindre au texte de chaque dépêche de très nombreuses notes explicatives sur la plupart des personnages cités, officiers, soldats ou agents français, chefs arabes, puis sur les localités et enfin sur les coutumes indigènes. A propos des noms propres, nous croyons cependant que M. Y. aurait eu raison d'en unifier l'orthographe, fantaisiste et souvent changeante, même pour les personnages ou les lieux les plus importants; quel avantage y a-t-il à reproduire les incertitudes de l'officier français, à écrire *Cherchall*, *Média*, *Taguedemt* ou *Takedempt*, etc. ?¹ A la suite de la correspondance du consul, on trouvera en appendice les documents les plus propres à l'éclairer et à la compléter : les instructions qu'il avait reçues, d'amples mémoires pré-

1. Au lieu de *Cherchel*, *Média*, *Tagdemt* (forteresse d'Abd-el-Kader, près de Tiaret).

cisant les renseignements qu'il fournissait, enfin la reproduction de quatre cartes ou croquis dressés par le docteur Varnier, attaché au consulat de Mascara, et représentant les communications de cette ville avec Tagdemt et Aïn Madhi (c'est-à-dire la traversée des Hauts-Plateaux jusqu'au delà du Djebel Amour) et les plans de ces deux villes. Un Index des noms propres permet de retrouver aisément les passages relatifs à chacune des innombrables questions traitées dans les 121 dépêches et les neuf appendices.

L'intérêt historique de cette publication est considérable et le serait encore davantage s'il était possible d'y ajouter les réponses reçues par Daumas des généraux d'Oran, réponses qui n'ont pas été retrouvées : elles préciseraient la nature des services que le gouvernement attendait de son agent de Mascara, et, du même coup, sa conception même de cette sorte de protectorat qu'il prétendait exercer sur l'Émir. A ce sujet, nous n'avons guère que les instructions rédigées par Bugeaud pour le consul (15 août 1837)¹. On y remarquera, à côté de questions posées avec une sobriété et une netteté toutes militaires, des indications plus incertaines sur le rôle politique dévolu au résident français de Mascara ; elles reflètent l'ignorance du gouvernement sur l'État arabe qu'Abd-el-Kader s'efforçait alors d'improviser et l'imprécision de ses idées sur ce que pouvait être une intervention protectrice de la France dans cet État. Ce protectorat, en dépit des affirmations des ministres de Louis-Philippe, était pure imagination, et la preuve, c'est que Bugeaud ne semblait compter, pour assurer à Mascara l'influence française, que sur la force des arguments qu'il suggérerait lui-même au consul : « Vous tâcherez de lui faire comprendre (à l'Émir) la différence qu'il y a entre la grandeur et le bonheur d'un souverain qui règne sur une nation civilisée et le prince qui ne règne que sur une nation nomade et misérable. Vous lui direz que l'Afrique renferme tous les éléments de richesse et qu'il est appelé par Dieu lui-même à régénérer un peuple plongé depuis si longtemps dans la misère et dans la barbarie ; que la présence des Français est encore un décret de la Providence, qui a le même but, car, sans des modèles et des exemples, il ne parviendrait jamais à faire faire des progrès à ce peuple pasteur et ignorant. Les Français sont donc appelés à l'aider puissamment dans cette œuvre de régénération ; il faut donc qu'il s'en fasse des amis et des appuis. Vous ferez bien de lui parler souvent des œuvres du pacha d'Égypte, qui s'est entouré d'un grand nombre de Français et qui marche rapidement vers une grande puissance et une

1. Appendice I, p. 561.

grande prospérité. » Ce n'est que par une méconnaissance singulière des réalités qu'on pouvait croire à la force de la persuasion près d'Abd-el-Kader et lui proposer bonnement l'exemple de Méhémet Ali. Au surplus, le consul ne devait prétendre à aucun contrôle sur le gouvernement de l'Émir, mais seulement tâcher d'acquiescer près de lui un certain crédit.

Il n'est donc pas surprenant que le résultat de cette mission ait été pratiquement nul. Suivant ses instructions, Daumas chercha à se concilier l'amitié de tous les chefs et aussi à s'aboucher avec les ennemis personnels de l'Émir, notamment avec les marabouts mécontents de son prestige¹; mais ces efforts ne lui assuraient presque aucun avantage effectif. De même, en dépit des instructions, Daumas ne put jamais accompagner Abd-el-Kader dans ses courses incessantes, ni par conséquent connaître ses projets qu'indirectement, ni acquiescer sur lui aucune influence. Il resta constamment confiné à Mascara, sous la surveillance des autorités locales, réduit à une installation matérielle très défectueuse et peu propre à relever son prestige, dont l'autorité militaire paraissait peu se soucier, au milieu d'une population qui ne manquait pas une occasion de témoigner son mépris et sa haine, malgré les soins médicaux du docteur Varnier, situation toujours précaire, souvent inquiétante, et que seule garantissait la présence à Oran et à Mostaganem des envoyés de l'Émir².

Avec si peu de crédit, Daumas ne put obtenir qu'une application très incomplète du traité de la Tafna, article premier de ses instructions : en dépit des promesses les plus solennelles, la sécurité des Français ou de leurs protégés, Douairs ou autres, ne fut nullement assurée; les assassinats étaient fréquents, de même la confiscation des biens des musulmans fixés en territoire français, la liberté du commerce tout illusoire, l'Émir interdisant lui-même tout achat aux marchés de Mostaganem ou d'Oran. En sorte que les seuls résultats effectifs atteints par le consul étaient l'achat régulier de chevaux pour la remonte, malgré la mauvaise volonté des autorités, et son intervention près des déserteurs français pour les persuader de regagner leurs corps ou au moins pour réclamer leurs chevaux et leurs armes³.

Par contre il est toute une partie de ses instructions où Daumas put donner pleine satisfaction à ses chefs; ce sont les questions posées par

1. Dépêche du 21 décembre 1837, p. 39.

2. Sur cette situation de Daumas et ses rapports avec les indigènes, voir sa longue et intéressante dépêche du 30 juin 1838 (p. 331-339) où, tout en affirmant qu'il ne vit nullement à Mascara en état d'humiliation, n'y supporte aucun outrage et y tient noblement son rang, il insiste sur les désagréments de sa position et le courage qu'il faut pour y rester.

3. Voir p. 207, 218, 391; voir aussi la note sur les prisonniers et les déserteurs français, Appendice, p. 569-573.

Bugeaud sur Abd-el-Kader, ses tribus vassales, ses forces militaires, ses relations avec le Maroc, etc... Les réponses de Daumas remplissent ses dépêches et c'est ce qui fait évidemment leur principale valeur historique puisqu'on y trouve, tracé au jour le jour, le tableau de la vie de l'Émir et du fonctionnement de l'État arabe qu'il s'épuisait à organiser. On ne peut songer à résumer une pareille masse de documents, mais seulement indiquer les plus importants et les plus précis. Ainsi la longue dépêche du 3 septembre 1838 (p. 300-325), destinée à renseigner le Gouverneur général sur Abd-el-Kader, expose toute sa biographie, celle de sa famille, les origines de son prestige religieux, puis de son pouvoir politique, les raisons de son attitude dans ses premières relations, belliqueuses ou diplomatiques, avec les Français. Sur le gouvernement arabe, on trouvera les détails les plus explicites dans le mémoire de Daumas cité en appendice (p. 579), notamment sur la nomination des fonctionnaires, renouvelés chaque année pour assurer leur fidélité, et sur la levée des impôts; le principal est l'*âchor*, ou dixième sur le blé et le bétail, dont Abd-el-Kader amasse le produit dans ses magasins ou qu'il fait vendre sur le marché d'Oran et autres villes françaises; le même document contient le tableau détaillé des tribus soumises à l'Émir et des forces que peut fournir chacune d'elles.

C'est sur cette question des forces militaires d'Abd-el-Kader que le capitaine Daumas fournit les renseignements les plus intéressants: citons la description, après l'avoir vue à l'exercice, de l'infanterie arabe (p. 15), des effectifs des troupes régulières, soit 3.100 hommes d'infanterie en janvier 1838 (app., p. 568), qu'Abd-el-Kader voulait porter à 10.000 hommes, plus 3 ou 4.000 de cavalerie régulière (p. 93 et 200), de l'indiscipline de ces troupes (p. 95), de leurs armes, la plupart fournies par le Maroc (p. 72), de l'artillerie et de la répartition des pièces (p. 144, 181, 201), des décorations, sonneries et de l'instruction (p. 512). Citons aussi le mémoire spécial de Daumas sur l'infanterie de l'Émir (app., p. 564), qui, dit-il, « ne peut rien contre nous, mais beaucoup contre les Arabes » et celui sur son administration, qui renferme d'amples renseignements sur sa cavalerie, tant régulière qu'irrégulière (p. 597).

Après les troupes, Daumas n'a garde d'oublier les forteresses; notamment il insiste sur Tagdemt, où l'Émir avait élevé trois forts contre les Français¹; il envoie le plan² et le commente dans sa dépêche du 27 mai 1838 (p. 204) en manifestant du reste à leur sujet le plus parfait dédain.

1. Note sur Tagdemt, p. 633.

2. Reproduit en appendice.

De même, suivant ses instructions, Daumas communique à ses chefs tout ce qu'il apprend sur les relations d'Abd-el-Kader avec le Maroc, d'où arrivent chaque jour des convois à Mascara (p. 53, 58, 293) et dont le sultan, affirme-t-il, est décidé à prêter tout son appui à l'Émir.

Les mêmes instructions avaient recommandé au consul d'étudier, en accompagnant Abd-el-Kader dans ses déplacements, la configuration du terrain, les routes, les sources, etc., connaissances des plus précieuses en cas de nouvelle rupture. A défaut d'observations directes, Daumas accumula les renseignements, et, sous ce rapport, sa mission fut véritablement féconde par les grands services qu'en tira plus tard l'autorité militaire ; le Ministère de la Guerre le déclare formellement dans une note jointe à l'analyse qu'il avait fait rédiger de la correspondance du consul. On le comprendra aisément en consultant la description et division en étapes de la route de Tagdemt à Aïn Madhi (p. 120, 331), celle qu'il trace, après une excursion personnelle, la seule peut être où il réussit à sortir et non sans grande peine de Mascara, de la route de cette ville vers Tlemcen (p. 160), à laquelle il consacre de plus une notice spéciale et détaillée (app., p. 574).

De toutes ces lettres se dégage très vivant le tableau de cette sorte de royaume arabe qu'improvisait Abd-el-Kader. On y voit par exemple, remarque que rend encore plus intelligible la comparaison de son aventure et de celle d'autres Madhis surgis ailleurs dans le monde musulman, l'affaiblissement progressif du prestige religieux qui avait fait sa force à la première heure, le coup que lui portent parmi les Arabes les progrès de leurs relations commerciales et avantageuses avec les Français (p. 126), la méfiance de la tribu même des Hachem quand Abd-el-Kader voulut en faire venir à Médéa sa propre famille (p. 168), les guerres perpétuelles où devaient s'user l'activité et les forces militaires de l'Émir, toujours en courses loin de Mascara, pour maintenir ses tribus dans la soumission, notamment de grands détails sur son expédition dans le sud contre le marabout rebelle Tedjiny et le siège malheureux d'Aïn Madhi¹.

De ce tableau résultent deux conclusions générales : d'abord la faiblesse réelle de l'État d'Abd-el-Kader, sur lequel on s'illusionnait en France ; cet État n'a de semblant d'existence que par la personne de l'Émir ; tout tremble devant lui, mais, hors de sa présence, il n'y a que mauvaise volonté et difficultés (p. 92) ; « l'Émir n'a de véritablement dévouées que les tribus qui entourent cette ville (Mascara) et qui ont fait son élec-

1. P. 258, 282, 338, 398, 413. — Voir aussi le mémoire particulier sur ce siège, Appendice, p. 654.

tion »¹. Il a perdu tout son prestige religieux depuis le traité de la Tafna, et s'il s'efforce de profiter du temps que lui laissent bénévolement les Français pour augmenter sa puissance militaire et pour soumettre les tribus, ce n'est pas sans susciter chez elles rancunes et même résistances obstinées, notamment pour le paiement de l'impôt²; en sorte que ces trésors si vantés d'Abd-el-Kader sont encore moins tangibles que sa force militaire. Aussi, dès juillet 1838, Daumas annonce-t-il comme inévitable l'écroulement de cet État.

Et il s'en dégage cette autre constatation, coutumière dans l'histoire coloniale et si prompte cependant à tomber dans l'oubli, à savoir l'impossibilité pour une colonie de civilisés établie en pays barbares, appliquée à s'outiller et à progresser par un travail pacifique, de supporter sur sa frontière un État aux limites incertaines, aux populations agressives, à l'organisation anarchique : l'absorption s'en impose fatalement, et c'est ainsi d'ailleurs qu'ont grandi tous les empires coloniaux modernes. Quelle possibilité y avait-il en effet de protectorat ou même simplement de voisinage paisible avec un État comme celui de l'Émir ? « Le pays est si vaste et l'organisation arabe telle, qu'il lui est (à Abd-el-Kader) moralement et physiquement impossible de nous donner la moindre satisfaction pour tous les griefs dont nous exigeons chaque jour la réparation ».

La rupture était donc inévitable et c'est à cette conclusion qu'aboutissent en effet les relations des Français et d'Abd-el-Kader après deux ans de paix. Cette rupture, Daumas l'annonce au gouverneur d'Oran dès le 8 juillet 1838; il est déjà convaincu que l'Émir, loin de traiter à la Tafna pour gouverner pacifiquement ses sujets et les conduire au progrès en s'appuyant sur la France, ne l'a fait « que pour gagner du temps, se venger des tribus qui, lasses de la guerre, manifestaient déjà des intentions hostiles, réparer ses finances et se mettre en un mot en état de recommencer avec plus d'acharnement et de vigueur que jamais » (p. 241). Et il le démontre par les courses et les razzias de l'Émir aux dépens des tribus indociles, par ses dépenses consacrées, non point au développement du commerce ou de l'industrie, mais uniquement à l'achat d'armes, par ses efforts pour faire fabriquer des canons, par ses flatteries envers le sultan du Maroc, dont il s'efforce d'acquiescer l'alliance.

Les dépêches de 1839 montrent la consommation de cette rupture :

1. Dépêche du 3 septembre 1838, p. 314.

2. P. 320 et Appendice, p. 639.

3. Dépêche du 8 juillet 1838, p. 242.

alors que le maréchal Valée croyait encore possible de maintenir la paix avec Abd-el-Kader et lui faisait présent d'armes et de munitions pour gagner sa confiance¹ — singulier moyen, peut-on remarquer, de persuasion pacifique, — et qu'il l'engageait à développer sa puissance sous l'égide de la France, l'Émir réunissait à Tagdemt tous ses agas et caïds et leur proposait lui-même, dans un discours résumé par Daumas², la guerre sainte, à laquelle, d'ailleurs, ils répugnaient manifestement; le 28 mai, le consul annonce que, si le Maréchal persiste dans son dessein de relier par terre Alger et Constantine³, l'Émir commencera certainement les hostilités (p. 479); le 7 septembre, il relate la tournée d'Abd-el-Kader chez plusieurs de ses tribus auxquelles il annonce la guerre sainte, très froidement accueillie (p. 527); le 19 octobre, il rapporte mot à mot sa conversation de congé avec l'Émir, enfin revenu à Mascara, et les griefs imaginaires qu'invoque celui-ci pour justifier son agression (p. 550); et, le 17 novembre, il transmet le rapport de l'interprète du consulat annonçant qu'Abd-el-Kader fait publier partout la guerre sainte et rassemble armes et provisions, en dépit du désir des Arabes de demeurer en paix (p. 556). C'est le lendemain en effet que l'Émir lançait sa déclaration de guerre au maréchal Valée. La mission de Mascara put aisément regagner les postes français, grâce à la précaution prise à Oran d'y retenir les agents commerciaux d'Abd-el-Kader.

D'après ces documents et la conclusion du long mémoire de Daumas sur l'état de la province d'Oran en janvier 1839⁴, la guerre résulta donc d'un acte de volonté personnelle de l'Émir, qui l'imposa aux Arabes. D'une part, en effet, il avait fait des préparatifs militaires qu'il jugeait redoutables; d'autre part, il manquait d'argent par suite de l'indocilité des tribus : les succès du maréchal Valée lui interdisant tout agrandissement vers Constantine et ses propres échecs dans la régions des Hauts Plateaux, notamment celui d'Aïn Madhi, ayant porté un rude coup à son prestige, Abd-el-Kader, réduit, comme à ses débuts, aux tribus voisines de Mascara, ne pouvait rétablir sa fortune que par la guerre sainte, instrument de sa première puissance. C'est de cette tentative désespérée que sortit la rupture de 1839.

Cette correspondance du consul français de Mascara réunit donc un intérêt historique de premier ordre à l'agrément de ses descriptions si variées et si vivantes; aussi le volume de M. Y. fait très favorablement

1. Lettre de Valée à Abd-el-Kader, 14 février 1839, p. 431, note 1.

2. Dépêche du 9 février 1839, p. 416.

3. Le Passage des Portes de Fer fut exécuté en octobre-novembre 1839.

4. Appendice VII, p. 640.

augurer des futures publications de la Collection de documents historiques entreprise par le Gouvernement général de l'Algérie. — P. KAEPELIN.

— A. Chambolle. *Retours sur la vie. Appréciations et confidences sur les hommes de mon temps*. Paris, Plon, 1912, in-8, 544 p. — Chambolle appartient à cette génération libérale qui fit la Révolution de 1830 et trouva dans la monarchie de Juillet la réalisation de ses vœux les plus complets. Ce que l'on peut chercher surtout dans ses souvenirs, c'est un témoignage assez fidèle où se reflètent la psychologie, l'état d'esprit intellectuel de cette génération. La période de formation, de 1822 à 1830, est rapidement retracée en quelques pages intéressantes (chap. II); Chambolle y marque bien le rôle de l'opposition bourgeoise, la valeur et la portée de ce que l'on convenait d'appeler la résistance révolutionnaire. Ce mot « révolutionnaire » avait alors, dans les milieux libéraux, un sens fort atténué; la bourgeoisie s'en servait comme d'une arme pour intimider le pouvoir; la réaction de 1820 et des années suivantes n'avait presque rien laissé subsister des groupements et des individus chez qui s'étaient perpétuées la pensée et les méthodes proprement révolutionnaires. « Tous ou presque tous, dit Chambolle, nous avions horreur du jacobinisme. » C'étaient là les révolutionnaires qui se formaient dans les ventes secrètes du carbonarisme. Le régime de Juillet fut leur œuvre, et l'avènement de la monarchie orléaniste transforma d'emblée les révolutionnaires de la veille en conservateurs décidés. Pendant plus de dix ans, ce fut, pour cette génération formée durant les incertitudes des derniers temps de la Restauration, une éclosion des plus brillantes. Ce fut l'éveil de cette bourgeoisie éclairée, consciente de ses principes et de son libéralisme, qui fit la force du gouvernement de Louis-Philippe. On en trouve chez Chambolle un des types les plus caractéristiques; il en présente toutes les qualités: la sincérité, le désintéressement, la réelle valeur morale, mais en même temps tous les travers: la vision un peu étroite, la formation toute livresque, l'habitude stérile du débat oratoire. Ces chapitres, qui forment le centre de ces souvenirs, prêteraient à une analyse plus poussée de la psychologie de cette bourgeoisie moyenne à l'époque de son complet épanouissement; on y recueillerait d'utiles aperçus sur le monde parlementaire ou sur le monde de la presse (sur le *Siècle* en particulier, que Chambolle dirigea longtemps), en qui se résume à peu près complètement toute la vie de cette bourgeoisie. Chambolle appartenait à cette opposition discrète et courtoise qui se rangeait derrière Thiers et qui dirigeait contre Guizot une attaque superficielle et sans fermeté. La Révo-

lution de 1848 vint la surprendre ; non qu'elle n'ait saisi quelques symptômes avant-coureurs, mais elle prévoyait un changement ministériel et elle ne s'attendait guère à ce bouleversement. Ce fut un désarroi moral comme il en est peu d'exemples. Toute cette seconde partie des Souvenirs de Chambolle, depuis les journées de février, offre à ce point de vue un intérêt des plus curieux : on y voit se développer cet état d'esprit de mécontentement, d'incompréhension la plus complète, qui seul peut faire comprendre les événements de 1871. Depuis ces jours « à jamais néfastes » de février, la vie politique n'est plus pour Chambolle que le déchaînement des plus basses passions, des appétits les plus vulgaires ; et, par une pente régulière, cette « décomposition sociale » aboutit à la crise de la Commune. Pour flétrir la révolte parisienne, Chambolle n'a pas de mots assez violents : « suprême degré de la honte », « abominable forfait », « dictature exécrationnelle » d'une bande « d'énergumènes et d'échappés des clubs, les uns sanguinaires, les autres idiots », etc... Chambolle n'a plus souci de sa réserve et de sa modération coutumières.

Chambolle a pris soin de noter la date de composition de ses Mémoires, et l'éditeur nous a conservé ce renseignement, qui sera précieux à qui voudra utiliser ce texte. Les cinq premiers chapitres, qui conduisent jusqu'aux environs de 1837, ont été écrits en juillet 1869 ; le reste porte la date de mai et août 1871, c'est-à-dire que toute cette fin garde la trace des terreurs de la Commune, que la vision toujours présente de la tourmente révolutionnaire altère tout le passé dans les souvenirs de Chambolle.

C'est ainsi, semble-t-il, un enseignement psychologique que l'on peut retirer de cette lecture. Le récit des épisodes apporte peu de nouveauté et aurait pu sans inconvénient être abrégé en divers endroits. L'éditeur avertit qu'il écarte quelques fragments sans intérêt général ; je crois que ce texte un peu compact aurait gagné à être allégé davantage. — A. CRÉMIEUX.

— Édouard Petit. *Eugène Pelletan, sa vie, son œuvre*. Paris, Quillet, s. d., in-16, 281 p. — Ranc. *Souvenirs. Correspondance (1831-1908)*. Paris, Ed. Cornély, 1913, in-18, 527 p. — Voici deux biographies consacrées à deux hommes qui occupèrent dans la presse du XIX^e siècle une place prépondérante : Eugène Pelletan et Arthur Ranc. Ces deux volumes sont composés suivant une méthode analogue, avec le souci de citer et de faire connaître les pages essentielles, inédites ou dispersées dans les journaux, des deux écrivains.

M. E. P. suit pas à pas la carrière d'Eugène Pelletan, comme critique littéraire d'abord, comme polémiste politique ensuite. Eugène Pelletan fut un écrivain d'une étonnante fécondité. On ne lit plus guère aujourd'hui ses romans, ses travaux de critique, ses articles, ses pamphlets. Ils ont eu cependant une influence considérable sur la jeunesse libérale du second Empire. L'analyse qu'en donne M. P., les nombreux extraits qu'il en détache, permettront de s'en faire rapidement une idée précise. On lira avec intérêt les chapitres consacrés à l'opposition sous l'Empire, à l'élection d'Eugène Pelletan au Corps législatif en 1863, à ses interventions à la tribune jusqu'en 1870, à son rôle au Gouvernement de la Défense nationale.

Dans les souvenirs de Ranc, on a groupé toute une suite de documents, articles, extraits de volumes, lettres écrites ou reçues par Ranc. Ces documents ont été rattachés les uns aux autres par de courtes notes, de façon à former une biographie de Ranc. On ne peut s'attendre à trouver dans un ouvrage ainsi composé beaucoup d'unité ni de cohésion ; les fragments rapprochés sont d'origine, d'époque, de valeur très différentes. Un grand nombre des articles de Ranc méritent d'être conservés ; mais je crois qu'on aurait mieux mis en lumière le talent du journaliste en recueillant simplement ses articles sans les disperser dans une manière de biographie, nécessairement incomplète et vague. — A. CRÉMIEUX.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français. 1913.

Septembre-Octobre. = F. PUAUX. *L'évolution des théories politiques du protestantisme français pendant le règne de Louis XIV.* [A suivre. Les protestants français furent ardemment royalistes et partisans du droit divin des rois jusqu'à la Révocation; ils le demeurent encore au lendemain de la Révocation. L'évolution fut déterminée par le succès de la seconde Révolution d'Angleterre. Jurieu pose le principe de la souveraineté du peuple dans sa 16^e lettre pastorale, datée du 15 avril 1689 et intitulée : *De la puissance des souverains, de son origine et de ses bornes.*] — E. LE PARQUIER. *Un épisode de l'histoire de Rouen en 1564.* [Récit d'un conflit entre les protestants et la populace de Rouen en mars 1564, d'après des documents tirés des Archives du Parlement; à la suite, un arrêt du Parlement de Rouen (10 mars 1564) interdisant le port d'armes et les attroupements, et deux lettres de Charles IX et de Catherine de Médicis au même Parlement, 16 mars 1564.] — P. BEUZART. *Le protestantisme en Artois au XVII^e siècle.* [Analyse plusieurs procès d'hérésie, d'après les Archives du Pas-de-Calais, qui prouvent la survivance de quelques foyers de protestantisme dans le pays de l'Alieu, à Pernes, etc.] — H. WAGNER et N. WEISS. *Relation de l'évasion hors de France, après la Révocation, de Marie Molinier, de Cournonterral (Hérault).* [En tête, renseignements généalogiques sur la famille de Marie Molinier et sur celle de son mari, David de Montolieu; reproduction du récit de l'évasion, qui se produisit sans doute entre novembre 1699 et mai 1700.] — F. PUAUX. *La prière des Camisards.* [Reproduction de cette prière, d'après un manuscrit des *Mémoires de Cavalier*, conservé aux Archives royales de la Haye.] — G. DUMONS. *Barbara et les N. C. du Castrais. Les dessous d'un procès à relaps.* [Barbara était lieutenant criminel du sénéchal de Castres et subdélégué de l'intendant; il obtient main levée au profit des héritiers de la succession d'une dame de Montmille, morte relapse, moyennant la moitié pour sa part de la susdite succession.]

La Grande Revue. 1913.

25 Septembre. = L. MARTIN. *Émile Ollivier.* [Biographie psychologique et politique.]

10 Octobre. = P. CORBIN. *Un officier français en mission secrète à Constantinople.* [Il s'agit de la mission du commandant Corbin, décidée en 1894 et tenue

secrète à la demande d'Abd-ul-Hamid, pour inspecter les fortifications de la Turquie d'Europe et en étudier le rajeunissement, ainsi que pour tracer un plan de défense des Détroits. Ce sont les plans et les études établis par cet officier français qui ont, plus tard, été réalisés en partie par des Allemands.] — G. HARRY. *Le Coq et le Lion*. [Étude historique du conflit de races et de langues entre flamands et wallons, en Belgique.]

25 Octobre. — H. HAUSER. *Quelques souvenirs de Victor Duruy*. [Publication de lettres inédites éclaircissant certaines parties des *Notes et souvenirs* de Duruy, et visant notamment son adolescence au collège Sainte-Barbe ; quelques souvenirs sur Michelet, Montalembert et Victor Cousin. Ces lettres sont adressées à la veuve de Michelet.] — M. FOSSEYEU. *Habitations économiques à Paris sous l'Ancien régime*. [Étude des conditions de location et d'habitation des petits appartements que les couvents et collèges avaient coutume de louer à des célibataires désireux d'une vie tranquille et d'une sorte d'affiliation libre aux communautés baillereses. Ces locations avaient fini par constituer une source de revenus très appréciables aux dites maisons. Documentation tirée surtout des Archives nationales, séries S et L.]

25 Décembre. — H. LOYSON. *Sa vie d'après ses mémoires*. [M. A. Houtin termine la publication des lettres et documents relatifs à la vocation et à la crise religieuses du Père Hyacinthe. Ce dernier article est consacré tout entier à la rupture de celui-ci avec le Carmel et avec l'Église ; lettres de F. Le Play, Guizot, Mgr Dupanloup, Saint-René Taillandier, Montalembert (deux lettres, dont une fort longue) au Père Hyacinthe au sujet de sa décision.]

La Révolution française. 1913.

14 Novembre. — L. DUTIL. *Les « communes » en 1792 ; le Comité central des sections de Toulouse (septembre-décembre)*. [La révolution démocratique qui accompagne le 10 août a pour conséquence, en beaucoup d'endroits, la ruine des autorités établies sous le régime censitaire ; à l'imitation de la Commune parisienne, des délégués plus ou moins directs du peuple essaient de prendre en mains l'exercice du pouvoir. A ce moment apparaissent de tous côtés des organisations qui portent ordinairement le nom de « Comité central des sections ». Celui de Toulouse a probablement pris naissance lors de la réunion des assemblées primaires pour l'élection des députés à la Convention. Le 1^{er} septembre, il est formé ; il demande au Conseil général de la commune, et en obtient un local dans la maison commune pour y être en permanence. Il arrive bientôt à prendre rang en quelque sorte parmi les corps constitués ; bien des actes de l'administration sont comme dictés par lui. Son activité s'étend à tous les ordres de questions, communales ou départementales ; il s'occupe surtout de la question des subsistances, de l'organisation des secours aux familles des volontaires. Il ne néglige pas les questions purement politiques, surveille l'application des lois, particulièrement de celles qui sont dirigées contre les ennemis de la République. Il en arrive à vouloir faire l'épuration des gens en place et dresse une liste des citoyens propres à remplacer ceux qui seront remerciés. D'abord bien accueilli par les autorités, il rencontre, vers le

milieu d'octobre, une certaine opposition ; en novembre, la Société populaire, qui marchait d'accord avec lui, le dénonce comme une autorité contraire à l'ordre qui doit enfin régner et en demande la prompte dissolution. En décembre, les trois corps constitués invitent les sections à dissoudre elles-mêmes le Comité central ; celui-ci en appelle à la Convention, mais cet appel est sans effet, et il n'est plus question, dans la suite, du Comité central.] — J. BOVAULT. *L'arrestation de Mesdames, tantes du roi, à Arnay-le-Duc (22 février-4 mars 1791)*. [Le voyage de Mesdames à Rome est interrompu pendant dix jours par les citoyens d'Arnay-le-Duc, qui se mettent en travers d'une loi qu'ils croient contraire à l'intérêt de la nation, malgré les ordres du ministre et les arrêtés des directoires. C'est que le peuple ne s'y trompe pas : ce voyage est le prélude de la fuite à Varennes ; il a pour but de réduire le nombre des personnes de la famille royale qui accompagneront Louis XVI dans sa fuite, et de sonder l'opinion en province, de mesurer la puissance des Jacobins qui la dirigent ; en cela le peuple montre plus de prévoyance que l'Assemblée nationale et les administrations locales.] — D. BAUD. *Le parti libéral à Lyon de 1824 à 1827*. [Fin en décembre. Aux élections de 1824, la députation du Rhône ne compte qu'un libéral contre trois royalistes ; le parti libéral traverse une période d'affaiblissement, mais il se réveille en 1825, grâce aux fautes du parti royaliste. Les sentiments libéraux de la population lyonnaise éclatent surtout à l'occasion de la mort du général Foy. L'opposition libérale n'est pas antidynastique, elle n'est animée que par l'amour de la liberté. La presse libérale prend à ce moment un développement inconnu jusqu'alors : l'*Éclaircur du Rhône*, l'*Indépendant* se fondent à la fin de 1825 ; ils se réunissent en juillet 1826, mais en décembre paraît une grande feuille politique, le *Précurseur*. Les libéraux se tiennent sur le terrain dynastique et constitutionnel. Ils protestent contre la loi sur la presse dite « loi de justice et d'amour » ; dès janvier 1827, on parle à Lyon de demander la mise en accusation des ministres, coupables d'attentat à la Charte par la présentation de ce projet de loi, contre lequel la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie éclairée se prononcent également ; le retrait de ce projet est, pour la masse du public lyonnais, une occasion de manifester son esprit d'opposition. Une autre occasion lui est fournie par la dissolution de la garde nationale parisienne (29 avril). Le *Précurseur* est poursuivi pour offense envers la personne du roi ; son procès dure trois mois et se termine à son avantage.] — *Documents*. *Un mémoire de Verninac*. [M. A. Tuetey publie un « Mémoire sur les intérêts de la République dans le Nord, lu au Comité de salut public, le 24 fructidor [an II] par le citoyen Raymond Verninac » [de Saint-Maur, écrivain, diplomate, chargé d'affaires de France à la cour de Suède], qui se trouve aux Archives nationales dans les papiers du conventionnel Thuriot, et qui précise le rôle joué par Verninac à la cour de Suède.] — *Notes de lecture*. I. *Voltaire, d'après le voyageur John Moore*. [Extrait de la traduction française de son journal de voyage, donné dans le *Moniteur* du 14 février 1807.] — II. *Talleyrand anglophobe*. [Lettre d'invitation à souper, adressée à Sieyès, le 11 nivôse an VI, avec prière de s'interdire tout habillement provenant des manufactures anglaises.]

14 Décembre. — R. ANCHEL. *Les Jacobins de Breteuil*. [Fondée le 11 août 1793,

la Société des Amis de la Constitution de Breteuil-sur-Iton compta jusqu'à 135 membres. Une grande partie des séances est consacrée à la lecture de la Déclaration des droits, de journaux, de travaux de ses membres ; elle s'occupe aussi d'objets pratiques : des subsistances, de tout ce qui touche à la défense nationale, de l'instruction, du partage des communaux. Elle dénonce peu et ne s'épure que d'une façon anodine ; nous la voyons, à tous les moments de son existence, animée du désir de suivre l'opinion dominante : ses différentes adresses à la Convention montrent sa docilité à se plier à la politique des partis vainqueurs. La dernière séance inscrite au registre de ses délibérations est du 10 floréal an III.] — E. LÉVY. *Les prénoms de l'an II*. [A suivre. Observations sur la rédaction des actes de l'état-civil à cette époque. Relevé, par départements, des prénoms trouvés dans ces actes, offrant un caractère particulier : noms de jours ou de mois du calendrier révolutionnaire ; noms des grands hommes de l'antiquité ou de la période contemporaine ; noms tirés du règne végétal, noms abstraits (Vertu, Courage, etc.), noms de pure fantaisie.] — *Notes de lecture*. I. *Stendhal et Danton*. [Un passage des *Promenades dans Rome*, daté du 26 juin 1828, contient le nom de Danton parmi sept noms de Français remarquables ; or, à cette époque, il n'y avait guère d'admirateurs de Danton.] — II. *Jacobins français en Amérique*. [Reproduction d'un « Extrait des registres des délibérations de la Société patriotique française des Amis de la Liberté et de l'Égalité, établie à Charleston, Caroline du Sud ».]

La Revue de Paris. 1913.

15 Septembre. = G^{al} LAFAILLE. *Mémoires*. II. *L'École polytechnique en 1794*. [Les cours de Monge, très appréciés ; ceux de Fourcroy, plus éloquents mais moins substantiels que ceux de Vauquelin. Lafaille proteste contre l'opinion que l'École polytechnique était hostile à la Convention.]

1^{er} Octobre. = G^{al} PALAT. *Bazaine avant 1870*. [Le 30 août 1864, Bazaine fut nommé maréchal de France, à raison des services rendus au Mexique. Il avait cinquante-trois ans, beaucoup d'ambition et aucune conviction sérieuse. Après le suicide romanesque de sa première femme, il se maria avec une Mexicaine très belle et de famille très honorable, mais plus jeune que lui de trente-six ans. Elle exerça dès le début une influence profonde sur le maréchal, dont elle excita les vues ambitieuses sans réussir à autre chose qu'à jeter le discrédit sur tous les actes de son mari.] — J. LORÉDAN. *Une sorcière au XVIII^e siècle*. [En 1755, plusieurs femmes tentèrent de s'évader de la prison du Bouffay, à Nantes : l'une d'elles passait pour magicienne et sorcière, elle fut condamnée à être battue de verges en place publique et bannie.]

1^{er} Novembre. = Contre-amiral D. *Les centenaires de nos défaites et la campagne de 1813*. [M. D. note l'importance des bandes de Cosaques en 1813. Napoléon, en choisissant Dresde pour centre des opérations, avait conçu un plan admirable, mais qui nécessitait des armées plus homogènes et plus endurantes que celles qu'il avait sous la main : le commandement était inférieur à sa tâche et il avait contre lui d'excellents tacticiens. Les contingents numériques des alliés se trouvaient

supérieurs et furent augmentés encore par les défections des Saxons et des Bava-rois.] — Abbé DEGERINE. *Lettres de Crimée (1854-1855)*. [Fin le 15 novembre. L'auteur était aumônier à bord de l'*Alger*. Ses lettres étaient adressées à l'abbé Lemaitre, qui fut curé de la Trinité de Paris. Il raconte les ravages du choléra, les privations de l'armée. Il suit les opérations aux avant-postes et dans la tranchée, assiste à la prise de Malakof.]

15 Novembre. = C. GÉVEL et J. RABOT. *La censure théâtrale sous la Restauration*. [La censure fut réorganisée en 1800, réglementée en 1806, puis en 1822. Elle était très sévère au point de vue politique. Le *Cid*, de Lebrun, encourut ses rigueurs pour avoir rabaissé le rôle du roi. De même, *Henri III et sa cour*, d'Alexandre Dumas. Aucune allusion à la Révolution ou à l'Empire n'était tolérée, pas plus qu'aucune atteinte, même légère, aux fonctions publiques ou aux classes privilégiées. La morale était défendue avec l'esprit le plus tatillon.]

15 Décembre. = F. BRUNOT. *Les débuts du français dans la diplomatie*. [Au XVII^e siècle, le latin n'est plus entendu de tous les gens cultivés ; sa prononciation varie avec les pays. Pourtant il reste encore la langue diplomatique. C'est à tort qu'on a dit que l'usage du français dans la diplomatie datait de Nimègue : mais l'innovation était imminente. Le traité de 1678 entre la France et la Hollande fut rédigé en français ; celui qui fut conclu la même année entre la France et l'Espagne le fut en français et en espagnol, tandis que le traité avec l'Empire l'était en latin. Le traité de Rastatt (1714) fut rédigé en français, tout en réservant les droits du latin, qui en fait disparut de l'usage depuis cette époque. Ce succès n'avait pas été imposé par les diplomates français ; on peut même dire que cette discrétion aida à son adoption. Seul, l'Empire persista jusqu'au XVIII^e siècle à employer le latin.]

Revue Bleue. 1911.

22 Juillet. = E. LITTRÉ. *Lettres inédites*. [Fin le 29 juillet. Éditées par M. P. Bonnefon ; conservées à la Bibliothèque Victor Cousin ; écrites à Barthélemy Saint-Hilaire et relatives aux affaires politiques ; les extraits sont datés de 1873 à 1880.] — E. CHAMPION. *Les cahiers des paroisses rurales en 1789*. [A propos de la publication des cahiers du bailliage du Cotentin et de la sénéchaussée de Rennes, l'auteur remarque que les doléances des cahiers sont presque partout justifiées, même quand le ton est suspect ; ces plaintes sont d'ailleurs très anciennes pour la plupart. Les modèles que suivirent les cahiers s'en sont souvent inspirés.]

29 Juillet. = S. EVANS. « *Sainte-Radegonde* », ou un ami de Madame Roland. [Vers 1780, le naturaliste Bosc habitait souvent ce coin de la forêt de Montmorency. Il s'était lié au Jardin du Roi avec Roland et sa femme. Il devint, à la Révolution, administrateur des postes. Après le 31 mai, Roland se réfugia un moment à Sainte-Radegonde ; Bosc se dévoua à M^{me} Roland qui lui confia le manuscrit de ses Mémoires. Proscrit à son tour, le botaniste se cache dans sa solitude, y donne asile à La Révellière-Lépeaux. Après thermidor, il édite les Mémoires de M^{me} Roland, élève sa fille, puis se fixe quelques années en Amérique. Il

devient enfin professeur au Jardin des Plantes. Il fut enterré à Sainte-Radegonde en 1828 ; quelques membres de sa famille reposent près de lui.]

5 Août. = LEDRU-ROLLIN. *Lettres de jeunesse*. [Suite le 12. Écrites à un ami de province entre 1815 et 1845.]

26 Août. = T. DE VISAN. *Un ancêtre du régionalisme. Le comte de Gobineau*. [Le régionalisme est une idée essentielle de Gobineau. Celui-ci fonda, en 1848, avec de Kergorlay, une « Revue provinciale », ayant un programme régionaliste. Cette Revue, assez intéressante, parut jusqu'en août 1849.]

16 Septembre. = F. CAUSSY. *Voltaire politique de clocher*. [Étudie la part prise par Voltaire dans les délibérations des États de Gex (affaires du sel, de l'impôt foncier, des chemins, etc.), les oppositions qu'il y rencontre, les intrigues qui s'y nouent. Voltaire s'allie au clergé contre la noblesse locale ; il ne réussit pas, se désintéresse de ces affaires et quitte Ferney sans espoir de retour en 1778.]

23 Septembre. = P. BONNEFON. *Une lettre inédite sur la Commune*. [De Rousse, alors bâtonnier, écrite le 4 juin 1871 ; rôle de Rousse comme bâtonnier ; sa vie de famille.] — J. PINOT. *Christine de Suède et La Rochefoucauld*. [Retirée à Rome, la reine se plut à lire et annoter La Rochefoucauld ; deux exemplaires ainsi annotés nous sont parvenus ; ce sont d'importants documents pour la psychologie de la reine.]

30 Septembre. = Ed. DRIAULT. *L'Europe et l'avènement de Napoléon*. [Extrait d'Austerlitz ; la fin du Saint-Empire.] — J. LUX. *Une Américaine à la cour de Napoléon III*. [Mrs. Moulton vécut beaucoup à la cour de Napoléon III et y fut fort appréciée. Ses lettres, publiées dans le *Harper's Magazine*, renferment de nombreuses anecdotes sur cette cour.]

7 Octobre. = MONTALEMBERT. *Lettres inédites à l'archéologue Didron*. [Suite le 14 et le 21. Conservées aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions du fonds français, vol. 21.536. Didron était secrétaire et Montalembert membre du Comité historique des arts et des monuments, créé par Guizot en 1835. Ces lettres, écrites de 1839 à 1860, sont relatives à l'archéologie du moyen âge, aux démarches que Guizot faisait en faveur de Didron ou pour la conservation des anciens monuments.] — G. COHEN. *Une Église française en Hollande*. [De nombreuses Églises wallones se fondent en Hollande à la fin du XVI^e siècle ; elles semblent destinées à disparaître, quand la révocation de l'Édit de Nantes leur donne une nouvelle vigueur. Le sort de ces Églises jusqu'au XIX^e siècle est étudié.]

14 Octobre. = G. MONOD. *Isidore Geoffroy Saint-Hilaire et Michelet*. [Michelet s'intéressa toujours aux sciences naturelles et il eut des rapports suivis avec Geoffroy Saint-Hilaire jusqu'à la mort de celui-ci. Michelet, à propos de son cours, consulte plusieurs fois son ami sur des questions d'histoire naturelle et obtient des réponses longues et précises.] — DAUPHIN-MEUNIER. *Un ménage de poètes au XVIII^e siècle. Le comte et la comtesse de Bussy*. [Suite les 21 et 28 octobre et 4 novembre. Le comte de Bussy, aventurier et poète d'origine bourguignonne, est haï de sa mère, qu'exploitent des étrangers ou des parents éloignés. Bientôt il se trouve abandonné de tous, grâce aux intrigues et aux persécutions de sa mère ; sa femme le fait

enfermer par lettre de cachet, et a plusieurs aventures, par exemple avec Mirabeau. La vie de Bussy se termine très pauvrement.]

18 Novembre. = CHARLES X. *Lettres inédites au duc d'Angoulême*. [Suite le 25, les 2, 9 et 16 décembre. Ces lettres, écrites de mars à juillet 1823, sont publiées d'après une ancienne copie que posséda M. de Pastoret. Le duc est alors en Espagne ; les lettres lui donnent des détails sur l'intimité des princes, les bruits de cour, etc. ; elles montrent la passion du comte d'Artois pour la chasse ; elles contiennent des conseils au duc, à propos, par exemple, de ses rapports avec le maréchal Victor.]

25 Novembre. = J. FLACH. *Sully homme de guerre et homme d'État*. [Suite les 2 et 9 décembre. Variation des opinions sur Sully ; nécessité d'une édition scientifique des *Économies royales* ; rapports de Sully avec Henri IV ; goût du ministre pour les choses militaires ; sa position religieuse ; son énergie contre les cabales ; sa diplomatie ; les origines du Grand Dessein.]

23 Décembre. = G. RENARD. *La marche de l'évolution industrielle depuis cent cinquante ans*. [Suite le 30.]

30 Décembre. = R. LÉVY. *La vie et les idées politiques d'Alphonse Karr*. [Suite le 6 janvier. Extrait de l'ouvrage de l'auteur : *Le Havre entre trois Révolutions*.]

6 Janvier 1912. = J. REINACH. *La France et l'Allemagne devant l'histoire*. [Suite les 13 et 20 janvier. Résumé de la politique française en Allemagne jusqu'à l'époque napoléonienne.]

10 Février. = E. D'EICHTHAL. *L'économie politique de Stendhal*. [Stendhal s'inquiète de la multiplication des chemins de fer et des manufactures, de la diffusion du crédit ; il s'occupe de la question de la population, préconise des réformes administratives et politiques.]

17 Février. = C. LAIREILLE. *Un témoin de la rupture de Lamennais avec l'Église. Lettres inédites du marquis de Coriolis (1832-34)*. [Extraits reliés par un commentaire.]

2 Mars. = J. DE MAISTRE. *Lettres inédites à M. de Place*. [Suite les 9, 16, 23 et 30 mars. Le Lyonnais de Place aida de Maistre à la publication du *Pape*. Les lettres éditées, dont Sainte-Beuve ne put obtenir communication, datent d'avril 1818 à décembre 1820 ; plusieurs ont déjà été publiées. Elles indiquent de nombreuses variantes et corrections à l'ouvrage en question et fournissent des détails de famille ; elles présentent un certain intérêt psychologique.]

16 Mars. = L. VILLAT. *Une famille de « réfugiés » en France au XVIII^e siècle. Les Jacobsen à Noirmoutier et leur œuvre colonisatrice*. [Suite le 23. Cette famille de catholiques hollandais, réfugiée à Dunkérque au XVII^e siècle, vient s'établir à Noirmoutier au milieu du XVIII^e. Elle s'était fait remarquer par ses exploits maritimes ; Jean Bart est le petit-fils d'une Jacobsen ; à Noirmoutier elle s'occupa surtout de dessèchements. Elle y réussit de façon remarquable. Les Jacobsen, enrichis, construisent, collectionnent (ils possèdent des autographes de Voltaire), s'occupent d'assistance. La Révolution ne les atteint pas ; sous l'Empire et la Restauration, ils continuent leurs travaux, surtout des plantations.]

30 Mars. = CH. GALTIER. *L'évasion de Bazaine*. [Grâce à M. de Broglie, ministre

de l'intérieur, le régime dont jouit Bazaine à l'île Sainte-Marguerite fut aussi bienveillant que possible. Cela permit de préparer très facilement l'évasion ; rien ne put éveiller les soupçons administratifs. La fuite est décrite d'après le procès intenté aux complices de l'évasion.]

6 Avril. = P. DUBOIS. *Le maréchal Bugeaud et son duel avec le député Dulong*. [Pages tirées des mémoires de Dubois et écrites lors de la mort de Bugeaud ; Dubois y apprécie avec impartialité le caractère de Bugeaud.] — ED. PILON. *Un consul de France au Maroc au XVIII^e siècle. L. Chénier*. [Suite le 15. Chénier, parti comme négociant à Constantinople, y réussit bien, s'y marie en 1755, rentre en France et est nommé consul au Maroc (1767). Il étudie très sérieusement le pays, mais s'ennuie de rester éloigné de sa famille ; en 1782, il est rappelé.] — P. CARON et GÉVEL. *Mademoiselle Élisabeth Garnerin aéronaute*. [Élisabeth Garnerin, fille d'un inventeur homme d'affaires et nièce d'un aéronaute, fit de nombreuses descentes en parachute dans les jardins publics de 1815 à 1836 ; elle exerça jusqu'à l'étranger sa fructueuse industrie.]

20 Avril. = E. CHAMPION. *La Renaissance*. [C'est la résurrection, non des lettres ou des arts, mais de l'esprit critique. Sa vraie cause est une réaction générale et excessive contre le moyen âge, qui a fait partout faillite au XV^e siècle, amenant une désillusion générale.]

4 Mai. = ED. DUCOTÉ. *De Paris à Ispahan au XVII^e siècle*. [Suite le 11. C'est un résumé du voyage de Chardin.]

11 Mai. = G. RENARD. *L'évolution industrielle depuis cent cinquante ans*. [Conclusion du volume paru dans l'*Histoire universelle du travail*.]

15 Juin. = DUMONT-WILDEN. *A la conquête des Indes ; aventuriers d'autrefois*. [Vers 1715, un Français, Gollet de la Merveille, s'établit à Ostende, après avoir en vain proposé à la Compagnie des Indes une expédition pour reprendre Madagascar. Il obtient la conduite d'une expédition aux Indes au nom de l'Empereur, mais les manœuvres du consul de France l'empêchent de partir. D'autres opérations réussissent mieux. Le fils de cet aventurier obtient l'autorisation de fonder des comptoirs aux Indes ; il réussit à en établir un sur la côte de Coromandel ; mais les armateurs sont mécontents du résultat pécuniaire, l'entreprise est abandonnée et les deux personnages disparaissent.]

22 Juin. = FR. MACDONALD. *La légende des enfants de Rousseau*. [Suite le 29.]

13 Juillet. = J. DE GLOUVET. *Les mariages du duc de Guise*. [Suite le 20. Il s'agit du petit-fils d'Henri le Balafré et d'Anne de Gonzague, la future Palatine.]

27 Juillet. = A. DE PASTORET. *Souvenirs inédits de la campagne de 1812*. [Suite les 3, 10 et 24 août. Amédée de Pastoret avait vingt et un ans et était intendant du gouvernement de Witebsk. Difficultés administratives rencontrées ; mauvaise volonté des Polonais ; description de la société lithuanienne. La retraite, avant laquelle l'intendant fait brûler des papiers importants.]

17 Août. = A l'armée du Nord (1870-71). *Lettres de Louis Halphen*. [H. est à Mézières au début de la guerre ; il fait partie de l'armée du Nord, prend une part brillante, comme officier d'artillerie aux combats de Villers-Bretonneux, Bapaume et Saint-Quentin. Il se plaint des mobiles et des mobilisés et fait part de ses sen-

timents sur le début de la Commune et les chefs du mouvement.] — A. ROUX. *Le roman d'un Jacobin sentimental*. [A Chartres, le graveur Sergent s'éprend de Marie Desgraviers, demi-sœur de Marceau. Elle se marie avec un autre, puis l'épouse en secondes noces.]

24 Août. = L. VILLAT. *Madame de Saint-Amour*. [D'une famille d'émigrés, elle épouse un officier, puis adopte les idées d'un mystique et va fonder à Nantes une nouvelle Église. Elle guérit des malades ; mais bientôt l'hostilité du clergé et les railleries des libéraux se déchainent et, devant une campagne de calomnies, elle doit quitter Nantes sous les huées.]

7 Septembre. = ED. CLERAY. *L'Hôtel du Chancelier de France*. [Histoire de l'immeuble où, depuis 1702, a toujours été le centre de l'administration judiciaire, place Vendôme.]

5 Octobre. = A. FEUGÈRE. *Un homme de lettres au XVIII^e siècle. L'abbé Raynal*. [Suite le 12.]

19 Octobre. = BONALD. *Lettre inédite sur la session de 1820*. [Adressée à un collaborateur de Metternich, peut-être Philippe de Neumann, et relative à la loi électorale en préparation ; jugements modérés de Bonald sur Decazes et de Serre ; dans l'introduction, détails sur les relations de B. avec Louis Bonaparte.] — J. DRESCH. *L'opinion de Théodore Fontane sur la France de 1870 et la question d'Alsace*. [Extrait de l'ouvrage du même auteur : *Le roman social en Allemagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle*.]

26 Octobre. = CHATEAUBRIAND. *Supplément au Congrès de Vérone : Correspondance avec le prince de Polignac (1823-24)*. [Suite le 2 novembre. M. L. Thomas publie les lettres que lui a communiquées le prince de Polignac ; elles sont relatives aux rapports franco-anglais pendant la guerre d'Espagne, à l'affaire des colonies espagnoles, à l'attitude de l'Angleterre envers la Grèce révoltée.]

2 Novembre. = L. BLAISON. *La place de Belfort en 1813. Le commandant Legrand et le monument des Trois-Sièges*. — R. BURNAND. *Les origines de l'Hôtel Royal des Invalides*. [Extrait de *l'Hôtel des Invalides*, du même auteur.]

30 Novembre. = J. GUIFFREY. *Le Nostre et le jardin des Tuileries*. [Fragment d'un ouvrage à paraître.]

7 Décembre. = L. LIARD. *Quelques souvenirs*. [Souvenirs d'enfance ; premières études à Falaise, etc.] — P. LEBRUN. *Les derniers jours du premier Empire*. [Suite le 14 et le 21. Lettres inédites de ou à P. Lebrun, écrites de 1813 à 1815 par le poète et deux amis. Il y est question de nouvelles théâtrales, de l'état de Paris en 1814, de l'esprit de la population en 1815.]

14 Décembre. = J. REINACH. *La France et l'Allemagne devant l'histoire*. [Suite le 21. Complément des articles de janvier. I, Napoléon. II. 1814-1815.]

Revue des Deux Mondes. 1913.

1^{er} Août. = E. OLLIVIER. *La guerre de 1870. Au camp de Châlons. La déposition de l'Empereur*. [Après avoir remis le commandement à Bazaine, l'Empereur arrive à Châlons où se trouve réunie l'armée de Mac-Mahon. Trochu et le prince

Napoléon sont d'avis qu'il rentre à Paris pour reprendre la direction du gouvernement. L'Empereur cède ; il nomme Trochu gouverneur de Paris et le charge d'annoncer sa venue. Mais l'impératrice et Palikao, par crainte d'une révolution, s'opposent à ce projet. C'était, d'après l'auteur, une crainte vaine, comme le prouve l'échec de la tentative de soulèvement du 14 août. L'Empereur a donc abandonné le pouvoir ; il envoie auparavant le prince Napoléon en mission en Italie pour tâcher d'éveiller les sympathies à l'égard de la France. Pendant ce temps, à Paris, l'impératrice et Palikao organisent la résistance. Palikao s'est attribué tout le mérite des dispositions prises. En réalité, il fut admirablement secondé par quelques hommes éminents : Léon Chevreau, frère du ministre de l'Intérieur, et Clément Duvernois. A ce moment deux solutions étaient possibles pour l'armée de Châlons : ou se replier sur Paris, ce qui était l'avis de Trochu, du prince Napoléon et de Mac-Mahon, ou tâcher de dégager Bazaine ; ce fut le « plan » Palikao.]

15 Août. = E. OLLIVIER. *La guerre de 1870. Les tourments de Mac-Mahon*. [Bien que peu partisan du plan Palikao, dont il sent les dangers, Mac-Mahon n'ose pas le repousser et perd son temps en hésitations. Une dépêche de Bazaine le décide à marcher à la rencontre de l'armée de Metz, qu'il croit pouvoir se dégager. Cette marche s'accomplit dans des conditions déplorables. Les Allemands en sont prévenus par les dépêches des journaux et prennent leurs dispositions en conséquence. Cette marche de Mac-Mahon, d'après l'auteur, était d'avance condamnée à un échec. Le seul plan possible était de se replier sur Paris. Mac-Mahon aurait dû résister.] — *Lettres de Louis Veuillot à Madame Léontine Fay-Volnys*.

1^{er} Septembre. = P. VILLEY. *Montaigne en Angleterre*.

15 Septembre. = Lt-Col DE LA TOUR DU PIN-CHAMBLY. *Les batailles sous Metz et le général de Ladmirault, à propos des articles de M. Émile Ollivier*. [Ancien aide-de-camp de Ladmirault, M. de la Tour du Pin déclare que le général ne fut pas le chef négligent et désobéissant dépeint par Ollivier dans ses derniers articles.] — A. BEAUNIER. *L'enfance et la jeunesse de Joubert*. [Renseignements sur l'enseignement en Périgord et dans le Toulousain avant 1789.]

1^{er} Octobre. — G. D'AVENEL. *Les moyens de transport depuis sept siècles. Routes et voyageurs à cheval*.

15 Octobre. = E. DAUDET. *À travers le Grand Siècle*. [Analyse les livres du duc de la Force, de MM. Batiffol et Fromageot sur Lauzun, la duchesse de Chevreuse, la duchesse de Chatillon.]

1^{er} Novembre. = *Lettres de Montalembert à la comtesse Sophie Apponyi, publiées par Mme la comtesse Louis APPONYI (1862-1868)*. [Fin le 15 novembre. Lettres importantes pour la connaissance des idées — surtout religieuses — de Montalembert durant ses dernières années. Le grand catholique combat « l'absolutisme » de son amie hongroise. Il déplore vivement la publication de l'encyclopédie « Quanta cura ». Il souffre de l'entrée de sa fille en religion. Après 1865, Montalembert très malade se sent perdu, et les lettres sont dès lors rares.] — R. PINON. *Anatole Leroy-Beaulieu*. — P. DE NOLHAC. *Le jardin de Marie-Antoinette au Petit Trianon*.

15 Novembre. = DE LANZAC DE LABORIE. *Paul Thureau Dangin. L'homme et l'œuvre*. — A. BEAUNIER. *Joubert juge de paix*. [Quelques détails précis sur l'élection

et les occupations de Joubert juge de paix à Montignac (Dordogne) de 1790 à 1792.]

1^{er} Décembre. = C^{te} D'HAUSSONVILLE. *Mme de Staël et M. Necker, d'après leur correspondance inédite. Mme de Staël à Metz.* [Mme de Staël, après avoir dédaigné les lettres allemandes, commença à s'y intéresser lorsqu'elle fut entrée en rapports épistolaires avec Charles de Villers. Aussi, chassée de Paris en octobre 1803, s'arrangea-t-elle pour aller à Metz et y rencontrer Villers, qui lui plut beaucoup. M. d'H. publie quelques lettres adressées par Mme de Staël à Necker durant ce séjour.]

15 Décembre. = G. D'AVENEL. *Les moyens de transport depuis sept siècles. Dilligences, chaises de poste et auberges.*

Revue des Questions historiques. 1912.

1^{er} juillet. = P. DE VAISSIÈRE. *Le baron des Adrets (1512-1586)* [Fin. Après le sac de Montrond, des Adrets rentre à Lyon où arrive un nouveau gouverneur protestant, Soubise. Il remporte ensuite une victoire près de Valréas, combat en Languedoc, d'où le rappelle la prise de Vienne par le duc de Nemours. Il prend part à des opérations confuses dans la région du Rhône. Les victoires catholiques, les défiances des chefs protestants envers lui le découragent et Brissac, qui l'avait eu sous ses ordres en Piémont, le détache du parti réformé ; il veut livrer Romans aux catholiques, quand on l'arrête ; il va être jugé pour trahison : la paix de 1563 amène une amnistie générale. De 1563 à 1587, sa vie fut comme une réparation. Les deux partis le détestent. Il ne paraît pas avoir rompu entièrement avec les protestants, mais, dès 1565, il est en procès avec eux. Des lettres conservées au musée Condé le montrent en relations intimes avec le baron de Gordes, le nouveau gouverneur du Dauphiné. Quand la guerre reprend, il remporte des victoires sur les réformés (1568) ; en 1569, après un échec, il est accusé de trahison. Emprisonné à Lyon en 1570, il est admis à venir se justifier à la cour ; il le fait si bien qu'on le charge encore de plusieurs missions. Depuis 1572, il vit dans une retraite attristée par la mort de ses trois fils. L'auteur adopte le jugement porté sur lui-même par des Adrets et que rapporte d'Aubigné.] — M. MARION. *Le Grand Exil du Parlement de Besançon (1759-1761)*. [Bourgeois de Boynes, procureur général de la Chambre royale que le gouvernement tenta de substituer au Parlement exilé en 1753, fut ensuite intendant de Besançon et nommé, en même temps, premier président du Parlement. Une vive opposition se forme contre lui dans cette cour, qui adresse au roi plusieurs remontrances ; l'ordre royal de ne plus délibérer sur ces questions n'est pas suivi. Les conseillers récalcitrants subissent alors un exil très rigoureux ; dans Besançon se déchaîne contre Bourgeois de Boynes une campagne de pamphlets, plus violente encore quand le roi ordonne une réforme du Parlement par la suppression d'une chambre et de vingt conseillers. Les autres Parlements interviennent pour celui de Besançon : d'abord, celui de Paris, qui se signale par plusieurs remontrances, ceux de Bordeaux, de Rouen et bien d'autres encore. Cette opposition rend difficile l'enregistrement des édits bursaux nécessités par la guerre ; aussi le gouvernement cède-t-il vite, dès que

Choiseul arrive au pouvoir. Bourgeois de Boynes est nommé conseiller d'État et les magistrats exilés sont rappelés. Leur retour est un vrai triomphe où l'enthousiasme populaire, naïf et profond, se donne libre cours. Les restants sont, au contraire, hués, attaqués dans les rues et l'un d'eux doit résigner sa charge.] — MONTARLOT. *Un agent de la police secrète (1800-1817)*. Jean-Marie François. [Suite et fin le 1^{er} octobre. L'auteur, resté anonyme, des bulletins de police rédigés chaque jour pour l'empereur est Jean-Marie François, né en 1752 et qui fut d'abord avocat à Mâcon. Au début de la Révolution, il défendit un seigneur du Mâconnais, le comte de Bussy, qui, ayant voulu organiser, pour se défendre, une troupe de quelques hommes, fut accusé d'un gigantesque complot contre-révolutionnaire et emmené prisonnier à l'Abbaye. Relaxé, Bussy émigra à Turin, où François l'accompagna. Celui-ci fut employé à l'éducation des ducs d'Angoulême et de Berry ; il les accompagna en Angleterre, en 1792. Depuis 1795, il fut un des plus actifs agents royalistes ; il vint souvent en France, où Veyrat, un des chefs de la police, réussit à l'arrêter. En faisant espérer à François l'évasion, Veyrat obtint de lui les noms des autres agents royalistes, et dix-huit arrestations eurent lieu. Quand François vit qu'il avait été joué, il offrit, pour se sauver, d'aider la police ; sous prétexte d'évasion, il se fit même envoyer du gouvernement anglais une forte somme dont profita le gouvernement français. Condamné à mort par une commission militaire, il vit sa peine commuée en déportation ; mais il fut vite libéré et devint un des principaux agents de Fouché. Il était chef de la troisième section de la division de sûreté générale, rattachée au cabinet particulier du ministre ; cette section était affectée à « l'analyse des pièces et au dépouillement des cartons », c'est-à-dire chargée de tirer des rapports, « dans la parfaite intimité du ministre », le bulletin destiné au chef du gouvernement. François tint cet emploi jusqu'en 1814. Destitué au retour des Bourbons, il demanda une pension en récompense de ses anciens services royalistes ; aux Cent Jours, il reprit son poste et le garda jusqu'au 1^{er} janvier 1816 ; encore congédié, il reentra en fonctions, grâce au comte d'Artois. Il ne rédigea plus le bulletin, mais y donna toujours la dernière main. Le ministre de la police, ayant découvert qu'il entretenait des relations secrètes avec l'entourage du comte d'Artois, le renvoya. Il n'obtint de pension qu'après la chute de Decazes, et grâce à la protection du comte de Bruges. Il mourut en 1825.] — DE SÉRIGNAN. *Une carrière militaire sous le premier Empire (1809-1813)*. Le lieutenant de Bontin. [Bontin sort de Saint-Cyr et est nommé officier au 7^e chasseurs à cheval. Par la fantaisie des colonels, l'équipement d'un officier de cavalerie est devenu très coûteux. Le jeune officier reste quelques mois au dépôt, à Strasbourg. Le 3 octobre 1812, il quitte cette ville pour rejoindre la Grande Armée ; ses lettres deviennent rares, bien qu'il en ait beaucoup écrit ; les lettres militaires s'égarèrent souvent, en effet, et beaucoup étaient détruites par ordre. Bontin passe par Mayence, Magdebourg, Berlin, Bomberg et, à peu de distance de cette ville, rencontre son régiment ; son escadron va aux environs de Leipzig ; lui-même y tombe malade et est envoyé à Strasbourg ; il se trouve dans une situation assez difficile, le gouvernement ne payant plus les soldes. En 1813, il repart pour l'Allemagne ; son régiment fait partie du corps de Sébastiani, rattaché à l'armée de

Silésie. La cavalerie est désorganisée à la bataille de la Katsbach, où Bontin est légèrement blessé. La division reconstituée participe à la bataille de Leipzig, où le jeune officier est tué.]

1^{er} Octobre. = CH. CONSTANTIN. *L'élection de l'évêque constitutionnel de la Meurthe en 1791*. [M. de la Fare ayant quitté Nancy et refusant d'accepter la Constitution civile du clergé, il fallut nommer un autre évêque qui aurait à mettre en application la nouvelle organisation ecclésiastique. Le 13 mars, l'élection a lieu ; les partisans de l'ancien évêque s'abstinrent ; au second tour, deux noms émergèrent : ceux de l'abbé Chatelin, prêtre savant et respecté, et de l'abbé Mullot, vice-président de la Commune de Paris ; Chatelin, finalement élu, accepta après beaucoup d'hésitation et fut installé par le clergé patriote, au milieu de la joie générale. Mais ce jour même, il avait voulu démissionner ; il retarda le plus possible son ordination pour gagner du temps et sauvegarder les droits de l'ancien évêque. Il était entouré de réfractaires qui le circonvinrent et, le 20 avril, il donna officiellement sa démission. Le 8 mai, on nomme comme évêque un ancien oratorien, Lalande, vicaire épiscopal de Paris et auteur d'une apologie de la Constitution civile ; il fut préféré, comme plus modéré, au curé de Lesse, Hantz. Mais l'élu n'accepta pas, malgré les sollicitations, des lettres anonymes venues de Nancy lui décrivant le pays comme intenable ; une délégation de tous les corps importants de la ville alla le rassurer, en vain d'abord ; on cherchait comment dénouer la situation quand, enfin, Lalande accepta. Cette nouvelle fut reçue avec enthousiasme par tous les patriotes.] — J. GAILLARD. *Essai sur quelques pamphlets ligueurs*. [Une véritable campagne de presse se produit à l'époque de la Ligue ; la Réforme, dès ses débuts, avait fait naître beaucoup de pamphlets, et Genève en produisit toujours beaucoup ; en France, ils se multiplient surtout après la Saint-Barthélemy et, plus encore, après l'avènement de Henri III. Il y en a de nombreuses sortes, mais on distingue surtout le pamphlet-discours, destiné à convaincre, pompeux et pesant, et le pamphlet-chanson. De la première catégorie, quelques exemples sont cités, surtout d'après les recueils de P. de l'Estoile ; ils sont plus préoccupés de combattre l'hérésie que de servir les ambitions des Guises, et ils n'attaquent pas le roi. Tout différent est l'*Avertissement des catholiques anglais aux Français catholiques*, de Louis Dorléans, qui veut mettre l'opinion en garde contre les lettres adressées par Henri IV aux trois ordres, en 1586, pour protester contre l'anathème pontifical lancé contre lui. L'auteur montre les mauvais traitements infligés aux catholiques anglais par les princes hérétiques et fait allusion aux cruautés exercées dans le Midi par les troupes d'Henri de Bourbon ; Henri III, qui a prêté serment de protéger l'Église, n'a pu désigner le roi de Navarre comme successeur, et la couronne doit revenir au duc de Guise ; il est allié de l'Espagne mais les hérétiques ne le sont-ils pas des Allemands et des Anglais ? Les pamphlets-chansons, très nombreux, attaquent surtout les mœurs de la cour, le mignons du roi, s'en prennent à la famille royale elle-même ; ils ne sont souvent qu'indirectement politiques et sont plus hostiles au roi que favorables à la Ligue certains attaquent autant l'une que l'autre.] — H. DE MONTRAS. *Un récit inédit de la bataille de Rocroy*. [Le vicomte de Montbas commandait à Rocroy le régi-

ment du Roi ; il a raconté la bataille dans une lettre adressée à sa famille ; son récit concorde avec ceux de la *Gazette de France* et la relation conservée aux manuscrits de la Bibliothèque nationale ; c'est lui qu'on reproduit ici.] — J. GUIRAUD. *Ozanam historien chrétien*.

Revue d'histoire de Lyon. 1913.

Septembre-Octobre. = J. ISAAC. *Le cardinal de Tournon, lieutenant général du roi* (oct. 1536-oct. 1537). [A suivre. Le cardinal de Tournon fut nommé le 10 octobre 1536 lieutenant général du roi en Lyonnais, Forez, Auvergne, Beaujolais, Dombes, Bresse, Valromey, Dauphiné, Provence et aux frontières de Languedoc, Bourgogne, Savoie, marquisat de Saluces et pays de Piémont, avec des pouvoirs extrêmement étendus, quasi souverains ; il eut à surveiller et à seconder les opérations militaires et plus particulièrement à s'occuper de l'administration de l'armée : maintenir l'ordre entre les sujets du roi et ses troupes, faire faire les marchés, trouver et faire parvenir l'argent des « souldes et appointemens ». En un an, près de deux millions de livres tournois passèrent par les mains du cardinal. Excellent article, minutieux et solide, établi sur une documentation inédite.] — E. VIAL. *La mort de Jean Cleberger*. [Analyse du testament, daté du 25 août 1546 ; Jean Cleberger mourut probablement le 4 septembre suivant ; détails sur le règlement passablement laborieux de sa succession.] — P. DE SIMON. *Contribution à l'histoire du théâtre de Lyon*. [Reproduit l'acte de baptême, daté de Lyon, 24 décembre 1657, de Jean-Baptiste, fils de Jean le Masson, dit Lombard, et d'Honoré Rousseau, comédiens, signé par Molière.] — A. CROZE. *Les grands visiteurs des hôpitaux lyonnais. Henri de Prusse (1784)*. [Henri de Prusse séjourna à Lyon du 3 au 11 août 1784 ; récit contemporain de sa visite à l'Hôtel-Dieu, le 8 août.]

Novembre-Décembre. = J. ISAAC. *Le cardinal de Tournon, lieutenant général du roi* (octobre 1536-octobre 1537). [Suite et fin. Les opérations financières du cardinal de Tournon ; les subsides fournis par le roi ; sommes empruntées à la Banque lyonnaise, aux Florentins, aux Lucquois, à la ville de Lyon ; efforts du cardinal pour obtenir des remboursements ; les derniers expédients ; emprunts forcés et aliénations du domaine royal. « De ces longues et pénibles négociations financières, le cardinal de Tournon sortait à peu près indemne, la bourse et surtout la réputation sauvées. »] — M. BUFFENOIR. *Le fouriérisme à Lyon (1832-1848)*. [Le fouriérisme est proposé d'abord dans les milieux ouvriers par des journaux comme le *Précurseur*, l'*Écho de la Fabrique*, l'*Écho des travailleurs*, et par les conférences de Berbrugger en septembre et décembre 1833 ; en 1839, on trouve à Lyon un groupe de Travailleurs phalanstériens dirigé par Romano ; le 7 avril 1838, on y célèbre l'anniversaire de la mort de Fourier. En 1841, les conférences de V. Considérant donnent au fouriérisme un regain de popularité. Un autre groupement phalanstérien se constitue en 1846 ; la presse lyonnaise, sauf la *Gazette*, le *Courrier* et le *Censeur*, continue à être favorable à la doctrine, qui est défendue par des brochures et des orateurs populaires comme Jean Journet. Efforts pour faire passer la théorie dans la pratique : fondation de boulangeries sociétaires, propagande en

faveur de colonies sociétaires en Algérie, dans le *Nouveau Monde*.] — P. BALLAGUY. *La mission du général Sériziat à Lyon en juillet 1793*. [Extrait d'un ouvrage sur *Le général Charles Sériziat*. Conformément à une proclamation des conventionnels Dubois-Crancé, Gauthier et Albitte, Sériziat, général de brigade sous les ordres de Kellermann à l'armée des Alpes, se rendit à Lyon entre le 5 et le 19 juillet pour tâcher d'amener la soumission des Lyonnais à la Convention. Dénoncé pour certains propos tenus à cette occasion, Sériziat se justifia dans une longue lettre du 22 juillet. Dubois-Crancé le fit néanmoins arrêter. Sériziat resta en prison à Grenoble jusqu'au 30 avril 1794, puis fut autorisé à se rendre à Paris pour se disculper et arrêté de nouveau le 28 juin 1794 ; la chute de Robespierre lui permit d'échapper à l'échafaud.]

Revue d'histoire économique et sociale ¹. 1913.

N° 1. — G. MARTIN. *La surintendance de Fouquet et les opérations de crédit public*. [Relation des expédients imaginés par Fouquet pour accroître les ressources publiques et surtout pour procurer des avances de fonds au roi ; notices sur les principaux banquiers du Trésor et sur les hommes de finances de l'entourage de Mazarin ; exposé des mutations monétaires effectuées pendant la surintendance de Fouquet et de Servien, du fonctionnement des tontines et du mécanisme des émissions de rentes décidées à l'instigation de Mazarin ; recherche du rôle et de la responsabilité de Fouquet dans les opérations de gestion occulte et les malversations d'ordonnancement des fonds du Trésor ; conclusion que le surintendant expia surtout les fautes de ses accusateurs. Documentation puisée principalement dans la série KK des Archives nationales et dans les Archives du ministère des Affaires étrangères, mémoires et documents, fonds France.] — F.-K. MANN. *Justification du système de Law par son auteur*. [Publication d'un manuscrit inédit de Law, daté de 1722 et intitulé : *Comparaison du système de M. Law avec celui d'Angleterre* (Bibl. nat., ms. fr., 11153). M. F.-K. Mann établit l'authenticité du manuscrit et, recherchant les intentions qui ont pu pousser l'auteur du système à écrire sa justification, les trouve dans le désir qu'il avait de reconquérir les bonnes grâces du Régent. Dans son mémoire, Law défend la légitimité et l'opportunité de l'arrêt du 21 mai 1720, qui réduisait de moitié la valeur des billets et des actions, en le présentant comme une suite logique de l'arrêt du 5 mars, qui avait transformé les actions en monnaie et qui exigeait que toute réduction frappant les espèces atteignit aussi le papier.]

N° 2. — E. DEPITRE. *Le système et la querelle de « la noblesse commerçante »*. [Analyse du livre de l'abbé Coyer et de la controverse, moitié économique, moitié littéraire qui s'ensuivit et dura quatre ans. Cette polémique resta d'ailleurs sans effets sur les lois comme sur les mœurs. Jusqu'à la Révolution, les nobles commerçants restèrent l'exception, et l'autorisation de commercer ne fut accordée qu'avec réserve aux gentilshommes.] — M^{is} DE MIRABEAU. *Bref état des moyens*

1. Ancienne *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*.

pour la restauration de l'autorité du roi et de ses finances. [Manuscrit conservé aux Archives nationales, M 783, et publié par M. Weulersse, avec les notes du docteur Quesnay qui l'accompagnent. Les chapitres, très courts, de ce recueil de brèves sentences sont intitulés : la religion, les mœurs, les lois, la police, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les finances. La doctrine physiocratique s'y trouve partiellement résumée en formules d'une concentration assez remarquable.] — R. DURAND. *La taille dans les généralités du secrétariat d'État de la maison du roi sous Louis XIV (1683-1709).* [Le secrétariat de la maison du roi avait dans son département les généralités de Paris, de Soissons, d'Orléans et de Poitiers. M. Durand publie, d'après les registres de la série O¹ des Archives nationales les indications concernant le chiffre de la taille et la répartition détaillée par élections. Bien qu'ils soient fragmentaires et très incomplets, ces chiffres permettent de voir que le rendement financier de la généralité de Paris était des plus appréciables. Ils révèlent une progression continue de la taille (élection de Paris : 1.266.000 l. en 1685 et 1.451.714 en 1708), mais une progression moins forte qu'on pourrait supposer, ce qui prouve que les impôts indirects, les expédients financiers et les impôts de type nouveau sur le revenu (capitation, vingtièmes) restèrent les moyens préférés de la fiscalité sous Louis XIV.]

N^o 3. — CH. SCHMIDT. *Les débuts de l'industrie cotonnière en France, 1760-1806.* [M. Schmidt conduit cette étude jusqu'en 1786, date du traité d'Eden. A cette époque, les centres de production cotonnière en France étaient très dispersés ; l'industrie centralisée en manufacture commençait à peine et l'outillage, à part trois ou quatre exceptions, restait rudimentaire. Le gouvernement avait suivi à l'égard du problème naissant du machinisme une politique incertaine, flottant entre le *laisser-faire* et l'interventionnisme, et arrivant enfin à un système de primes, encouragements et privilèges. Pièces justificatives intéressantes.] — E. ALLIX. *La rivalité entre la propriété foncière et la fortune mobilière à la veille de la Révolution.* [L'ordre social doit-il être l'ordre « propriétaire », doit-il au contraire trouver sa formule dans « l'industrialisme » ? La question était vivement discutée au début du XIX^e siècle parmi les économistes et les réformateurs sociaux. M. Allix expose ici principalement les idées des défenseurs de la première thèse qui sont, pour ainsi dire, les épigones des Physiocrates. Il relie ce mouvement d'idées aux événements précurseurs de la Révolution, comme il rattache les théories adverses au mouvement politique qui se déroule de 1789 à l'an VIII.]

Revue historique. 1913.

Novembre-Décembre. — M. FOSSEYEU. *Le cardinal de Noailles et l'administration du diocèse de Paris (1695-1729).* [Fin en janvier. Établit, principalement à l'aide des documents des Archives nationales et de celles de l'Assistance publique, la liste des fonctions et des titres du cardinal ; décrit les divers bâtiments du palais archiépiscopal et énumère les travaux entrepris à Notre-Dame de 1695 à 1729 ; donne quelques exemples d'action disciplinaire de l'archevêque ; énumère les séminaires du diocèse, et dresse le tableau des revenus archiépiscopaux.] — H. PREN-

TOUT. *La Réforme en Normandie et les débuts de la Réforme à l'Université de Caen.* [La Réforme en Normandie a été surtout un mouvement intellectuel et religieux. L'Université de Caen a particulièrement contribué à la propager. Dès le règne de Louis XII, on constate l'existence, dans le milieu universitaire, d'un noyau d'amis ou de disciples de Lefèvre d'Étaples : Guillaume de La Mare, Pierre des Prez, Clichtove. Vers 1530 se forme un cercle d'humanistes, en relations avec Érasme, tous protégés plus ou moins par l'évêque de Bayeux, Ludovico Canossa, et partisans d'une réforme prudente de l'Église. Aussi l'Université devient-elle suspecte et à maintes reprises on discute l'orthodoxie de son enseignement. La majorité des professeurs de l'Université finira en effet par adhérer au calvinisme.]

Janvier-Février 1914. — H. MALO. *Les origines de Jean Bart.* [Montre que dans l'ascendance directe de Jean Bart « on ne rencontre que des corsaires, presque tous capitaines ».] — P. FONCIN. *Remarques sur la généalogie des Turgot.* [D'origine normande, les Turgot, d'abord petits seigneurs, puis magistrats, s'établissent à Paris au début du XVIII^e siècle. Cinq d'entre eux devinrent successivement intendants : le dernier fut le grand-père du contrôleur général.] — CH. SCHMIDT. *Sismondi et le blocus continental.* [En 1810 Sismondi, en qualité de secrétaire de la Chambre de commerce de Genève, adressa au ministre de l'Intérieur une lettre courageuse, que publie M. S., pour critiquer la politique économique de l'Empire qui, d'après lui, décourageait les commerçants honnêtes et favorisait les spéculateurs.]

Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde 1913.

Juillet-Août. — J. RAMBAUD. *Le premier préfet de la Gironde.* [Antoine-Claire Thibaudeau, préfet du 2 mars 1800 au 3 brumaire an IX ; exposé de son administration d'après ses *Mémoires*, qui viennent de paraître, les archives départementales et communales de Bordeaux. Il accomplit une œuvre durable et bienfaisante.] — TH. AMTMANN. *Les impressions d'un Hollandais à Bordeaux en 1804.* [Adriaan van der Willigen, originaire de Rotterdam, séjourna à Bordeaux du 22 septembre au 1^{er} octobre 1804 et raconta son séjour dans son *Voyage en France*, sous forme de lettres où il raconte ses promenades à travers la ville, ses visites aux théâtres, aux artistes, archéologues, etc. Détails curieux et intéressants sur la ville, les productions, le caractère des habitants.] — Dr G. MARTIN. *Un musée du vin à Bordeaux.* [Raisons qui militent en faveur de la création d'un musée du vin.] — J. DE MAUPASSANT. *Un grand armateur de Bordeaux. Abraham Gradis (1699 ?-1780).* [Suite et à suivre. Héritier et successeur de David Gradis, qui meurt en 1751, Abraham Gradis était déjà depuis plusieurs années le véritable chef de la maison ; détails sur ses opérations commerciales pendant le conflit anglo-français de la guerre de succession d'Autriche et pendant les années de paix comprises entre le traité d'Aix-la-Chapelle et le début de la guerre de Sept ans ; la fondation de la Société du Canada (1748-1756) avec l'intendant de la Nouvelle-France Bigot, et le contrôleur de la marine à Québec, Bréard. Rapports de Gradis avec le P. Lavallette : il était à couvert, lorsqu'éclata le fameux procès qui entraîna l'expulsion des

Jésuites. Rôle de Gradis pendant la guerre de Sept ans ; ses armements ; sur six navires qu'il apprête pour le roi en 1757, trois tombent entre les mains des Anglais.] — E. R. *Un ambassadeur turc à Bordeaux*. [Méhémet Effendi, ambassadeur du sultan Achmet III, qui séjourna à Bordeaux du 6 au 9 février 1721.] — F. THOMAS. *Départ de Bordeaux du 7^e d'infanterie (ex-régiment de Champagne)*. [Certificat de civisme et bonne conduite donné par la municipalité aux officiers du régiment qui séjourna à Bordeaux du 3 novembre 1783 au mois de juin 1791, date où il fut transféré à Auch.]

Septembre-Octobre. — P. CARAMAN. *Le journal d'un curé de campagne (1763-1792)*. [Relevé des observations et notes insérées dans des registres d'état-civil par l'abbé Boniol, d'abord vicaire, puis curé de la paroisse Sainte-Anne du Puy, diocèse de Bazas (Gironde) : pluies, sécheresses, épizootie, production et prix du blé, du vin, etc. L'abbé Boniol prêta serment à la Constitution civile ; on perd ensuite sa trace.] — P. COURTEAULT. *Un ambassadeur vénitien à Bordeaux en 1528*. [André Navagero, qui, venant d'Espagne, passe par Bordeaux en juin 1528 pour se rendre à la cour de François I^{er}. Traduction, avec commentaire, des passages de sa *Relation* relatifs à Bordeaux et à la région bordelaise.] — A. VOVARD. *La carrière militaire du vicomte de Noé, ancien maire de Bordeaux*. [Le vicomte de Noé, né près d'Auch le 23 juin 1723, sert dans la marine, puis lors de la guerre de Sept ans comme aide de camp du duc d'Orléans, maire de Bordeaux de 1769 à la Révolution.] — R. BROUILLARD. *Un cahier de doléances de vieilles filles aux États généraux de 1789*. [Rédigé le 6 avril 1789 au cours d'une réunion provoquée par une M^{lle} Bordes.]

Revue pédagogique. 1913.

Avril. — NOUAILLAC. *Histoire d'un vieux collège* [celui de Tulle, depuis la fin du XVI^e siècle. Les Jésuites en prirent la direction en 1620 ; ils jouirent à Tulle d'une grande popularité, et l'établissement fut pendant un siècle et demi très prospère, bien que la ville eût parfois quelque peine à payer la subvention qu'elle s'était engagée à lui verser. La dissolution de l'ordre en 1762 fut funeste au collège, qui connut cependant encore quelques beaux jours à partir de 1784, date à laquelle des Thérésiens vinrent de Paris prendre la succession des Pères de la Compagnie de Jésus. Le collège ferma ses portes en 1791 ; il abrita, de l'an VI à 1802, l'École centrale du département, qui n'eut pas grand succès. En 1804, l'établissement se rouvrit comme « école secondaire communale » et il reprit en 1808 son nom de collège.]

Septembre. — M. PELLISSON. *Diderot et sa fille*. [La vie de Diderot est loin d'avoir été exemplaire ; cependant il ne doit pas être jugé, au point de vue moral, aussi sévèrement qu'on le fait parfois. Il fut un excellent père de famille et donna à sa fille une éducation très saine et très sensée. M. P. étudie en détail comment il éleva la jeune Marie-Angélique, l'unique enfant qui lui fût restée ; il surveilla de très près son instruction, s'occupa lui-même de sa formation morale, mais il s'abstint d'intervenir dans son éducation religieuse. « Son objet essentiel

fut de faire de sa fille une femme de sens, capable de se diriger dans la vie ». Diderot semble avoir fort bien réussi. Modestie, modération, mesure en toute chose, voilà par où M^{me} de Vandeul paraît se caractériser, d'après ce que nous savons d'elle ; ces qualités, elle peut bien les avoir dues en partie à la nature ; mais certainement l'éducation que lui donna son père contribua à les fortifier et à les développer. Quoi qu'on ait pu dire, il a eu dans ce rôle d'éducateur autant de prudence et d'habileté que de tendresse et de dévouement.]

Novembre. = Dr J. PHILIPPE. *Les gymnases d'Amoros à Paris*. [D'origine espagnole et obligé, comme « afrancesado » de quitter sa patrie après la restauration de Ferdinand VII, Amoros arriva à Paris en 1816 ; il y mena campagne pendant plus de vingt ans en faveur de l'éducation physique. Il fut soutenu tout d'abord par la Société pour l'instruction élémentaire, qui joua un rôle si important dans toutes les questions relatives à l'enseignement, dans la première partie du XIX^e siècle. Amoros obtint bientôt l'appui du gouvernement et put, avec le concours du Ministère de la Guerre, mettre en pratique ses méthodes. Ses idées soulevèrent d'ardentes discussions, qui eurent leur écho jusqu'au Parlement ; mais il ne réussit pas à convaincre les chefs de l'Université de l'importance, dans l'éducation générale, de la culture physique.]

NOTES ET NOUVELLES

— Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux.

6 décembre 1913 : Séance publique annuelle. M. René Stourm lit une notice sur la vie et les œuvres d'Alfred de Foville.

13 décembre : M. R. Georges-Lévy, professeur à l'École des sciences politiques, est élu membre titulaire de la section d'économie politique en remplacement de M. de Foville. M. R. Stourm donne lecture d'une notice écrite par le grand-duc Nicolas Michailovitch, associé étranger, sur son prédécesseur M. Bernaert.

20 décembre : M. H. Welschinger présente à l'Académie la deuxième partie des *Souvenirs* de M. de Freycinet, qui va de 1878 à 1893 et contient d'intéressants détails sur le « grand ministère », la question d'Égypte, la mort de Gambetta, le boulangisme, l'alliance russe.

27 décembre : M. Paul Robiquet communique une étude biographique et historique sur le général de Galbois (1778-1850), qui renferme de nombreux renseignements sur les campagnes d'Allemagne, de Russie et de France en 1814.

24 janvier 1914 : M. André Weiss, professeur à la Faculté de droit de Paris, est élu membre titulaire de la section de législation en remplacement de M. Esmein. M. Charles Benoist donne lecture du chapitre sur « le Mythe de la classe ouvrière » qui achève le tome II de son ouvrage *la Crise de l'État moderne, l'organisation du travail*.

31 janvier : M. André Liesse donne lecture d'une notice sur la vie et les œuvres de son prédécesseur Émile Levasseur. M. H. Welschinger offre à l'Académie son récent ouvrage *Tacite et Mirabeau*. M. Lyon-Caen présente une étude publiée par M. Kovalevsky, dans le *Messenger de l'Europe*, sur l'œuvre de M. Esmein.

— Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

Le 22 novembre 1913, MM. Claude Cochin et Max Bruchet communiquent plusieurs documents retrouvés dans les papiers de Marguerite d'Autriche, conservés aux Archives départementales du Nord, et relatifs aux travaux projetés par la princesse pour la sépulture de son mari Philibert de Savoie et pour la sienne à Brou. Ce sont trois lettres de Jean Le Maire de Belges, dans lesquelles il parle du peintre Jehan Perréal, l'inventeur des premiers projets, et une lettre de Michel Colombe, du 28 mai 1512, qui s'excuse de ses retards dans l'exécution des statues qui lui ont été commandées pour le tombeau du duc.

Le 6 décembre, M. H. Omont commente un travail récent de M. René Fage sur la jeunesse et les premiers travaux de l'érudit Etienne Baluze.

— Académie des Beaux-Arts.

Le 6 décembre, l'Académie élit, comme membre libre, M. Louis de Fourcaud, professeur à l'École des Beaux-Arts, en remplacement d'Édouard Aynard.

Le 24 janvier, M. H. Lemonnier lit une notice sur son prédécesseur Jules Comte.

— A la séance publique annuelle tenue par l'Académie des Sciences, le 15 décembre, M. H. Darboux, secrétaire perpétuel, a lu un éloge historique d'Henri Poincaré.

— Société d'histoire moderne. Dans la réunion du 7 décembre, M. René Durand a commenté « une circulaire du recteur de l'Académie de Rennes en 1817 » ; M. Léon Cahen a parlé de l'état de « l'opinion publique après l'attentat de Damiens, d'après les manuscrits de la collection Joly de Fleury » ; M. E. Esmonin a étudié les rapports de Louis XIV et de l'archevêque de Paris, François de Harlay, d'après des lettres du roi, au moment de la Révocation de l'édit de Nantes.

A l'Assemblée générale tenue le 4 janvier, M. Paul Mantoux a étudié cette question : à qui furent adressées les « Réflexions sur la Révolution française », de Burke ?

A la suite du renouvellement du conseil de la Société, où sont élus ou réélus MM. C. Bloch, Ed. Esmonin, G. Lanson, J. Letaconnoux, G. Pagès, Ch. Schmidt et Ch. Seignobos, le bureau pour l'année 1914 se trouve ainsi constitué : MM. Ch. Schmidt, président ; G. Pagès, vice-président ; L. Cahen, secrétaire général ; L. André, secrétaire, et M. Rouff, trésorier.

— Société de l'histoire de l'art français. Le 5 décembre 1913, M. Louis Réau a fait connaître de nombreuses décorations exécutées par Hubert Robert pour des châteaux et palais de Russie, et M. Louis Demonts a étudié quelques œuvres de la jeunesse de Simon Vouet conservées en Italie.

Le 9 janvier 1914, M. Jules Guiffrey a signalé la récente acquisition par un amateur parisien, M. Fenaille, de dessins du *xvii*^e siècle qui font suite à ceux exécutés pour l'« histoire de la reine Artémise » et dont on connaissait déjà 39 au Cabinet des Estampes, 3 au Louvre et 6 au Musée de Madrid. Ces compositions ont été attribuées généralement à Antoine Caron, qui se serait fait aider par quelques autres artistes. M. Jean Locquin a précisé la date de publication d'un écrit du graveur C.-N. Cochin, puis M. François Monod a communiqué de nombreuses notes sur des peintures françaises conservées dans des musées des États-Unis.

— A l'assemblée générale de la Société des Amis du Louvre, tenue le 16 janvier, M. Raymond Kœchlin, président, a lu une étude sur « les collections d'Extrême-Orient au Musée du Louvre et la collection Grandier ».

— La Commission chargée de rechercher et de publier les documents relatifs à la vie économique de la Révolution s'est réunie au ministère de l'Instruction

publique, le 31 janvier, sous la présidence de M. Aulard, qui remplaçait M. Jaurès, empêché. Le secrétaire, M. Caron, et les commissaires responsables des publications en cours ont fait les rapports d'usage. La Commission a adopté en principe cinq nouveaux projets de publications, à savoir : procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative (par M. Camille Bloch), documents relatifs aux subsistances militaires dans le département de la Marne (par M. J. Berland), documents d'ordre économique contenus dans les archives municipales de Châlons-sur-Marne (par M. O. Beuve), cahiers de doléances du bailliage d'Auxois (Semur) et des bailliages secondaires d'Arnay-le-Duc et de Saulieu (par M. Claudon), cahiers de doléances du bailliage d'Arques (par M. Le Parquier). La dernière partie de la séance a été employée à entendre une communication de M. Ch. Schmidt sur « Un syndicat de défense de propriétaires de biens nationaux dans l'Isère ».

Notons que, par arrêtés ministériels récents, ont été nommés membres de la Commission : MM. G. Bourgin, archiviste aux Archives nationales ; A. Lesort, archiviste du département de Seine-et-Oise ; P. Mautouchet, professeur à l'École Lavoisier ; M. Tourneux ; A. Vidier, inspecteur général des bibliothèques et des archives.

— Une Société d'histoire du droit s'est constituée à Paris le 29 octobre dernier. Elle a pour objet « d'encourager les études scientifiques d'histoire des institutions et du droit et de faciliter les travaux collectifs entrepris à leur sujet ». Pour en faire partie, il faut être présenté par deux membres et agréé par le Comité. La cotisation annuelle est de 10 francs, rachetable à 200 francs. Le Comité se compose de neuf membres renouvelables par tiers. La Société se réunit chaque année en assemblée générale.

Le Comité élu au cours de l'assemblée constitutive du 29 octobre, se compose de MM. Paul Fournier, Jobbé-Duval, Audibert, Chéron, Guilhiermoz, Glotz, Collinet, Génestal et Champeaux. Dans une première séance, tenue le 30 octobre, divers projets de publications ont été examinés. Tous sont relatifs à l'histoire du droit médiéval, mais il est entendu que la Société s'occupera, le cas échéant, « de l'œuvre des assemblées révolutionnaires ou des réformes postérieures à la rédaction de nos codes ». — Les projets en question sont des projets de publication de textes et de tables ; la Société ne paraît pas songer à avoir un organe périodique.

Les adhésions doivent être adressées à M. E. Champeaux, 7, rue Hernoux, à Dijon.

— On annonce la constitution d'une « Société d'histoire ecclésiastique de la France », ayant pour but « de rapprocher les personnes qui s'intéressent à l'histoire religieuse de la France, de leur procurer les moyens de se réunir, d'échanger leurs idées, de se renseigner sur l'objet propre de leurs études et de promouvoir des travaux sérieux et importants ». Parmi les premiers adhérents appelés à former son Conseil d'administration, citons, à côté de Mgr Duchesne, de Mgr Baudrilart, recteur de l'Institut catholique de Paris, des évêques de Chartres, de Soissons

et de Perpignan, les abbés Pisani et Sicard ; le marquis de Vogüé, de l'Académie française ; MM. Fagniez, de Franqueville, Imbart de la Tour, Joly, Lacour-Gayet, de La Gorce, Welschinger, de l'Académie des Sciences morales et politiques ; Chatelain, Ulysse Chevalier, de Lasteyrie, Thédénat, Valois, Viollet, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; Boulay de la Meurthe, Goyau, etc. Cette Société aura pour organe la *Revue d'histoire de l'Église de France*, qui paraît depuis quatre ans sous la direction de MM. V. Carrière et A. Vogt.

— A la « Société des conférences » (184, boulevard Saint-Germain), M. René Doumic a fait cette année, sur « Saint-Simon », une série de conférences dont voici le sujet : La vie de Saint-Simon ; — Quelle confiance faut-il accorder aux *Mémoires* de Saint-Simon ? ; — Saint-Simon à la cour de Louis XIV ; — Le portrait du roi ; — Mme de Maintenon, la famille royale, la cour ; — Saint-Simon pendant la Régence ; — La Comédie humaine dans les Mémoires ; — Comment l'art déforme la réalité.

— Huit conférences sont faites, pendant l'hiver de 1913-1914, à l'hôtel de ville du Havre, sur l'histoire de cette ville, dont quatre par M. Ph. Barrey, archiviste municipal, sur Le Havre avant 1789, et les quatre autres par M. Roger Lévy, professeur au lycée, sur Le Havre de 1789 à nos jours.

— Le 25 novembre 1913 a été ouverte la Bibliothèque Thiers, dans l'hôtel de l'ancien Président de la République, 27, place Saint-Georges, que M^{lle} Dosne, belle-sœur de Thiers, avait donné en 1905 à l'Institut. Elle est particulièrement consacrée à l'histoire contemporaine de la France, depuis et y compris la Révolution jusqu'à nos jours. Le fond de livres laissés par Thiers et par M^{lle} Dosne était d'ailleurs peu important ; l'Institut a dû le compléter au moyen des ressources que la donatrice lui fournissait. Il a acheté notamment, en 1911, la belle bibliothèque militaire et napoléonienne d'Henry Houssaye. Des dons particuliers sont déjà venus enrichir ce nouveau dépôt de livres, qui contient actuellement environ 20.000 volumes. Cette nouvelle bibliothèque de l'Institut est soumise au même règlement que celle du quai Conti, dont elle est administrativement l'annexe et à laquelle elle sert de complément. Quoique privée, elle est accessible aux travailleurs sur la présentation personnelle ou sur la recommandation écrite de deux membres de l'Institut. Elle est ouverte les mardis, mercredis et jeudis, de 1 à 5 heures. M. Alfred Rébelliau en est le conservateur, et notre collaborateur, M. Marcel Bouteron, en est le bibliothécaire.

— Le ministre de l'Instruction publique a été autorisé par décret à accepter la libéralité faite à l'État, pour la Bibliothèque nationale, par M^{me} Smith, et comprenant, entre autres dons, celui d'une bibliothèque formée par un amateur, M. Lesouef, particulièrement importante pour la géographie, les voyages, les études d'Orient et les américanistes. Cette bibliothèque renferme près de 50.000 pièces, manuscrits, livres rares, portulans, cartes, et toute une série d'estampes relatives à la Révolu-

tion et à l'Empire ; elle devra être construite sur un terrain, également donné par M^{me} Smith, à Nogent-sur-Marne.

— Nécrologie.

Roger Marx, inspecteur général des musées de province, né à Nancy en 1859, est mort à Paris le 13 décembre 1913. Très jeune, il avait commencé à écrire des articles de critique d'art, des « Salons », et était entré dans l'administration des Beaux-arts. Roger Marx a pris une part très active au mouvement artistique contemporain dans tous les domaines, par ses écrits, ses conseils, l'appui accordé aux débutants, aux chercheurs originaux, par l'influence qu'il possédait, comme fonctionnaire, organisateur d'expositions et comme rédacteur en chef de la *Gazette des Beaux-arts*, depuis 1902. La plus grande partie de ses travaux fut consacrée aux artistes vivants ; on peut cependant citer parmi ses études historiques les livres sur : Henri Regnault (1886), *Les Goncourt et l'art* (1897), *Les médailleurs français du XIX^e siècle* (1897) et *Les médailleurs français contemporains* (1898), *Études sur l'École française* (1903), recueil d'articles à propos de la Centennale de l'art français qu'il organisa en 1900, à l'Exposition universelle. R. Marx avait dirigé une collection de reproductions, parue de 1899 à 1902 : *Les maîtres du dessin*.

Dans sa longue et féconde carrière d'homme de lettres, Jules Claretie (né à Limoges le 3 décembre 1840, mort à Paris le 23 décembre 1913), avait composé plusieurs ouvrages historiques, les plus importants sur la Révolution française. En 1867, il publiait *Les derniers Montagnards, histoire de l'insurrection de prairial an III, d'après les documents originaux et inédits* (Paris, in-8), dont deux éditions successives (1868 et 1869), attestèrent le succès ; puis, après une édition des *Œuvres de Camille Desmoulins*, précédée d'une étude biographique et littéraire (Paris, Charpentier, 1874, 2 vol. in-12), il faisait paraître : *Camille Desmoulins, Lucile Desmoulins, étude sur les Dantonistes* (Paris, Plon, 1875, in-8). Il était demeuré attaché à cette période et avait donné de nombreux articles de revue sur des personnages révolutionnaires en même temps qu'il préfacait divers travaux d'autrui sur ces sujets ; il était président d'honneur de la Société de l'histoire de la Révolution. Jules Claretie avait beaucoup écrit sur les événements de 1870-71, auxquels il avait été mêlé ; le principal ouvrage fut *l'Histoire de la Révolution de 1870-1871* (Paris, 2 vol. in-4 en 1871, puis 5 vol. in-8 en 1875-1876), qui est l'intéressante déposition d'un témoin. Parmi ses autres écrits historiques, on peut citer : *Pétrus Borel le Lycanthrope, sa vie, ses écrits* (Paris, 1865, in-16), *Molière, sa vie et ses œuvres* (Paris, 1873, in-16), *Un enlèvement au XVIII^e siècle* [de M^{lle} de Moras en 1737], *documents tirés des Archives nationales* (Paris, 1882, in-8) ; parmi ses articles de critique artistique : *Peintres et sculpteurs contemporains* (Paris, 1873, puis 1882, 2 vol. in-8), et il faudrait ajouter quantité d'études sur des vivants qu'il fréquenta : écrivains, hommes politiques, artistes, qui, dispersées çà et là, dans des périodiques ou réunies en des recueils (ainsi : *Portraits contemporains*, Paris, 1875, 2 vol. in-8), deviendront d'utiles témoignages, par la diversité de leur documentation, la vivacité de leur allure, comme les chroniques de la « Vie à Paris » serviront plus tard à la connaissance de la société française sous la troisième République.

Albert Babeau, historien et archéologue, membre libre de l'Académie des Sciences morales et politiques, né à Cambrai en 1835, mort à Paris le 1^{er} janvier 1914, laisse une abondante production. D'une famille originaire de la Champagne, Albert Babeau a consacré de nombreuses études au passé de cette province. Il a écrit — et c'est un de ses meilleurs ouvrages — *l'Histoire de Troyes pendant la Révolution* (Paris, 1873-1874, 2 vol. in-8). Il s'occupa de grouper, en des ouvrages de sérieuse vulgarisation, des renseignements généraux sur l'état social et économique des provinces françaises pendant l'Ancien régime; de là ces livres intitulés : *La ville sous l'Ancien régime* (2 vol. in-12), *Le village sous l'Ancien régime*, *La vie rurale dans l'ancienne France*, *Les artisans et les bourgeois d'autrefois*. On peut joindre à cette série : *La vie militaire sous l'Ancien régime* (2 vol. in-12), *L'École de village pendant la Révolution* (1881, in-12). A. Babeau s'était intéressé à recueillir les descriptions de la France faites par des étrangers; il publia sur cette question : *Les voyageurs en France depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution* (1885, in-12), *La France et Paris sous le Directoire; lettres d'une voyageuse anglaise (1796-1797)* (1888, in-12), *Les Anglais en France après la paix d'Amiens (1898)*, *Paris en 1789* (1889, in-8).

Archéologue, A. Babeau a écrit quantité d'articles publiés dans l'*Annuaire de l'Aube*, la *Revue de Champagne et de Brie*, les *Mémoires de la Société académique de l'Aube*, les *Réunions des sociétés des Beaux-arts des départements*, sur l'art en Champagne, particulièrement pendant sa période d'épanouissement au xvi^e siècle (études sur les sculpteurs à Troyes : les Julyot, François Gentil, Dominique Florentin; la peinture à Troyes au xvi^e siècle; Linard Gonthier et les peintres-verriers, etc.). Il s'était également intéressé au passé artistique et monumental de Paris et a composé plusieurs importantes études : *Le Louvre et son histoire*, le théâtre et le jardin des Tuileries et diverses recherches recueillies dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris* et d'autres publications locales.

Eugène Fournière, qui est mort le 6 janvier, à l'âge de cinquante-sept ans, avait été amené, au cours d'une vie consacrée à la politique et à la discussion de doctrines sociales et économiques, à s'occuper d'études historiques, soit par l'enseignement, soit comme écrivain. Il avait fondé, avec Benoit Malon, la *Revue socialiste*, à laquelle il donna, en 1903, une série d'articles sur les systèmes socialistes au xix^e siècle. Il collabora à l'*Histoire socialiste*, publiée sous la direction de M. Jaurès, pour laquelle il écrivit, sur *Le règne de Louis-Philippe* « un livre de grande valeur, intéressant, substantiel, où le théoricien de l'idéalisme social se révèle historien sagace et informé »¹ (Paris, Rouff, 1906, gr. in-8). Il professait l'histoire du travail comme maître de conférences à l'École polytechnique et comme professeur au Conservatoire des Arts-et-Métiers; enfin, à l'École des Hautes-Études sociales, il faisait, à l'École de journalisme, un cours sur « l'éducation sociale du journaliste ».

Hector Fleischmann, qui est mort prématurément, le 3 février, à l'âge de trente et un ans, s'était fait connaître par de nombreuses publications dans lesquelles il

1. *Rev. d'hist. mod.*, VIII, 617.

mélait l'histoire et l'invention romanesque, mais qui contiennent bon nombre de documents rares et inédits, le plus souvent d'ordre dramatique ou libertin. C'était un fervent de la « petite histoire ». Citons, parmi ces livres : *La guillotine en 1793*, *Mme de Polignac et la cour galante de Marie-Antoinette, d'après les libelles obscènes*; *Les femmes et la Terreur*; *Les filles publiques sous la Terreur*; *Marat et sa maîtresse*; *Robespierre et les femmes*; *Napoléon et les femmes*; *Le roi de Rome et les femmes*; *Napoléon adultère*; *Joséphine infidèle*; *Lettres d'amour de Pauline Bonaparte et de Talma*; *Bâtard d'Empereur*, etc., dont les titres disent assez les tendances et le genre d'attrait. Il avait également publié les *Mémoires de Charlotte Robespierre*, *Les réquisitoires de Fouquier-Tinville*, *Les coulisses du Tribunal révolutionnaire*; *Fouquier-Tinville intime*. Il avait fondé en 1911 la *Revue des Curiosités révolutionnaires*.

— Nouvelles universitaires.

A la suite du décès de M. Wyruboff, professeur d'histoire générale des sciences au Collège de France, et conformément au décret du 25 octobre 1912 qui a réduit le nombre des chaires à quarante, par voie d'extinction, cet enseignement a été supprimé.

M. V.-L. Bourrilly, maître de conférences à la Faculté des lettres de Montpellier, est nommé professeur d'histoire de la Provence à l'Université d'Aix-Marseille.

— Récentes thèses soutenues en Sorbonne pour le doctorat ès lettres :

11 décembre 1913, M. Henri Mérimée, maître de conférences à la Faculté des lettres de Montpellier. Thèse principale : *L'art dramatique à Valencia depuis les origines jusqu'au commencement du XVII^e siècle*. — Thèse complémentaire : *Spectacles et comédiens à Valencia (1580-1630)*.

13 décembre, M. Ed. Guyot. Thèse principale : *Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine (1880-1911)*. — Thèse complémentaire : *Essai sur la formation philosophique du poète A.-H. Clough : pragmatisme et intellectualisme*.

20 décembre, M. E. Esmonin. Thèse principale : *La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*. — Thèse complémentaire : *Mémoire sur la généralité de Rouen en 1665*.

23 décembre, M. A. Lombard, professeur à l'Université de Neuchâtel. Thèse principale : *L'abbé Du Bos ; un initiateur de la pensée moderne*. — Thèse complémentaire : *La correspondance de l'abbé Du Bos (1670-1742)*.

21 janvier, M. R. d'Harcourt. Thèse principale : *C.-F. Meyer ; sa vie, son œuvre (1825-1898)*. — Thèse complémentaire : *C.-F. Meyer ; la crise de 1852-1856 ; lettres de C.-F. Meyer et de son entourage*.

— Thèses d'histoire moderne soutenues à l'École des Chartes par des élèves de la promotion de 1914 : *M. Deroey*, *Étude sur le régime de la forêt de Fontainebleau au moyen âge et jusqu'à la Révolution*; *L. Rey*, *Essai sur la conquête et la perte du royaume de Naples par Louis XII (1500-1504)*.

— Livres en préparation.

On annonce la prochaine apparition, à la librairie Ed. Champion, de la *Correspondance* de Montesquieu, éditée par Gebelin et Morize, en 2 volumes in-4.

Deux collections destinées à faire connaître les hommes de guerre célèbres des temps modernes, et composées de monographies rédigées par des écrivains compétents, mettant à la portée du public les découvertes récentes de l'érudition historique, sont annoncées par les deux librairies militaires bien connues : Berger-Levrault et Chapelot.

Dans la collection « Les grands capitaines », éditée chez Berger-Levrault, on annonce, parmi les premiers volumes à paraître, les titres suivants : *Condé*, par Jacques Boulenger ; *Turenne*, par C.-G. Picavet ; *Vendôme*, par Robert Burnand ; *Hoche*, par Pierre Caron ; *Charette*, par H. Baguenier Desormeaux ; *Ney*, par le G^{al} Bonnal ; *Drouot*, par H. Welschinger ; *Lannes*, par C. Samaran ; *Oudinot*, par Gaston Stiegler ; *Chanzy*, par le L^t-C^{el} Rousset.

La collection des « Grands hommes de guerre », éditée par Chapelot, débute par la publication d'études consacrées à : *Turenne*, par F. Grenier ; *Napoléon*, par le L^t-C^{el} J. Colin ; *Murat*, par A. de Tarlé ; *Ney*, par René Andriot ; *Davout*, par R. Peyronnet ; *Bugeaud*, par G. Antoinat de Penennrun ; *Pélissier*, par A. Latreille.

La collection de monographies d'artistes célèbres dirigée par M. Pierre Marcel, sous le titre : « Art et Esthétique » et publiée à la librairie Félix Alcan, dans laquelle ont déjà paru des études sur : *Greuze*, par Louis Hauteceœur, *Puvis de Chavannes*, par René Jean, *Holbein*, *Giorgione*, *Titian*, *Velasquez*, sera continuée par les ouvrages suivants qui sont en préparation : *Tintoret*, par Roger de Blives ; *Le Caravage*, par Gabriel Rouchés ; *Rubens*, par H. Fierens-Gevaert ; *Poussin*, par Henry Massis ; *Claude Lorrain*, par R. Escholier ; *Philippe de Champagne*, par Ed. Pilon ; *David*, par A. Fribourg ; *Daumier*, par G. Geffroy ; *Fromentin*, par E. Port ; *Degas*, par Henri Hertz.

— Mouvement des périodiques :

La *Revue des Curiosités révolutionnaires* annonce dans son numéro d'octobre 1913, qui clot sa troisième année d'existence, qu'elle se transforme en *Bulletin historique de la Société « Les amis de Waterloo »*. Sous ce nouveau titre, la revue, tout en s'occupant surtout des « questions et curiosités napoléoniennes », continuera à faire une large place à l'histoire de la Révolution. — M. Fleischmann, directeur de la *Revue des Curiosités révolutionnaires* et président des « Amis de Waterloo », étant récemment décédé, on peut se demander si cette transformation aura lieu.

— L. CRISTIANI. *Luther et le luthéranisme*. Paris, Bloud, 4^e édition, in-12, xxvii-607 p. — Le petit volume publié sous ce titre par M. l'abbé Cristiani est avant tout une adaptation du célèbre ouvrage du P. Denifle, *Luther und Lutherthum*. L'intérêt qu'il présente a certainement beaucoup diminué depuis que la traduction intégrale de cet ouvrage a été entreprise par M. l'abbé Paquier. M. C. a d'ailleurs tenu compte de certaines critiques adressées à l'auteur allemand, et il a

comme filtré l'œuvre dont il s'est inspiré. Il a divisé son travail en onze études ou chapitres dont voici les titres : Signes précurseurs de la Réforme ; Genèse de la doctrine de Luther ; variations de Luther sur l'utilité et le mérite des bonnes œuvres ; grossièreté de langage de Luther ; la question de la sincérité de Luther ; l'état d'âme de Luther après 1517 ; Luther et le démon ; le mariage et la virginité dans l'enseignement de Luther ; l'Église et l'État dans la doctrine de Luther ; Luther et le miracle ; l'expérience religieuse dans le luthéranisme. Un appendice contient un memento chronologique de la vie de Luther qui ne sera pas sans utilité. — V.-L. B.

— *Ouvres de François Rabelais*, édition critique publiée par Abel LEFRANC, tome II (Gargantua). Paris, Champion, 1913, in-4, p. 215-458. — M. Abel Lefranc et ses collaborateurs, MM. Jacques Boulenger, Henri Clouzot, Paul Dorveaux, Jean Plattard et Lazare Sainéan, ne nous ont pas fait attendre longtemps la suite du *Gargantua* dont la première partie avait paru l'an dernier¹. Le second volume de leur grande édition vient de paraître : il contient, avec une pagination qui continue celle du tome I, les chapitres XXIII à LVIII du premier livre de Rabelais, c'est-à-dire le texte de la guerre pichrocholine et de l'épisode des Thélémites. On retrouvera dans ce volume la même richesse et la même précision dans l'annotation qui font de cette édition, en même temps qu'un chef-d'œuvre typographique, une sorte d'encyclopédie du XVI^e siècle, ce qui correspond bien au caractère de l'œuvre de Rabelais². — V.-L. B.

— E. JOVY. *François Tissard et Jérôme Aléandre. Troisième fascicule : Le second séjour d'Aléandre en France (19 juin 1511-29 novembre 1514)*. Vitry-le-François, Tavernier, 1913, in-8, 335 p. — Il faut remercier et féliciter M. Jovy d'avoir, malgré les travaux fort divers auxquels s'attaque son inlassable curiosité, tenu à compléter une étude entreprise il y a longtemps et dont les deux premiers fascicules avaient paru il y a plus de dix ans³. Ce troisième et dernier fascicule est consacré au second séjour d'Aléandre en France (19 juin 1511-29 novembre 1514) : on y trouvera d'abondants renseignements sur l'enseignement d'Aléandre aux collèges de la Marche et de Cambrai, sur les ouvrages qu'il publia, sur ses principaux élèves, sur son rôle dans l'Université et même à la Cour, dans l'entourage de l'évêque de Paris Étienne Poncher, avec lequel il va à Blois, à Saint-Germain-en-Laye, à Abbeville. Un copieux appendice contient : 1^o la bibliographie des éditions grecques et latines publiées par Aléandre ou avec sa collaboration pendant la période étudiée ; 2^o des documents imprimés (lettres, pièces de vers,

1. Voir la *Revue*, t. XVIII, p. 419.

2. Lire, p. 253, n. 1, R. É. R. III (1905), 240, 406 ; — p. 377, note 49, lire 1534 (et non 1523) pour l'organisation des légions par François I^{er} ; p. 395, n. 3, François I^{er}, en 1515, fit passer son armée non par le col d'Agnello, mais par celui de Larche ou de l'Argentière (*Journal de Barillon*, éd. P. de Vaissière, I, p. 81).

3. Voir la *Revue*, t. II, p. 533-535.

dédicaces ou préfaces) relatifs à ce second séjour ; 3° des extraits du *Journal autobiographique* d'Aléandre pour cette époque ; 4° enfin seize documents intéressants pour la vie d'Aléandre postérieurement à son second séjour en France. La plupart de ces pièces avaient été éditées déjà ; mais M. J. ne les a pas servilement reproduites : il les a soigneusement collationnées, ce qui lui a permis d'y apporter de menues corrections de détail ; il les a enrichies d'éclaircissements et de notes. Il a constitué de la sorte un dossier très riche et très commode à consulter. Un index des noms cités dans les trois fascicules aurait mis encore davantage en évidence cette richesse et accru la commodité. — V.-L. B.

— LOUIS ROUSSEAU DE CHAMOY. *L'idée du parfait ambassadeur* (préface de M. Delavaud), Paris, Pedone, 55 p. — Il y a eu au XVI^e et au XVII^e siècles plusieurs manuels souvent édités du *Parfait ambassadeur* : l'un des plus connus et des plus répandus est celui de Wicquefort. M. Delavaud nous en fait connaître un nouveau, plus sommaire d'ailleurs, dédié à Pomponne par un diplomate français, Louis Rousseau de Chamoy, plusieurs fois envoyé en mission près de princes allemands. On y voit les diverses espèces d'envoyés diplomatiques, la manière dont doivent être choisis les ambassadeurs, les qualités qu'il sera bon de leur demander, depuis la connaissance des langues étrangères jusqu'à la probité ; on y apprend ce que seront la conduite d'un ambassadeur en pays étranger, ses fréquentations, les cérémonies de son arrivée et de son départ, ses dépêches, les présents qu'il a à faire. Le tout très varié, mais aussi méthodiquement exposé. Il faut remercier M. D. de nous avoir fait connaître cet inédit d'après les Archives des Affaires étrangères et d'en avoir si vraisemblablement identifié l'auteur. — C.-G. P.

— C^{te} BÉGOUEN. *Une société secrète émule de la compagnie du Saint-Sacrement. L'Aa de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'après des documents inédits*. Paris, Picard ; Toulouse, Privat, 1913, in-8, VII-131 p. — La compagnie du Saint-Sacrement était secrète : l'Aa était secrétissime. Son organisation, ses ramifications étaient aussi mystérieuses que son nom. Dans ces conditions, on comprend que les documents n'abondent pas sur le sujet et que les rares renseignements recueillis ne soient pas très explicites. M. le comte Béguen en a rassemblé un certain nombre. D'abord association de jeunes écoliers, dans des collèges de Jésuites, à la Flèche, à Paris, l'Aa groupa ensuite des laïques, des ecclésiastiques, et eut des ramifications dans diverses villes, une trentaine au moins. La plus importante paraît avoir été celle de Toulouse. C'est du moins celle sur laquelle l'auteur est le plus abondamment renseigné. Fondée en 1658, elle subsista jusqu'au XIX^e siècle. Les membres de l'Aa poursuivaient avant tout une œuvre de réforme individuelle, d'édification personnelle. C'est pourquoi l'influence de cette compagnie, — à la différence de celle de la compagnie du Saint-Sacrement, — « fut tout intérieure et ne semble guère s'être répandue au dehors ». Le mystère dont les confrères s'entouraient peut piquer notre curiosité ; mais la peine qu'on se donnerait à le percer, en supposant qu'on y réussisse, ne serait probablement pas d'un bien grand profit pour l'histoire. — V.-L. B.

— Abbé A. AUGUSTE. *La compagnie du Saint-Sacrement à Toulouse. Notes et documents*. Paris, Picard ; Toulouse, Privat, 1913, in-4, 130 p. — C'est un dossier plutôt qu'un livre que nous donne M. l'abbé Auguste, un dossier constitué par des documents dont tous ne sont pas inédits, mais dont le rapprochement ne laisse pas de suggérer des conclusions intéressantes. Parmi les fondateurs de la société du Saint-Sacrement à Toulouse (en 1641), il y a probablement lieu de compter Jean de Garibal, conseiller au Parlement ; cette Société eut sans doute à lutter contre le compagnonnage, et il n'est pas impossible de retrouver son action dans l'organisation du Bouillon des pauvres (à ce sujet, reproduction d'un mémoire curieux sur un projet qui ne paraît pas avoir eu de suite immédiate), dans la fondation de l'hôpital général de la Grave, dans la création de l'Institut des filles de l'Enfance, dans le rajeunissement de la confrérie du « Corpus Christi » de Saint-Étienne. L'auteur s'est surtout plu à mettre en lumière les deux figures de l'abbé Barie, fondateur de l'hôpital général de la Grave, et du chancelier de Ciron¹. — V.-L. B.

— F. LE LAY. *Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII^e siècle (Essai sur l'organisation municipale en Bretagne)*. Paris, Champion, 1911, in-8, 396 p. — La ville de Pontivy avait été longtemps administrée par le *général* de la paroisse ; pourtant, dès le XVII^e siècle, la communauté a tendance à s'attribuer la direction effective des affaires ; enfin, en 1717, elle s'en saisit définitivement et réduit à néant le rôle du *général*. La communauté se compose alors de 28 membres : il y a les membres de droit, qui sont les juges seigneuriaux et le *miseur*, et les *échevins* recrutés par cooptation et dont l'office était perpétuel. Lors de la réorganisation de 1747, le syndic prit le titre de maire. La première place appartenait néanmoins aux juges de la juridiction de Rohan, et en particulier au *sénéchal* ; leur éclipse en 1743-1747 et 1774-1776 ne fut que passagère, et ils gardèrent la prééminence dans la communauté jusqu'à la Révolution. L'auteur passe ensuite en revue les divers domaines de l'administration municipale. Les revenus communaux se composaient exclusivement des octrois ; ils valaient 2.000 l. en 1716 et 8.000 l. en 1781. Perçus par des adjudicataires, ils passaient ensuite aux mains du *miseur*. Les impôts du roi étaient le *fouage* avec ses divers accessoires, la capitation, qui donna lieu pendant tout le XVIII^e siècle à de vifs incidents entre communauté et contribuables, le dixième, et plus tard les vingtièmes, qui furent perçus plus facilement, sans doute parce que, à partir de 1757, la communauté nomma des *receveurs* fixes. Pour tous ces impôts, la communauté était chargée en fait de la répartition. Il y avait encore le logement des gens de guerre, avec les réquisitions et les impôts spéciaux levés à partir de 1725 avec la capitation. Le tirage au sort des miliciens n'eut lieu qu'à partir de 1744, la ville ayant trouvé jusque là moyen de s'en faire dispenser. Quant aux charges locales, elles étaient très variées, et par suite très lourdes ; il y avait les députations diverses

1. P. 43-44, sur la Grande aumône de Lyon, voir Hauser, *Ouvriers du temps passé*, 1^{re} édition, p. 235-247. Cette étude a disparu dans les éditions suivantes ; mais elle a été reprise par des érudits lyonnais dans les premiers volumes de la *Revue historique de Lyon* ; p. 82, en note, Croton désigne certainement la prison et non un quartier de la Grave.

les travaux publics, dont l'histoire peut se partager en deux périodes : avant 1760 (travaux d'entretien, de réparation), après 1760 (grands travaux de voirie); l'assistance publique, assurée en partie par l'hôpital, avec ses ressources propres, en partie aussi aux frais de la ville : il faut signaler ici l'organisation assez complète de l'assistance médicale gratuite et l'usage des ateliers de charité. L'instruction publique était aux mains de prêtres séculiers et des Ursulines, subventionnés par la ville; chose singulière, le nombre des illettrés était plus grand au XVIII^e siècle qu'au XVII^e. En 1788, la communauté fut lente à entrer dans le mouvement qui agitait alors le Tiers-État breton. Elle ne s'y décida franchement qu'en octobre, mais alors elle s'engage à fond; la première, elle réclame le vote aux États provinciaux, non par ordre, mais par tête. Les délégués de Pontivy à Paris se signalent par leur activité. En avril 1789, le pontivyen Boullé est élu député de la sénéchaussée de Ploërmel. — S. C.

— P. ALBERT ROBERT. *Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle (1715-1790)*. Paris, Librairie nouvelle de droit et de jurisprudence, 1912, in-8, 687 p. — Il s'agit, non pas d'un recueil de textes originaux — comme semblerait l'indiquer le titre — mais d'un essai sur les remontrances du Parlement de Provence au XVIII^e siècle, fait à peu près exclusivement d'après les délibérations de la cour. C'est dire qu'il ne faut s'en servir qu'avec prudence. L'auteur a divisé son étude en deux parties, *les Faits, les Doctrines*. Dans la première partie, il examine notamment l'attitude du Parlement de Provence pendant la Régence, son rôle dans les questions religieuses (jansénistes, refus de sacrements, suppression des Jésuites), son opposition aux expédients fiscaux, enfin la part importante qu'il prit pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle à l'agitation presque purement politique que menait le Parlement de Paris. Dans la seconde partie, M. P.-A. R. s'est attaché à dégager les principes politiques, économiques, sociaux, qui ont inspiré les actes du Parlement de Provence. Au point de vue politique, il est essentiellement conservateur, et par conséquent nettement hostile aux théories nouvelles que prônent les Encyclopédistes. Il en est tout autrement en ce qui concerne les doctrines économiques; les Parlementaires d'Aix se rangent nettement, en effet, aux vues exprimées par les Économistes; ils sont partisans du laisser faire, du laisser passer. Enfin, leur opposition aux mesures fiscales prouve nettement qu'ils ont voulu un ordre sévère dans les finances, assurée par un contrôle constant et rigoureux. — S. C.

— Giorgio DEL VECCHIO. *Sur quelques principes de la politique de Rousseau*. (Berlin et Leipzig, 1912, in-8, 15 p.). Extrait de l'*Archiv für Rechts und Wirtschaftsphilosophie* (Bund VI, Heft 1). — M. del V. avait défendu Rousseau philosophe et sociologue contre M. Rodari (*Tra il Burlamachi e il Rousseau*, 1910), et montré les sources véritables de ses idées dans Locke, Hobbes et Sidney plutôt que dans Burlamachi. Il revient à Rousseau théoricien politique, et dégage son originalité dans la constitution de sa méthode et l'établissement du principe fondamental, si souvent contesté, de Rousseau : l'individu conserve sa liberté en l'aliénant au profit de l'État.

Ces quinze pages ne forment pas une discussion du système politique de Rousseau. M. del V. reste en dehors des préjugés et des passions courantes (p. 4) ; il considère, dans sa brève conclusion, que Rousseau a fondé le droit politique moderne et même celui de l'avenir. Il se borne à caractériser la méthode et le principe du *Contrat social*, et surtout à enchaîner dans un ordre suffisant les idées directrices qui donnèrent naissance au principe, et à les rattacher à la conception de la nature suivant Rousseau. Après avoir rappelé que l'état de nature n'est pas pour lui une vérité historique, et que la politique doit s'inspirer de la méthode introspective, c'est-à-dire de la considération de l'homme naturel tel que l'instinct le retrouve, M. del V. montre que Rousseau, se dégageant de la conception obscure du *jus naturæ* suivie par ses prédécesseurs, trouve dans la conscience humaine, celle de l'individu, le fondement et l'esprit de son système. Au *Discours sur l'Inégalité*, qui explique la cause de l'inégalité et de la dépendance des individus, le *Contrat social* forme un complément positif et propose le remède.

Il est, en effet, un contrat « sui generis », applicable à toutes les formes de gouvernement et qui ne vient expressément d'aucune d'entre elles. Le consentement explicite de l'individu au contrat n'est qu'une conséquence de ce contrat, non une condition. Ce contrat, l'individu l'a voulu antérieurement à toute expérience politique comme une forme *a priori*, une exigence de sa volonté. Et si chacun fait, par une fiction de méthode, l'abandon de ses droits à la collectivité, c'est au nom, c'est pour le maintien de ces droits eux-mêmes. On ne pourrait distinguer qu'artificiellement l'homme politique de l'homme naturel : les droits politiques sont les droits naturels de l'individu ; les seconds fondent les premiers, et ceux-ci assurent le libre exercice de ceux-là. Libre, avant le contrat, d'une liberté toujours en conflit avec celle d'autrui, l'individu, par le contrat, devient pleinement libre, et reste libre dans la soumission qu'il consent à la collectivité.

M. del V. a condensé ici l'a pensée de Rousseau, et lui a donné une rigueur qui excluait en Rousseau tout soupçon de contradiction sur les principes. Il fait mieux comprendre Rousseau que Rousseau ne le ferait lui-même. Ajoutons qu'il l'éclaire quelquefois par des rapprochements avec Kant ; mais était-il nécessaire d'en appeler à la « volonté » et à la « conscience transcendente » ? Cette fois, Rousseau ne comprendrait peut-être plus. — M. N.

— Dans la Bibliothèque française éditée à la librairie Plon et dont nous avons déjà parlé (cf. t. XVIII, p. 514), viennent de paraître trois nouveaux ouvrages : un *Saint Vincent de Paul*, par J. CALVET (s. d., in-12, II-336 p.), un *Racine*, par Ch. LE GOFFIC (s. d., 2 vol. in-12, II-305 et 326 p.), un *André Chénier*, par Firmin Roz (s. d., in-12, II-344 p.).

Il peut paraître étrange, au premier abord, de voir figurer *Saint Vincent de Paul* parmi les grands écrivains. La renommée du grand apôtre de la charité n'est pas précisément d'ordre littéraire. Cependant, après avoir lu le petit volume de M. Calvet, il faut convenir que l'organisateur de la Mission et le fondateur des Lazaristes mérite de prendre place dans la *Bibliothèque française* : d'abord par ses qualités d'écrivain, sain, vigoureux, plein de sève (les très nombreuses lettres reproduites

par M. C. le prouvent); ensuite, et plus encore peut-être, par le rôle capital qu'il a joué dans la Renaissance catholique de la première moitié du XVII^e siècle. Il ressort de ces lettres une physionomie de chrétien agissant, d'apôtre familial et pratique tout à fait originale, en même temps qu'elles apportent de précieux documents pour la connaissance de l'évolution religieuse et morale de la France au sortir des guerres de religion.

Il y a peut-être moins de nouveauté dans les deux volumes que M. Le Goffic a consacrés à *Racine*. Ils se recommandent par la finesse et la justesse du ton. M. Le G. a tâché de faire toute la lumière possible sur la vie, que nous connaissons comme toute fort ma! du poète; il a fait notamment bonne justice des imaginations de M. Masson-Forestier. Quant à l'œuvre, il l'a analysée avec précision, définissant sans exagération les rapports avec les circonstances de la vie de l'auteur, et, en dépit de quelques pointes contre le romantisme, — n'aime-t-on bien *Racine* que si on l'aime contre quelqu'un? — il l'a appréciée avec goût et délicatesse. Outre d'abondants extraits des œuvres en prose et des diverses pièces de théâtre, M. Le G. a reproduit intégralement les *Plaideurs*, *Britannicus*, *Phèdre* et *Athalie*.

M. Firmin Roz avait une tâche malaisée: encadrer dans la biographie d'un poète mort à trente-deux ans, une œuvre qui n'existe qu'à l'état de fragments et dans laquelle le génie se manifeste seulement en puissance; en montrant ce que ce génie avait déjà donné, suggérer ce qu'on pouvait attendre de lui, et dans quelle direction il aurait trouvé son plein épanouissement; éviter l'arbitraire dans la reconstruction, tout en dépassant l'impression laissée par les débris épars. Il y fallait autant de science que de goût. M. R. a suivi le plan qui offrait le moins de chances d'erreur, l'ordre logique, puisque la chronologie était impossible ou par trop incertaine. Tour à tour il a examiné les poésies bucoliques, les élégies, les fragments de poèmes philosophiques, les écrits satiriques et politiques. Cet exposé, très clair, pose, en somme plus de questions qu'il n'en résout; il n'en pouvait être autrement en présence de la carrière brusquement interrompue d'André Chénier; mais c'est le mérite de M. R. d'avoir nettement posé les termes du problème, sans prétendre imposer sa propre solution au lecteur, lui mettant sous les yeux tous les éléments d'appréciation et de contrôle. — V.-L. B.

— Le tome LXXXI des *Archives Parlementaires*, publié par MM. LATASTE, PIONNIER, LOUIS CLAVEAU et G. BARBIER, va du 16 frimaire au 29 frimaire an II (du 6 au 19 décembre 1793). Il se recommande par les mêmes qualités que les précédents. — Les discussions et les rapports portent surtout, pendant cette courte période, sur l'instruction publique, puis sur la Vendée et sur les armées. Mais la majeure partie des documents émanent des sociétés populaires et des administrations et municipalités. C'est un véritable tableau de l'esprit public qui s'en dégage, au fur et à mesure qu'on les lit: l'esprit républicain, montagnard, fanatique, s'y révèle avec une puissance croissante. La haine des prêtres et de la religion y éclate, surtout dans les récits des fêtes de la Raison, comme celui que fit, le 6 frimaire, la Société populaire de Tulle: c'est une mascarade qui ne saurait être racontée

brèvement : il faut la lire (p. 49). — On trouvera aussi dans ce volume des listes de prêtres venant abjurer la prêtrise (p. 41), et des cérémonies patriotiques où paraissent des évêques et des prêtres après leur abjuration (par exemple l'évêque Pontard et sa femme, à la Société populaire de Périgueux, p. 7). La haine de la Reine est un des sentiments le plus souvent exprimés. Le procureur-syndic du district du Faouët (Morbihan) dit : « L'hyène d'Autriche ne souille plus le sol français de son exécration ; elle vient enfin de finir sur l'échafaud une vie tissée de tous les désordres et de tous les crimes. » — On trouvera aussi d'intéressants documents sur la vie sociale et économique : par exemple, l'état des ventes d'immeubles d'émigrés pendant la seconde décade de frimaire an II. Les adjudications se sont élevées à plus de 5.258.000 fr., les estimations étant de 3 010.000 fr. (nous donnons des chiffres ronds). Les départements qui ont vendu le plus sont ceux du Calvados (district de Falaise), de la Charente (district de Confolens), de l'Isère (district de Vienne), du Pas-de-Calais (district de Morin-la-Montagne), des Vosges (district de La Marche). Au 20 frimaire, le total général des ventes de biens d'émigrés se montait à 26.684.000 l. (les estimations ayant été de 13.545.000 fr.) ; le prix d'adjudication avait doublé celui d'estimation ; mais il faut tenir compte, pour évaluer ces chiffres, de la dépréciation des assignats, et des paiements réellement effectués. Il y eut aussi des ventes de biens nationaux casées pour avoir été faites à vil prix. Nous avons noté, dans le dernier volume des *Archives Parlementaires*, des exemples semblables. Cela prouve que l'opération des ventes, en 1793 même, n'avait pas toujours la moralité qu'elle aurait dû garder. Ce ne sont pas là des cas exceptionnels : la correspondance des administrations, aux *Archives nationales Q^a*, 190-196, en fait foi (voir des exemples cités dans mon livre sur la *Législation civile de la Révolution*). — Ph. S.

— Claude FAURE. *Le département de la Drôme de 1800 à 1802*. Valence, impr. Jules Céas, 1913, in-8, VIII-238 p. — C'est plutôt un recueil de documents qu'un livre — et un recueil très précieux. M. F. publie le « Tableau rapide de la situation du département de la Drôme », présenté au Premier Consul par le préfet Descorches le 20 nivôse an X (10 janvier 1802). Il y a ajouté quantité de notes qui permettent de retracer un tableau de l'administration du département vers 1802. En outre il a repris l'histoire du département à partir du 18 brumaire, en laissant parler les textes : on y trouvera des lettres d'administrateurs, du premier préfet Collin, de Fouché, etc. Le résultat de cette administration ressort de ces documents : c'est la lutte contre le brigandage qui désole le département, comme les départements provençaux voisins ; c'est la pacification religieuse ; c'est la réfection des routes ; c'est le rétablissement de l'ordre et de l'autorité. Mais c'est aussi l'acheminement vers le despotisme, dont ne parle point le préfet, qui se complait en son œuvre ; c'est l'indifférence et l'apathie de la masse (p. 166) lors de la consultation du peuple sur le Consulat à vie. Les trois cinquièmes seulement des citoyens votent ; mais il n'y a que trois votes négatifs. Les opposants gardent le silence. « On aime en général le régime républicain, écrit le préfet ; on partage avec toute la France l'admiration et la reconnaissance pour l'ordre actuel de choses

dont on ressent déjà tant de bien, et l'on est fier de la gloire que la République en retire. » En réalité, on acclame le dictateur ; c'est la fin de la République. — Ph. S.

— Parmi les nombreuses collections de biographies d'artistes que les éditeurs ont lancées depuis quelques années, grâce au goût du public pour ce genre d'ouvrages, il en est une qui se distingue par l'originalité de sa conception et qui mérite d'être signalée, c'est celle dirigée par M. Jean Laran sous le titre : *L'art de notre temps*, et dont la 1^{re} série parue comprend des monographies consacrées à : Chassériau par M. Henry Marcel, G. Courbet par L. Bénédite, Millet par P. Leprieux, Daumier par L. Rosenthal, Manet par L. Hourticq, Carpeaux par P. Vitry, Daubigny par J. Laran, Puvis de Chavannes par André Michel, G. Moreau par L. Deshairs, Degas (un vivant mais pour qui déjà la postérité commence) par P.-A. Lemoisne (Paris, La Renaissance du livre puis Librairie centrale des Beaux-Arts, [1911-1913] petit in-8, planches).

Chaque volume se compose : 1^o d'une introduction résumant à larges traits la vie de l'artiste, expliquant son talent, la place qu'il occupe dans l'art français du XIX^e siècle ; 2^o d'une bibliographie raisonnée ; 3^o puis — partie essentielle — de notices accompagnant des reproductions hors texte (au nombre fixe de 48) choisies parmi les œuvres les plus caractéristiques du peintre ou du sculpteur et classées par ordre chronologique pour montrer l'évolution de son art. Ces pages expliquent les œuvres, les commentent, les comparent à d'autres et renferment de nombreux extraits de critiques écrites au moment de l'apparition du tableau ou de la statue. On possède ainsi des textes curieux qui montrent la réputation du maître, l'influence qu'il exerça ou les résistances qu'il rencontra ; c'est un recueil pour servir à l'histoire des variations du goût et de la critique d'art dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Les dédains, les railleries devant des Courbet ou des Manet ne surprennent pas, l'on s'étonne plutôt de rencontrer tant de pages clairvoyantes et justes écrites au jour le jour par les « salonniers » d'autrefois qui font honneur à leur goût et à leur sincérité. Les articles d'un Théophile Gautier, d'un Paul Mantz ou d'un Castagnary nous prouvent que les vrais maîtres eurent de vaillants défenseurs. M. J. Laran, qui a assumé la plus grande part dans ces recherches documentaires à travers revues et journaux, et qui a composé la plupart des notices avec des collaborateurs (sauf pour Daumier et Degas), a groupé les témoignages recueillis avec une grande habileté en même temps qu'une parfaite loyauté. Quant aux remarques personnelles qu'il ajoute, elles témoignent d'un amour sincère de la peinture digne des bons artistes étudiés. Il y a plaisir à louer cette intelligente entreprise de vulgarisation qui aidera à la saine compréhension de quelques-uns des artistes les plus originaux de l'art français contemporain ; si la présentation des volumes était un peu moins modeste, le format agrandi, le tirage des planches plus soigné, ils pourraient être considérés comme des modèles.

Une seconde série est en préparation et sera composée des volumes suivants : *Géricault*, par Maurice Tourneux ; *Ingres*, par Louis Hourticq ; *Rude*, par André

Michel ; Barye, par Paul Vitry ; Delacroix, par E. Moreau-Nélaton ; Raffet, par François Courboin ; E. Gallé, par C. et L. Rosenthal ; Cézanne, par Jean Laran ; Cazin, par Léonce Bénédict ; Claude Monet, par Raymond Koechlin. — G. B.

— J. BOULENGER. *Berchet et Costanza Arconati*, 65 p., Bocca édit., Turin (extrait du *Risorgimento Italiano*). — Joseph Arconati Visconti et sa femme Costanza Trotti durent quitter le Milanais en 1820 pour éviter le sort de S. Pellico et de J. Confalonieri. Ils se réfugièrent à Bruxelles, où ils possédaient un superbe domaine, voyagèrent en France et en Suisse, et ne purent rentrer dans leur patrie, ayant été exceptés de l'amnistie de 1828. Leurs lettres nous renseignent sur leurs relations avec Quinet et Fauriel, ainsi qu'avec la plupart des proscrits italiens, dont très souvent ils furent les généreux bienfaiteurs.

Le marquis est un neurasthénique dont l'exil exagère l'affection ; la marquise, malheureuse et d'abord résignée, cherche des consolations, des amitiés, peut-être plus, auprès des autres victimes de l'Autriche. L'un de ces personnages, Berchet, se croit aimé ; on ne voulait de lui que comme confident. Il accepta ce rôle, et, pendant une dizaine d'années il correspondit avec la marquise (1832-1841) sur une foule de sujets d'un intérêt politique qui nous échappe parfois ; mais ces lettres apportent une contribution de plus à cette histoire des *carbonari*, toujours prête à conspirer et à aimer. — M. N.

— LUCIEN LAMBEAU. *Histoire des communes annexées à Paris en 1859*, publiée sous les auspices du Conseil général. Vaugirard. Paris, Ernest Leroux, 1912, in-4, 538 p. — En rendant compte dans cette revue de l'histoire de Bercy, qui inaugurerait la collection des monographies des communes annexées à Paris en 1859, nous émettions le vœu que l'auteur ne nous fit pas attendre trop longtemps les volumes suivants. Le second a paru à la fin de 1912 : il nous faut féliciter et remercier M. Lambeau de son activité. Au risque même d'être accusé de contradiction, nous lui reprocherions volontiers d'avoir été un peu trop vite ; l'histoire de Vaugirard trahit la hâte avec laquelle elle a été composée ; le plan n'apparaît pas clairement et les chapitres se suivent — ceux de la fin surtout — sans que l'on comprenne bien l'idée qui a pu guider l'auteur dans l'ordre qu'il a adopté. Nous sommes loin de méconnaître les difficultés qu'a dû éprouver M. Lambeau pour organiser la masse énorme de matériaux qu'il a amassée ; nous croyons toutefois que la lecture de ce livre aurait été grandement facilitée si l'auteur avait consacré, au début du volume, quelques pages à une description géographique sommaire,

1. T. XVI, p. 268.

2. La correction matérielle de l'ouvrage laisse aussi quelque peu à désirer ; fautes d'impressions, lapsus de rédaction sont assez nombreux ; en voici quelques exemples parmi beaucoup d'autres : p. 5, note 1, au lieu de De Pachetère, lire De Pachtière ; — p. 146, dans l'inscription funéraire de M. Poiloup, ligne 5, lire ANNOS au lieu de AMOS ; — p. 210, ligne 16, au lieu de marquis d'Antichamp, lire d'Autichamp ; — p. 339, ligne 15, la formule employée tendrait à faire croire aux lecteurs mal avertis que le Directoire était un régime parlementaire et que le ministre de la police, Cochon, était le chef du Cabinet ; — p. 349, ligne 15, au lieu de Cossin de Perceval, lire Caussin.

s'il avait bien voulu retracer rapidement l'évolution de la commune, indiquer les grandes étapes de sa formation.

Il faut reconnaître d'ailleurs que l'ouvrage constitue un recueil de documents — dont l'intérêt n'est pas exclusivement local — très riche et très utile ; un grand nombre de faits de toutes sortes, importants à divers titres, seraient à signaler ; au point de vue économique, par exemple, l'indication donnée p. 59 et suivantes de toutes les variations de prix et de conditions des baux de la ferme de Grenelle, appartenant à l'abbaye de Sainte-Geneviève, de 1526 à 1722, peut prêter à d'intéressantes comparaisons ; notons encore, aux chapitres XI et XIII, une série de curieux renseignements sur la vie de la commune au début de la Révolution, etc. Illustré de gravures et de cartes hors texte, l'ouvrage est, comme le précédent, luxueusement présenté. — J. L.

— Ernest LÉMONON. *L'Italie économique et sociale (1861-1912)*. Paris, F. Alcan, 1913, in-8, 432 p. — L'essor économique de l'Italie est moins connu que celui de l'Empire allemand ; il n'en est pas moins un phénomène intéressant. Depuis 1862, les recettes budgétaires sont passées de 480 millions à 2.244 millions, non compris le produit des chemins de fer, et les dépenses de 926 millions à 2.185 millions ; le rendement de la terre a plus que doublé, l'activité industrielle n'a cessé de grandir, la valeur du trafic international a quadruplé, le crédit public s'est amélioré, et la circulation fiduciaire, sans être encore tout à fait normale, est moins défectueuse. Une Italie nouvelle, la « terza Italia », s'est constituée, dont la politique impérialiste, que M. L. aurait pu signaler, dénote la vitalité économique. De cette troisième Italie, M. L. a cherché à retracer la formation ; son étude, qui ne repose guère que sur les annuaires publiés à partir de 1878, est avant tout une étude statistique ; du moins les chiffres cités rendent-ils sensibles et les différentes phases d'activité et de dépression et les progrès d'ensemble accomplis. A l'étude du mouvement économique, M. L. a joint, avec raison, le tableau du mouvement social. Si le relèvement agricole et industriel est en partie dû à l'amélioration du sort des basses classes et des classes moyennes, qui furent longtemps si misérables, au rendement sans cesse accru de l'ouvrier et du paysan, la transformation matérielle et morale des classes laborieuses est en partie la conséquence du progrès économique. En quelques chapitres utiles, M. L. a exposé l'histoire de la législation sociale depuis l'unité, de l'action sociale individuelle et de l'organisation coopérative, du socialisme avant et après la scission des réformistes, partisans de l'action politique, et des révolutionnaires, partisans seulement de la lutte des classes. — J. L.

LIVRES NOUVEAUX

Généralités. — *E. Bourgeois* et *L. André*. Les sources de l'histoire de France au XVIII^e siècle. Tome II. Mémoires et lettres. Paris, 7. 50. — Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque nationale. Tome 54. Fournié-Freler. Paris, Impr. nationale. — *E. Driault*. L'unité française. Paris, Alcan, 3. 50.

Histoire politique intérieure. — *A. Aulard*. Les grands orateurs de la Révolution (Mirabeau, Vergniaud, Danton, Robespierre). Paris, F. Rieder, 7. 50. — *E. Brichet*. Le Conseil général et les conseillers généraux de l'Isère depuis l'origine de l'assemblée départementale, 1790-1914. Grenoble, impr. Allier, 3. 75. — *A. Cahuet*. Après la mort de l'empereur. Paris, Émile-Paul, 3. 50. — *A. Claveau*. Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin. Tome II. Le principat de M. Thiers. Paris, Plon, 7. 50. — *E. Esmonin*. La taille en Normandie au temps de Colbert, 1661-1683. Paris, Hachette, 10. 00. — *J. Estienne*. Textes relatifs aux cultes de 1790 à l'an X. Analyse des registres de délibérations du département et des arrêtés du préfet de la Drôme. Paris, impr. Jules Céas. — *A. Franklin*. La cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre. Paris, Émile-Paul. — *P. Feyel*. Histoire politique du XIX^e siècle. Tome II. Paris, Bloud, 6. 00. — *E. Gay*. Le consulat et l'administration municipale du Vigan au XVIII^e et au XIX^e siècle. Paris, A. Picard, 10. 00. — *F. Karl Mann*. La justification du système de Law par son auteur. Paris, M. Rivière, 3. 00. — *A. Lallié*. Les sociétés populaires à Nantes pendant la Révolution. Deuxième édition revue et augmentée. Nantes, L. Durance, 3. 00. — *F. Laurentie*. Louis XVII. Supplément et tables. Paris, Émile-Paul, 40. 00. — *A. Leclère*. La Révolution à Alençon, 1790. Paris, E. Leroux, 2. 00. — *G. Martin*. La surintendance de Fouquet et les opérations, du crédit public. Paris, M. Rivière, 2. 00. — *J. Patendtre*. Souvenirs d'un diplomate. Tome II. Paris, l'Édition moderne, 3. 50. — *P.-A. Robert*. La justice des sections marseillaises. Le tribunal populaire, 1792-1793. Paris, A. Rousseau. — *L. Romier*. Les origines politiques des guerres de religion. Tome II et dernier, 1555-1559. Paris, Perrin, 15. 00. — *A. Siegfried*. Tableau politique de la France de l'ouest sous la troisième République. Paris, A. Colin, 12. 00. — *H. Terrebasse*. Correspondance de MM. de Dismieu, gentilshommes dauphinois, 1568-1713. Paris, Champion. — *Voysin de la Noiraye*. Mémoire sur la généralité de Rouen, publié par *E. Esmonin*. Paris, Hachette, 7. 50. — *H. Welschinger*. Tacite et Mirabeau. Paris, Émile-Paul, 3. 50.

Histoire diplomatique. — *L. Bodereau*. Bonaparte à Ancône. Paris, Alcan, 3. 50. — *A. Boppe*. L'Albanie et Napoléon, 1797-1814. Paris, Hachette, 3. 50. — *P. Fould*. Un diplomate au XVIII^e siècle. Louis-Augustin Blondel. Paris, Plon, 7. 50. — *M. Geoffroy de Grandmaison*. Correspondance du comte de La Fayette,

ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813. Tome VII. Paris, A. Picard, 8.00. — *Grand-duc N. Mikhaïlovitch*. Les rapports diplomatiques de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la cour de Russie, 1816-1826. Paris, Manzi, 20.00.

Histoire militaire. — *Mis Calmon-Maison*. Le général Maison et le 1^{er} corps de la Grande Armée. Campagne de Belgique, 1813-1814. Paris, Calmann-Lévy, 7.50. — *J. Corœne*. Montesquiou (d'Artagnan), vainqueur de Denain. Paris, Melet, 3.50. — *C^{ne} A. Dussauge*. Études sur la guerre de Sept ans. Le ministère de Belle-Isle. Tome 1^{er}. Krefeld et Lütterberg, 1758. Paris, L. Fournier, 7.50. — *C^{ne} A. Grasset*. La guerre d'Espagne, 1807-1813. Tome 1^{er}. Les préliminaires, l'invasion. Paris, Berger-Levrault, 15.00. — *V^{te} de Hennezel d'Ormois*. Aux armées de Napoléon. Le capitaine Poussin, 1772-1810. Paris, Chapelot. — *C^{ne} A. Latreille*. L'œuvre militaire de la Révolution. L'armée et la nation à la fin de l'Ancien régime. Paris, Chapelot, 10.00. — *C^{ne} de Lort de Sérignan*. Napoléon et les grands généraux de la Révolution et de l'Empire. Paris, Fontemoing, 7.50. — *H. Malo*. Les corsaires dunkerquois et Jean-Bart. Tome II, 1662-1702. Paris, Mercure de France, 7.50. — *C^{ne} Vidal de la Blache*. L'évacuation de l'Espagne et l'invasion dans le Midi (juin 1813-avril 1814). Paris, Berger-Levrault, 2 vol. 20.00.

Histoire religieuse. — *N. du Boys*. Souvenirs de La Combe (Mgr Dupanloup à La Combe). Paris, P. Téqui, 3.50. — *Abbé A. Bresson*. Les prêtres de la Haute-Marne déportés sous la Convention et le Directoire. Notes et documents. Langres, impr. champenoise. — *Abbé F. Delerue*. Figures épiscopales du XIX^e siècle (Le cardinal Guibert, le cardinal Lavigerie, le cardinal Pie, Mgr Dupanloup, Mgr Dupont des Loges, Mgr Freppel). Paris, Bloud, 4.00. — *H. Denifle*. Luther et le luthéranisme. traduit par J. Paquier. Tome IV. Paris, A. Picard, 5.00. — *P. Deslandres*. Histoire de l'Église catholique en France. Paris, Bloud, 3.50. — Histoire d'une conversion. Correspondance de M. l'abbé Frémont avec une protestante, 1883-1884. Paris, Bloud, 3.50. — La très révérende mère Marie de la Passion, fondatrice des Franciscaines missionnaires de Marie, publié par l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie. Vannes, impr. franciscaine missionnaire. — *V^{te} H. Le Gouvello*. Une mystique bretonne au XVII^e siècle : Armelle Nicolas, 1606-1671. Paris, P. Téqui, 3.50. — *L. Le Grand*. Les sources de l'histoire religieuse de la Révolution aux Archives nationales. Paris, Champion, 3.50.

Histoire économique et sociale. Histoire coloniale. — *E. Allix*. La rivalité entre la propriété foncière et la fortune mobilière sous la Révolution. Paris, M. Rivière, 3.00. — *L. André*. Grands procès oubliés. Madame Lafarge voleuse de diamants. Paris, Plon, 3.50. — *H. Bergmann, L. Caben, Ibels, L. de la Laurencie, J. Letaconnoux, D. Mornet, J.-J. Olivier, M. Rouff*. La vie parisienne au XVIII^e siècle. Paris, Alcan, 6.00. — *F. Berranger*. La mine de Rancié depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Toulouse, V. Rivière. — *R. Besnard et C. Aymard*. L'œuvre française au Maroc, 1912-1913. Paris, Hachette, 3.50. — *M. Bex*. Contribution à l'histoire du salaire au théâtre en France, de 1658 à la fin de l'Ancien régime. Paris, M. Rivière, 4.00. — *C. Dupin*. Économiques (1745), publié par *M. Aucuy* (Collection des économistes et des réformateurs sociaux de la France). Paris, Marcel Rivière, 2 vol. 32.00. — *E. Fauché*. L'apprentissage, principalement à Bordeaux, du XVIII^e siècle à nos jours. Bordeaux, impr. Cadoret. — *A. Le Breton*. La « Comédie humaine » de Saint-Simon. Paris, Soc. française d'impr. et de

librairie, 3. 50. — *V^e H. Le Gouvello*. Histoire du collège Saint-Sauveur de Redon sous les RR. PP. Eudistes, d'après les souvenirs et récits des anciens élèves. Redon, impr. A. Bouteloup. — *M. Lhéritier*. Histoire des rapports de la chambre de commerce de Guienne avec les intendants, le Parlement et les jurats de 1705 à 1791. Bordeaux, Gounouilhou. — *A. Lombard*. L'abbé du Bos, un initiateur de la pensée moderne, 1670-1742. Paris, Hachette, 10. 00. — *J. Merlant*. De Montaigne à Vauvenargues. Essai sur la vie intérieure et la culture du moi. Paris, Soc. française d'impr. et de librairie, 3. 50. — *Dr L. Nass*. Essais de pathologie historique. Le siège de Paris et la Commune. Paris, Plon, 3. 50. — *B. Nogaro* et *W. Oualid*. L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans. Paris, Alcan. 5. 00. — *A. Péreire*. Le « Journal des débats politiques et littéraires », 1814-1914. Paris, Champion, 12. 50. — *E. Picot*. Recueil de pièces historiques imprimées dans les provinces françaises au XVI^e siècle. Paris, E. Rahir, 10. 00. — *A. Puis*. Une famille de parlementaires toulousains à la fin de l'Ancien régime. Correspondance du conseiller et de la comtesse d'Albis de Belbèze, 1783-1789. Toulouse, Privat et Paris, Champion, 5. 00. — *G. Richard*. La question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle (Bibliothèque du mouvement social contemporain). Paris, A. Colin, 3. 50. — *Ch. Schmidt*. Les débuts de l'industrie cotonnière en France, 1760-1806. Paris, M. Rivière, 2. 50. — *L. Schwab*. Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le département des Vosges. Paris, E. Leroux, 7. 50. — *J. Thabaut*. L'évolution de la législation dans la famille, 1807-1913. Toulouse, Privat, et Paris, A. Rousseau, 4. 00. — *A. Varloy*. Madame Lafarge, histoire véridique et complète de la célèbre et mystérieuse affaire du Glanier, 1839. Paris, H. Daragon, 3. 50.

Histoire des sciences. Histoire littéraire. Histoire de l'art. — *J. Arnavon*. L'interprétation de la comédie classique. Le Misanthrope, mise en scène, décors, représentation. Paris, Plon, 7. 50. — *Arnelle*. Une oubliée. Madame Cottin, d'après sa correspondance. Paris, Plon, 3. 50. — *Abbé du Bos*. Correspondance, publiée par *A. Lombard*. Paris, Hachette, 3. 00. — *E. Bourgeois* et *G. Lechevallier-Chavignard*. Le biscuit de Sèvres. Recueil des modèles de la manufacture de Sèvres au XVIII^e siècle. Paris, Pierre Laffitte, 12. 50. — *E. Bouvier*. La bataille réaliste. 1844-1858 (Champfleury, La Bohème, Courbet, Max Buchon, Dupont, Mathieu, Le Cénacle réaliste). Paris, Fontemoing, 7. 50. — *J. Cain* et *P. Leprieur*. Millet (L'art de notre temps). Paris, Librairie centrale des Beaux-arts, 3. 50. — *Chateaubriand*. Correspondance générale, publiée par *L. Thomas*. Tome IV. Paris, Champion, 10. 00. — *P. Cornu*. Meubles et objets de goût, 1796-1830. Documents tirés des journaux de mode et de la « Collection de la Mésangère ». Paris, A. Calavas, 125. 00. — *E. Faguet*. La jeunesse de Sainte-Beuve. Le poète, le romancier. Paris, Soc. française d'imprimerie et de librairie, 3. 50. — *G. Fedgal*. Les vieilles enseignes de Paris. Paris, impr. E. Figuière, 3. 50. — *Fidao Justiniani*. L'esprit classique et la préciosité au XVII^e siècle. Paris, A. Picard, 3. 50. — *L. Foulet*. Correspondance de Voltaire, 1726-1729. Paris, Hachette, 10. 00. — *M. Fouquier* et *A. Duchêne*. Les divers styles de jardins. Paris, Émile-Paul, 40. 00. — *P. Gout*. Viollet-le-Duc. Sa vie, son œuvre, sa doctrine. Paris, Champion, 30. 00. — Mélanges offerts à *M. Henry Lemonnier*. Paris, Champion, 15. 00. — *C. Mauclair*. Histoire de la musique européenne, 1850-1914. Paris, Fischbacher. — *André Michel*. Histoire de l'art. Tome X. Formation de l'art classique. Paris, Colin, 15. 00. — *Montesquieu*. Lettres persanes, publiées par *H. Barckhausen*

(Société des textes français modernes). Paris, Hachette, 5.00. — *H. Prunières*. L'opéra italien en France avant Lulli. Paris, Champion, 12.00. — *E. de Senancour*. Obermann. Édition critique par *G. Michaut*. Tome II (Société des textes français modernes). Paris, Hachette, 5.00. — *D.-F. Strauss*. Voltaire, traduit par *E. Lesigne* (Bibliothèque rationaliste). Paris, A. Schleicher, 2.50. — *Voltaire*. Candide, publié par *A. Morize* (Société des textes français modernes). Paris, Hachette, 6.00. — *Voltaire*. Œuvres inédites, publiées par *F. Caussy*. Tome 1^{er}. Mélanges historiques. Paris, Champion, 10.00.

Histoire locale et généalogique. — *F. Uzureau*. Andegaviana. 14^e série. Paris, A. Picard. — *A. Leclère*. La commons d'Alençon de Louis XI à la Révolution. Paris, E. Leroux, 3.50. — *Abbé A. Legris*. L'église d'Eu et la chapelle du collège. Notice historique et descriptive. Paris, Champion. — *D^r H. Perraud*. Saint-Ouen depuis la Révolution jusqu'à l'année terrible. Paris, Champion, 7.50. — *Ch. Dufayard*. Histoire de Savoie (Les vieilles provinces de France). Paris, Boivin, 3.50. — *O. Beauchamp*. Le château de Vizille. Paris, Publications du « Tour de France », 15.00.

Les rôles de vingtièmes et les statistiques de la propriété territoriale sous l'ancien régime.

J'ai déjà eu l'occasion, dans un article antérieur (t. XVII, p. 481-491), de présenter ici sur cette question, à propos du dernier ouvrage de M. Loutchisky, *La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution*, quelques observations que je voudrais compléter aujourd'hui. M. Loutchisky, on se le rappelle peut-être, accorde aux rôles de vingtièmes une confiance illimitée, ou plutôt, préoccupé exclusivement qu'il a été de grouper, compter et comparer leurs moindres indications, il ne semble pas avoir eu le loisir de se demander dans quelles conditions ces rôles étaient dressés, avec quel soin, avec quelles sources, sous l'empire de quelles préoccupations. Tout en reconnaissant la réelle valeur de ces documents, et en ne contestant pas que ce soient les meilleurs, ou les moins mauvais, parmi ceux que l'ancien régime nous a laissés, j'ai protesté contre la tendance de l'auteur russe à y voir une expression fidèle, adéquate, indiscutable, de la réalité, un exact reflet de la répartition du sol entre les diverses classes sociales, une liste fidèle, complète, sans omissions ni doubles emplois, des propriétaires fonciers. J'ai montré la nécessité de faire leur part à l'imprécision habituelle des désignations, aux libertés prises avec les règlements, à la précipitation, à l'erreur, à la dissimulation. Les rôles de vingtièmes sont comme une photographie grossièrement faite, à une distance un peu trop forte, par des mains plus ou moins expertes, où il est possible de retrouver l'aspect général et la tournure d'une personne, où il serait extrêmement dangereux de vouloir se renseigner sur le détail de ses traits et la couleur de ses yeux. Demandons-leur des généralités : évitons de leur demander des détails, encore moins des minuties.

Ne leur demandons pas, notamment, d'indications précises sur la superficie des paroisses, point que M. Loutchisky considère comme acquis, et qui, au contraire, reste extrêmement sujet à caution. Il est singulier qu'il n'ait pas songé à se demander si les biens d'un même propriétaire, situés dans des paroisses différentes, n'ont pas été groupés pour l'établissement des vingtièmes dans la paroisse principale, celle du domicile sans doute : pratique contraire aux règlements, mais néanmoins tellement fréquente qu'on ne s'explique pas comment elle a échappé à M. Loutchisky ; or il suffit de cette circonstance tantôt pour renverser, tantôt pour rendre extrêmement douteuses les statistiques précises et les pourcentages multipliés dans lesquels il se complait. Si dans telle paroisse la propriété noble semble n'occuper qu'une part infime, rien ne nous dit que les biens du seigneur de cette paroisse n'aient pas été cotisés dans une paroisse voisine ; à l'inverse, telle autre où elle semblerait avoir une étendue considérable ne le doit peut-être qu'à un groupement artificiel de cotes.

Or, il importe d'insister sur ce point, ces groupements de cotes étaient chose couramment pratiquée, et on ne doit pas s'en étonner : c'était plus commode pour les contrôleurs, avantageux pour les grands propriétaires, et tout à fait conforme aux habitudes de l'ancien régime, où le contribuable désirait avant tout dérober l'état exact de ses possessions territoriales aux regards des agents du fisc. L'intendant de Caen, Fontette, déplore dans une lettre à Turgot du 10 décembre 1774¹ que les cumuls, dans une paroisse, de cotes de biens situés dans d'autres paroisses soient un fait ordinaire et l'aient beaucoup gêné dans la répartition qu'il a dû faire, d'après les rôles de vingtièmes, de l'impôt territorial destiné au travail des routes et à l'indemnité des propriétaires expropriés. « Il y a une infinité de seigneurs de paroisses qui ont des biens situés dans des communautés voisines de celles où ils résident ; il y a de même un très grand nombre de contribuables ordinaires dont les biens sont situés par extension dans deux ou même trois paroisses. De tout temps ces propriétaires ont fait réunir leurs vingtièmes en un seul article dans le rôle de la paroisse où ils résident... Cette réunion d'objets sujets aux vingtièmes rend la répartition que j'ai faite de l'impôt territorial très fautive en ce qu'une infinité de communautés sont imposées pour des biens qui leur sont étrangers.

1. Arch. Calvados, C 3124.

On m'a fait, à ce sujet, nombre de fois des représentations, et dans le nombre il y en avait qui devaient fixer mon attention... Pour faire cesser cet inconvénient, il faudrait refondre les rôles de vingtièmes et n'imposer les biens que dans la paroisse où ils sont situés ; mais l'opération est d'autant plus difficile... que la réunion remonte à l'origine même du dixième et que les grands seigneurs ou leurs gens d'affaires s'opposèrent toujours à la division, qui dans le vrai leur serait désavantageuse. » — En Berry, de même, — et certainement dans bien d'autres provinces — les grands propriétaires étaient imposés au lieu de leur domicile pour des biens disséminés entre plusieurs paroisses : ils se refusèrent toujours à établir la distinction.

Mais une autre circonstance qui contribue bien plus puissamment encore à interdire de chercher dans les rôles de vingtièmes un état exact des superficies paroissiales, c'est l'indétermination même de cette étendue, c'est l'absence de limites précises. Les rôles ne peuvent pas donner cette superficie, non seulement parce que leurs indications sont toujours suspectes d'excès ou d'insuffisance, sont copiées sur de vieux documents, sont faites d'après des renseignements insuffisamment contrôlés, mais encore, et surtout, parce que cette superficie échappe à tout calcul par son imprécision même. On peut additionner tous les articles d'un rôle de vingtièmes, même fait avec soin, exempt d'omissions et de doubles emplois, sans avoir aucune certitude que tout le territoire de la paroisse s'y trouve, et qu'il ne s'y trouve qu'elle : car les limites sont flottantes, et si, en temps ordinaire, les municipalités, bornant leur ambition à saisir tous leurs contribuables, s'inquiètent assez peu de rechercher des prés, des champs, des bois, qui seraient pour elles sans profit, étant donnée la coutume ordinaire d'imposer à la taille au lieu du domicile les terres *égrenées*, c'est-à-dire situées hors de la paroisse où est le corps de domaine dont elles dépendent, il suffit de la moindre circonstance pour que les jalousies se réveillent et que les passions s'enflamment. La Constituante s'en aperçut à ses dépens, lorsqu'elle commit la faute d'ériger en principe pour 1790 — alors qu'en 1791 le système des impôts devait être totalement changé — la taxation de tous les biens fonds dans la commune où ils étaient situés. Il suffit de cette déclaration imprudente pour déclencher entre toutes les communes de France une sorte de guerre civile qui, sous l'ancien régime, ne se manifestait que de temps à autre, par des querelles entre paroisses et des procès entre décimateurs.

Le fait pourra paraître surprenant si l'on songe aux âpres jalousies que suscitait toute répartition d'impôts, toute perception de dîmes : il n'en est pas moins naturel ; des paroisses limitrophes pouvaient avoir même décimateur, toutes terres n'étaient pas sujettes à la dime, et la fixation des limites, par exemple, était sans intérêt quand il s'agissait de prés, de forêts, ou de terres vaines et vagues ; d'autre part, le privilège nobiliaire couvrant les prés, vignes, forêts, les paroisses n'avaient pas plus d'intérêt à préciser ; d'ailleurs la méthode d'imposer là où se faisait l'engrangement était entrée dans les habitudes et tacitement acceptée partout. Comme exemple frappant de l'inutilité pour les paroisses de revendiquer certains biens fonds, citons deux forêts importantes de l'apanage de Monsieur, dont parle le contrôleur général Lambert dans une lettre du 11 mars 1790¹, situées dans diverses communautés (qu'il ne nous nomme point) des élections du Mans et de Château-sur-Loir, sans qu'on sût quelle était dans ces forêts la part de chacune de ces communautés ; elles avaient toujours été indifférentes à une question qui était pour elles sans profit : il en fut tout autrement en 1790, avec l'imposition des ci-devant privilégiés, et la destination, affectée à cette imposition, de venir en déduction des impositions ordinaires des ci-devant taillables. Si le hasard avait amené M. Loutchisky à appliquer sa méthode à ces paroisses, il aurait nécessairement indiqué pour elles, entre les fonds taillables et les fonds privilégiés, une proportion inexacte, faute de connaître ou l'existence, ou tout au moins la répartition, entre elles, des forêts en question.

Or des faits de ce genre ne sont pas exceptionnels ; ils sont ordinaires, ils sont constants ; il n'est pour ainsi dire pas une province de France où, à la veille de la Révolution, les limites paroissiales ne soient flottantes, indéterminées, et où, par conséquent, les superficies n'échappent à tout calcul. Visiblement, dans la pratique ordinaire de la vie courante, on ne s'est préoccupé que d'enclaver les habitations ; de diviser les territoires, on s'est peu soucié. « Les limites de toutes les paroisses sont incertaines, écrit le 27 février 1790 le bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne² ; on dispute sur la question de savoir s'il faut considérer les limites de la dime et celles de la vaine pâture, ou celles de la seigneurie ; chaque paroisse préfère celles qui lui sont le plus avanta-

1. Arch. nat., D vi, 12.

2. Arch. nat., D vi, 53.

geuses, et chacune de ces limites est susceptible de difficultés... Il y a très peu de communautés dont les rôles de supplément ne comprennent quelques objets qui sont aussi compris dans les rôles de communautés voisins. » La municipalité de Beuvraines, près Roye, celle de Montécourt, près Noyon, sont aux prises exactement avec les mêmes difficultés¹. Dans la prévôté de Vaucouleurs, le sieur Abreveux, chargé de faire les rôles, a pris bravement sur lui de violer des décrets inapplicables et d'imposer tout au lieu de l'engrangement, sans quoi il fallait s'attendre à des contestations sans fin, « d'autant plus que les prétendus finages de nombre de ces paroisses se trouvent si fort resserrés et enclavés les uns dans les autres que la plupart des cultivateurs rentrent chez eux le produit de fonds par eux cultivés sur 2, 3 et même quelquefois 4 finages, pour lesquels les décimateurs eux-mêmes étaient presque toujours en contestation² ». Le Maine, moins sage, l'Anjou, furent violemment troublés par cette question des délimitations. « Cette province, écrit le syndic de Juvardeil (Maine-et-Loire)³, est sans doute une de celles dont les divisions sont les moins fixées... Aucune paroisse n'a des bornes bien certaines : les dîmes sont communément les seules démarcations connues ; ces démarcations sont très équivoques entre deux paroisses qui dépendent des mêmes décimateurs, et sont nulles dans les prés communs, limitrophes de deux paroisses... De tout temps, le mot *communauté* s'est entendu d'un certain nombre d'habitations prises dans un arrondissement et dont toutes les terres qui leur étaient affectées étaient soumises aux impôts communs à leurs habitants... On ne fait pas l'assiette dans les communautés à tous les habitants taillables en raison des terres circonscrites dans les paroisses, mais en raison des dépendances des maisons qui composent chaque communauté... Il n'y a pas de communauté où il ne se trouve des manations dont les terres sont situées sur 2 ou 3 paroisses, qui sont ainsi composées depuis 400 ans et qui ont toujours fait partie de la communauté à laquelle appartient le manoir... Les lignes de démarcation entre deux communautés et paroisses sont fréquemment vagues et inattendues : il y a en ce moment plusieurs querelles à ce sujet entre quelques paroisses de cet arrondissement. » — « Il y a peu de

1. Arch. nat., D vi, 43, 27 janvier, 8 mars 1790.

2. Arch. nat., D vi, 40, 24 décembre 1790.

3. Arch. nat., D vi, 38, 15 janvier 1790.

métairies et de fermes, écrit-on de Mauzé (Deux-Sèvres) ¹, qui n'aient des terres dans plusieurs paroisses, qui ignorent le plus souvent elles-mêmes les justes bornes de leurs territoires, principalement en bois, prés et marais. » — A Saint-Baud (Loire), la municipalité déclare elle-même ignorer quelles sont ses limites ². — A Lyon, le bureau intermédiaire de l'ancien département de l'élection déclare, dans le compte rendu qu'il fait de ses opérations, le 5 juillet 1790 ³, avoir vu la plupart des communautés élever des prétentions les unes contre les autres, principalement sur la fixation des limites de leurs territoires, avoir fait son possible pour les concilier, et exprime le souhait qu'une des premières opérations de l'assemblée de district soit d'envoyer des commissaires « pour, de concert avec les municipalités, fixer définitivement l'arrondissement des collectes, et la somme d'impositions que les communautés devront se rendre ». — Il s'élève sans cesse, écrivent des officiers municipaux du département de Saône-et-Loire ⁴, des contestations entre les paroisses pour en fixer les limites. » — En Provence, on souffre du même mal. « Nous ne connaissons, écrivent les officiers municipaux d'Aix ⁵, aucune division territoriale exacte. » — Même situation en Auvergne. « Vous vous occuperez, dit le procureur général syndic du Cantal à l'assemblée du département (28 juillet 1790), des moyens qui peuvent remédier aux surcharges que l'incertitude des limites des paroisses et des communautés, ou l'arbitraire des répartiteurs, ont pu occasionner dans la dernière répartition des impôts. » — « Les frontières des anciennes paroisses n'étaient établies avec aucune précision », remarquent MM. Lesueur et Cauchie dans leur introduction aux cahiers du Blaisois ⁶ : et la même phrase, exactement, se retrouve dans celle dont M. Cathelineau a fait précéder la publication des cahiers de la sénéchaussée de Niort ⁷. — Dans la Gironde, quantité de documents dont j'ai eu connaissance, et qu'il serait trop long d'énumérer ici, prouvent que le fait était ordinaire.

Mais pourquoi d'ailleurs accumuler des exemples particuliers d'un fait dont la généralité ressort d'une foule de mesures, de rapports, de textes

1. Arch. nat., D vi, 53.

2. Arch. nat., D vi, 49.

3. Arch. nat., AD ix, 578.

4. Arch. nat., D vi, 63, 8 juin 1792.

5. Arch. nat., F⁴ 1051, 31 juillet 1791.

6. *Cahiers de doléances des bailliages de Blois et Romorantin...*, t. I^{er} (1907), p. xi.

7. *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Niort et de Saint-Maixent...*, (1912), p. III.

de lois, dont la moindre lecture aurait dû garantir contre l'illusion dange-reuse de trouver dans les rôles de vingtièmes un état circonstancié et absolument fidèle des biens fonds de chaque paroisse ? Turgot, dans les recommandations qu'il adressait aux contrôleurs des vingtièmes, les exhor-tait à commencer leurs travaux par une exacte délimitation des paroisses, et à faire cesser un état ordinaire d'indivision très favorable d'une part à l'éclosion des procès, d'autre part à des dissimulations de matière impos-able : il leur prescrivait ¹ « de circonscrire les paroisses et les communau-tés, afin que les contribuables de chaque paroisse, instruits des limites de leur territoire, de l'étendue et de la valeur des possessions de chaque propriétaire, fussent eux-mêmes en état de juger de la proportion de l'impôt des différents propriétaires avec leur revenu effectif, pour que ceux qui sont trop imposés puissent comparer leur imposition avec celle des autres propriétaires, éclairer les contrôleurs sur cette disproportion... S. M. défend de réunir en une seule cote les propriétés éparses dans différentes communautés. Elle veut que chaque objet soit imposé spécia-lement dans le lieu de sa situation, ... que chaque article de propriété soit à l'avenir clairement désigné sous le nom du possesseur actuel... » Prescriptions sages : mais combien peu y a-t-il eu de rôles refaits depuis ces instructions, et combien peu y en a-t-il eu, parmi ceux-là mêmes, où il en ait été tenu compte !

Aussi l'indécision des limites paroissiales était-elle encore fait ordi-naire à la fin de l'ancien régime, et, si M. Loutchisky l'a oublié, les légis-lateurs de 1789, 1790, 1791 ne l'ignoraient pas. Un des principaux avan-tages attendus de la formation d'un cadastre était précisément la fin de ces contestations. C'eût été, disait Dauchy dans un rapport sur la contri-bution foncière à la Constituante, le 4 novembre 1790, « nécessiter une exacte et sûre circonscription des communautés, les obliger de terminer promptement et pour toujours des contestations dispendieuses et trop souvent renaissantes pour des démarcations de territoires ». L'instruction royale du 5 avril 1790 pour l'assiette de l'imposition des ci-devant pri-vilégiés prévoit le cas de contestation entre deux communautés pour leurs limites respectives, et prescrit alors tentative de conciliation par les officiers municipaux d'une troisième. L'instruction jointe par l'assemblée

1. Lettre à Thiroux de Crosne, intendant de Rouen, 18 avril 1775, Arch. Seine-Inférieure, C. 480.

à la loi du 27 novembre 1790 sur la contribution foncière, empreinte d'un optimisme excessif, pense que les démarcations entre communautés sont depuis longtemps constantes dans quelques départements ; que, dans les pays où il régnait quelque incertitude, il a dû être procédé l'année dernière, conformément à une instruction du roi du 21 mars, à cette fixation de limites, et que, s'il existe encore quelques contestations à ce sujet, elles seront discutées par les corps administratifs. Elles ne le furent pas si facilement qu'on le pensait, et le décret du 13 juin 1791 prescrit aux directoires de district de nommer un ou plusieurs commissaires pour se rendre dans les communautés dont les limites n'auraient pas encore été fixées, et procéder à la délimitation en présence des officiers municipaux des communautés intéressées.

En somme, les rôles de vingtièmes nous donnent des séries de propriétaires dont les revenus (il ne peut y avoir sur ce point aucune contestation) sont évalués à peu près au hasard, et toujours fortement sous-estimés et dont les noms, dont les biens sont très mal tenus au courant des mutations survenues, à tel point que « les collecteurs, souvent, ne savent à qui s'adresser pour se faire payer »¹ ; où les omissions et doubles emplois se rencontrent à chaque instant ; dont rien ne prouve que la totalisation comprenne tous les fonds d'une paroisse, ou ne comprenne qu'eux. Il est hors de doute que beaucoup de terres imposables ont échappé à l'attention des contrôleurs des vingtièmes, hors de doute aussi que d'autres sont imposées hors de la paroisse où elles sont situées. Avant de demander à ces rôles les détails minutieux que M. Loutchisky se plaît à leur demander, et de déterminer d'après des données aussi peu sûres et les parties, et la totalité, et le rapport de celles-là avec celle-ci, un travail de sévère critique serait indispensable pour établir d'abord si à tous ces différents points de vue un rôle a été établi avec autant de précision que M. Loutchisky en apporte à recueillir ses moindres indications : or ce travail est presque toujours impraticable. A défaut de lui, cependant, on ne peut donner que des statistiques douteuses et des renseignements suspects ; on fait œuvre de calculateur plutôt que d'historien.

M. MARION.

1. Lettre du receveur des finances de Clermont-en-Beauvaisis, 13 août 1790, Arch. nat., D vi, 43. — Mêmes observations dans une délibération du 10 janvier 1776 des États généraux de Bourgogne, dans un rapport des commissaires élus par la triennalité, 1784-1787 (Arch. nat., K 683), dans un rapport de 1787 à la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale du Berry (Arch. Cher, C 1206), etc., etc.

La politique extérieure du Directoire d'après des ouvrages récents.¹

Depuis quelques années d'importants travaux ont été consacrés aux relations du Directoire avec les puissances européennes ; depuis l'essai de synthèse tenté par Albert Sorel au tome V de *L'Europe et la Révolution française*, l'on s'est efforcé, par l'étude serrée des textes, le dépouillement méthodique des archives françaises et étrangères, d'arriver à une connaissance plus précise des réalités. Non seulement la méthode des recherches a changé, mais aussi l'esprit dans lequel elles étaient menées. Jusqu'à ces dernières années, l'on admettait comme une vérité acquise l'incapacité du Directoire, de ses ministres, de ses agents, d'une part, et, de l'autre, l'irréductible hostilité de ses ennemis, particulièrement de l'Angleterre. On a depuis tâché d'aborder l'étude des faits sans idée préconçue ; on a cessé d'avoir pour le Directoire les yeux des émigrés ou des bonapartistes, pour les gouvernements anglais et autrichien ceux des révolutionnaires maudissant « Pitt et Cobourg ». Ces travaux ont abouti à un nouvel essai de synthèse, celui de M. Guyot, d'où sont résultées des conclusions diamétralement opposées à celles de Sorel.

On se souvient de la thèse de celui-ci : l'Europe, l'Angleterre surtout,

1. D'après Raymond Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe, des traités de Bâle à la deuxième coalition (1795-1799)*, Paris, Alcan, 1911, in-8, 956 p. ; J. Holland Rose, *William Pitt and the great war*, London, G. Bell and Sons, 1911, in-8, 596 p. ; Ephraïm Douglas Adams, *The influence of Grenville on Pitt's foreign policy (1787-1798)*, Published by the Carnegie Institution of Washington, 1904, in-8, 79 p. ; Charles Ballot, *Les négociations de Lille (1797)*, Paris, Cornély, 1910, in-8, 353 p. (Bibliothèque d'histoire moderne, t. III, fasc. 2) ; *Reports of the Manuscripts of G. B. Fortescue, esq., preserved at Drogheda*, publiés par la British Historical Manuscripts Commission, London, 1892-1910, in-8, 7 vol. ; P. Montarlot et L. Pingaud, *Le congrès de Rastatt (11 juin 1798-28 avril 1799), Correspondance et documents publiés pour la Société d'histoire contemporaine*, Paris, A. Picard, 1912-1913, in-8, 3 vol.

était irréductiblement hostile à l'agrandissement de la France jusqu'au Rhin, d'où l'impossibilité de la paix, l'obligation pour les Français, afin de l'imposer, d'étendre indéfiniment leur action, leurs victoires qui les entraînent jusqu'aux limites de l'Europe. De la Législative au Comité de salut public, au Directoire et à Napoléon, de Valmy à Waterloo, il y a continuité logique, nécessaire, fatale. Pour M. Guyot au contraire, un moment s'est trouvé où les victoires de nos armées ont décidé les puissances à accepter la conquête des frontières naturelles, et rendu la paix possible — et nous verrons que ce point nous semble définitivement établi. Si la paix ne fut pas conclue, la faute en incombe, dit M. Guyot, d'abord à Bonaparte dont l'ambition entraîne la France à la poursuite d'une domination universelle, ensuite aux intrigues de Barras, de Talleyrand et de leurs agents qui paralysent la politique de Reubell, chef du Directoire, seul homme d'État nettement conscient de la véritable politique nationale. Si nous sommes d'accord avec M. Guyot sur le rôle de Bonaparte, nous ne saurions accepter ses vues sur le Directoire et sur Reubell, et nous pensons que, par une réaction naturelle, il a en leur faveur un peu du parti pris que Sorel avait contre eux ¹.

I. — LE RHIN ET L'ITALIE.

La Prusse ayant conclu la paix à Bâle, le Directoire se trouva, jusqu'à la formation de la deuxième Coalition, en présence de deux adversaires, l'Autriche et l'Angleterre. Sur l'Autriche, la Convention a conquis la Belgique, la rive gauche du Rhin, et Bonaparte conquiert l'Italie. A l'Angleterre, au contraire, les Français n'ont rien pu enlever ; c'est elle qui s'est emparée d'une partie des colonies de la France et de ses alliées, l'Espagne et la Hollande. Que faire des conquêtes et comment reprendre les colonies perdues, tel est le problème qui se posa au Directoire. Il s'agit de savoir quelle solution il conçut, et comment il tâcha de la réaliser.

Les conditions de paix conformes à l'intérêt national et acceptables pour l'Europe semblent aujourd'hui évidentes : abandonner l'Italie, où la France n'a que faire et où l'Autriche veut rester, pour garder les Pays-

1. Le travail de M. Guyot est établi sur une documentation très étendue et très solide. C'est une œuvre d'importance, et le soin même que nous mettons à le discuter montre la haute estime où nous le tenons.

Bas et la rive gauche du Rhin, dont l'Autriche ne se soucie guère et qui achèvent l'unité française ; obtenir de l'Angleterre son consentement à nos agrandissements et la restitution de ses conquêtes : de la totalité en lui offrant une compensation, si nous pouvons en trouver ; de la majeure partie en lui abandonnant quelques colonies, si l'on ne peut lui procurer d'autre équivalent.

Cette politique a-t-elle été celle du Directoire ? M. Guyot le croit. Il trouve la preuve de ce qu'il appelle « le grand dessein du Directoire » dans le programme du 7 thermidor an IV et dans le programme de Reubell au début de l'année 1797.

Le programme du 7 thermidor an IV est un « Projet d'arrangement en Italie » rédigé par le ministre Delacroix, modifié puis adopté par le Directoire. Ce projet écarte résolument la constitution de républiques italiennes, mais il exclut l'Autriche de l'Italie : la Toscane, Modène, Mantoue, les Légations et la Romagne formeront un nouvel État pour la maison Palatine dépouillée de la Bavière au profit de l'Autriche dont ce sera la « compensation » ; le Milanais sera donné au duc de Parme. L'Espagne, protectrice du duc de Parme, nous cédera en échange la Louisiane ; ce dernier point n'est pas dans le projet, mais fut constamment poursuivi par le Directoire dans ses négociations avec Charles III.

Le projet est fort intéressant, mais il est impossible à réaliser. Si, ce qui est fort douteux, l'Autriche s'était résignée à abandonner complètement l'Italie, la Prusse, sur laquelle le Directoire comptait pour contraindre l'Autriche à la paix, n'aurait jamais consenti à lui laisser prendre la Bavière.

On ne peut faire ce reproche au « programme de Reubell ». Il serait assez aisé de contester l'existence de ce programme, et surtout qu'il ait été bien net dans son esprit. L'argumentation de M. Guyot n'est pas très forte sur ce point (p. 335-6) ; elle est pourtant admissible. Pour gagner la Prusse, Reubell renonce à chercher à l'Autriche des compensations en Allemagne, et il les lui donne en Italie. Mais il ne reste plus rien pour le duc de Parme ; on lui trouve autre chose, la Sardaigne enlevée à Charles-Emmanuel ; projet bien vague et qui fut vite abandonné. Quant à la Louisiane, ce serait la compensation à offrir à l'Angleterre : du moins c'est M. Guyot qui le dit ; nous verrons pourquoi nous croyons qu'il se trompe.

Le programme de Reubell, si programme il y a, est assez bien conçu

(sauf en ce qui concerne la Sardaigne), mais il n'est ni celui de Carnot, ni celui de Barras et de La Réveillère ; il a contre lui la majorité du Directoire, il n'est donc point surprenant qu'il n'ait pas prévalu.

S'il est difficile d'admettre que le Directoire ait eu des idées aussi nettes, on peut du moins admettre que telles furent, à son début, les tendances générales de sa politique. Pourquoi ne put-il les réaliser ? Qui est responsable de leur échec ? Le Directoire, aurait-on répondu il y a quelques années ; Bonaparte, répond M. Guyot. Nous croyons qu'il faut dire : et Bonaparte et le Directoire.

Que Bonaparte ait eu en Italie une politique personnelle, indépendante de celle du Directoire et souvent même opposée, la chose est certaine, et on l'avait déjà vue, mais jamais elle n'avait été aussi solidement établie. Le Directoire ne voulait pas garder l'Italie et ne songeait pas à la révolutionner, les instructions envoyées à Bonaparte le 18 floréal sont formelles à cet égard ; il n'en tint aucun compte. Voulant créer un État qui fût sa chose, point d'appui de sa politique et monument durable de sa victoire, il encourage les révolutionnaires italiens et provoque la formation de la République cisalpine. Le Directoire refuse d'abord de le suivre, sans oser pourtant faire opposition ouverte au général victorieux. La propagande révolutionnaire a d'ailleurs au sein même du Directoire un partisan chaleureux, La Réveillère, et c'est lui qui le décida, après Rivoli et la prise de Mantoue, à adopter les vues de Bonaparte. Dès lors, le Directoire est pris dans l'engrenage, il a perdu la direction des négociations ; en vain s'efforce-t-il de la reprendre par la mission de Clarke, en vain revient-il vers le mois d'avril à sa politique primitive : Bonaparte mène dès lors le mouvement, et il faudra le suivre.

Ni Bonaparte, ni le Directoire ne prévoyaient d'abord où les mènerait la nouvelle politique italienne : à l'abandon du Rhin, à la violation de Venise. Ce fut pourtant le résultat enregistré par les préliminaires de Leoben.

Les stipulations de Leoben sont mauvaises, tout le monde est d'accord sur ce point, et les Autrichiens furent les premiers surpris de remporter tant d'avantages. Peut-être accuse-t-on à tort Bonaparte d'avoir sacrifié les intérêts de la France à la gloire de devenir le grand pacificateur : on oublie qu'à Leoben il se trouvait dans une situation critique, et qu'il aurait risqué gros à continuer la marche sur Vienne. Mais ce dont on ne peut assez l'accuser, c'est d'avoir, de sa propre initiative, pour conserver la

République cisalpine, sacrifié la frontière du Rhin et préparé le guet-apens vénitien. Pour maintenir son œuvre personnelle, violant formellement ses instructions, il entraîne la République dans un brigandage pire encore peut-être que ceux des despotes qu'elle a flétris, et il abandonne la politique séculaire de la France.

Pourquoi le Directoire ratifia-t-il les préliminaires ? Point n'est besoin, pour expliquer son consentement, d'évoquer le chantage probablement exercé par Bonaparte sur Barras, ni même la crainte qu'il inspire. Le Directoire fut obligé de ratifier parce qu'à refuser il risquait son existence même : excédé par de longues années de guerre, le peuple voulait la paix ; ce seul mot lui suffisait, et peu lui importait ce qu'il recouvrait ; il n'en épluchait pas les conditions, qu'il eût d'ailleurs été bien incapable de comprendre. Une immense explosion de joie salua la nouvelle de la signature des préliminaires. Le Directoire ne pouvait rien là contre ; il s'y serait brisé.

Vis-à-vis de la Prusse et de l'Espagne, le Directoire fut, on le sait, plus heureux. Avec la Prusse, il réussit à conclure la Convention du 16 juillet qui, publiquement, assurait la neutralité et, secrètement, réglait les compensations éventuelles du roi de Prusse en échange de ses territoires de la rive gauche du Rhin. Le Directoire avait été sur le point d'obtenir un règlement formel et non pas éventuel ; mais, en consentant à la neutralité avant d'avoir réglé la question des compensations, il avait tout compromis¹. Ce n'en était pas moins un assez beau succès, et probablement tout ce que l'on pouvait remporter sur la politique hésitante d'Haugwitz. Quant à l'Espagne, il réussit à lui faire signer un traité d'alliance à Saint-Ildefonso. Là encore, il n'obtint pas tout ce qu'il désirait ; mal secondé par Pérignon, il ne put faire consentir Godoy à la cession éventuelle de la Louisiane.

Si le Directoire tenait tant à la Louisiane, c'était, dit M. Guyot, pour la donner à l'Angleterre en échange de la restitution de nos colonies. Cette assertion nous semble en contradiction formelle avec les faits.

1. M. Guyot en rend Carnot seul responsable. Reubell fut pourtant présent au moins à une partie de l'entretien de Carnot avec Sandoz, et le Directoire suivit Carnot. Nous ne croyons pas d'ailleurs comme M. Guyot à l'importance capitale qu'aurait eue la convention formelle. La Prusse aurait toujours eu, comme membre de l'Empire, son mot à dire sur les compensations à l'Autriche et aux princes : c'en était assez pour pouvoir tout remettre en question.

M. Guyot l'appuie sur la coïncidence remarquable des négociations avec l'Espagne et avec l'Angleterre. Mais il y a à cette coïncidence une raison bien simple : l'alliance espagnole, la nécessité de s'entendre sur la conclusion d'une paix ou la continuation d'une guerre commune avec l'Angleterre, et par conséquent de régler en même temps les questions pendantes entre les alliés, dont celle de la Louisiane était la principale. M. Guyot s'appuie également sur cette phrase des instructions envoyées à Pérignon en ventôse an IV : « L'acquisition de la Louisiane, en préparant de grandes difficultés à l'Angleterre, doit l'amener à une paix solide et avantageuse. » (p. 237). Il n'est point là question de rien céder à l'Angleterre, mais de l'effrayer par l'accroissement de la puissance française. Le projet de traité accompagnant les instructions motive même la cession de la Louisiane par la nécessité de garantir les possessions espagnoles d'Amérique, en installant dans le bassin du Mississippi « une autre puissance que celle de la Grande-Bretagne et des États-Unis » ; n'était-ce pas exclure toute rétrocession à l'une de ces puissances ? Dans aucun des projets élaborés par le Directoire au cours des négociations avec l'Angleterre il n'est jamais question de lui donner la Louisiane. C'est là une hypothèse qui ne repose sur rien.

II. — LE DIRECTOIRE ET L'ANGLETERRE.

C'est l'histoire des relations entre l'Angleterre et le Directoire qui a été le plus complètement renouvelée par les publications de ces dernières années. Les ouvrages de MM. Adams, Rose, Guyot ¹, notre étude sur *Les négociations de Lille*, la publication des *Dropmore Papers* ont donné, du gouvernement anglais et de ses négociations avec la France, une idée radicalement différente de l'opinion traditionnelle.

1. M. Guyot a pu consulter deux importants documents dont nous n'avions pu prendre connaissance : le Journal de Pléville le Peley, plénipotentiaire français à Lille, qui lui a permis de rectifier deux erreurs que nous avions commises (le Journal de la Légation qui se trouve aux Affaires étrangères est de Pléville et non de Maret, comme nous l'avions supposé ; quant à Pléville lui-même, il fut animé de sentiments bien plus conciliants et joua dans la légation un rôle bien plus important que nous ne l'avions cru), et surtout la correspondance de Pitt avec Georges III et Canning (*Chatham Papers, Record Office*). Cette correspondance apporte des précisions nouvelles sur l'attitude de ces trois personnages, sans modifier pourtant l'opinion que l'on pouvait s'en faire d'après les *Dropmore Papers*. Elle a permis d'autre part à M. Guyot de pénétrer plus avant dans la connaissance des nombreuses intrigues secrètes qui se sont nouées autour des conférences de Lille ; on ne peut pourtant et l'on ne pourra probablement jamais se faire sur elles une opinion certaine.

En ce qui concerne le gouvernement anglais, nul ne peut plus nier les sentiments pacifiques de Pitt, son désir ardent de conclure la paix, même à des conditions peu favorables. Cette politique de Pitt rencontra au sein même du gouvernement l'opposition résolue des anciens wighs et du ministre des Affaires étrangères, Grenville, appuyés par le roi, irréductiblement hostile à toute entente avec la France révolutionnaire. Mais Pitt, chef incontesté du gouvernement, fit prévaloir sa politique ; Grenville dut se plier à la servir ; il le fit de mauvaise grâce, et non sans mettre des bâtons dans les roues ; mais Pitt n'hésitait pas à passer outre, correspondant au besoin directement et à l'insu du ministre des Affaires étrangères avec les plénipotentiaires, et, s'il eût rencontré du côté français plus de bonne volonté, il aurait imposé ses idées.

L'Angleterre fit par trois fois des offres de paix au Directoire. Les deux premières ouvertures ne pouvaient aboutir : celle de Wickham à Bâle (en mars 1796) ¹ dès le début, celles de Malmesbury à Paris (septembre-décembre 1796) après de plus longues négociations, se heurtèrent au même obstacle, la question des Pays-Bas. Tant que l'Autriche continuait la guerre, l'Angleterre pouvait espérer en chasser la France, et, sinon les faire reprendre à l'Autriche qui n'en voulait plus, du moins y installer la Prusse ou la Hollande.

Le Directoire le savait bien ; il avait fort bien vu, et ce fut un des côtés les plus heureux de sa politique, que la France ne pourrait traiter avantageusement si elle ne traitait séparément avec l'Angleterre et l'Autriche ; là est la véritable origine de la mission de Clarke ² et son objet principal. Les victoires de Bonaparte amènent l'Autriche à céder, les préliminaires de Leoben sont signés, et il s'en suit une brouille durable entre l'Angleterre et l'Autriche. En même temps, la situation intérieure devient critique ; l'opinion anglaise réclame la paix à grands cris, enlevant quarante-huit éditions du pamphlet pacifique d'Erskine, accablant le gouvernement, le roi de pétitions souvent violentes. La sécurité même du pays semble menacée : le débarquement d'une expédition de brigandage, conduite par le colonel Tate, déclenche une panique qui met en péril l'exis-

1. Elle a été étudiée en détail par M. G. Holland Rose dans l'*English historical Review*, avril 1902.

2. Bien plus que l'affaire Zwanziger, à laquelle, comme à la plupart des intrigues secrètes, M. Guyot donne une importance vraiment excessive.

tence même de la Banque. Enfin, suprême angoisse, la flotte se mutine et laisse un moment l'Angleterre à la merci d'une invasion.

Pitt se décide alors au grand sacrifice devant lequel il a reculé en 1796 : l'abandon des Pays-Bas. Il s'y décide dès avril 1797, avant la signature des préliminaires de Leoben, lorsque, sentant l'Autriche lui échapper, il envoie Hammond à Vienne faire une dernière tentative pour empêcher l'isolement de l'Angleterre. Il y est plus résolu encore après la défection de son alliée, et il propose au Directoire la paix immédiate et séparée.

Le désir de la paix est tel chez les Anglais qu'ils font les plus larges concessions. En envoyant Malmesbury à Lille, Grenville lui donne pour instructions, sans contester aucun des agrandissements de la France sur le continent, de réclamer pour l'Angleterre la cession, parmi ses conquêtes, de Ceylan, du Cap, et de quelqu'une des Antilles françaises ou espagnoles. Mais Malmesbury reçoit, outre ses instructions officielles, les instructions confidentielles de Pitt : éviter presque à tout prix l'échec de la négociation, se contenter, au besoin, d'une seule acquisition, juste ce qu'il faudra pour empêcher la paix d'être déshonorante.

La paix était donc possible, elle était même facile ; les exigences et le manque de formes du Directoire, ou plutôt de la fraction du Directoire dirigée par Reubell, allaient la faire échouer. Reubell était passionnément hostile à l'Angleterre¹ ; il était persuadé qu'elle n'était pas sincère ; ou bien, si elle désirait vraiment la paix, c'était qu'elle se sentait définitivement perdue au cas où la guerre se prolongerait ; mal renseigné par ses agents, crédule aux propos des Irlandais, il croyait les Anglais à sa merci. De là l'énormité de ses exigences. Non seulement le Directoire exige pour la France et ses alliés la restitution de toutes les conquêtes, mais il lui faut encore les îles anglo-normandes, des avantages à Terre-Neuve, Gibraltar pour l'Espagne ; le Portugal, allié de l'Angleterre, devra céder la rive gauche de l'Amazone et payer 10 millions ; on demandera même, pour tâter le terrain, les territoires possédés par la France dans l'Inde avant 1754. Le Directoire avait supprimé du projet de traité, rédigé probablement par Delacroix, deux articles réclamant l'un des

1. Ce sentiment était, on le sait, très répandu. Pléville le Peley, plénipotentiaire à Lille, qui devait bientôt venir à un sentiment plus juste des réalités, n'estimait-il pas au début que le seul oubli des offenses par la France était une compensation suffisante aux restitutions et même aux cessions ? (Guyot, p. 406).

dédommagements pour les départements de l'Ouest et Saint-Domingue qui ont le plus souffert de la guerre, l'autre la restitution du Canada et de tous les territoires cédés par l'article 4 du traité de Paris en 1763¹. A toutes ces demandes d'acquisitions, ou du moins à la plupart d'entre elles, le Directoire aurait certainement renoncé : mais le seul fait de les avancer n'aurait-il pas rendu difficile, impossible même, aux Anglais, de croire à sa sincérité ? C'est là, parmi bien d'autres, une preuve frappante de sa maladresse diplomatique².

Si les plénipotentiaires français avaient suivi leurs instructions à la lettre, les négociations eussent été rompues aussitôt qu'ouvertes. Mais le Directoire était alors très divisé. Le renvoi du ministre Delacroix et son remplacement par Talleyrand étaient dès lors décidés en principe, Barthélemy et Barras étaient partisans d'une politique plus raisonnable, et l'un des plénipotentiaires, Maret, dans leur confiance. C'est probablement à leur instigation que la légation française n'insista pas, dès l'ouverture de la négociation, comme ses instructions officielles lui prescrivaient expressément de le faire, sur la reconnaissance par l'Angleterre de la Constitution de la République et de ses traités avec ses alliés. M. Guyot le lui reproche vivement (p. 415) : pouvait-elle agir autrement ? Poser cette condition préliminaire, c'était commencer la négociation par où elle devait finir, puisqu'on ne pouvait raisonnablement espérer rien obtenir de plus ; c'était annoncer des demandes ultérieures, que l'Angleterre ne pouvait même discuter, c'était la rupture inévitable ; cela est si vrai que, lorsque cette exigence fut renouvelée, sur l'ordre formel du Directoire, le 27 messidor, Malmesbury crut tout rompu, que les plénipotentiaires français furent atterrés, et que dès lors la négociation officielle fut en fait arrêtée.

Alors commença la négociation secrète. D'accord avec Barras et Talleyrand, Maret entama avec Malmesbury des pourparlers particuliers.

1. M. Guyot (p. 402, note 1) a donc tort de dire que « personne ne semble avoir pensé au Canada ».

2. Dans les instructions, fort confuses d'ailleurs, données aux plénipotentiaires de Lille, il y avait bien d'autres exigences extraordinaires : occupation provisoire, comme garantie, de Gibraltar et des îles anglo-normandes, même si l'Angleterre les gardait ; désaveu de tous traités signés avant la Révolution, etc. — Pour le cahier général des instructions, je donne dans mon ouvrage, d'après les minutes des procès-verbaux du Directoire (Arch. nat., AF III, 6, d^r 20), la date du 28 prairial et non du 28 messidor, comme le dit M. Guyot (p. 400, note 1).

M. Guyot est très sévère pour cette intrigue ; il la confond ou presque, à tort, selon nous, avec les marchandages et propositions confuses faites par des agents obscurs et peu autorisés ¹. Sans doute ce genre de négociation est-il essentiellement condamnable ; il amena Maret, pour prouver la réalité de ses pouvoirs, à dévoiler aux Anglais des secrets qu'il eût fallu garder, et l'on y posa de fâcheuses questions d'argent ; mais c'était le seul moyen de continuer à négocier. M. Guyot voit même dans cette intrigue la véritable cause de l'échec des négociations : elle aurait déterminé un changement de front du gouvernement anglais en lui faisant croire le Directoire plus accommodant qu'il ne l'avait d'abord supposé ; voilà pourquoi, le 20 juillet, le ministère anglais aurait définitivement refusé d'accepter comme condition préliminaire la restitution intégrale de ses conquêtes, pourquoi Pitt aurait écarté toute idée de céder Gibraltar. Mais le gouvernement anglais ne fit que persister dans sa ligne de conduite, et Pitt ne songeait pas à abandonner Gibraltar ² ; il n'y eut donc point changement de front. Peut-on même dire que la négociation secrète ait contribué à faire persévérer les Anglais dans la ligne de conduite qu'ils avaient adoptée ? Nous ne le croyons point. La négociation secrète commence le 14 juillet, la première entrevue de Pein et d'Ellis est du 16, et les ouvertures sont encore assez vagues ; nous n'avons plus la première lettre par laquelle Malmesbury en informa son gouvernement ; mais la seconde, postérieure, dit-il, de quelques jours, est du 25 juillet, et il faut au courrier le temps d'aller à Londres. Il n'est donc nullement certain que le ministère anglais la connut dès le 20 juillet ; en tout cas, il ne pouvait encore faire sur elle aucun fonds. S'il persista dans son attitude, c'est que les exigences du Directoire firent sur lui la plus mauvaise impression ³, c'est aussi que la situation de l'Angleterre s'était

1. Melville par exemple. Je ne crois pas qu'il faille leur attacher grande importance. Talleyrand était trop habile pour se faire concurrence à lui-même en poursuivant simultanément des intrigues souvent contradictoires. Il est cependant impossible de rien affirmer sur ce point.

2. Rien n'indique que Pitt, ni même Malmesbury y aient songé. Celui-ci refuse d'en parler avec la légation française et demande à Pitt son sentiment sans émettre lui-même aucune opinion. Et, lorsque Pitt repousse l'idée de céder Gibraltar, Malmesbury répond : « J'ai tous les vieux préjugés sur ce point et suis ravi de voir que vous aussi les partagez. » Nous ne voyons donc point où M. Guyot trouve l'indication contraire.

3. Dans sa lettre du 20 juillet, où il dit que le gouvernement anglais ne sera irréductible que sur très peu, peut-être aucun point d'acquisition, Canning se plaint du ton du Directoire, de ses demandes « extravagantes » qui empêchent toute conciliation, et il ajoute

beaucoup améliorée : la flotte était rentrée dans le devoir, la rente était en hausse, les emprunts souscrits, les escadres ennemies immobiles ; rien ne poussait donc Pitt à faire de nouvelles concessions.

Suspendue par la faute du Directoire, la négociation fut rompue également par sa faute. Au lendemain du 18 fructidor, Reubell reprend la direction effective de la politique étrangère et réduit Talleyrand, dont il a peut-être appris les intrigues, au rôle de simple commis. Il rappelle les plénipotentiaires coupables de n'avoir pas exécuté ses instructions, et les remplace par Treilhard et Bonnier, dont il peut être sûr. Il leur prescrit de revenir aux exigences primitives ; dès leur arrivée, ils s'assureront que Malmesbury a les pouvoirs nécessaires pour restituer toutes les conquêtes anglaises ; si non, on l'invitera à « se retirer dans les vingt-quatre heures vers sa cour pour demander les pouvoirs suffisants ». Le Directoire ajoutait donc à des demandes excessives un procédé inqualifiable, qui eût été profondément humiliant pour un ennemi désarmé, qui était absolument inacceptable pour une puissance comme l'Angleterre. M. Guyno ne dit rien du procédé et trouve l'exigence naturelle. Le Directoire, dit-il, « croyait ses conditions préliminaires acceptées ». C'est impossible ; Malmesbury les avait expressément repoussées dans la conférence du 23 juillet et la note du 24 ¹. Le Directoire le savait si bien que, à la suite de l'arrêt du 11 thermidor, il avait entamé des pourparlers avec ses alliés pour en obtenir des concessions, et que, à la veille du 18 fructidor, Talleyrand leur témoignait en termes sévères son mécontentement de leur résistance.

Rien ne peut donc excuser l'attitude de Reubell, à la fois maladroite et grossière. Était-il résolument ennemi de la paix et décidé à rompre ? Non ; mais telle était sa haine de l'Angleterre qu'il ne voulait traiter qu'à des conditions qui eussent à la fois brisé sa puissance et humilié son

que, « sur la dernière décision du cabinet, il ne pouvait y avoir et il n'y eut que peu de désaccord, un désaccord portant seulement sur les expressions » (Malmesbury, *Diaries*, t. III, p. 400-401).

1. Dans cette note, Malmesbury pose catégoriquement le principe des compensations, rappelant que l'Angleterre laissait « à la France l'alternative d'établir cette compensation sur ses propres possessions ou sur celles de ses alliés. Or le refus absolu de cette alternative paraît écarter le seul moyen possible de concilier tous les intérêts et d'arriver à une paix juste, honorable, permanente. Le lord Malmesbury, persuadé que telle ne saurait être l'intention du gouvernement français, espère qu'on ne continuera pas à insister sur une condition à laquelle S. M. B. ne pourra aucunement se prêter » (Aff. étr., Angleterre, 591, ff. 228-229).

orgueil¹. C'est donc bien à lui qu'incombe la responsabilité de la rupture².

La paix pouvait être conclue à Lille, et aux meilleures conditions, en abandonnant seulement Ceylan ou Le Cap, probablement même, si l'on y mettait des formes, en recouvrant toutes les conquêtes anglaises³. La paix anglaise s'ajoutant à la paix autrichienne, c'était la pacification générale. Eût-elle été durable ? Nul ne peut le savoir ; elle l'eût été sans doute si la France avait su limiter son expansion aux frontières naturelles. La rupture de Lille eut d'immenses conséquences : l'Angleterre est désormais convaincue que la France lui en veut à mort ; toutes deux vont quelque temps poursuivre une lutte seule à seule où les haines s'exaspéreront, où les peuples mettront toute leur passion, et qui, pour de longues années, rendra toute entente entre elles impossible.

III. — LA POLITIQUE FRUCTIDORIENNE.

Le 18 fructidor est une date capitale dans l'histoire extérieure comme dans l'histoire intérieure de la France ; on pourrait presque dire qu'alors commence la politique napoléonienne. L'ancien Directoire n'avait suivi jusqu'alors que d'assez mauvaise grâce, et en Italie seulement, la politique aventureuse de Bonaparte. Le nouveau Directoire, qui lui doit l'existence, ne peut plus lui résister en rien, et il se range à ses vues d'autant plus volontiers que la politique pacifique était celle de ses ennemis royalistes et modérés ; que, les gouvernements anglais et autrichien ayant soutenu de tout leur pouvoir ses adversaires à l'intérieur, il voit en eux des ennemis pour ainsi dire personnels.

Le Directoire adopte alors résolument la politique de propagande, et ce n'est pas toujours Bonaparte qui l'y pousse. Il impose à la Hollande

1. Ne reprend-il pas après fructidor toutes les exigences du début sur Terre-Neuve, les îles anglo-normandes, l'Inde, Gibraltar ?

2. M. Guyot semble attacher beaucoup d'importance aux intrigues fort embrouillées et, malgré le supplément de lumière qu'apportent les Chatham Papers, fort obscures, qui suivirent la rupture. Je crois qu'on n'en peut tirer qu'une preuve supplémentaire des idées pacifiques de Pitt.

3. « C'est la faute des Français, écrit Canning, s'ils n'ont pas la paix à d'aussi bonnes conditions qu'ils peuvent en désirer... Il y a très peu de points d'acquisition, très peu certainement, peut-être réellement aucun, sur lequel, dans une négociation menée loyalement et avec bonneur, on ferait ici beaucoup de difficulté et de résistance... » (Malmesbury, *Diaries*, t. III, p. 400-401).

une nouvelle révolution ; il bouleverse la Cisalpine par une politique incohérente, il se laisse entraîner par les intrigues des fournisseurs, des militaires et des révolutionnaires italiens à l'expédition de Rome, — car ce gouvernement brutal n'est pas un gouvernement fort ; il ne peut se faire obéir de ses agents, qui agissent constamment sans ordres, souvent même contre leurs instructions. Enfin il intervient en Suisse.

M. Guyot voudrait bien, ici encore, faire disparaître, ou peu s'en faut, la responsabilité du Directoire derrière celle de Bonaparte. Celle-ci est grande certainement, mais le Directoire la partage toute entière. Bonaparte, dont le clair génie voit l'importance du Simplon pour la sécurité de « sa » République cisalpine, pousse à l'intervention pour s'emparer de cette route stratégique, et c'est lui qui ordonne à Berthier, le 10 décembre, de porter les troupes vers la frontière du pays de Vaud ; mais deux jours avant, le 8, Reubell s'est joint à lui pour engager Ochs à provoquer la révolution. Reubell voudrait éviter l'emploi de la force, mais il veut intervenir, et, si c'est Bonaparte qui met les troupes en mouvement, c'est le Directoire qui, après avoir pris les Vaudois sous sa protection, prescrit à l'armée de les appuyer. Quant aux exactions, il est bien certain qu'on les a exagérées¹ et que le pauvre Rapinat n'a point mérité la honte dont un mauvais calembour l'a chargé. Mais les contributions furent lourdes pourtant, et d'autant plus odieuses que la Suisse n'avait fait aucun acte d'hostilité, ni sollicité aucune intervention².

Quelle que soit la gravité de ces fautes, elles paraissent peu de chose à côté des deux erreurs capitales, les vraies causes de la seconde Coalition : l'expédition d'Égypte et la rupture avec l'Autriche.

On sait combien il est difficile de savoir au juste à qui doit revenir l'initiative de l'expédition d'Égypte³. Il semble bien qu'elle appartient à Talleyrand, et que Bonaparte l'adopta avec enthousiasme après qu'il eut renoncé à toute tentative d'invasion en Angleterre. Quant au Directoire, nous ne savons ce qu'il fit. Reubell prétend s'être vigoureusement opposé au projet⁴, mais on ne peut contrôler ses assertions. En tout cas,

1. Par un calcul qui paraît bien établi, M. Guyot fixe à 20 millions le total des sommes levées en Suisse ; c'est encore un assez joli denier.

2. On sait que les troupes françaises rencontrèrent même par endroits une vive résistance et que la répression de la révolte des petits cantons s'accompagna même d'atrocités.

3. M. Guyot en parle fort peu.

4. Dans les notes où il relate une conversation avec Bonaparte en l'an X (publiée dans la *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 juin 1904). M. Guyot s'y réfère volontiers, un peu trop volontiers peut-être, puisque ce n'est qu'une apologie faite après coup.

s'il y eut opposition au sein du Directoire, elle fut faible et courte. Il céda facilement au général tout puissant qu'il n'était certes pas fâché de voir partir pour un pays lointain. Mais avec lui partait le meilleur de l'armée française, exposé aux hasards d'une rencontre avec la flotte anglaise, et la prise de Malte, la conquête égyptienne rouvraient la question d'Orient, joignant aux ennemis de la France la Porte et le Tzar. On conçut bien quelque crainte au sujet de la Turquie : personne ne semble avoir songé à la puissance redoutable que l'on allait provoquer, à la Russie restée jusqu'alors en dehors de la lutte malgré les incessantes sollicitations de l'Angleterre et de l'Autriche, dont l'armée allait mettre un moment en péril et les conquêtes et les frontières mêmes de la France.

Si l'on peut facilement atténuer la responsabilité du Directoire dans l'expédition d'Égypte, elle est intacte et accablante dans la reprise de la guerre avec l'Autriche.

On sait que, après Campo-Formio, s'était réuni à Rastatt¹ le Congrès où devait se négocier la paix de l'Empire. La France y remporta d'abord un gros succès, la cession de la rive gauche du Rhin ; ainsi allait être réparée la grande erreur de Leoben. L'Autriche refusait de donner à la décision de la Députation son consentement, sans lequel rien n'était fait, mais elle ne demandait qu'à se le faire acheter. La question fut nettement posée à Selz par Cobenzl, comme elle l'avait déjà été à Leoben et à Udine : le Rhin contre l'Italie ; la France n'a même pas à sacrifier entièrement la Cisalpine : l'Autriche se contentera au besoin des Légations,

1. Nous avons mentionné la publication de MM. Montarlot et Pingaud. Elle débute par une introduction où sont résumées les négociations de tout le congrès, résumé assez heureux, sauf sur un point capital, les entrevues de Selz, dont ils ne montrent point la très grande importance. Les documents comprennent, outre un « Discours préliminaire et historique » de Jean Debry, vif et grandiloquent, la correspondance des plénipotentiaires Jean Debry et Roberjot, transcrite *in extenso* d'après les documents des Affaires étrangères (sauf le travail de Roberjot sur les indemnités), de nombreuses lettres de Jean Debry à Joseph Bonaparte, Treilhard, Merlin, Noblet, etc., généralement tirées de collections particulières. Malheureusement cette correspondance commence au 12 juin 1798, après la cession de la rive gauche à la France, après la rupture des conférences de Selz, donc au moment où le congrès perd son principal intérêt. De fait, les négociations exposées dans la correspondance portent sur des questions très secondaires : vaines combinaisons pour le règlement des compensations qui ne pourront recevoir de réalisation, règlement des dettes communales, application des lois sur les émigrés aux pays réunis, navigation du Rhin, etc. Le seul point important est la question des îles du Rhin et des têtes de pont. Publication bien faite d'ailleurs, avec une annotation sobre et soignée. Les auteurs reproduisent les sommaires rédigés par Rosenstiel des notes échangées entre la légation française et la Députation de l'Empire. On regrette l'absence de toute analyse des lettres et instructions envoyées par le ministère français.

et de la frontière de Leoben en Vénétie. Bonaparte est au loin, le Directoire est libre, c'est le moment où jamais de revenir au programme du 7 thermidor, au plan de Reubell. Il n'en fait rien. Reubell est malade, on le sait d'ailleurs « hostile, par système, à tout accommodement avec l'Autriche » (Guyot, p. 477). Treilhard fait repousser en bloc les propositions de Cobenzl ; les conférences de Selz sont rompues, et dès ce moment la guerre est inévitable.

Le Directoire n'y croit guère, cependant ; il compte sur la Prusse. L'alliance prussienne, voilà la grande pensée du règne de Reubell, le *leit-motiv* qui revient d'un bout à l'autre de la politique directoriale. On veut frapper un grand coup, on prend comme ambassadeur un grand homme, Sieyès, sans se douter qu'il sera très mal vu. La négociation, mal conduite d'ailleurs, et où la question polonaise fut maladroitement soulevée, échoue ; le rêve prussien s'écroule.

Le Directoire a enfin ouvert les yeux. Les derniers mois qui précèdent la reprise de la guerre sont marqués par un retour à une politique plus sage. Il s'efforce de réprimer les exactions des généraux et des fournisseurs, de diminuer les charges des malheureuses « républiques sœurs ». Après avoir maladroitement facilité les résistances à Rastatt en demandant des têtes de pont sur la rive droite du Rhin, il abandonne ses prétentions. Trop tard. Ses envahissements, son arrogance, ses maladroresses ont ameuté l'Europe contre la France.

*
* *

Il est malaisé de porter un jugement d'ensemble sur la politique du Directoire. Et d'abord y eut-il une « politique du Directoire » ? On oublie trop que c'était une assemblée de cinq personnes (qui changèrent à plusieurs reprises), profondément divisée sur toutes les questions, houspillée par les Conseils dont la majorité lui fut souvent contraire, intimidée par les généraux contre lesquels elle était impuissante, flottant au hasard des intrigues et des circonstances. Aussi sa politique est-elle pleine d'à-coups, de contradictions, de revirements subits. C'est le sort commun des gouvernements démocratiques lorsqu'ils ne sont pas solidement établis, lorsque des factions hostiles s'y disputent le pouvoir, et qu'il n'y a point dans l'opinion publique de sentiment assez unanime et puissant pour leur imposer une direction.

Avant fructidor, la paix est possible. La majorité des Conseils y est favorable ; Barras, incertain entre les deux fractions du Directoire, est en politique extérieure plutôt partisan des idées modérées ; Reubell, malgré son hostilité aveugle contre l'Angleterre et l'Autriche, a du moins le mérite de soutenir la politique du Rhin ; Talleyrand, malgré sa corruption, peut donner d'utiles conseils. Mais, à travers les incertitudes, commence à se faire jour, sous l'énergique impulsion de Bonaparte, la funeste politique d'expansion sans limites.

Après fructidor, l'influence grandissante de Bonaparte et de l'armée, l'écrasement du parti modéré, l'intransigeance de Reubell, le réveil de la propagande révolutionnaire jettent le Directoire tête baissée dans la politique belliqueuse.

Ch. BALLOT.

Alexandre II et Napoléon III *d'après un ouvrage récent.*

L'ouvrage que vient de publier M. François Charles-Roux¹ sur *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III* est une importante contribution à l'histoire diplomatique du second Empire, importante par l'ampleur et l'intérêt du sujet, importante par les documents nouveaux qu'il nous fait connaître, tirés de la correspondance de Russie aux Affaires étrangères.

L'idée directrice du livre est qu'une alliance eût été possible entre Napoléon III et Alexandre II. Par quelles vicissitudes ont passé les projets d'entente franco-russes depuis la guerre de Crimée jusqu'à la Conférence de Londres de 1870, et pourquoi, en définitive, l'alliance qui à certaines heures a semblé sur le point d'être réalisée ne s'est pas conclue, voilà la question à laquelle M. Charles-Roux a tenté de répondre. Je voudrais rapidement indiquer ici comment il l'a fait, et quelle valeur nous pouvons attribuer à son enquête.

I

La première partie de l'ouvrage de M. Charles-Roux est consacrée à la fin de la guerre de Crimée et au Congrès de Paris, depuis la mort de Nicolas I^{er}, le 2 mars 1855, jusqu'au traité du 15 avril 1856 entre la France, l'Angleterre et l'Autriche. A dire vrai, quelle que soit l'importance du changement de souverain en Russie, il faudrait, pour éclairer les origines du rapprochement franco-russe après la prise de Sébastopol, remon-

1. François-Charles Roux, *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III*, Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-8, 560 p.

ter jusqu'aux origines même de la guerre de Crimée. La mort de Nicolas I^{er} ne nous explique ni la position et le point de vue des grandes puissances en mars 1855, ni les raisons qui vont inspirer leur diplomatie à partir de cette date. Le livre de M. Charles-Roux nous place, sans préparation, en pleine crise de la guerre de Crimée; il en résulte, dans ses premières pages, une confusion qui était inévitable, et un réel embarras à dégager, au milieu des combinaisons changeantes et incertaines des diplomates réunis à la Conférence de Vienne, les premières tentatives de rapprochement franco-russe.

Elles remontent, semble-t-il, d'après l'analyse de M. Charles-Roux, au lendemain de la prise de Sébastopol, le 8 septembre 1855. Jusqu'à cette date, les interminables discussions des diplomates autour du tapis vert de la Conférence de Vienne sur les quatre garanties, au moins autant que par le désir d'aboutir, étaient inspirées par celui d'agir sur l'Autriche, du côté de la Russie pour l'opposer aux alliés, du côté des alliés pour l'entraîner contre la Russie. L'évolution de la Russie vers la France se dessina à l'instigation de Nesselrode, qui, après la prise de Sébastopol, en face d'une Angleterre belliqueuse et d'une Autriche hostile contre laquelle l'animosité ne cessait de croître à Saint-Petersbourg, conseilla au tsar de s'entendre directement avec Napoléon III. Par l'intermédiaire du ministre bavarois Pfordten et du ministre saxon Beust, au mois d'octobre 1855, par celui de Morny et du comte Alexandre de Gortchakoff qui correspondaient secrètement en novembre et décembre, la négociation directe fut amorcée. Mais Napoléon III refusa de se séparer de l'Autriche et de l'Angleterre, et le 14 novembre l'entente entre les trois alliés fut réalisée sur un programme de conditions à imposer au tsar, que le prince Esterhazy fut chargé de porter à Saint-Petersbourg sous forme d'ultimatum, tandis qu'à Berlin l'Angleterre et la France poussaient Frédéric-Guillaume IV à exercer une pression sur Alexandre II.

Lorsque le tsar se fut incliné le 15 janvier 1856 et que le Congrès de Paris eut été réuni, la constante tactique du prince Orloff fut de se rapprocher de la France et de faire jouer à Napoléon III un rôle d'arbitre entre la Russie et l'Angleterre et l'Autriche. Comment Napoléon III s'y prêta, et quels furent les services qu'il rendit à la Russie au cours du Congrès, les historiens l'ont trop souvent retracé pour que sur la question M. Charles-Roux pût nous apporter beaucoup de nouveau. Cependant, il est à noter que les prévenances de Napoléon III pour la Russie n'allaient

pas — M. Charles-Roux a noté le fait sans peut-être suffisamment y insister — jusqu'à lui faire abandonner son système d'alliance anglaise et d'entente autrichienne. Il renouvela ses engagements vis-à-vis des deux puissances le 15 avril 1856. Et, si la suite de sa politique l'éloigna de plus en plus de l'entente avec Vienne, il se montra très soucieux de retenir l'Angleterre. Son attitude vis-à-vis de la Russie ne se comprendrait pas, si on ne tenait compte de cette fidélité à l'alliance anglaise.

La deuxième partie de l'étude de M. Charles-Roux, *La Mission de Morny*, traite de l'entente franco-russe au lendemain de la guerre de Crimée. Elle fut ardemment souhaitée par Alexandre II et par Gortchakoff. Elle leur apparut comme le meilleur moyen de séparer la France de l'Angleterre, et, en dissociant l'alliance qui leur avait imposé le traité de Paris, de reprendre en Orient une partie des positions qu'ils avaient perdues. D'ailleurs, en présence de l'animosité anglaise, de leurs rancunes contre l'Autriche, de l'insuffisance d'une entente prussienne, le rapprochement avec la France était le seul qui pût leur permettre de sortir de leur isolement en Europe. Au cours de sa mission en Russie, que retrace longuement M. Charles-Roux, Morny fut l'objet de prévenances exceptionnelles. Il fut vite gagné à l'idée de l'entente. Quant à Napoléon III, il s'avança aussi loin dans son rapprochement avec la Russie que le lui permit son alliance avec l'Angleterre. Dans les difficultés que provoqua l'application du traité de Paris, en Arménie (Kars), à propos de la frontière moldo-russe (Bolgrad), à l'embouchure du Danube (l'île des Serpents), il s'efforça de concilier le point de vue russe avec les exigences anglaises, mais sans se prêter au jeu de Gortchakoff qui cherchait à l'opposer aux Anglais. Sur tous les autres terrains : Grèce (à propos de l'occupation du territoire grec par la France et l'Angleterre et de la demande d'évacuation qui leur fut adressée par la Russie), Naples (à propos de la rupture diplomatique de la France et de l'Angleterre avec Naples), les Principautés (union ou séparation), le Monténégro (reconnaissance de la suzeraineté turque en échange de terres cultivables), ou bien l'entente s'établit entre la France et la Russie (Principautés, Monténégro), ou, si l'accord ne se produisit pas, ce fut du fait de l'opposition anglaise. Cependant, s'il y eut rapprochement entre les deux puissances, aucun acte diplomatique écrit

1. D'après la correspondance de Morny, publiée partiellement sous le titre : *Une ambassade en Russie, Extrait des Mémoires du duc de Morny* (1856), Paris, 1891, in-12.

ne le consacra. Certaines circonstances semblaient favoriser l'alliance : par exemple l'antipathie d'Alexandre II et de Gortchakoff contre l'Autriche pouvait servir les projets de Napoléon III sur l'Italie. Mais, d'autre part, l'alliance rencontrait un obstacle dans le maintien de l'entente anglaise pour la France, et pour la Russie dans les liens qui l'attachaient à la Prusse. Dans la question des Duchés, qui commençait à se poser, Gortchakoff, entre la Prusse qui préparait son intervention et le gouvernement impérial qui aurait souhaité une sorte de médiation européenne, évita de prendre parti. Il s'enferma dans une abstention systématique, qui pesa, nous déclare M. Charles-Roux, sur l'attitude du gouvernement français.

La mission de Morny fut en somme la continuation de la politique de bons offices inaugurée à Paris par Napoléon III et le prince Orloff. Avec l'entrevue de Stuttgart, en septembre 1857, et pendant la guerre d'Italie, une nouvelle étape fut franchie. A Stuttgart, les conditions d'une association franco-russe furent définies ; en Italie pour Napoléon, en Orient pour la Russie, l'entente fut mise à l'épreuve, et les deux diplomaties purent en expérimenter à la fois la valeur et les limites. C'est cet essai de collaboration franco-russe à quoi tendait la politique russe depuis la prise de Sébastopol, et auquel Napoléon III parut se rallier au moment de la guerre d'Italie, qui fait l'objet de la troisième partie du livre de M. Charles-Roux (*L'entrevue de Stuttgart, l'Italie et l'Orient*).

Il indique, autant que nous pouvons le savoir en l'absence de tout protocole signé, et au surplus semble-t-il qu'il ne se soit agi que d'un accord de principe sans que de grandes précisions aient été apportées, en quoi a consisté l'entente de Stuttgart. Le tsar aurait promis son appui à Napoléon pour les questions d'un intérêt européen ; Napoléon se serait engagé à se concerter avec la Russie pour l'Orient. Napoléon se serait ainsi ménagé le concours de la Russie pour l'affaire italienne, en échange d'une espérance donnée à Alexandre II de reprendre une partie de son influence en Orient, et peut-être de revenir sur le traité de Paris. L'effet immédiat de l'entrevue de Stuttgart fut une entente des deux diplomaties sur le Monténégro et les Principautés (réunion de la Conférence de Paris en avril 1858), les assurances qui furent données à Paris sur le rétablissement des relations diplomatiques avec Naples, et, dans la question des Duchés, l'abstention de la Russie entraînant celle de la France. Mais c'est au cours de la guerre d'Italie qu'on put le mieux juger de la valeur du rapprochement des deux empereurs.

A la veille de la guerre, l'entrevue de Varsovie (fin septembre 1858) entre le prince Napoléon et Alexandre, puis les deux missions du commandant La Roncière le Noury à Saint-Petersbourg (janvier-février 1859) précisèrent le concours promis par la Russie à Stuttgart. Il devait surtout consister à immobiliser une partie des forces de l'Autriche par la concentration d'un corps d'armée sur les frontières de Galicie, et à exercer sur les gouvernements allemands une pression destinée à les maintenir dans la neutralité. Sur le premier point, les rancunes de la Russie contre l'Autriche lui rendirent aisé l'accomplissement de ses engagements. Tous les efforts de François-Joseph (missions de Karolyi, de Windischgraetz) pour regagner la Russie furent vains. Mais, du côté de l'Allemagne, M. Charles-Roux insiste sur les ménagements du tsar pour les susceptibilités germaniques, sur la mollesse de ses observations à la Prusse, lorsqu'elle commença, après Magenta, à mobiliser son armée. Il semble que son action se soit bornée à recommander la neutralité aux cours allemandes, à avertir Napoléon III de la gravité du danger allemand, à le presser de conclure le plus tôt possible avec l'Autriche. Mais il n'alla pas, même après Solférino, alors que les troupes prussiennes et allemandes se dirigeaient vers le Rhin, jusqu'à la mesure que sollicitait de lui Napoléon, la menace d'une déclaration de guerre à la Prusse si elle sortait de la neutralité. Au surplus, s'inquiétait-il déjà des conséquences de la défaite autrichienne en Italie, qui devaient être de laisser le champ libre aux révolutionnaires italiens. Après Villafranca, tout en continuant à témoigner en apparence la même confiance à Napoléon III, il ne cessa de l'exhorter à s'opposer aux révolutions, de lui adresser même des avertissements (par exemple à propos de la brochure *Du Pape et du Congrès*). L'Autriche parut disposée à profiter de ces dispositions pour regagner le terrain perdu (missions du prince de Hesse à Saint-Petersbourg, de l'archiduc Albert et du baron de Werner à Varsovie). Quant à Napoléon III, il semble qu'il ait surtout cherché à opposer à la Russie une résistance passive, à gagner le temps nécessaire pour la mettre en présence du fait accompli, à le lui faire accepter par des concessions ou des offres d'entente en Orient.

L'Orient fut en effet, pendant toute cette période, la contre-partie de l'Italie, le moyen pour Napoléon III de faire accepter par la Russie la formation de l'unité italienne et la réunion de la Savoie et du Comté de Nice. A dire vrai, les avantages obtenus par la Russie jusqu'à la fin de

septembre 1860 furent médiocres. En mai 1860, des troubles ayant éclaté au Monténégro, en Albanie, en Bosnie et Herzégovine, tout un programme d'intervention et de garanties à donner aux puissances chrétiennes, proposé par Gortchakoff, échoua devant l'opposition de l'Angleterre, la tactique dilatoire de la Turquie, les fluctuations de la diplomatie impériale. En juillet 1860, à propos de l'intervention française dans le Liban, Gortchakoff, avant d'adhérer à la convention franco-anglaise, réclama pour les autres puissances le droit d'agir dans les autres régions de l'empire ottoman comme la France allait le faire en Syrie, si le sultan se refusait à améliorer le sort des chrétiens et que des troubles en résultassent. Mais il dut, en face de l'opposition de la France et de l'Angleterre, renoncer à sa proposition, qui eût retardé ou compromis l'action de la France dans le Liban. En septembre seulement, devant l'échec des initiatives réitérées de la Russie, en présence des avances de l'Autriche à Saint-Pétersbourg, et des préoccupations manifestées par le tsar et Gortchakoff sur la politique italienne, Thouvenel crut devoir faire en Orient quelques concessions, et, dans le mémorandum du 25 septembre 1860, il consigna les vues de son gouvernement sur l'Italie et sur l'Orient. En Italie, il indiquait l'attitude qu'il adopterait en cas de conflit entre le Piémont et l'Autriche (neutralité, si le Piémont attaquait la Vénétie, liberté d'action, si l'Autriche prenait l'offensive); mais, pour le présent, il laissait entendre qu'il serait hostile à toute espèce de mesure de coercition contre le Piémont, et peu favorable à une proposition d'intervention européenne, sous forme de congrès, dans les affaires italiennes. Afin de faire accepter par le tsar cette sorte de blanc-seing de l'Europe pour l'œuvre accomplie en Italie depuis Villafranca, le mémorandum prévoyait toute une gradation de mesures en Orient que les deux gouvernements devaient arrêter de concert, et selon la gravité des éventualités qui pouvaient se présenter dans l'empire ottoman. De ce mémorandum du 25 septembre, où l'Orient était chargé de faire passer l'Italie, et qui apparaissait, à bien des égards, comme un chef-d'œuvre de réticences et d'imprécision diplomatique, le gouvernement impérial semble avoir retiré les avantages qu'il escomptait. A Varsovie, en octobre 1860, le tsar se chargea de transmettre à la Prusse les idées de Napoléon III et de Thouvenel sur la pacification et la réorganisation de l'Italie, et, lors du séjour dans cette ville de François-Joseph et de Rechberg, il découragea les espérances que l'Autriche avait conçues au moment des révolutions italiennes.

L'entente de Stuttgart sortit donc intacte de la crise italienne, bien que la Russie n'en eût retiré aucun bénéfice, et que, en échange de promesses encore sans réalisation, elle eût sanctionné les résultats d'une politique révolutionnaire. Ce sont les troubles, puis la révolte de la Pologne, qui ont marqué, pour M. Charles-Roux, la fin de la collaboration franco-russe. Les fautes que commit le gouvernement impérial par son attitude vis-à-vis du tsar en 1863 et dont les événements de 1866, 1867 et 1870 furent en partie les suites, ont été souvent indiquées par les historiens. M. Charles-Roux, dans sa quatrième partie, *Pologne, Sadowa, Crète, Luxembourg*, insiste plus que ses prédécesseurs sur les erreurs initiales. Il cherche d'abord à dégager la responsabilité du tsar. Il le représente soucieux de pousser la conciliation en Pologne jusqu'à ses plus extrêmes limites et d'y soutenir, tant qu'il le put, Wielopolski. Il établit que l'initiative de la convention Alvensleben (8 février 1863) fut prise par la Prusse, que Gortchakoff la subit sans lui être favorable, que l'opinion publique russe l'accueillit avec un déplaisir non dissimulé, et que, si la France était restée fidèle à la Russie, elle eût pu aisément être rendue inoffensive. Il montre, avec de nombreuses citations de la correspondance de Montebello, Alexandre II continuellement préoccupé de rassurer et de retenir Napoléon, il indique sa tristesse de l'abandon, puis de l'hostilité de l'Empereur. En face de cette attitude de la Russie, il établit la responsabilité impériale. Après une période où Napoléon se réserve et déclare que son gouvernement est étranger aux manifestations de la presse et de l'opinion publique (note du *Moniteur* du 23 avril 1861, déclaration de Billault au Corps législatif le 5 février 1863), à la suite de la convention Alvensleben, son intervention dans l'affaire polonaise va prendre un caractère de plus en plus hostile. M. Charles-Roux en rappelle les principales manifestations, les représentations à Berlin le 17 février 1863, l'adhésion, le 7 mars, à la proposition anglaise d'une démarche collective à Saint-Petersbourg, le discours du prince Napoléon au Sénat le 19 mars, la remise des notes française, anglaise et autrichienne au gouvernement russe le 19 juin ; il rappelle également, après la réponse négative du tsar, les embarras de notre diplomatie isolée en face de la Russie, délaissée par l'Angleterre, et notre reculade mal dissimulée par les propositions de Congrès (4 novembre) et de Congrès restreint (18 décembre 1863). Et il dresse le bilan de cette déplorable politique polonaise : abandon de la politique conseillée par Morny, adoptée à Stuttgart ; l'Angleterre réalisant, par

une manifestation sans grande conséquence pour elle, ce qu'elle avait vainement cherché depuis le traité de Paris, la dissociation de l'entente franco-russe ; la Prusse gagnant à Saint-Petersbourg tout le terrain que la France cède ; les entretiens de Kissingen en juin 1864 entre Alexandre II, Guillaume I^{er} et François-Joseph ressuscitant devant les puissances les souvenirs de la Sainte Alliance ; la France, sans alliés et sans système, ne trouvant même pas dans un rapprochement avec l'Angleterre, qui ne l'a pas soutenue après l'avoir engagée, une compensation à la rupture avec Saint-Petersbourg ; la question allemande d'autant plus grave pour la France que la contrainte russe ne s'exerce plus à l'Est, susceptible de retenir la Prusse ; les circonstances devenues ainsi exceptionnellement favorables pour l'œuvre bismarckienne qui commence dès le lendemain même des affaires de Pologne, et qui en apparaît presque comme une conséquence.

Que fut, en présence de cette œuvre, l'attitude de la Russie ? Dans un premier chapitre, intitulé *Sadowa*, M. Charles-Roux étudie la diplomatie russe pendant la guerre des Duchés et au cours de la crise de 1866. Sur la partialité de Gortchakoff pour la Prusse dans l'affaire des Duchés, M. Charles-Roux passe rapidement. Il insiste davantage sur le rôle qu'il joua avant et après Sadowa. Il indique les inquiétudes provoquées en Russie par le projet de réforme fédérale de Bismarck et l'éventualité d'un bouleversement en Allemagne, mais en même temps le désir d'Alexandre II et de son ministre de ne pas heurter la Prusse, et de donner à leur intervention un caractère amical, désir qui les condamnait à des manifestations platoniques. Jusqu'à l'ouverture des hostilités entre la Prusse et l'Autriche, il ne semble d'ailleurs pas, d'après le récit de M. Charles-Roux, que les initiatives soient parties de Saint-Petersbourg. Successivement on eut à y examiner une proposition d'arbitrage exercé par un Congrès qu'apporta Talleyrand le 3 mai, puis une contre-proposition anglaise de démarche commune de la Russie et des deux grandes puissances occidentales à Vienne, Berlin et Florence, puis de nouveau la proposition d'un Congrès à Paris précédé d'un accord entre la Russie, la France et l'Angleterre. Les préférences de Gortchakoff, d'après M. Charles-Roux, allaient à la proposition anglaise, la moins précise quant aux moyens d'action à employer, la moins dangereuse pour la Prusse dans sa formule quelque peu vague. Il fut obligé d'accepter le Congrès proposé par Napoléon, le jour où l'Angleterre y adhéra (24 mai),

mais sans y être au fond favorable, et il ne fut pas fâché du refus de l'Autriche d'y participer. Si la Russie fut impuissante à prévenir la rupture austro-prussienne, elle ne le fut pas moins à limiter les conséquences de la victoire de la Prusse. Il n'est pas exact de dire qu'elle ne fit rien. Gortchakoff, en présence des succès prussiens du 16 au 29 juin, craignant de se trouver en face du fait accompli, suggéra au gouvernement français la remise à Berlin d'une note commune de la France, de l'Angleterre et de la Russie portant en principe que la Prusse n'aurait pas le droit de déchirer seule le statut de l'Allemagne. Mais la médiation de Napoléon III après Sadowa, les négociations secrètes avec Vienne qui l'avaient précédée et qui avaient abouti à l'abandon de la Vénétie par l'Autriche, enlevaient toute chance de succès à la proposition de Gortchakoff. Une dernière tentative du chancelier russe après la signature des préliminaires de Nikolsbourg ne devait pas mieux réussir. Drouyn de Lhuys déclina l'invitation que lui adressait Gortchakoff de préparer la réunion d'un Congrès, parce qu'il pensait, estime M. Charles-Roux, à des compensations pour la France, et qu'il ne se souciait pas de l'intervention d'un tiers entre la France et la Prusse.

Que les événements de 1866 aient été dans une assez large mesure la conséquence de la rupture de l'entente franco-russe en 1863, c'est ce que M. Charles-Roux, après d'autres historiens, n'a pas eu grand'peine à établir. Mais que la Russie n'ait rien gagné à cette rupture, et qu'en particulier elle n'ait fait aucun progrès du côté de l'Orient, qui avait été la principale raison de son rapprochement avec la France, c'est ce qui ressort non moins nettement de l'étude de sa diplomatie entre 1863 et 1866. Aussi ne saurait-on s'étonner que les deux puissances, instruites l'une et l'autre par l'expérience, aient songé après Sadowa à se rapprocher, et à en revenir à la politique de collaboration qui — c'est l'idée qui domine tout le livre de M. Charles-Roux — était dans la logique de leur situation et leur était commandée par leurs intérêts. Dans quelles conditions cette tentative de rapprochement s'est produite et pourquoi elle a échoué, tel est l'objet des deux chapitres qui terminent la quatrième partie du livre de M. Charles-Roux (*L'insurrection de Crète et l'incident du Luxembourg, Le voyage d'Alexandre II à Paris et l'abandon de la Crète*).

Le conflit entre la Turquie et la Serbie au printemps de 1866, l'insurrection de la Crète, les ambitions grecques sur l'Épire et la Thessalie furent les circonstances qui remirent à l'ordre du jour pour la Russie la

question des réformes dans l'empire ottoman, sinon celle des démembrements nécessaires. Les prétentions de l'Empereur à une compensation après les agrandissements prussiens l'obligèrent d'autre part à se préoccuper de l'opinion et de l'opposition éventuelle des puissances européennes. Obtenir pour sa politique occidentale l'appui de la Russie, moyennant des promesses de concours en Orient, c'était, pour Napoléon, un retour à la méthode diplomatique qui lui avait permis de résoudre en 1859 et en 1860 la question italienne, et c'est à cette méthode qu'il semble bien en effet avoir pensé, d'après l'analyse que nous donne M. Charles-Roux de la correspondance de Moustier en décembre 1866, en janvier et en février 1867. Pourquoi l'entente n'a pas abouti, il semble, d'après M. Charles-Roux, qu'il faille en chercher la première raison dans les incertitudes du programme impérial. En Orient, Moustier rédige le 24 février tout un plan de réformes s'appliquant à la fois aux sujets chrétiens et musulmans de l'empire ottoman, que Gortchakoff trouve beaucoup trop étendu ; pour la politique occidentale, le gouvernement impérial n'apporte aucun projet précis. Il paraît vouloir laisser à Gortchakoff l'initiative des propositions ; il lui demande de lui indiquer ce à quoi il peut prétendre sans objections de sa part, et, devant cette méthode de négocier, le chancelier russe se dérobe, réclame des propositions fermes. Mais le véritable motif de l'échec des pourparlers du début de 1867 est que Gortchakoff ne veut se prêter à un rapprochement franco-russe qu'autant qu'il sera compatible avec l'intimité russo-prussienne, ce qui revient à dire que le concours que la Russie consent à prêter à Napoléon III, pour obtenir des indemnités territoriales, est subordonné à une entente préalable de la France et de la Prusse ou de la Russie et de la Prusse. On le vit bien dans l'affaire du Luxembourg, en mars et en avril 1867. Dès les premières démarches à Berlin sur le Luxembourg, Moustier chercha à précipiter l'accord avec Saint-Petersbourg, mais Gortchakoff tergiversa, gagna du temps par des échanges de notes. En avril, devant l'opposition de Bismarck, Moustier redoubla d'efforts. Il trouva Gortchakoff nettement prévenu contre nous, peu disposé à sortir de sa réserve, et à se prêter même à une demande de bons offices. Cette attitude de la Russie dura jusqu'au moment où, ayant reçu de la Prusse l'assurance qu'elle ne tenait pas à prolonger son occupation militaire du Luxembourg, elle accepta de s'employer à la solution pacifique du conflit à la Conférence de Londres. Après l'échec de la négociation franco-russe dans l'affaire du

Luxembourg, le désaccord sur l'Orient s'accentua progressivement. Au début de juin, la visite d'Alexandre II à Paris ne comporta aucun résultat, et même Gortchakoff put constater dans un entretien avec Moustier le recul de la France sur la question de Crète et son peu de désir de l'annexer à la Grèce ; dans l'automne de 1867, de nouveaux indices inquiétèrent le chancelier russe : rapprochement de la France et de la Turquie, politique dilatoire du Sultan que semble favoriser l'Empereur, entrevue de Salzbourg et rapprochement franco-autrichien. En octobre, il ne se fit plus d'illusions sur le sort de la Crète, et le projet de déclaration qu'il proposa à la France pour dégager la responsabilité des puissances ne fut qu'une sortie tapageuse qui marqua l'inefficacité de la campagne orientale de la Russie.

A la suite des désillusions réciproques du Luxembourg et de la Crète, les rapports entre la France et la Russie demeurèrent stationnaires, « maintenus, nous déclare M. Charles-Roux, au point mort par le consentement tacite des deux cours », et l'influence prussienne parut dominer exclusivement à Saint-Petersbourg. Mais les intérêts de l'entente russo-française, en dépit des déconvenues, restaient pour les deux parties les mêmes qu'autrefois, pour la Russie l'Orient, pour la France la nécessité de surveiller et de contenir l'Allemagne. En octobre 1869, la mission extraordinaire du général Fleury à Saint-Petersbourg parut rétablir entre les deux gouvernements une atmosphère favorable à la reprise de la politique de collaboration. Fleury cependant, en dépit d'un brillant succès personnel, ne devait remporter aucun avantage positif, et, dans le premier chapitre de sa cinquième partie, consacrée aux rapports de la France et de la Russie à la veille et au cours de la guerre de 1870, M. Charles-Roux nous en expose les motifs. Du côté de la France, ce fut la répugnance à reprendre avec la Russie la conversation sur l'Orient, à lui accorder, avec la révision du traité de Paris, la seule concession qui eût permis de passer des protestations de sympathie à une entente réelle. Du côté d'Alexandre II, ce fut la persistance de l'entente prussienne, l'absence de toute ouverture précise du gouvernement impérial, l'illusion que les progrès du germanisme ne se réaliseraient pas si vite qu'ils pussent constituer une menace pour la Russie. Dans ces conditions, la politique du tsar pendant le mission de Fleury consista à ménager la France sans aller jusqu'à un rapprochement avec elle, avec le souci néanmoins de le rendre possible dans l'avenir, soit à cause de l'Orient, soit à

cause d'éventualités que la Russie ne distinguait pas encore nettement. Quant à la diplomatie impériale, elle semble s'être contentée de cette bienveillance quelque peu vague, avec l'illusion qu'elle serait maîtresse de l'heure, et que quelques concessions, au moment opportun, suffiraient à la transformer en alliance effective. Par cette politique d'atermoiements, une fois de plus passa l'instant propice au rapprochement des deux pays. Bien que, le 9 juillet 1870, Alexandre II eût conseillé à Berlin le retrait de la candidature Hohenzollern, toutes ses démarches, à la veille de la guerre, furent favorables à la politique prussienne. Dans une entrevue avec Guillaume I^{er} à Ems (1^{er}-4 juin), il avait arrêté avec lui la conduite que tiendrait la Russie en cas de guerre de la Prusse et de la France, et pris vis-à-vis de lui des engagements qui devaient lier sa diplomatie pendant toute la guerre. Après la déclaration de guerre, il annonça le 22 juillet à Paris sa neutralité ; mais dans une déclaration, le 5 août, qu'il renouvela dix jours après, il y mit comme condition expresse que l'Autriche, elle aussi, demeurerait neutre. Et l'on ne saurait trop insister sur les conséquences de cette attitude vis-à-vis du gouvernement autrichien. Elle a, peut-être, plus que tout autre élément, contribué à l'échec du plan d'alliances conçu par la France, en inquiétant et en retenant François-Joseph.

Après le 4 septembre 1870, le sujet qu'indiquait le titre de l'ouvrage de M. Charles-Roux semble épuisé. L'auteur cependant a tenu à poursuivre son récit jusqu'à la dénonciation du traité de Paris par la Russie le 11 novembre, ce qui l'a entraîné à étudier les rapports déjà connus du gouvernement de la Défense nationale avec celui du tsar et la mission souvent retracée de Thiers à Saint-Pétersbourg entre le 27 septembre et le 4 octobre. C'est qu'en effet l'étendue de la victoire prussienne et la satisfaction obtenue par la Russie en Orient marqueront pour la Russie le commencement d'une ère de politique extérieure nouvelle. « Ce serait s'avancer beaucoup, observe M. Charles-Roux, de dire que les Russes ont été trompés par les résultats de la guerre. Mais il est certain qu'ils ont désormais considéré comme atteinte la limite de leurs complaisances pour l'Allemagne », et ils le montreront en 1875. D'autre part, la politique d'entente orientale entre la France et la Russie redeviendra pour cette dernière une nécessité plus impérieuse que jamais, après le congrès de Berlin de 1878 ; et l'abrogation du traité de Paris facilitera singulièrement cette politique.

Les causes permanentes, nécessaires, de l'alliance franco-russe peuvent donc se discerner pendant le second Empire. Mais il a fallu la guerre de 1870 et l'abrogation du traité de Paris pour lever entre les deux puissances les obstacles qui, entre 1863 et 1870, avaient constamment empêché sa réalisation.

II

De l'analyse que nous venons de présenter, doit ressortir l'intérêt du livre de M. Charles-Roux. Malgré le grand nombre des questions étudiées, il ne laisse pas que d'être clair, parce que l'auteur ne perd jamais de vue son idée directrice, la possibilité et l'utilité d'une alliance franco-russe sous le second Empire, qu'elle se retrouve à l'origine de ses appréciations, qu'elle inspire ses conclusions. L'ouvrage, d'autre part, est consciencieux. M. Charles-Roux se plaît à commenter les faits, mais ses jugements sont mesurés et prudents, la part de l'hypothèse ou de l'opinion personnelle y est bien indiquée; jamais il ne fait dire aux textes plus qu'ils ne contiennent. Enfin, il enrichit l'histoire diplomatique du second Empire de documents d'un grand intérêt tirés de la Correspondance de Russie aux Affaires étrangères, qu'avant lui les historiens n'avaient pu consulter.

Cependant, ce livre très utile ne fait guère qu'indiquer les grandes lignes du sujet traité. A l'examiner dans le détail, on en discerne aisément les insuffisances. Les unes tiennent à la conception même du sujet, les autres à la documentation.

La conception dont procède l'ouvrage de M. Charles-Roux, nous la retrouvons dans une quantité de livres d'histoire diplomatique. Elle consiste à étudier les rapports de deux puissances déterminées d'après une seule correspondance diplomatique, en laissant au second plan, dans une demi-pénombre, leurs relations avec les autres puissances. Les inconvénients d'une conception de ce genre ont été signalés bien souvent; elle condamne l'historien à faire une œuvre artificielle, à ne pas tenir compte de la répercussion sur les événements qu'il étudie de faits et d'événements contemporains, à ignorer et la complexité et les transformations incessantes de la vie internationale. Sans doute M. Charles-Roux s'est aperçu que les rapports de la France et de la Russie subissaient le contre-coup de combinaisons qui étaient en dehors de son analyse. Mais, à exa-

miner ces combinaisons, et à les suivre dans leurs vicissitudes, il eût fait entrer dans le cadre de son exposé les relations de la France et de la Russie avec les autres puissances européennes, et il eût dévié vers une étude de politique générale qu'il ne voulait pas faire. Il s'est arrêté alors à une sorte de moyen terme, aux allusions, à l'indication de rapports entrevus mais réservés à l'étude ultérieure d'autres historiens, moyen terme insuffisant, destiné tout au plus à atténuer les inconvénients de la conception originelle. Parmi beaucoup d'autres, les trois exemples que je vais exposer me paraissent de nature à le démontrer.

Le premier est relatif au rapprochement de la France et de la Russie entre le traité de Paris et les affaires de Pologne. Pourquoi ce rapprochement, malgré les avances faites à Morny, malgré l'entrevue de Stuttgart, n'a-t-il pas abouti à une alliance ? Si l'on veut répondre à cette question, il y a deux éléments dont il faut, à notre avis, tenir le plus grand compte : ce sont les relations de la Russie avec la Prusse et de la France avec l'Angleterre.

M. Charles-Roux a sans doute signalé la continuité et l'importance, au cours de cette période, des relations russo-prussiennes. Il a bien indiqué les questions qui se posaient à leur sujet, et dont voici les principales. N'est-on pas en droit de se demander, à constater le développement parallèle des rapports de la Russie avec la France et avec la Prusse, si le but de la diplomatie russe n'a pas été de mener de front une entente française et une entente prussienne, et si la formation d'une triple alliance n'aurait pas été la condition de l'alliance russe ? Cette entente de la France et de la Prusse, sous les auspices de la Russie, Napoléon III ne l'a-t-il jamais envisagée ? Quand la diplomatie russe, pendant la guerre d'Italie, s'est trouvée dans l'alternative, ou de ne pas se conformer à l'esprit, sinon aux clauses de l'entente de Stuttgart, en permettant à la Prusse de mobiliser, ou de rompre avec elle en adoptant les seules mesures efficaces pour l'en empêcher, quelle a été au juste son attitude, et dans quelle mesure a-t-elle pris parti pour Napoléon III ? Dans l'affaire des

1. Cf. en particulier les deux développements des p. 229 et 309.

2. M. Charles-Roux pose la question à propos des assurances de sympathie de Napoléon III que Manteuffel aurait rapportées à Berlin, à son retour du Congrès de Paris (p. 204-205), et à propos de l'entrevue de Breslau, d'octobre 1859, entre Alexandre II et Guillaume I^{er}. « Nous vous amenons la Prusse », aurait dit Gortchakoff à Montebello en lui racontant l'entrevue (p. 309).

3. Cf. les appréciations de M. Charles-Roux, p. 254-255.

Duchés, y a-t-il eu des assurances données par le tsar à la Prusse, et en quoi a consisté la connivence de la Russie et de la Prusse ? Il est manifeste qu'on ne saurait apprécier l'esprit dans lequel la Russie s'est rapprochée de la France, la sincérité et l'efficacité de ses offres de concours, si on n'a répondu avec précision à ces différentes questions. Or M. Charles-Roux n'a connu les rapports de la Russie et de la Prusse entre 1856 et 1863 que par la correspondance de Morny et celle de Montebello, c'est-à-dire qu'il n'en a su que ce que Gortchakoff et Alexandre II ont bien voulu en révéler aux représentants de l'Empereur. Il a pu dès lors pressentir leur importance, mais il n'a pu présenter à leur sujet que des opinions plus ou moins vraisemblables, ne reposant pas sur une enquête suffisamment critique.

Il ressort aussi de l'analyse de M. Charles-Roux que, depuis le traité de Paris jusqu'à la guerre d'Italie et au memorandum de Thouvenel de 1860, la France n'a jamais été complètement libre dans ses négociations avec la Russie. Elle s'est montrée constamment soucieuse de ménager l'Angleterre, et l'étude de la Correspondance de Londres entre 1856 et 1860 serait la contre-partie nécessaire de celle de la Correspondance de Saint-Petersbourg. M. Charles-Roux semble reprocher à Napoléon de ne pas avoir remplacé, par l'alliance que les Russes lui offraient, l'entente anglaise dont il n'aurait guère eu à se louer. Tout au moins lui aurait-il fallu envisager une des raisons les plus plausibles de la fidélité de Napoléon III à l'alliance anglaise que nous trouvons formulée dans un article récent de M. Pagès : « Napoléon III n'entendait point se séparer des Anglais pour gagner les Russes. Tout au contraire, il voulait, semble-t-il, réconcilier Anglais et Russes et les faire collaborer au grand œuvre qu'il méditait. Ne rêvait-il pas, si nous en croyons sa correspondance particulière avec Morny, de les associer à la France pour résoudre par une entente intelligente et sincère toutes les grandes questions qui divisaient l'Europe ? D'ailleurs cette ambition généreuse et chimérique enveloppait, comme il arrive souvent, un dessein plus précis, l'affranchissement de l'Italie par le Piémont, et, pour réaliser ce dessein, l'Empereur avait aussi besoin tout à la fois de l'alliance anglaise et de la bienveillance russe, mais de la première avant tout »¹. S'il en a été ainsi, si les com-

1. Cf. page 228.

2. Cf. le bulletin de M. G. Pagès sur *L'histoire extérieure du Second Empire* dans la *Revue des Études napoléoniennes* de juillet 1913, p. 131.

plaisances russes pour Napoléon ont trouvé leurs limites dans les sympathies d'Alexandre II pour la Prusse, et celles de Napoléon à l'égard de la Russie dans son attachement à l'alliance anglaise, parce qu'il en avait besoin pour l'affaire italienne ; si l'alliance des deux pays était subordonnée, pour le tsar, à une triple entente de la Prusse, de la France et de la Russie, pour Napoléon à une triple entente de la Russie, de l'Angleterre et de la France, on ne s'expliquerait pas seulement que le rapprochement de la France et de la Russie après la guerre de Crimée n'ait pas été consacré par des engagements plus précis, mais on serait amené à chercher ailleurs que dans les événements de Pologne les origines du relâchement de l'entente, ou, tout au moins, à admettre qu'il existait auparavant des ferments de dissolution qui la menaçaient. On voit quelle est l'importance du problème, et on comprend aussi que sa solution ne peut être recherchée uniquement dans la Correspondance de Russie.

Les causes de la politique de Napoléon III en Pologne ne nous ont pas paru d'ailleurs élucidées dans le livre de M. Charles-Roux — ici encore parce qu'il a considéré trop exclusivement la France et la Russie. Et c'est le second exemple que nous voudrions invoquer.

Nous observons d'abord que M. Charles-Roux ne nous donne aucun renseignement sur la diplomatie de Napoléon pendant les deux années qui ont précédé son intervention en faveur de la Pologne. Entre les premières déclarations, par lesquelles en 1861 le gouvernement impérial dégagea sa responsabilité des manifestations de l'opinion (note du *Moniteur* du 23 avril, lettre de Napoléon III à Alexandre du 1^{er} mai), et le discours de Billault du 5 février 1863, qui semble d'ailleurs conçu dans le même esprit, nous devons nous contenter de cette brève indication. « La bonne volonté de Napoléon III pour la Russie ne se démentit pas de toute l'année 1862, bien que les difficultés auxquelles était en butte le gouvernement français s'accrussent en raison directe des progrès de l'agitation en Pologne »¹. Le changement dans l'attitude de Napoléon III se serait produit brusquement, d'après M. Charles-Roux, à la suite de la convention Alvensleben. Elle aurait irrité outre mesure le gouvernement impérial et obscurci la notion très nette qu'il avait eue jusqu'alors de ses véritables intérêts². D'autre part, l'acte qui engagea irrémédiablement

1. Cf. page 326.

2. Page 333.

la politique française dans l'affaire polonaise semble, à M. Charles-Roux, être l'adhésion de Drouyn de Lhuys, le 7 mars 1863, à la proposition anglaise d'une intervention collective à Saint-Petersbourg. La France lui apparaît comme ayant été dupe d'une manœuvre anglaise, et comme ayant payé son inconséquence du prix de l'alliance russe¹. Il n'est certes pas impossible que la pression de l'opinion publique en faveur des Polonais, le ressentiment de la convention Alvensleben, les manœuvres de la diplomatie anglaise aient été les causes de la politique impériale en Pologne. Mais il en est d'autres qui se laissent entrevoir, moins apparentes, sur lesquelles on aurait souhaité que M. Charles-Roux projetât quelque lumière, et qu'il a cependant négligées, parce que, sans doute, on n'en relève pas la trace dans la Correspondance de Russie.

Est-il, en premier lieu, certain que le revirement de la politique napoléonienne en Pologne commence à la convention Alvensleben ? C'est le 15 août 1862, par conséquent près de six mois avant cette convention, que Drouyn de Lhuys a remplacé Thouvenel au ministère. Or ce changement de personnes ne s'explique-t-il pas par un changement de politique ? Tout au moins, ne serait-il pas intéressant de savoir quelles étaient, au moment de son retour aux Affaires étrangères, les idées directrices de Drouyn de Lhuys, et quelle place il entendait réserver à la Russie dans ses combinaisons ?

Doit-on estimer, ensuite, que la proposition anglaise d'une démarche collective à Saint-Petersbourg ait autant influé sur la politique française que l'a représenté M. Charles-Roux ? Il est d'abord permis de croire que l'intérêt de l'Angleterre à désunir la France et la Russie était trop évident pour échapper à la diplomatie impériale, qu'il était difficile à cette dernière de ne pas envisager un conflit avec la Russie comme la conséquence de la proposition de Russell, et de ne pas se préoccuper par suite des sanctions que l'Angleterre entendrait donner à son intervention. Que

1. « Sans s'aviser de l'intérêt évident qu'a l'Angleterre à diviser la France et la Russie, sans faire la moindre objection, sans même demander si l'on serait disposé à Londres à passer de la remontrance à la menace et de la menace à l'acte, Drouyn de Lhuys donne le 7 mars son adhésion de principe, sous réserve de celle de l'Autriche, dont il charge aussitôt Gramont d'obtenir l'assentiment. Désormais, l'effet pratique de cette funeste résolution n'est plus subordonné qu'au consentement d'une puissance presque aussi intéressée que l'Angleterre à semer la discorde entre la France et la Russie. La rupture de leurs liens d'amitié déjà passablement relâchés n'est plus, dès lors, qu'une question de jours. Le gouvernement français a fait, en son for intérieur, le sacrifice de son entente avec Pétersbourg ; il ne lui reste plus qu'à le dénoncer ». (P. 341).

Drouyn de Lhuys ait accepté la proposition « sans s'aviser de rien », « avec une légèreté surprenante »¹, ce ne peut être une appréciation légitime de sa politique qu'après un examen de la Correspondance de Londres dont on ne trouve pas trace dans le volume de M. Charles-Roux. N'est-on pas en outre fondé à observer, en relevant toutes les démarches françaises faites à Saint-Petersbourg après la convention Alvensleben, que la diplomatie impériale avait déjà pris position avant la proposition anglaise et déjà dénoncé l'entente russe²? Dans ces conditions, la proposition de Russell n'aurait pas provoqué un revirement dans l'attitude de la France, elle aurait simplement accéléré une évolution qui s'était déjà dessinée.

Mais, dans l'affaire de Pologne, il n'y a pas eu que l'Angleterre avec laquelle la France ait songé à lier partie : il y a eu aussi l'Autriche. Nous connaissons très mal encore les rapports de la France et de l'Autriche en 1863. Mais, par les quelques aperçus que nous pouvons en avoir, ils nous apparaissent de la plus haute importance ; à tel point même — en faisant bien entendu toutes les réserves que comporte notre ignorance de la Correspondance d'Autriche — qu'il nous semble possible de trouver dans l'attitude de l'Autriche les raisons principales de la politique impériale.

1. Page 341. M. Charles-Roux ne donne pas de preuve que Drouyn de Lhuys n'ait fait aucune objection, n'ait pas posé de question à Londres. Tout au moins il ne renvoie à aucun texte qui permette de contrôler ses affirmations.

2. Les démarches qu'indique M. Charles-Roux entre la convention Alvensleben et la proposition anglaise sont :

1° Le 17 février, une lettre de Drouyn de Lhuys à Montebello, contenant, sous une forme encore amicale, une véritable mise en demeure à la Russie et soulevant la question des garanties du traité de Vienne ;

2° Sans date précise, une lettre de Napoléon III à Alexandre, lui demandant d'accorder à la Pologne une amnistie et des réformes ;

3° Le 21 février, une proposition de Drouyn de Lhuys à Russell de ne pas s'en tenir à des remontrances orales à Berlin, et d'arrêter les termes d'une note identique à remettre simultanément à Berlin et à communiquer ensuite à Saint-Petersbourg ;

4° Le 29 février, en réponse à un télégramme de Montebello, qui lui signale que sa dépêche du 17 est de nature à porter atteinte à nos rapports avec la Russie, et qui lui conseille de la modifier, Drouyn de Lhuys maintient les termes de sa dépêche ;

5° Le 1^{er} mars enfin, Drouyn de Lhuys charge Montebello de communiquer à Gortchakoff toutes les pièces de la procédure intentée contre la Prusse, et voici l'appréciation de M. Charles-Roux : « C'était se donner bien gratuitement l'apparence d'avoir cherché à amener l'Europe contre un gouvernement coupable de s'être solidarisé avec la Russie. Encore Drouyn de Lhuys avait-il invoqué, pour incriminer la Prusse, l'argument le mieux fait pour éveiller à Saint-Petersbourg les pires appréhensions : l'intervention plus ou moins directe de la Prusse dans la lutte armée changeait le caractère de la crise, et la transformait en une question européenne » (p. 341).

Nous nous permettons, pour justifier cette opinion, de renvoyer le lecteur à deux dépêches du duc de Gramont du 28 février et du 9 mars dont des fragments nous sont cités par M. Pierre de La Gorce¹. Elles nous renseignent sur les avances qui furent faites à cette époque par l'Autriche à la France, sur le concours qu'elle lui offrit pour peu qu'elle acceptât de se lier par des engagements formels et en vue de fins nettement définies². Et les propos de Rechberg, que M. de La Gorce rappelle d'après Gramont, éclairent les origines encore peu connues du voyage que le prince de Metternich entreprit à Vienne en mars 1863 sur la demande de Napoléon. D'après Émile Ollivier³, l'Empereur remit à l'ambassadeur une lettre et un formulaire pour François-Joseph. « Il proposait de constituer une Pologne indépendante accrue de la Galicie, à la tête de laquelle on placerait un archiduc autrichien. De son côté, l'Autriche consentirait à la cession de la Vénétie moyennant une large compensation sur le littoral adriatique ou sur le Danube. Toute divergence cessant ainsi entre les deux gouvernements, ils noueraient une alliance intime, et l'alliance franco-autrichienne succéderait à l'alliance franco-russe. » Émile Ollivier nous apprend également que l'Autriche, sans opposer un refus formel, n'aurait pas voulu se prêter à l'abandon de la Galicie et de la Vénétie pour des compensations encore hypothétiques⁴. Mais n'est-il pas intéressant de noter cette introduction dans l'affaire

1. *Histoire du Second Empire*, t. V, p. 441-442.

2. Voici les deux fragments principaux de ces dépêches cités par M. Pierre de La Gorce.

1^{re} Dépêche du 28 février : « Il me semble, mandait Gramont, que le gouvernement autrichien ne serait pas disposé à faire de grands sacrifices pour la création pure et simple d'une Pologne russe dotée de garanties constitutionnelles... Mais il porte ses vues au delà, et voit, dans un avenir qu'il ne peut mesurer, la Pologne érigée de nouveau en royaume polonais : c'est dans la prévision de cette éventualité que M. de Rechberg sonde nos intentions, et s'attache à provoquer un échange d'idées pouvant servir jusqu'à un certain point de préliminaires. »

2^{de} Dépêche du 9 mars (il s'agit d'un dialogue entre Rechberg et Gramont) : « On ne doit pas se dissimuler, déclare Rechberg, que le premier pas en avant, c'est la guerre, peut-être pas la guerre immédiate, mais la guerre certaine, avec les sacrifices qu'elle comporte... Nous ne reculons pas devant cette éventualité ; mais, avant de nous lier dans une pareille entreprise, il faut autre chose que des promesses, il faut un acte, un engagement — Vous voulez dire un traité ? interrompit Gramont. — Sans doute, un traité formel, et stipulant des compensations. — Je ne doute pas que je ne sois autorisé à considérer votre langage comme l'expression des pensées de l'empereur François-Joseph — Je ne suis que l'interprète de mon Souverain. »

3. *L'Empire libéral*, t. VI, p. 183.

4. *Ibid.*, p. 184.

polonaise d'éléments qui semblent lui être étrangers, cette disposition du gouvernement impérial à rattacher la question polonaise à une grande œuvre de remaniements territoriaux depuis Varsovie jusqu'à l'Adriatique ? N'est-il pas légitime de penser qu'il n'y a pas là, de la part de Napoléon, un projet sans consistance, puisqu'il lui a inspiré l'envoi de Metternich à Vienne, et que sa lettre du 4 novembre proposant le Congrès procède de préoccupations analogues ?¹ Ne serait-il pas important de savoir quand a commencé ce rapprochement avec l'Autriche, s'il n'est pas la cause de la rentrée au ministère de Drouyn de Lhuys, dont les sympathies autrichiennes ont été souvent signalées, si on n'en peut pas relever les traces au cours de toute l'affaire polonaise ? Sans doute, il ne s'agit encore là que d'hypothèses, et peut-être la Correspondance d'Autriche, lorsqu'elle aura été analysée, ne nous conduira-t-elle pas à cette explication des démarches napoléoniennes à Saint-Petersbourg que nous ignorons encore. Mais tant d'indices semblent indiquer son importance, qu'on ne saurait actuellement émettre une opinion sur les rapports de la France et de la Russie en 1863 sans l'avoir dépouillée.

Pour les grandes questions qui, après les affaires polonaises, ont mis en relations les deux diplomaties russe et française, affaire des Duchés, rupture de la Prusse et de l'Autriche, guerre de 1866, négociations de Nikolsbourg, affaires d'Orient, affaire du Luxembourg, on arriverait, en examinant d'un peu près le livre de M. Charles-Roux, à des constatations analogues. Nous ne pouvons songer à en faire ici la démonstration. Mais, pour les Duchés et les origines de la guerre de 1866, elle est dès maintenant rendue possible par le rapprochement de l'exposé de M. Charles-Roux et des volumes publiés par la Commission des origines diplomatiques de la guerre de 1870². Le dernier exemple que nous nous propo-

1. On en trouvera le texte dans Émile Ollivier, *op. cit.*, t. VI, p. 356-357.

2. Le dernier des volumes publiés, le t. VIII, atteint la date du 3 mai 1866. Quant à la question d'Orient à la fin de 1866 et au commencement de 1867, voici l'opinion de M. G. Pagès, qui a étudié le sujet d'après les documents des Affaires étrangères : « A la fin de 1866, le gouvernement russe proposa au gouvernement français une entente fondée sur un échange de services en Orient et en Occident. Le gouvernement français parut d'abord accueillir favorablement la proposition de Gortchakoff, puis il se déroba, et l'entente se réduisit à une intervention diplomatique assez vaine en faveur des Crétois révoltés. M. Charles-Roux explique ce brusque recul par l'embarras où s'est trouvé le gouvernement français d'avouer ses véritables desseins, au moment où il négociait secrètement avec la Prusse. C'en est peut-être, en effet, l'une des raisons ; mais ce n'est certainement pas la seule, et je ne crois même pas que ce soit la principale. En réalité — rien ne l'indique dans le récit de M. Charles-Roux — toute la question d'Orient faillit être posée à nouveau, et

sons d'invoquer est relatif à la mission du général Fleury et à la question des alliances, et les observations que nous allons présenter nous ont été suggérées par la comparaison des textes analysés par M. Charles-Roux avec ceux qui ont été publiés par MM. Bourgeois et Clermont dans leur ouvrage sur *Rome et Napoléon III*.

1° Les origines de la mission. — Les pourparlers de Napoléon III avec l'Autriche et l'Italie en vue de la conclusion d'une alliance offensive et défensive remontent aux six derniers mois de l'année 1868. Quand furent décidés le rappel de Talleyrand en octobre 1869 et la mission de Fleury, ils avaient abouti aux fameuses lettres de septembre 1869 dont M. Bourgeois a bien indiqué toute l'importance¹. On voudrait savoir quels rapports ont pu exister entre la mission de Fleury et ce qui était alors le grand dessein de l'Empereur, en quoi ont consisté les instructions du général. Si elles n'ont pas été plus précises que ne le signale M. Charles-Roux, ne serait-ce pas que le rapprochement avec la Russie n'était encore à ce moment pour Napoléon qu'un projet de second plan, et que, engagé du côté de Victor-Emmanuel et de François-Joseph, il se contentait de se ménager la bienveillance du tsar, soit afin de laisser à l'Autriche sa liberté d'allures, soit pour se réserver, en cas d'échec des alliances, la possibilité d'aboutir rapidement à une entente avec Saint-Petersbourg ? Nous ne pouvons répondre. Mais, ce qui est très vraisemblable, c'est que la mission de Fleury fut subordonnée au plan d'alliances. Or la question n'est même pas posée dans le livre de M. Charles-Roux.

2° Les origines de la démarche d'Alexandre II à Berlin le 9 juillet. — M. Charles-Roux nous apprend que c'est au nom du maintien de la paix que le gouvernement français demanda à Alexandre II d'intervenir à Berlin, que le tsar eut à cœur de justifier cette confiance, tout en indi-

par les Russes, au commencement de l'année 1867. Dans l'ensemble de la correspondance diplomatique, c'est elle qui apparaît alors au premier plan ; et ce ne sont pas seulement les offres de Gortchakoff que doit examiner le cabinet des Tuileries, ce sont aussi celles de Beust. Pendant les six premiers mois de l'année 1867, il n'est guère question dans la correspondance d'Autriche que des affaires orientales, et des négociations engagées à leur sujet à Saint-Petersbourg, à Paris, à Londres, à Berlin. Or supposons — ce qui n'est certes pas invraisemblable — que l'on n'ait pas eu à Vienne les mêmes idées qu'à Saint-Petersbourg sur la question d'Orient ; n'oublions pas l'intérêt qu'avait la France, à ce moment, de gagner l'Autriche ; et concluons. J'ai bien peur que, le jour où la correspondance d'Autriche pendant les premiers mois de l'année 1867 sera publiée, il ne reste plus grand'chose de ce chapitre de M. Charles-Roux ». (Art. cité, p. 135-136.)

1. Émile Bourgeois et Émile Clermont, *Rome et Napoléon III*, p. 229 et sq.

quant que son intervention ne dépasserait pas la limite de ses conseils et de son influence ¹. M. Bourgeois présente l'intervention sous un jour différent. Pour lui, toutes les démarches des ministres français entre les 6 et 13 juillet ont été déterminées plutôt par le désir d'infliger un échec à la Prusse, que par le souci d'écarter du trône d'Espagne Léopold de Hohenzollern. Leur première pensée fut d'offrir à la France au moins une satisfaction d'amour-propre, une victoire diplomatique qui consoliderait le ministère et le régime impérial ². Tel aurait été l'objet du concours que Gramont aurait demandé à lord Grenville, à Beust et à Gortchakoff. « Si la Prusse insiste, aurait-il fait dire au général Fleury dès le 5 juillet, c'est la guerre ³. » D'autre part, Gortchakoff, moins pacifique, moins prussien surtout que son maître, aurait paru disposé à profiter du service que Napoléon demandait à la Russie pour obtenir la révision du traité de Paris, en accordant à la France celle du traité de Prague. « C'était tout un autre système d'alliances présenté à Napoléon III que l'entente avec l'Autriche et l'Italie ⁴. » Esprit de la diplomatie française entre le 6 et le 13, combinaisons de Gortchakoff, signification du rôle de la Russie entre la Prusse et la France, on voit combien de questions posent les documents analysés par M. Bourgeois. Or ces questions, ici encore, M. Charles-Roux paraît les ignorer.

3° Les rapports de la Russie et de l'Autriche après la déclaration de guerre. — Il est essentiel, pour apprécier la valeur des alliances négociées après le 15 juillet, de savoir dans quelle mesure la Russie a paralysé l'Autriche. M. Charles-Roux nous expose que le tsar avait posé comme condition expresse de sa neutralité la neutralité de l'Autriche, que le gouvernement français essaya vainement (20 juillet) de le faire revenir sur sa décision, que le 22 juillet parut la déclaration de neutralité russe, et que le 5 août la condition de cette neutralité fut rappelée par une déclaration du chargé d'affaires russe à Paris, Okouneff, au duc de Gramont ⁵. Mais quel effet cette déclaration de neutralité a-t-elle eu à Vienne, soit au moment du Conseil du 18 juillet où aurait été arrêtée, pour M. Bourgeois, l'attitude de l'Autriche ⁶, soit au moment d'une

1. Page 479.

2. Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, p. 236-237.

3. *Ibid.*, p. 238.

4. *Ibid.*, p. 244.

5. Page 481.

6. Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, p. 270-272.

démarche que le tsar aurait faite vis-à-vis de l'Autriche le 22 juillet, offrant, nous apprend M. Bourgeois, de garantir l'empire des Habsbourg contre les convoitises possibles de la Prusse victorieuse, dans l'intention de détourner l'Autriche de s'unir à la France ? Quelle valeur prend-elle quand on la rapproche des télégrammes échangés à cette date entre Paris, Florence et Vienne et que M. Bourgeois a publiés ? Au moment où la partie qui se joue apparaît comme si complexe, et où ses revirements sont si prompts et si fréquents, isoler un facteur de ce genre, n'est-ce pas s'interdire de prononcer, alors qu'on tient peut-être la solution du problème ?

4° La diplomatie de Gramont en Russie à la fin de juillet. — M. Bourgeois nous apprend que, le 25 juillet, après avoir envoyé à Vienne et à Florence les deux télégrammes qui contenaient son refus d'un accord dont la Convention de Septembre eût fait les frais, Gramont, pour entraîner l'Autriche, invoqua de prétendues offres d'alliance de la Russie, et qu'il s'imagina, en dépit des dépêches de Fleury, qu'il pourrait recourir à cette puissance en refusant le concours de Victor-Emmanuel et de François-Joseph². Cette démarche caractéristique de la mentalité et des procédés de Gramont est la preuve de l'étroite dépendance qui a existé entre la mission de Fleury et les négociations de Vienne et de Florence. Cependant il n'en est pas question dans l'ouvrage de M. Charles-Roux.

La meilleure raison que pourrait invoquer M. Charles-Roux pour justifier le point de vue auquel il s'est placé, en isolant les rapports de la France et de la Russie des négociations contemporaines, est la difficulté de connaître avec une précision suffisante ces négociations, tant que les documents des Affaires étrangères n'auront pas été publiés. Mais il n'en est pas moins vrai que bien des pièces sont aujourd'hui connues qui

1. Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, p. 303.

2. M. Bourgeois cite à ce sujet : 1° un télégramme de Gramont à Fleury du 25 juillet ainsi libellé : « L'Autriche a fait une déclaration de neutralité, purement et simplement, et ne concentre pas de troupes en Bohême. Donc la Russie n'a pas lieu de prendre une attitude de neutralité armée. Pour le moment, vous n'avez rien d'autre à faire qu'à observer. Dites-nous si, dans votre pensée, la Russie serait prête à entrer en campagne et à le faire avec succès » ; — 2° une dépêche de Gramont au prince de La Tour d'Auvergne, le 27 juillet, qui contient ce passage caractéristique : « On se trompe fort à Vienne et à Florence, si on croit que nous sommes obligés à tout prix de faire la concession qu'on cherche à nous arracher. Dans le cas où l'alliance austro-italienne se ferait trop prier ou marchander, nous nous tournerions d'un autre côté où on nous appelle aussi. Je le ferais à regret, à regret pour nous et pour l'Europe, mais je le ferais, si au dernier moment je m'aperçois qu'on nous trompe et qu'on nous traîne en longueur. » (Pages 301 et 302.)

auraient dû retenir son attention, et nous en avons déjà cité quelques-unes. Il y a dans sa documentation, même en acceptant sa conception, de graves lacunes ; et c'est la seconde critique que l'on peut, à notre avis, lui adresser. Voici quelques exemples qui la justifient.

La question des Duchés est à peu près complètement sacrifiée dans son livre. Tout au moins n'en a-t-il parlé — ce qui semble quelque peu paradoxal — que dans la période où cette question apparaissait comme de second plan, la négligeant à l'époque de la crise de 1863-1864 où elle a provoqué la guerre des Duchés et la Conférence de Londres. C'est ainsi qu'il nous signale, sommairement d'ailleurs, les échanges de vue de Morny et de Gortchakoff en 1857 ¹, de Gortchakoff et de Montebello en 1858 après l'entrevue de Stuttgart ². Mais toute la crise qui s'étend depuis la fin de décembre 1863 jusqu'au traité de Vienne du 20 octobre 1864 tient dans son ouvrage en une demi-page ³. La question du scandinavisme, qui intéressait la Russie autant que Napoléon III, n'est pas soupçonnée ; les projets d'intervention européenne avant l'invasion du Slesvig par l'Autriche et la Prusse, auxquels la Russie s'est trouvée mêlée, ne sont pas signalés ; les discussions de la Conférence de Londres, où toutes les grandes puissances furent représentées, ne sont même pas indiquées. Et cependant, sans parler des études particulières, M. Charles-Roux pouvait disposer de deux recueils de documents : le premier, celui des *Archives diplomatiques*, outre les dépêches des livres bleus anglais et les protocoles de la Conférence de Londres, contient nombre de documents sur l'affaire des Duchés ; le second, celui des *Origines diplomatiques de la guerre de 1870*, renferme toutes les correspondances des Affaires étrangères ⁴. M. Charles-Roux n'a ouvert ni l'un ni l'autre des deux dossiers, de telle sorte qu'on ne peut pas dire qu'il ait bien ou mal traité la politique française ou la politique russe dans l'affaire des Duchés : il les a ignorées.

Considère-t-on l'exposé des questions orientales, qui occupe une grande partie du volume, c'est la même absence de méthode dans la documentation. Par exemple, M. Charles-Roux fait allusion à la Grèce après le

1. Pages 207-210.

2. Pages 227-228.

3. Pages 371-372.

4. Les quatre premiers volumes de la publication sont consacrés à l'affaire des Duchés jusqu'au traité de Vienne. On y trouvera, en note, l'indication des textes déjà publiés par les *Archives diplomatiques*.

traité de Paris, au moment de la mission Morny, et au désir de la Russie d'obtenir de la France et de l'Angleterre l'évacuation du territoire grec qu'elles avaient occupé pendant la guerre de Crimée ¹. Mais il ne dit rien de la révolution grecque d'octobre 1862, de l'élection de Georges I^{er} le 31 mai 1863, de la cession des Iles Ioniennes. Il y a lieu de supposer pourtant que la Russie ne se désintéressa pas de ces événements, et que son point de vue ne concorda pas avec celui de la France et de l'Angleterre. Les Principautés, qui ont eu une telle importance dans les relations de la France et de la Russie, sont encore plus mal traitées. Comme pour la question des Duchés, les seuls développements que M. Charles-Roux leur consacre se placent au cours de son récit du Congrès de Paris ², de la mission de Morny ³ et des entretiens de Stuttgart ⁴. Mais c'est après l'entrevue de Stuttgart qu'eurent lieu les faits décisifs de l'histoire des Principautés et que l'intervention européenne entre elles et la Turquie fut surtout active. J'en rappelle les principaux moments, parce qu'il était assez naturel de rechercher à propos de chacun d'eux, dans un livre consacré à Napoléon III et à la Russie, quelle fut l'attitude de la France et quelle fut celle de la Russie. Ce sont le vote des deux divans moldave et valaque sur l'union des Principautés en décembre 1857; le rapport de la Commission européenne siégeant depuis le traité de Paris à Bucarest le 7 avril 1858; la réunion de la Conférence de Paris le 22 mai 1858 ⁵, et la convention du 19 août 1858 constituant les Principautés danubiennes en Principautés unies de Moldavie et de Valachie, avec deux princes et deux gouvernements demeurant sous la suzeraineté du sultan; ce sont, ensuite, l'élection du prince Couza par les deux principautés en janvier 1859, le protocole du 6 septembre 1859, le firman du 4 décembre 1861, l'acte additionnel du 28 juin 1864, par lesquels la Porte, sur le désir des puissances, sanctionna, non sans d'importantes réserves, la révolution accomplie; c'est enfin la révolution du 24 février 1866 et l'abdication de Couza, l'élection du prince Charles de Hohenzollern le 13 mai 1866, les séances de la Conférence de Paris depuis le 16 mars 1866, le firman d'investiture du 23 octobre. Or, sur tous ces événements, qui intéressaient

1. Pages 170-172.

2. Pages 93-94.

3. Pages 182-184.

4. Page 221.

5. Il y est fait une simple allusion p. 234-235.

directement la politique impériale et la politique russe, nous avons vainement cherché dans l'ouvrage de M. Charles-Roux quelques éclaircissements. Il pouvait cependant disposer du texte des arrangements conclus entre la Porte et les Principautés, des procès-verbaux de la Conférence de Bucarest et de celle de Paris, qui ont été publiés, entre autres, dans les *Archives diplomatiques*, des textes relatifs à la révolution de 1866 publiés par Demetre Sturdza ¹. Ici encore c'est toute une question essentielle qui lui a échappé.

Il en est de même pour la dénonciation du traité de Paris par la Russie et les préliminaires de la Conférence de Londres en 1870. Des documents importants tirés du ministère des Affaires étrangères à Saint-Petersbourg et des archives de l'ambassade russe à Constantinople ont été publiés dans deux articles de la *Revue d'histoire diplomatique* par M. G. Troubetzkoi ². M. Charles-Roux ne semble pas en avoir eu connaissance.

Ces lacunes dans la documentation peuvent tenir, soit à ce que M. Charles-Roux a procédé par études partielles qui ont paru successivement dans la *Revue historique* ³, passant trop rapidement sur les transitions de l'une à l'autre, soit à ce que décidément il n'a voulu connaître que la Correspondance de Russie et qu'il a négligé tous les documents à côté. Mais, quelles qu'en soient les raisons, elles attestent chez lui un travail parfois trop hâtif et trop peu critique ⁴.

Ces remarques nous ont paru nécessaires, parce que, après un ouvrage tel que celui-ci, il n'est pas indifférent de marquer, à côté des résultats obtenus, les questions qui sont insuffisamment éclaircies et l'étape où l'on s'est arrêté. Mais il serait tout à fait injuste et en dehors de nos intentions de méconnaître, en les présentant, l'importance et la probité de l'effort de M. Charles-Roux, et les grands services que son livre pourra rendre.

Pierre MURET.

1. Demetre Sturdza, *Charles I^{er} roi de Roumanie*, Bucarest, 1899.

2. Parus en 1909 dans les numéros 1 et 3. Nous avons analysé les articles de M. Troubetzkoi dans la *Revue d'histoire moderne*, 1910, t. XIV, p. 124 et p. 274.

3. *La Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée*, t. CI, p. 272; *La Russie et la politique italienne de Napoléon III*, t. CV, p. 35 et 277; *La Russie, la France et la question d'Orient après la guerre de Crimée*, t. CIX, p. 272; *La France et l'entente russo-prussienne après la guerre de Crimée*, t. CXII, p. 28.

4. Cf., sur les références de M. Charles-Roux, les observations de M. G. Pagès, *art. cité*, p. 134, note 2.

COMPTES RENDUS

— André **Schimberg**. *L'éducation morale dans les collèges de la Compagnie de Jésus en France sous l'ancien régime (XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles)*. Paris, Champion, 1913, in-8, xv-592 p. — Dans le second volume de son *Histoire de la Compagnie de Jésus en France*, le R. P. Fouqueray avait consacré quelques chapitres à l'activité pédagogique des Jésuites dans la seconde moitié du xvi^e siècle, et un copieux appendice au *Ratio studiorum* publié en 1599. Le livre de M. Schimberg prend la question pour ainsi dire au point où la laisse l'auteur précédent et la traite en détail pour les xvii^e et xviii^e siècles. En dépit du titre, c'est toute la pédagogie des Jésuites qui est étudiée : formation des maîtres, études théologiques et philosophiques, adaptation de l'humanisme au christianisme, dispositions pour discipliner la volonté, méthodes d'enseignement, organisation et vie intérieure des collèges, le théâtre considéré comme institution pédagogique, l'éducation mondaine et les résultats, énumération des élèves les plus fameux qui, de la fin du xvi^e siècle jusqu'à la suppression de l'Ordre, sont sortis des établissements des Jésuites et leur ont fait honneur, en même temps qu'ils leur témoignaient de la reconnaissance.

L'ouvrage repose sur une documentation très large, à la fois manuscrite et imprimée, dont témoigne la bibliographie initiale. L'auteur s'est efforcé d'être impartial ; il fait preuve de beaucoup de bon sens, de mesure et de sang-froid. Il ne cache pas sa sympathie pour les Jésuites et il semble bien que les expressions qu'il affectionne en parlant d'eux, « nos maîtres, nos collègues », ne soient pas seulement, quoiqu'il en dise, des façons commodes et plus brèves de parler. Mais la sympathie ne l'aveugle pas et il sait faire la part de la critique. C'est précisément ce qui fait de l'ouvrage de M. S. une contribution très importante à l'histoire de la pédagogie en général et plus particulièrement en France ¹. — V.-L. BOURRILLY.

1. L'ouvrage se termine par plusieurs pièces justificatives. Nous regrettons de n'avoir pas trouvé, dans l'exemplaire que nous avons eu entre les mains, l'une de ces pièces justificatives, la carte des collèges des Jésuites. Un index aurait été bien venu, étant données la multiplicité des questions traitées et la foule des noms cités.

— **L. Romier.** *Les origines politiques des guerres de religion. II. La fin de la magnificence extérieure. Le roi contre les protestants (1555-1559).* Paris, Perrin, 1914, in-8, v-464 p. (2 portraits et une carte). — Avec ce second volume, qui a suivi de près le premier ¹, s'achève le grand ouvrage que M. R. a consacré à la politique de Henri II. On y trouvera déduites avec le même luxe de références et la même abondance de faits les péripéties de cette politique dans les cinq dernières années du règne : les intrigues des Caraffa et des princes lorrains, la rupture de la trêve de Vaucelles et l'expédition dirigée par François de Guise en Italie, le désastre de Saint-Quentin et l'abandon par le roi de France de sa clientèle italienne, enfin la paix de Cateau-Cambrésis et la lamentable liquidation des guerres d'Italie. En ce qui touche l'expédition du duc de Guise, M. R. y voit surtout un résultat des menées des Caraffa et du cardinal de Lorraine, et, contrairement à l'opinion de quelques récents historiens (le P. Ancel, M. P. Courteault), il pense, et à l'appui de son opinion il allègue des faits et des textes qui paraissent probants, que le duc de Guise visait, au moins au départ, le royaume de Naples.

En deux chapitres essentiels, l'auteur expose sa thèse et cherche à justifier le titre général qu'il a choisi. L'un est consacré à l'avènement politique de la Réforme française, et expose en détail les progrès du protestantisme à la fin du règne et ses diverses manifestations dans le cours de l'année 1558, notamment l'affaire de la rue Saint-Jacques et l'arrestation de François d'Andelot. M. R. part de ces faits et de quelques phrases par lesquelles le roi manifesta son irritation, pour soutenir qu'il faut chercher là, dans la crainte des progrès de la Réforme et le désir de les arrêter, les raisons pour lesquelles Henri II voulait traiter avec l'Espagne, coûte que coûte. Les énormes concessions, ou pour mieux dire l'abandon à peu près total des prétentions sur l'Italie et des conquêtes faites au delà des monts seraient ainsi expliqués : la paix de Cateau-Cambrésis trouverait là son excuse, sinon sa justification. Telle est la thèse. La démonstration de M. R. ne nous a pas convaincu. Nous croyons qu'il a exagéré l'importance de quelques faits et de certains textes, et qu'il a trop négligé les rapports entre Henri II et la Réforme antérieurement à 1558 : la politique de répression brutale n'avait pas cessé depuis le début du règne, et le désir, le dessein d'anéantir l'hérésie était fort ancien. Ce dessein ne paraît pas avoir pesé bien lourd dans les négociations pour la paix de Cateau-Cambrésis. M. R. classe ainsi par ordre d'importance les raisons qui ont dû décider le roi : « résolution d'extirper à tout prix l'héré-

1. Voir la *Revue*, 1913, t. XVIII, pp. 382-383.

sie du royaume, remords d'avoir rompu la trêve de Vaucelles, dégoût des alliances italiennes, désir de rappeler Montmorency à la tête du conseil, enfin souci de marier la « très docte » fille de François I^{er}, Marguerite de Berry » (p. 346). Abstraction faite du dernier motif, nous pensons qu'il serait plus conforme à la réalité des faits d'adopter un ordre exactement inverse. Le désir de revoir le vieux connétable nous paraît avoir été ce qui a surtout décidé Henri II : qu'on se reporte aux lettres que le roi écrit à Montmorency et que cite M. R. (p. 303, 309-310), et au conseil du 15 novembre (p. 312) où la paix fut résolue, imposée par le roi, avec la restitution de toutes les conquêtes, sauf Calais. Certes, la paix de Cateau-Cambrésis a permis aux rois de France de se préoccuper davantage des affaires intérieures et par suite de la Réforme ; mais s'ensuit-il que ceci ait été la cause de cela ? *Post hoc, ergo propter hoc*, c'est par excellence le mirage historique. Il nous paraît que M. R. ne s'en est pas assez gardé. Son livre serait, à notre avis, plus justement intitulé : La politique italienne de Henri II. Ce titre répondrait mieux et plus exactement au contenu. Cela ne doit d'ailleurs pas empêcher de reconnaître, et nous le faisons très volontiers, que depuis longtemps, on n'avait pas apporté sur une période de notre histoire politique du XVI^e siècle, une aussi abondante moisson de faits, si clairement coordonnés et présentés avec autant de vigueur et d'intérêt, M. R. est jeune, il est actif ; nous le savons courant sur les routes d'Europe, en Italie, à Vienne, en Belgique, en Espagne. Le remarquable ouvrage qu'il a rapporté de ses premières pérégrinations nous fait bien augurer de l'avenir, et nous pouvons attendre beaucoup de lui. — V.-L. BOURRILLY.

— M. Souriau. *La Compagnie du Saint-Sacrement de l'autel à Caen. Deux mystiques normands au XVII^e siècle, M. de Renty et Jean de Bernières*. Paris, Perrin, 1913, in-16, 411 p. — Bien que la Compagnie caennaise du Saint-Sacrement, que les contemporains appelaient l'Ermitage, ait fait beaucoup parler d'elle durant sa courte existence (1645-1660), son organisation reste peu connue ; M. Souriau, malgré ses recherches, n'a pu retrouver des documents aussi indispensables que la liste des membres ou les procès-verbaux des séances ; mais il a pensé, avec raison, que l'esprit et l'action de l'Ermitage pouvaient suffisamment être mis en lumière par l'étude biographique et psychologique de ses principaux membres¹,

1. Pour cette étude, les documents, malgré certaines lacunes, étaient assez abondants ; outre les imprimés, M. S. a consulté de nombreux manuscrits des bibliothèques de Normandie (surtout Caen et Bayeux) ; il indique toujours soigneusement ses références et termine son livre par une bibliographie et une critique d'un pamphlet janséniste contre l'Ermitage. On regrette qu'il ne précise pas dans quelle mesure il a utilisé l'ouvrage de l'abbé Laurent sur M. de Bernières (1872), qu'il a plusieurs fois cité.

et le sous-titre de son livre, bien plus que le titre, indique la manière dont il a conçu son travail. A vrai dire, des deux mystiques normands qui ont dirigé tour à tour la Compagnie de Caen, le premier, M. de Renty (1611-1649), est un peu sacrifié : cinquante pages seulement le concernent, écrites presque uniquement d'après une biographie apologétique publiée en 1683 ; mais M. de Bernières, qui a dirigé la Compagnie plus longtemps (1649-1659), qui a exercé plus d'influence et a donné dans ses ouvrages beaucoup de renseignements sur lui-même et sur son entourage spirituel, méritait l'étude plus approfondie et plus originale que M. S. lui a consacrée, faisant de lui la figure autour de laquelle toutes les autres viennent se grouper ¹, et le vrai sujet du livre.

M. S. nous introduit d'abord dans cette nombreuse famille de Basse-Normandie, où tous, magistrats et religieuses, rivalisent de zèle pieux et de bonnes œuvres ; en particulier la sœur aînée de M. de Bernières, Jourdainne, se distingue par son mysticisme, son activité, son hostilité au jansénisme ; le couvent des Ursulines, que son père a fondé et qu'elle dirige longtemps, est comme une maison-sœur de celle, toute proche, où se réunissent les confrères du Saint-Sacrement, et les tendances de Jourdainne de Bernières sont bien celles de toute la famille ² et de tout ce milieu de l'Ermitage. Le directeur de la Compagnie, Jean de Bernières (1602-1659), trésorier de France à Caen, est un homme d'oraison et d'œuvres qui se fait serviteur des pauvres et pauvre lui-même ; il dirige des consciences de laïques, même d'ecclésiastiques et de religieuses ; son livre *le Chrétien intérieur* (1660) a un certain intérêt psychologique et littéraire ; la tendance au quiétisme, qui l'a rendu suspect à Bossuet, l'a fait condamner à Rome (1689) ; mais réédité en 1867 par des soins orthodoxes qui en ont élagué les excès de doctrine et les étrangetés d'un style parfois assez pittoresque et provincial, il semble aujourd'hui à des juges compétents « un traité complet du plus parfait ascétisme ». Outre Bernières, M. S. a étudié quelques-uns des amis spirituels qui lui font cortège, et il a suivi les destinées de l'Ermitage : attaquée par les jansénistes qu'elle pourchassait avec zèle, la Compagnie de Caen est compromise en 1660 par les manifestations antijansénistes qui, semblables à des mascarades, parcourent Caen et d'autres villes de la région ; et la

1. Les groupements de ce genre ne sont pas faciles à composer ; il est fâcheux cependant que l'étude sur Bernières soit deux fois interrompue par des chapitres sur les personnages secondaires, et que l'on trouve par exemple, dès la p. 129, un chapitre sur M. de Bernières écrivain, alors que l'étude de son livre n'est abordée que 120 pages plus loin.

2. La famille des Bernières, magistrats à Rouen, est, au contraire, très janséniste, et n'est pas parente des Bernières de Caen.

même année l'Ermitage est enveloppé dans la disgrâce de la Compagnie de Paris, mais il revit au Canada. Le premier évêque de Québec, M. de Laval, avait été un confrère assidu de la Compagnie de Caen ; ses collaborateurs, dont plusieurs sont des parents et amis des Bernières, sortent aussi du même milieu, et on retrouve dans son « séminaire » le même mysticisme, la même association de l'oraison et des œuvres, le même zèle combatif, auquel M. S. accorde la plus large indulgence, préoccupé avant tout de rendre hommage¹ aux incontestables vertus des confrères de l'Ermitage et de les défendre contre les attaques passionnées des jansénistes. — A. CANS.

— Edmond Esmonin. *La taille en Normandie au temps de Colbert*. Paris, Hachette, 1913, in-8, xxx-554 p.— La thèse de doctorat de M. Esmonin traite d'un très beau sujet. Une étude minutieuse de l'assiette et du recouvrement de la taille était d'autant plus intéressante que, comme le fait remarquer l'auteur, les descriptions lamentables de Vauban et de Bois-Guillebert des fléaux de la taille arbitraire pouvaient être soupçonnées, celles de Bois-Guillebert surtout, plus passionnées, d'avoir un peu sacrifié à la rhétorique. La principale importance du travail de M. E. sera précisément d'avoir démontré qu'elles sont exactes et peuvent être dans l'ensemble admises comme conformes à la vérité. L'époque était aussi bien choisie : Colbert s'est beaucoup préoccupé de la taille, et a beaucoup fait, ou plutôt beaucoup voulu faire. La Normandie (à laquelle l'auteur ne se limite pas d'ailleurs absolument) était également recommandée par de solides raisons : la province était très imposée, surtout prétendait beaucoup l'être, était habitée par une population extrêmement intéressée, aimant les procès, et nulle part peut-être ne pouvaient être recueillis autant de faits symptomatiques des ruses des contribuables, d'une part, pour échapper à l'imposition, d'autre part, des iniquités de la répartition et de l'âpreté des procédés de recouvrement. Un exemple entre beaucoup d'autres : les changements de domicile, réels ou supposés, pour échapper à la taille ou pour la faire réduire, étaient dans cette province d'usage très fréquent, et les diverses mesures législatives prises successivement pour parer au mal restèrent à peu près inutiles : les abus subsistèrent et contribuèrent à jeter sur la répartition de la taille un prodigieux désordre. Je doute que dans

1. Cette préoccupation entraîne l'auteur un peu loin : il qualifie Bernières « une des plus étonnantes figures catholiques que je connaisse au xvii^e siècle » ; et il le compare à Pascal parce que « tous deux ont cherché à imiter le même modèle » (p. 59). Sans doute les âmes de cette qualité n'étaient pas très communes, même au xvii^e siècle, mais on en rencontre tout de même un certain nombre, tout aussi étonnantes, et ayant « cherché à imiter le même modèle », tant du côté janséniste que du côté orthodoxe.

aucune autre province ait été poussé plus loin l'art de ruser avec le fisc. M. E. en parle et aurait peut-être pu en parler davantage; certains mémoires de date postérieure à Colbert (mais il est probable que sous Colbert il en était de même) montrent à quel point était poussé en Normandie l'art des déménagements.

A peine, d'ailleurs, ose-t-on exprimer ce regret tant la documentation de M. E. est abondante. On est plutôt tenté de regretter une abondance trop touffue de détails et de citations: moins volumineux, l'ouvrage pouvait être aussi solide, et plus agréable à lire. On aurait peut-être pu faire l'économie de quelques tableaux, comme celui de la p. 374: comme nous sommes dans l'ignorance complète de ce que les contribuables qui y sont cités pouvaient avoir ou de charges de famille, ou de créances, ou de dettes, ou d'embarras de fortune, ou de santé, ou d'infirmités, comme seules les propriétés et exploitations apparaissent sur le rôle, et que la répartition de la taille ne se faisait pas uniquement d'après ces propriétés ou exploitations, il est bien difficile de tirer des rapprochements ici proposés des conclusions bien précises. Il est possible, il est certain, si l'on veut, que cette répartition était injuste: mais les rôles, à eux tout seuls, permettent difficilement d'en juger. Quand l'impôt personnel n'est pas vicié par des haines de classes ou de personnes, il peut tenir compte de bien des circonstances qui n'apparaissent pas dans des documents purement quantitatifs, et s'accompagner d'avantages réels; et il est possible que dans certains cas il ait été cela sous l'ancien régime. Je m'empresse d'ajouter que ces avantages possibles ne suffisent pas pour contrebalancer des inconvénients trop certains. Point essentiel, encore, et auquel on songe trop rarement dans cette question de répartition des impôts: les droits féodaux pesaient sur les diverses paroisses, ou même sur les diverses terres d'une même paroisse, d'une façon très inégale. Il a pu y avoir là un élément dont les collecteurs tenaient compte; la supposition n'est pas très vraisemblable, mais elle est possible.

Un peu trop de rigidité aussi dans l'opinion que semble avoir M. E. de l'importance des édits, déclarations, arrêts, etc., que cependant lui-même déclare avoir été mal exécutés. Souvent ils ne font que consacrer une situation existant antérieurement de fait; souvent ils ne sont qu'une concession apparente faite à certaines circonstances, et sont destinés, le législateur ne l'ignore pas, à rester sans effet. Ces observations trouveraient par exemple leur application à la p. 45 (origine des attributions des intendants), à la p. 235 (imposition des fermiers ecclésiastiques).

M. E. conduit très méthodiquement son lecteur à travers tout le processus de la taille: le brevet, la commission, le département, le rôle, la

collecte, et sur chacun de ces points il apporte quantité de renseignements précis et présentant souvent un vif intérêt, même quand ils traitent de choses déjà connues. Les chapitres sur les élus, sur l'abus des protections, sur la nomination des collecteurs, etc., peuvent être cités comme particulièrement intéressants. Tout l'ouvrage, d'ailleurs, sera consulté avec fruit sur l'histoire de cet impôt essentiel de l'ancien régime, et même pour d'autres époques que celle qui y est spécialement étudiée.

Qu'arrivait-il lorsqu'une ville tarifée tirait de son tarif une somme supérieure à sa quotité de taille ? Les explications données à ce sujet par M. E., p. 402 et 407, paraissent moins fermes et moins complètes que d'ordinaire : il y a là un point qui reste un peu obscur. On est également frappé du peu de place qu'occupent dans le volume ces États de Normandie qui, précisément, rendirent sous Colbert leur dernier soupir : il en est peu question, et si, comme il est probable, il en est peu question parce que leur rôle était à peu près nul, il eût été bon de le dire plus nettement. M. E. oublie parfois que, ces États ayant disparu, les écrivains du XVIII^e siècle, les historiens qui s'occupent du XVIII^e siècle n'ont pas à considérer la Normandie comme pays d'États, et que cette province ne constitue à cet égard aucune exception à la règle qui veut que, *en général*, la taille réelle ait été celle des pays d'États ; je maintiens l'exactitude absolue de ce que j'ai dit à cet égard dans des ouvrages antérieurs sur les impôts directs. — P. 286, lire 9 juillet 1768 au lieu de 9 juillet 1678. P. 317, n. 2, l'idée que se fait M. E. de l'impôt dégressif est tout à fait contraire à ce qu'on entend généralement par ce genre d'impôt ; il y a là une confusion véritable.

Toutes ces petites critiques de détail n'empêchent pas ce livre d'être un travail très approfondi, très méritoire et très utile, et nous souhaitons qu'à cette bonne étude d'histoire financière M. E. en ajoute d'autres, pour lesquelles il est fort bien préparé. — M. MARION.

— M. Sautai. *L'œuvre de Vauban à Lille*. Paris, Chapelot, 1911, in-8, 151 p. (Publié sous la direction de la Section historique de l'État-major de l'armée). — Ce compte rendu est tardif, et nous nous en excusons. Mais le consciencieux travail de M. Sautai est de ceux qui ne datent pas. Notons seulement qu'il n'épuise pas le sujet important qu'il traite, malgré l'utilisation par lui faite des Archives historiques du Ministère de la guerre (dont des extraits plus détaillés auraient pu être donnés), de celles de la section technique du génie, et des Archives de la ville de Lille. Les

1. La citadelle de Lille doit faire l'objet d'un chapitre de l'ouvrage annoncé comme à paraître prochainement de M. Albert Croquez sur *Louis XIV en Flandre*.

travaux de Vauban à Lille se sont poursuivis de 1667 à 1707, et l'intérêt par lui témoigné à cette récente conquête de Louis XIV a été continu ; ce sont ces travaux que M. S. s'est proposé d'étudier chronologiquement. Un premier chapitre nous montre Vauban occupé à la construction de la citadelle de Lille. Il y avait déjà sur Louvois et Vauban quelques très bonnes pages dans l'*Histoire de Louvois* de C. Rousset ; M. S. les complète, sans les citer¹. Peut-être y aurait-il eu lieu d'insister sur les résistances que rencontra Vauban, et qui durèrent même après l'exécution de la citadelle de Lille, que tous les hommes compétents n'admiraient pas sans réserves, s'il faut en croire les *Lettres* récemment publiées du marquis de Saint-Maurice. Le voyage de Louis XIV en Flandre en 1670 ne valut pas à Vauban que des éloges.

En 1669, Vauban soumit à Louvois, la citadelle n'étant pas encore achevée, un plan d'agrandissement de Lille ; il s'agissait d'étendre l'enceinte de Lille au Nord-Est, et d'englober le faubourg de Saint-Pierre ; ce projet fut accepté et réalisé. A cette occasion, Vauban, accusé d'avoir laissé faire des détournements d'argent par des entrepreneurs, se justifia en une lettre très énergique à Louvois, du 4 décembre 1671.

En 1671, Vauban intervint auprès de Louvois pour le rétablissement à Lille des Serments, c'est-à-dire des quatre confréries des archers, des arbalétriers, des tireurs d'épée et des canonniers, qui devaient être désarmées en 1668, et rédigea un *avis* à ce sujet que M. S. a édité en 1901 et qu'il publie à nouveau. On ignore la réponse de Louvois ; ce qui est certain, c'est que Vauban ne fut pas écouté.

Après l'ingénieur, intervint l'économiste. Pendant longtemps, Vauban soutint l'idée de l'établissement d'un canal entre Lille et la mer : il fit des études à ce sujet en 1705 ; il voulait rendre les villes de Flandre indépendantes des Pays-Bas espagnols. Ce projet alarma fort le Magistrat de Lille, qui adressa à Chamillart de vives protestations, et aussi ceux de Douai et de Tournai. Leurs plaintes furent appuyées par Boufflers, et l'intendant Dugué de Bagnols ; elles eurent plein succès. C'est en vain que, pour confondre les critiques, Vauban rédigea en 1706 un grand projet détaillé, avec la discussion des objections, que M. S. résume ou cite, et pour lequel il a beaucoup d'admiration : Chamillart demeura sourd à cette requête.

En conclusion, M. S. publie un « État succinct des ville et citadelle de Lille par rapport à leur fortification et à l'attaque et défense », rédigé

1. En somme on admit le pentagone proposé par Vauban : mais la citadelle fut élevée à l'endroit choisi par Clerville.

probablement vers 1699. Il signale les défauts de la place « *parmi lesquels le peu d'affection des Flamands pour la France* » qui ne les a pas toujours bien traités, et les moyens d'y remédier. Ce fut un des élèves de Vauban, Valory, qui dirigea les fortifications de Lille pendant la défense de 1708.

En somme, le travail de M. S., auquel sont adjoints quelques plans et cartes, est une utile contribution à l'histoire de Vauban, et plus encore à l'histoire de la Flandre wallonne au xvii^e siècle. Il n'apporte point de grande nouveauté, mais des vues et précisions intéressantes. — C.-G. PICAVET.

— M. Fosseyeux. *L'Hôtel-Dieu de Paris au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1912, in-8, xxxv-437 p. — Le livre de M. Fosseyeux est un de ces ouvrages dont il faut se résigner à dire peu de choses, si l'on ne peut en parler très longuement; c'est une de ces monographies excellentes, documentées, précises et sûres, dont une étude détaillée et minutieuse permet seule d'apprécier l'exacte valeur, et dont il est difficile de résumer le contenu en quelques lignes. On devinera du moins l'intérêt que présente le volume en réfléchissant à ce qu'est l'Hôtel-Dieu de Paris à la fin de l'ancien régime, vaste et puissante institution hospitalière qui cherche tant bien que mal à s'accommoder aux nécessités charitables et sociales du temps, à se développer, à se transformer pour mieux jouer son rôle. Comme tous les organes de la vie publique du xvii^e et du xviii^e siècles, il subit l'empire des circonstances. Il n'y a de la part du gouvernement aucune volonté systématique et profonde de réforme; et, parmi les administrateurs, s'il y a beaucoup de bonnes volontés, et même de compétences, on ne remarque jamais une de ces interventions décisives qui décèlent la part de l'individu dans les choses historiques. La destinée de l'Hôtel-Dieu est comme un reflet perpétuel. Mais, par cela même qu'il est abandonné à lui-même et soumis aux influences contemporaines, l'Hôtel-Dieu peu à peu change de caractère: il tend à s'agrandir, à se diversifier; il devient une institution publique où l'influence laïque prédomine de plus en plus sur celle du clergé, où les pouvoirs publics, représentés par le Bureau de ville et le Parlement, acquièrent une autorité de plus en plus considérable.

C'est cette évolution que le livre de M. F. montre dans son détail. Une première partie est consacrée à l'administration; l'auteur y étudie et y définit les attributions et le rôle du personnel religieux et du personnel laïque; on y voit comment le chef du premier, le maître, a des prérogatives limitées dès le xvii^e siècle, et comment le pouvoir est passé

aux administrateurs. Les ressources augmentent, grâce à des fondations, des legs, l'octroi de nouveaux privilèges; mais les charges encore plus, en raison de l'augmentation de la population et des conditions hygiéniques défectueuses, si bien que l'équilibre budgétaire devient instable et précaire. Puis, une seconde partie relate les changements qui se sont produits dans l'édifice même de l'Hôtel-Dieu, modifications apportées à l'Hôtel proprement dit, construction ou développement d'annexes, etc. Enfin, le dernier chapitre nous apporte des renseignements très précis et souvent nouveaux sur la clientèle de l'hôpital, les différentes catégories de malades, les soins dont ils étaient l'objet, les abus et les essais de réforme. Il faut ajouter que, tout le long du volume, on rencontre des détails très curieux et fort instructifs sur les mœurs de la capitale : nous signalerons, à titre de simple exemple, les pages relatives à la boucherie de l'Hôtel-Dieu et au commerce de la viande pendant le carême.

L'énorme travail qui a été dépensé dans la préparation d'une pareille monographie mérite bien qu'on n'insiste pas sur quelques critiques de plan, ou de détail, que l'on pourrait présenter. Il est seulement regrettable que l'auteur n'ait pas dégagé avec plus d'ampleur et de force les idées générales auxquelles sa thèse l'avait conduit. — L. CAHEN.

— Robert Burnand. *L'Hôtel royal des Invalides, 1670-1789*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1913, in-8, xxiii-299 p. — M. Burnand étudie successivement : I. Les origines et la fondation de l'Hôtel royal des Invalides; II. L'admission à l'Hôtel des Invalides. Les Invalides pensionnés; III. Le bâtiment de l'Hôtel des Invalides. Les annexes. Les environs; IV. Le personnel administratif à l'Hôtel des Invalides. L'état-major; V. Les finances de l'Hôtel des Invalides; VI. Le service de santé à l'Hôtel des Invalides. Les infirmeries; VII. Le service de l'alimentation. La pourvoirie. Les repas; VIII. Le service du culte; IX. Le service intérieur; X. Les compagnies détachées. Dans une conclusion, l'auteur présente quelques vues d'ensemble sur son sujet, et il esquisse l'histoire de l'Hôtel, de 1789 à nos jours. Viennent en dernier lieu quelques pièces annexes, et une liste des gouverneurs qui se succédèrent à la tête de l'Hôtel jusqu'à la Révolution, avec leurs états de services.

Ce livre — qui est élégamment imprimé et bien illustré — a été préparé avec un soin dont il porte la marque. On constate en le lisant qu'il repose sur une documentation de bon aloi, dont, après un chapitre préliminaire de « sources et bibliographie », des références abondantes et précises permettent d'apprécier la richesse. Il est clairement ordonné et rédigé. Quant au contenu, il suffit, pour en indiquer l'intérêt, de dire que

l'histoire des Invalides sous l'ancienne monarchie n'avait pas, jusqu'ici, été l'objet de recherches érudites. Dans un avertissement placé en tête de son volume, M. B. s'excuse de s'être livré trop souvent à « une sèche énumération d'ordonnances et de règlements », d'avoir établi surtout « une sorte de cadre, une série de têtes de chapitre ». Un travail de ce genre eût déjà mérité d'être bien accueilli ; mais en réalité M. B. a fait plus et mieux, et le tableau qu'il présente de l'organisation et du fonctionnement des services de l'Hôtel, les détails qu'il fournit, sans tomber dans un pittoresque facile, sur la vie journalière des habitants de la maison, sont vivants et expressifs. Qu'on voie par exemple le chapitre VII, sur le service de l'alimentation, le chapitre IX, sur le service intérieur. Le chapitre X, sur les compagnies détachées, n'est pas le moins curieux ni le moins neuf.

Les traits saillants de l'évolution de l'établissement, pendant cette première période de son existence, sont : malgré la turbulence et les fréquents écarts de conduite des pensionnaires, l'adoucissement progressif de la discipline, qui au début était dure ; l'atténuation du caractère religieux, très net à l'origine (rôle prépondérant attribué aux prêtres de la Mission qui desservent l'église, obligation de la messe, des deux prières quotidiennes, des Pâques, peines rigoureuses contre les blasphémateurs qui, à la récidive, peuvent avoir la langue percée et être chassés de l'Hôtel) ; enfin la permanence, dans le recrutement des invalides, d'abus, plus ou moins graves suivant les temps, qui déterminent en 1776, sous Saint-Germain, une réforme radicale, laquelle resta d'ailleurs sans effet : « Entassement de nouveaux venus, passe-droits de tous genres, fonctionnaires négligents, administration insouciant, discipline relâchée, tel est le bilan que nous présente la grande Maison royale à la veille de la Révolution. » (P. 53). — Mais, sur tout cela, il vaut mieux consulter le livre même. M. B. doit être remercié pour l'excellente contribution qu'il apporte à l'histoire, encore mal connue, de nos anciennes institutions militaires. — P. CARON.

— A. Lombard. *L'abbé Du Bos, un initiateur de la pensée moderne (1670-1742)*. Paris, Hachette, 1913, in-8, VIII-614 p. — L'abbé Du Bos n'est pas un grand écrivain, et ses ouvrages ne sont plus guère lus aujourd'hui ; mais il a exercé une influence très considérable sur la pensée française du XVIII^e siècle ; aussi doit-on être reconnaissant à M. Lombard de l'étude très approfondie qu'il lui a consacrée, et qui témoigne de longues et patientes recherches.

La première partie de la thèse traite de la biographie de Du Bos. Grâce

à des documents encore inutilisés et notamment à la correspondance inédite que M. L. a recueillie dans divers dépôts d'archives¹, nous connaissons avec précision tous les détails de la carrière de Du Bos, nous voyons comment ses idées se sont peu à peu formées. Très jeune encore, Du Bos a été le correspondant de Bayle : il lui fournit un grand nombre de renseignements et rédige pour le *Dictionnaire* de véritables dissertations ; ses relations avec Bayle semblent avoir exercé une influence très importante sur la formation de son esprit. Il a tiré grand profit aussi des voyages que, de 1698 à 1701, il a entrepris en Angleterre, en Hollande, en Italie, et pendant lesquels il s'est préoccupé moins encore de questions d'érudition que de tout ce qui touchait à la politique, au commerce, à toutes les manifestations de la vie. Non moins intéressante nous apparaît la carrière diplomatique de Du Bos, qui a été particulièrement active pendant la guerre de la Succession d'Espagne ; il rend de grands services surtout comme publiciste, faisant paraître des mémoires fort importants : les *Intérêts de l'Angleterre*, le *Manifeste de l'Électeur de Bavière*, les *Réflexions sur les causes de la guerre présente par rapport à la Hollande* ; quant aux *Réflexions sur le traité de la Bavière*, ce mémoire, resté manuscrit, est plutôt un ouvrage historique qu'un pamphlet de polémique et peut être considéré comme l'une des parties les plus réfléchies de son œuvre. Du Bos a encore été secrétaire du maréchal d'Huxelles aux conférences de Gertruydenberg, puis il a pris part aux négociations d'Utrecht, de Rastadt et de Bade ; cependant, il ne tarda pas à abandonner la vie active, qui, d'ailleurs, ne lui avait pas rapporté les récompenses auxquelles il aurait eu droit, et il finit par se consacrer exclusivement à la science. Mais les affaires auxquelles il avait été mêlé ont contribué à mûrir sa pensée, et beaucoup de ses recherches scientifiques ont été suscitées par des questions pratiques.

Dans une deuxième partie, M. L. étudie l'œuvre littéraire de Du Bos ; il montre la place que tiennent dans l'histoire de l'esthétique ses *Réflexions critiques*, l'originalité de sa doctrine qui attache une si grande importance à l'émotion physique, au sentiment. Sa critique n'est donc plus dogmatique et absolue, mais relative et historique ; elle considère comme sans valeur toutes les discussions sur les règles, les convenances littéraires. Du Bos a eu aussi — et c'était la conséquence de toute sa doctrine esthétique — le très grand mérite de montrer l'importance du point de vue historique dans la critique littéraire et artistique. M. L. prouve la très grande influence que Du Bos a exercée sur les conceptions esthétiques du

1. Cette correspondance forme l'objet de sa thèse complémentaire (Paris, Hachette, 1913).

xviii^e siècle, sur les idées de Voltaire, de Diderot, d'Helvétius ; dans l'*Encyclopédie*, des pages entières de lui sont reproduites, sans que l'on cite son nom. L'action de Du Bos a été au moins aussi forte à l'étranger : en Allemagne, on le considère comme le fondateur de l'esthétique moderne, et, dès 1740, les *Réflexions critiques* sont devenues classiques.

Comme historien, Du Bos n'est pas moins original ; on peut même dire que toutes les tendances de son esprit, comme les événements de sa carrière, le portaient à entreprendre des études historiques, et suivant une méthode toute nouvelle. Il s'est rendu admirablement compte de ce que devait être le travail historique. Il a horreur des généralités oratoires ; c'est l'histoire critique qu'il prétend écrire. Qu'on lise son *Histoire de la Ligue de Cambrai*, ou mieux encore son *Histoire de l'établissement de la monarchie française*, on verra à quel point ses procédés de recherches sont proches de l'érudition moderne ; il s'applique à indiquer toujours ses références, à n'avancer aucun fait comme certain, qui ne soit fondé sur l'autorité d'une source contemporaine, et l'appareil critique est si abondant chez lui que souvent de simples annotations ne lui ont pas suffi, et qu'il a dû adopter le genre de la dissertation critique. Il se rend compte aussi de la différence des temps, des transformations profondes qui s'accomplissent au cours des siècles.

Déjà l'*Histoire de la Ligue de Cambrai*, qui date de 1709, qui a paru vingt ans avant le *Charles XII*, de Voltaire, était un ouvrage de grande valeur, empreint d'une méthode vraiment nouvelle. Mais l'*Histoire de l'établissement de la monarchie française*, publiée en 1730, a une bien plus haute portée. C'est le fruit de patientes recherches poursuivies pendant plus de dix ans. Du Bos a essayé de prouver historiquement la transmission de l'autorité des empereurs romains à celle des rois francs ; il a voulu rechercher dans la société gallo-romaine l'origine véritable de la nation française ; c'est la réfutation de la théorie de Boulainvilliers, la négation de la conquête, et par conséquent du droit originel de la noblesse. Le Discours préliminaire contient une bonne étude des sources, l'énumération et la discussion de leur valeur.

M. L. nous donne une longue et minutieuse analyse de la *Monarchie française*, et il en fait une critique serrée. Il nous montre que, si l'abbé Du Bos émet souvent des hypothèses hasardées (et sa théorie l'induit souvent en erreur), par contre il fait preuve, dans maints chapitres, de connaissances très solides, d'une grande lucidité, d'un profond sens historique.

L'auteur met ensuite en lumière l'influence considérable que l'œuvre historique de Du Bos a exercée au xviii^e siècle. En dépit de la vive

critique de Montesquieu, sa théorie, en partie du moins, s'implanta peu à peu ; elle eut un très grand retentissement dans le monde des érudits et pénétra même dans le grand public. Gibbon, qui a écrit l'*Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, reconnaît que Du Bos a été son guide et proclame le mérite de son prédécesseur. Si, à la veille de la Révolution, l'œuvre de Du Bos a subi un grand discrédit, précisément parce que ses conclusions cadraient mal avec la doctrine démocratique, au XIX^e siècle, lors de la restauration des études d'érudition, elle revient en honneur. Toute la théorie du romanisme se trouve déjà chez Du Bos, et M. L. note des analogies très nombreuses entre l'écrivain du XVIII^e siècle et Fustel de Coulanges.

C'est avec raison que l'auteur voit en Du Bos un grand semeur d'idées, un initiateur ; en histoire, comme en esthétique, il a ouvert des voies nouvelles, et, par sa méthode, comme par la largeur de sa pensée, il a, dans une forte mesure, préparé l'œuvre des philosophes du XVIII^e siècle. — Henri SÉE.

— G. Noel. *Une « primitive » oubliée de l'école des « cœurs sensibles ».* Madame de Grafigny, 1695-1758. Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-8, xvi-399 p. (portrait.) — C'était peut-être faire à M^{me} de Grafigny beaucoup d'honneur que de lui consacrer un volume de près de quatre cents pages. M. Noel lui-même semble en avoir eu le sentiment, puisqu'il se hâte de nous prévenir qu'il n'entend pas « opérer le sauvetage d'une renommée vieillie, fanée, enlignée depuis un siècle dans l'oubli le plus profond et le plus méprisant ». Cette réserve faite, il y a, pour l'historien des mœurs et de la littérature au XVIII^e siècle, certainement à prendre dans ce livre.

Françoise d'Issembourg du Buisson d'Happoncourt, qui devait être plus tard M^{me} de Grafigny, appartenait, malgré ses nombreuses particules, à une famille d'assez médiocre noblesse. Devenue veuve en 1725 après treize années de mariage qui ne semblent pas avoir été très heureuses, elle n'eut guère d'autres ressources que de s'installer dans une situation de demi-domesticité à la Cour du duc Léopold de Lorraine, où elle vécut jusqu'en 1734. Signalons en passant la peinture assez vivante de cette Cour, tracée par M. N., ainsi que de la société qui s'y rencontrait, et qui paraît avoir été quelque peu mélangée.

Lorsque Stanislas, à la suite de la paix de Vienne, eût remplacé Léopold, M^{me} de Grafigny, à son grand désespoir, fut forcée de quitter Lunéville. Elle se décida alors à gagner Paris. Se souvenant à propos d'une invitation de Voltaire, dont elle avait fait la connaissance au cours de son voyage en Lorraine, elle commence par aller passer deux mois à Cirey.

A cette époque, il ne semble pas qu'elle ait été beaucoup tourmentée encore par les ambitions littéraires, si l'on en juge par les lettres qu'elle écrivit de là à son ami et confident « Panpan ». Ce bavardage naïf et désordonné, fidèle image, à ce qu'il semble, de celle qui l'écrivait, n'est pas néanmoins dénué pour nous d'intérêt. On y trouve sur la vie intime de Voltaire, ses relations avec ses hôtes, des détails qui ne manquent pas de piquant. Comme il convenait d'ailleurs, ce séjour à Cirey finit par une brouille.

A Paris, M^{me} de Grafigny trouva une nouvelle protectrice en la personne de la jeune duchesse de Richelieu, qu'elle avait connue à Lunéville. La mort de celle-ci, survenue bientôt après, l'obligea de nouveau à recourir à la vie d'expédients. C'est alors qu'à bout de ressources elle songe un moment à accompagner à Berlin Maupertuis. Mais la combinaison échoua, et elle se trouvait presque réduite à la misère lorsqu'elle se mêla, pour la première fois, d'écrire. Elle avait alors cinquante ans. Les « Lettres d'une Péruvienne » consacrèrent sa réputation. A partir de ce moment, elle devient dans la république des lettres une manière de personnage. Elle écrit pour la Cour de Vienne de petites pièces ; la margrave de Bayreuth cherche à l'attirer chez elle ; elle a enfin un salon que fréquentent Duclos, d'Alembert, Diderot, Turgot, Saint-Lambert, Helvétius. Ce dernier finit par épouser, comme on sait, la propre nièce de M^{me} de Grafigny, que celle-ci avait recueillie et élevée.

Cette période de prospérité ne devait pas être de longue durée. A la suite de l'échec retentissant de la pièce de M^{me} de Grafigny, « La fille d'Aristide » (1756), l'oubli et le vide commencent à se faire autour d'elle. Au moment de sa mort, survenue bientôt après en 1758, elle se trouvait presque réduite à la misère.

Comme on voit, M^{me} de Grafigny ne fut guère mêlée durant sa vie à de grands événements. Auteur médiocre et femme malheureuse, elle fut assez exactement ce que l'on pourrait appeler une « aventurière de lettres ». Et c'est à ce titre surtout, je dois dire, qu'elle peut intéresser et qu'elle a sa place dans la société littéraire de second plan du XVIII^e siècle.

— René GIRARD.

— Marquis de Ségur. *Au couchant de la Monarchie. Louis XVI et Necker (1776-1781)*. Paris, Calmann-Lévy, 1913, in-8, 461 p. — Continuant son histoire du règne de Louis XVI¹, M. le marquis de Ségur étudie dans ce volume la période de 1776 à 1781, où, le vieux courtisan

1. Cf. la Revue, 1913, t. XVIII, p. 70, 71, 154, 155.

Revue d'histoire moderne et contemporaine. — XIX.

Maurepas étant toujours premier ministre en fait, sinon en titre, Necker assumait la lourde tâche de diriger les finances. La *Revue* a déjà analysé ce volume, publié chapitre par chapitre dans la *Revue des Deux Mondes*, et nous renvoyons à ces résumés. Au reste, il ne semble pas que sur cette période l'historien pût apporter de grandes nouveautés : les finances ont été étudiées depuis longtemps, notamment par Stourm, à qui M. de S. ne cesse de se référer ; la politique extérieure a fait l'objet de travaux importants, dont M. de S. ne prend que la fleur, examinant d'ailleurs moins cette politique en elle-même que son influence sur la Cour et la monarchie ; enfin, sur toutes les questions et sur les personnages, en dehors des monographies parues depuis trente ans surtout, un grand nombre de mémoires donnent une foule de détails intéressants, qu'il est nécessaire, d'ailleurs, de contrôler minutieusement.

Aux ouvrages et aux documents connus M. de S. a cependant ajouté quelques documents nouveaux. Il a puisé, — mais cette source ne lui a donné que quelques détails, — aux Archives de Coppet ; il a tiré aussi quelque lumière du *Journal de l'abbé de Véri*, ami de Turgot, déjà utilisé dans son premier volume, du *Journal du duc de Croÿ*, du *Journal de Hardy*, qui est, comme on sait, en cours de publication. Tout cela n'apporte pas, nous le répétons, de révélations.

Mais, à défaut de nouveautés, il restait à donner une synthèse claire, agréable, de cette période réformatrice, qui vit les tentatives financières et sociales de Necker, les essais de refonte de l'armée, de Saint-Germain, et la participation de la France monarchique à la guerre d'indépendance de la République américaine. M. de S. en montre fort bien le caractère et l'importance. Il fait sentir, bien mieux que dans son premier volume¹, combien la monarchie avait besoin de se réformer pour continuer de vivre. C'était la seconde fois, sous Louis XVI, qu'elle en trouvait l'occasion : Necker était le vrai successeur de Turgot, quoique avec des moyens différents, avec une habileté plus grande, avec tout l'art de l'homme d'affaires. Or, pour la seconde fois, Louis XVI renvoya les hommes qui, avec un dévouement inlassable, rétablissaient l'ordre dans ses finances, dans son armée, dans toute l'administration de son royaume, ou plutôt qui créaient un ordre nouveau, adapté aux besoins de la société et conforme à l'esprit public, de plus en plus éclairé. Aussi la chute de Necker fut-elle, comme celle de Turgot, une vraie calamité publique. Elle fut ressentie dans toutes les classes de la Nation, même dans les classes privilégiées, profondément divisées déjà par les doctrines et les opinions poli-

1. Voir les critiques adressées au premier volume, *Revue*, 1910, t. XIV, p. 382-385.

tiques et sociales. Et, comme le dit très bien M. de S., l'on commençait à rendre le Roi responsable de ces « deux faillites retentissantes ». « L'immense désillusion entraînait une immense rancune, où il entraînait quelque mépris » (p. 454).

Mais l'auteur ajoute avec raison que, « si le régime royal était irrémédiablement atteint, la nation française demeurerait pleine de vigueur et de vitalité ». Et il esquisse en quelques lignes seulement l'état prospère du pays. Sans doute, après avoir étudié le Gouvernement monarchique, incapable de se réformer, et qui eût pu dire, comme Fontenelle centenaire : « Je meurs d'une impossibilité de vivre », montrera-t-il la France elle-même, pleine de sève, féconde en moissons et en hommes, créatrice d'énergies, avide de se frayer une voie nouvelle. — Ph. SAGNAC.

— Oswald Schmid. *Der Baron von Besenval (1721-1791)*. Zürich, Lee-mann, 1913, in-8, 372 p. (portr. et tableau généalogique.) — Cette étude a été présentée comme « Inaugural-Dissertation » à l'Université de Bâle, pour l'obtention du doctorat ; elle forme la 3^e partie du tome V des « Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft ». Les soixante-dix premières pages traitent des origines de Besenval et de sa carrière jusqu'à la Révolution. Viennent ensuite (248 pages sur 356) l'exposé de son rôle dans la crise de juillet 1789, et le récit de sa captivité et de son procès. Les événements que M. S. est ainsi amené à retracer sont bien connus, et, comme on pouvait le prévoir, ces nouvelles recherches n'en modifient pas sensiblement la physionomie. Pourtant, grâce à un dépouillement attentif des sources imprimées et des sources manuscrites (Archives nationales et Archives historiques de la Guerre), l'auteur a pu ajouter à la version acquise bon nombre de détails nouveaux, et jeter la lumière sur des points restés obscurs : par exemple, d'après des ordres de marche conservés aux Archives de la Guerre et qui avaient été jusqu'ici négligés, il a établi que l'effectif total des troupes appelées, à la fin de juin et au début de juillet 1789, pour servir sous les ordres du maréchal de Broglie, se serait élevé à 17.730 hommes (des contemporains ont parlé de 80.000 hommes !). L'histoire du procès de Besenval est faite avec une ampleur qui ne laisse rien à désirer ; M. S. aura été le premier à utiliser à fond le dossier de la procédure, qui est depuis 1905 aux Archives nationales, et dont quelques extraits sont donnés en appendice (voir notamment, p. 368-370, la déposition de Théophile Mandar).

Les dernières pages contiennent une étude sur les mémoires de Besenval. On sait que ce texte narratif, livré au public en 1805 par J. A. de Ségur, exécuteur testamentaire du baron, est très apprécié ; Flammer-

mont, qui avait longuement étudié les sources de l'histoire du XVIII^e siècle, le considérait comme un document de premier ordre. Malheureusement, le manuscrit original est perdu, ce qui a pu autoriser certains doutes. Ces doutes ne seraient pas sans fondement, si l'on en croit M. S. A l'aide d'un travail de critique interne, il établit, solidement semble-t-il, que le dernier chapitre, celui qui est intitulé « 12, 13 et 14 juillet 1789, ma prison et mon procès », a dû être assez fortement remanié par Ségur ; les autres chapitres auraient subi également des retouches, mais plus légères. Cependant, de l'avis de M. S. lui-même, il ne faut pas tirer de ces constatations des conclusions exagérées : « Les mémoires sont très vraisemblablement, quant au fond, de Besenval... Bien qu'ils ne soient pas d'une authenticité absolument hors de doute, ils demeurent une des sources les plus précieuses pour la connaissance du XVIII^e siècle, et spécialement du temps de Louis XV et de Louis XVI ».

En résumé, monographie faite d'après une méthode rigoureuse, et qui apporte à l'histoire des débuts de la Révolution une contribution intéressante et utile. — P. CARON.

— Dr Robert **Redslob**. *Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789. Ihre Grundlagen in der Staatslehre der Aufklärungszeit und in den englischen und amerikanischen Verfassungsgedanken*. Leipzig, Veit, 1912, in-8, 368 p. — Comme l'indique le sous-titre de son ouvrage, M. Redslob a voulu rechercher quelles sont les sources du droit public de l'Assemblée constituante : la philosophie française et les conceptions anglaises et américaines. C'est là un sujet très important, et M. R. l'a traité d'une manière intéressante.

Il montre très brièvement — trop brièvement — et seulement dans sa courte introduction, qu'il y a deux écoles philosophiques au XVIII^e siècle : l'école rationaliste, dit-il, avec John Locke et Rousseau ; l'école empirique, avec Blackstone, De Lolme, Montesquieu. Les conceptions de ces deux écoles, comme il explique ensuite, se trouvèrent en conflit, dès qu'il s'agit de créer un pouvoir légiférant. Ce que fit l'Assemblée, ce fut un compromis. Loin de rester dans l'abstraction, elle se laissa guider par les circonstances, mêla dans son œuvre les conceptions de Rousseau à celles de Montesquieu, et même se rendit indépendante de toutes doctrines, quand, par suite de nécessités politiques, elle n'établit qu'une seule Chambre. Si cependant, conclut M. R., on demande quelle méthode l'Assemblée a suivie, quelles conceptions elle a adoptées dans l'ensemble, si l'on veut sur son œuvre mettre un nom, c'est le nom de Montesquieu qu'il faut prononcer.

Cependant, si nous avons bien compris son livre, M. R. ne consentirait pas à dire : « L'Assemblée constituante, c'est Montesquieu », mais seulement : « C'est plutôt Montesquieu que Rousseau ». Mais, comme il a voulu réagir contre la thèse de Taine¹, qui ne voit qu'abstraction, ignorance ou utopie dans l'œuvre de la Révolution, il a à son tour conclu, suivant nous, d'une manière trop tranchante. En réalité, toutes les doctrines se sont rencontrées et fondues, ont été rendues vivantes par les nécessités sociales et politiques et les moindres circonstances de la vie nationale. Les intérêts, les passions ont exercé une influence énorme, et c'est ce qui n'apparaît généralement que très peu ou point du tout dans les œuvres des juristes, portés avant tout à reconstituer des théories. Aussi le meilleur jugement sur l'œuvre de l'Assemblée constituante, celui qui en donne la plus profonde intelligence, sera toujours celui de Mirabeau — que je ne me rappelle pas avoir trouvé dans le livre de M. R. : « Les législateurs, consultant les craintes du moment plutôt que l'avenir, hésitant entre le pouvoir royal, dont ils redoutaient l'influence, et les formes républicaines, dont ils préoyaient le danger, ... n'ont formé l'édifice de la Constitution qu'avec des pierres d'attente... »

D'autre part, la division en deux écoles — l'école rationaliste, déductive, abstraite, et l'école empirique, inductive, historique — si elle peut paraître vraie dans l'ensemble, ne laisse place à aucune nuance. Or, on a souvent montré comment Rousseau ne laisse pas de faire appel à l'histoire, comment le *Contrat social* est imprégné de démocratie genevoise, de républicanisme genevois ; comment lui-même a souvent mis en garde les réformateurs de Corse ou de Pologne contre les partis-pris, contre des réformes tout abstraites et brusquement décrétées. Par là, il se rapproche de Montesquieu. Je pourrais montrer aussi, si j'en avais la place, comment à son tour Montesquieu fait, en quelque sorte par avance, un pas vers Rousseau, par son esprit de synthèse, par la recherche qu'il poursuit des lois générales, par l'idéal qui, somme toute, se dégage de son œuvre, en apparence tout historique.

Je ne veux pas rechercher si les théoriciens de la philosophie et du droit, au XIX^e siècle, ont eu raison d'opposer Montesquieu à Rousseau. Mais ce qui importe, c'est que les hommes de 1789 n'ont point établi cette opposition. Marat, que l'on pourrait croire tout féru de Rousseau, écrit en 1789 un dithyrambique *Éloge de Montesquieu*. Montesquieu et

1. L'auteur montre le grand parti-pris de Taine. « Taine urteilt mit grosser Einseltigkeit », quand il dit : « L'Assemblée a opéré comme une Académie d'utopistes et non comme une législature de praticiens ». (Page 359).

Rousseau sont, avec Voltaire, invoqués tour à tour dans les écrits et dans les discours des réformateurs de la Révolution. Il s'est formé un fonds commun d'idées sociales et politiques, une science nouvelle. Et, de même qu'aujourd'hui on ne sait plus toujours parfaitement de qui est telle ou telle découverte que l'on expose, de même alors, tant ces idées sont devenues le bien commun de tous les hommes cultivés, on reproduit les unes ou les autres, sans trop savoir au juste à quelle source on a puisé. Bien souvent, en effet, on les prenait moins dans les auteurs de premier ordre que dans ceux qui les avaient propagées à leur suite, aux dernières années de l'Ancien régime, dans les Raynal et les Mably, devenus si populaires. Voilà pourquoi c'est non seulement Montesquieu, mais Rousseau, mais Voltaire, mais tous les philosophes français du siècle, qui inspirent les Assemblées de la Révolution, aussi bien la Constituante que la Convention. Voilà pourquoi le conflit entre l'abstraction et l'empirisme, que signale M. R., a été certainement beaucoup moins senti par les hommes de 1789 que par lui-même, pourquoi même ils n'en ont peut-être pas eu conscience.

Je crains bien que ce conflit n'existe que dans l'esprit des théoriciens modernes, qui commencent par établir l'existence de deux écoles absolument séparées, et qui se sont fait une psychologie factice des hommes de 1789. Car il faut toujours en venir là : quels étaient les idées, les passions, les sentiments des révolutionnaires ? Que pensaient-ils eux-mêmes de toutes ces théories, que nous avons une tendance à faire plus nettes, plus tranchées qu'elles ne le furent jamais pour eux ? Comment la nécessité de vivre, au jour le jour, entre un peuple qui allait souvent beaucoup plus loin qu'ils ne désiraient, et une Cour qui semait sous leurs pas toute sorte de pièges et n'aspirait qu'au retour du passé, les empêchait-elle de songer à une théorie exclusive et même à un dosage savamment gradué de théories opposées ? M. R. a peut-être parfois entrevu ces questions ; mais l'impression qui se dégage de son livre, c'est qu'il est avant tout un théoricien du droit public, et qu'il lui faut à tout prix des théories nettes, qui s'opposent les unes aux autres, et dont les hommes d'État auraient fait un mélange conscient, en s'inquiétant de la difficulté qu'ils éprouvaient à les concilier. Il semble que les vrais êtres agissants, ce ne soient ni les Sieyès, ni les Mirabeau, ni les Mounier et les Thouret, mais les théories de Montesquieu et de Rousseau. Sans doute, il y a là une part de vérité, je ne le méconnais point : ces êtres idéaux ont la réalité des Idées platoniciennes. Mais la réalité historique est différente.

L'étude de M. R. est, on le voit, une étude de droit constitutionnel. Elle est divisée en chapitres juridiques : la liberté naturelle ; le contrat

social et la volonté générale; la souveraineté du peuple; les droits de l'homme; le principe représentatif; le système électoral; le pouvoir constituant, etc. Dans chacun sont reproduits quantité de textes, de fragments de discours des hommes de la Révolution, rapprochés çà et là de Montesquieu, de Rousseau (mais M. R. n'a guère consulté les journaux). N'aurait-il pas été plus conforme à la réalité vivante d'examiner d'abord les théories de l'État avant 1789, en France, avec toutes les influences françaises et étrangères (très synthétiquement); puis de rechercher les idées que les Français de 1789 se faisaient de l'État, le mélange de doctrines qui se produisait naturellement dans leur esprit; enfin la manière dont ces idées ont été réalisées ou contrariées par les circonstances, si puissantes alors (par l'action du Roi, d'un côté, celle des démocrates, de l'autre)? (Pour les circonstances, la lecture des journaux eût été nécessaire). Quoi qu'il en soit, l'ouvrage de M. R. offre aux théoriciens du droit constitutionnel un grand nombre de textes de philosophes et d'orateurs de 1789, rapprochés dans des notes copieuses, à l'imitation de ce qu'avaient déjà fait plusieurs auteurs, — cités dans sa bibliographie — qui ont étudié la Déclaration des Droits par exemple, ou l'influence de Rousseau.

Ce travail — de même que celui de M. Zweig sur le pouvoir constituant — montre combien les études sur le droit public de la Révolution française sont depuis quelque temps en faveur en Allemagne. — Ph. SAGNAC.

— Edmond Seligman. *La justice en France pendant la Révolution (1791-1793)*.**. *La fuite de Varennes. La Haute Cour nationale. La chute du trône. Le tribunal du dix-sept août. Les massacres de septembre. Le procès de Louis XVI. Institution du Tribunal révolutionnaire*. Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-8, iv-655 p. — Il est bon de reproduire intégralement les titres des vingt-deux chapitres que comprend ce volume : I. L'institution de la Haute Cour; II. La fuite du roi et la journée du Champ-de-Mars; III. La justice politique à l'Assemblée législative; IV. Deux amnisties : Châteaueux et Avignon; V. La mise en accusation de Delessart et la déclaration de guerre; VI. La Haute Cour de 1792; VII. La journée du 20 juin 1792; VIII. Les acquittements de la Haute Cour; IX. Les préliminaires du 10 août; X. La journée du 10 août; XI. Le tribunal du dix-sept août; XII. Les massacres de septembre; XIII. Les massacres de Versailles et la suppression de la Haute Cour; XIV. Le tribunal du dix-sept août et du onze septembre; XV. Les suites politiques et judiciaires des massacres de septembre; XVI. Renouveau des corps

judiciaires ; XVII. L'instruction du procès de Louis XVI ; XVIII. Les débats du procès de Louis XVI ; XIX. Les manifestations du pays ; XX. Les scrutins et le jugement ; XXI. La justice politique après l'exécution de Louis XVI ; XXII. Institution du Tribunal révolutionnaire.

On voit quelle large place est faite dans cette histoire de la justice à l'histoire extra-judiciaire. Quelques chapitres, notamment le XVI^e, sont franchement dans le sujet ; d'autres y sont moins, et même très peu : on ne s'attendait vraiment pas à rencontrer ici le récit de la journée du 20 juin ou de celle du 10 août. Cette discordance, cette disproportion entre le titre et le contenu de l'ouvrage était déjà sensible dans le tome premier¹ : elle devient éclatante dans le second. Ce qui nous est donné, c'est en somme une vue générale sur l'histoire politique de la Révolution, de 1791 à 1793, considérée dans ses parties essentielles. En s'enfermant dans un cadre plus rigoureusement tracé, en insistant moins sur les juridictions exceptionnelles, à caractère politique, et davantage sur les institutions judiciaires normales, sur leur organisation et leur fonctionnement, M. S. aurait produit un livre qui eût pu être moins étendu — si le travail doit être poussé, sur le plan actuellement suivi, jusqu'au Consulat, il faut prévoir plusieurs volumes encore — et tout aussi utile, plus utile même, parce qu'il aurait été plus neuf.

Il était inévitable en effet que, reprenant des questions célèbres et souvent traitées, M. S. eût beaucoup de peine à en rajeunir l'exposé. Ce qu'il dit de la fuite du roi, du massacre du Champ-de-Mars, de la crise d'août 1792, du procès de Louis XVI, de la création du Tribunal révolutionnaire n'apprendra pas grand'chose aux gens du métier. Il insiste assez longuement sur les massacres de septembre ; on voit que ce sujet tragique l'a attiré. Sa dissertation sur les causes de l'événement est intéressante, mais elle manque un peu d'ampleur ; les documents qu'on possède sur l'attitude des sections à la veille des massacres ne sont pas suffisamment utilisés : pourtant la thèse (antérieure au livre de M. S.) de M. Braesch sur *La Commune du dix août* en avait fait ressortir l'importance capitale. M. S. s'attache trop exclusivement à l'idée du « crime administratif » (cf. les chapitres XII, XIII et XV). Parce que les massacres n'ont pas été, selon lui, un « crime de foule » (p. 340), il semble leur refuser le caractère d'acte de masse, qu'ils ont eu cependant, sans doute possible. Il n'ignore pas (p. 227, 272, 275, 315, 329) le rôle joué dans les massacres, à Paris, à Versailles, en Normandie, par des volontaires en partance pour les frontières ; mais il ne cherche pas à savoir si ce raisonnement : « anéantir

1. Il a paru en 1901 et vient d'être réédité (Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-8, xi-600 p..)

les ennemis de l'intérieur avant d'aller combattre les ennemis de l'extérieur », a, oui ou non, été fait et mis en pratique. Il admet trop vite (p. 227) que « la version de la spontanéité des massacres ne résiste pas à un examen attentif ». Cette partie de son argumentation prêterait à une discussion serrée, dans laquelle je ne puis entrer ; j'ai voulu seulement marquer les réserves qu'elle me paraît appeler.

Il ne faudrait d'ailleurs pas conclure de ces réserves et des critiques d'ordre général qui les précèdent que le livre est sans valeur. D'abord, il est écrit avec impartialité, sur un ton modéré aussi louable que rare chez les historiens qui remuent ces souvenirs brûlants. Ensuite il est clair et facile à lire. Enfin, il est enrichi d'une annotation développée. M. S. ne se borne pas à se référer exactement, comme il le devait, aux sources qu'il a utilisées ; pour ne parler que d'elles, les longues recherches qu'il a poursuivies aux Archives nationales, surtout dans les séries C (papiers des Assemblées) et W (papiers du Tribunal révolutionnaire) lui ont fourni les éléments de notes abondantes, substantielles, parfois très étendues, et que les spécialistes d'histoire de la Révolution auront profité à regarder de près. Ils y trouveront des indications, souvent précieuses, sur beaucoup de faits et beaucoup de personnages, sur la nature et la valeur de divers documents¹, des solutions de problèmes bibliographiques. Cet appareil critique dénote une réelle érudition, que M. S. a eu mérite à acquérir, et dont on lui saura gré de faire part, très libéralement, à ses lecteurs. — P. CARON.

— Paul d'Estrée. *Le Théâtre sous la Terreur (Théâtre de la Peur)*, 1793-1794, d'après des publications récentes et d'après les documents révolutionnaires du temps, imprimés ou inédits. Paris, Émile-Paul, 1913, in-8, ix-523 p.

— Ce livre (qui a obtenu en 1910, comme nous l'apprend une mention qui figure sur la couverture, le prix biennal de l'Association de la critique dramatique et musicale) comprend 55 chapitres, groupés en six parties : Le théâtre et les pouvoirs publics ; Les directeurs de théâtre (1^o A Paris, 2^o En province) ; Auteurs dramatiques (1^o Professionnels, 2^o Auteurs-fonctionnaires) ; Acteurs (1^o Acteurs, 2^o Auteurs-acteurs) ; Le public ; La presse (Journalistes et critiques). Belle matière, comme on voit : il est regrettable qu'elle soit médiocrement traitée. L'auteur a des lectures et des connaissances, mais il est visible que son enquête n'a été ni méthodique ni approfondie ; le dépouillement des sources imprimées,

1. C'est ainsi que M. S. donne des renseignements intéressants sur les archives de la Haute Cour de 1791 et 1792, aujourd'hui conservées au greffe d'Orléans.

pour ne parler que d'elles, semble avoir été fait au petit bonheur, et on y sent, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le théâtre parisien, de graves lacunes. Ces cinq cents pages sont écrites sur le ton de persiflage qu'affectionnent, lorsqu'ils parlent de la Révolution, les hommes de lettres-historiens qui recherchent les suffrages du grand public. Ce ton peut déplaire, et il est dangereux : par exemple, si M. d'E. avait pris son sujet un peu plus au sérieux, il aurait probablement aperçu et indiqué l'importance politique des spectacles patriotiques donnés à Paris en août 1793, lors de la fête de la Réunion. En somme, ouvrage de mince valeur scientifique. Le théâtre révolutionnaire joue de malheur : les travaux qu'on a consacrés jusqu'ici à son histoire, ceux de Jauffret (1869), de M. Welschinger (1880), l'essai très bref de M. Lunel (1909), la présente publication de M. d'E., sont plus ou moins tendancieux ou superficiels. Il mériterait mieux. C'est d'ailleurs un tort, à mon avis, que de toujours le reprendre dans son ensemble, sinon dans le temps, du moins dans l'espace. Je ne propose pas de coupures chronologiques du genre celles qu'a adoptées M. d'E., car l'évolution générale du théâtre, l'histoire de son rôle, de l'ancien régime au Consulat, forment un tout qu'il paraît préférable de respecter ; seulement, il faudrait procéder par monographies régionales ou locales, étudier à part le théâtre à Paris et le théâtre dans les départements.

Les gens du monde auront sans doute bien accueilli le livre de M. d'E., qui leur est destiné. Ce que les historiens pourront en tirer se limitera à peu de chose : de-ci de-là, l'indication de quelque fait, de quelque détail nouveau extrait d'un document manuscrit de la Bibliothèque ou des Archives nationales. Un index alphabétique de 24 pages, et ici M. d'E. ne mérite que des éloges, rend aisée la consultation du volume ¹. — P. CARON.

— *Recueil des Actes du Directoire exécutif (procès-verbaux, arrêtés, instructions, lettres et actes divers)*, publiés et annotés par A. Debidour. Tome II : Du 1^{er} germinal au 15 messidor an IV (21 mars-3 juillet 1796) ; tome III : Du 16 messidor an IV au 15 vendémiaire an V (4 juillet-6 octobre 1796).

1. Page 29, lire Barrucand, et non Barrucaud ; pages 295 et 407, dater le rapport de Perrière du 8 septembre 1793 et non 1794 (M. d'E. ignore que les ministères sont supprimés depuis le 12 germinal an II) ; pages 316 et 317, le commandant de la cavalerie de l'armée révolutionnaire s'appelle Mazuel, et non Mazuyer ; page 385, note, lire Seligman, et non Seligmann ; page 437, le rédacteur de la *Feuille du Salut public* qui signe J. B.B. est Boucheseiche (M. d'E. n'est d'ailleurs pas au courant, cf. p. 438, de l'histoire de ce journal officieux) ; page 451, une rédaction équivoque donne à penser que M. d'E. identifie le *Batave* et le *Sans-culotte observateur*, qui sont deux périodiques distincts.

Paris, Impr. nationale, 2 vol. in-4, 1911, 865 p., et 1913, 815 p. (Collection de Documents inédits sur l'histoire de France.) — Le tome I^{er} de cette importante publication, dont la *Revue* a rendu compte¹, se rapportait à la période d'organisation et de « mise en marche » du nouveau gouvernement. Les tomes II et III, qui correspondent au printemps et à l'été de 1796, nous montrent les débuts du fonctionnement de la Constitution de l'an III. Dès maintenant l'on peut se rendre compte combien ce recueil nous aidera, non seulement à mieux connaître, mais à mieux juger le Directoire. Les historiens, en général, se sont montrés plutôt sévères pour ce régime ; ont-ils été justes ? Il me semble qu'ils ne se sont pas assez dégagés de leurs préférences politiques. Le Directoire, c'est le premier essai de la République fonctionnant en tant que gouvernement normal ; il succède au gouvernement révolutionnaire, et l'on sait que, dans le langage du temps, « révolutionnaire » veut dire : exceptionnel et provisoire, que ce mot s'oppose à « constitutionnel ». Donc, le Directoire veut faire succéder aux mesures d'exception qui ont régi la France du 10 août 1792 au 4 brumaire an IV, la marche régulière d'un gouvernement constitutionnel, fondé sur des lois stables, se proposant pour but l'intérêt général et la grandeur du pays. Mais il a contre lui deux sortes d'ennemis contre lesquels il lui faudra lutter : gouvernement républicain, il est combattu par les royalistes, ceux qui se donnent franchement pour tels, et ceux qui se parent de l'étiquette républicaine ; gouvernement fondé sur le suffrage restreint, censitaire, il est en butte à l'hostilité des partisans de la Constitution de 93, des jacobins, de ceux qu'on appelle les terroristes, les anarchistes. Il doit se défendre contre ces deux catégories d'adversaires, prendre des mesures contre eux, s'il ne veut pas succomber lui-même ; de là le peu de sympathie qu'ont éprouvé pour lui les historiens de droite et ceux de gauche, Ernest Hamel et Ludovic Sciout : l'un ne lui pardonne pas ses discours contre Robespierre, ses mesures contre les jacobins ; l'autre lui en veut d'avoir gouverné contre les royalistes, les prêtres insermentés, les émigrés. En réalité, le Directoire, pris entre ces deux oppositions, était dans une situation très difficile, que les embarras économiques ne contribuaient pas à améliorer. Il faisait tous ses efforts pour s'en tirer le mieux possible, et les procès-verbaux de ses séances, le recueil de ses arrêtés, de sa correspondance, en nous rendant témoins de sa vie, de son action quotidienne, nous permettront de le juger avec plus d'impartialité qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

1. Cf. la *Revue*, t. XVII, p. 318.

La période qui s'ouvre avec le mois de germinal n'est pas une des moins fertiles en troubles et en désordres intérieurs. Sans doute, l'insurrection vendéenne, privée, le mois précédent, de Stofflet, reçoit le coup de grâce avec la prise et l'exécution de Charette ; mais combien d'autres points du territoire attirent l'attention, provoquant les inquiétudes du gouvernement ! Le 8 germinal, il invite le ministre de la guerre à ne perdre aucun instant pour étouffer dans leur naissance les troubles dont Marbot, du Conseil des Anciens, annonce l'organisation dans les départements du Lot et de la Corrèze, à prendre de promptes mesures pour défendre les rassemblements et, par une surveillance répressive et vigoureuse, à rendre nuls « les efforts que fait la malveillance pour enlever à ces deux départements le bon ordre et la paix » (II, 46). Le 10, il prend un arrêté où il déclare « que le département de la Sarthe est menacé des dangers les plus imminents, que plusieurs cantons ont été envahis par les chouans, qui y font chaque jour des progrès rapides, et que bientôt la guerre civile y serait allumée sur tous les points, si l'on ne prenait de promptes mesures pour l'arrêter » ; et il destitue l'administration du département, qui « a accordé une protection aussi scandaleuse que solennelle aux prêtres réfractaires et aux émigrés » et « n'a rien fait pour réprimer la persécution et l'assassinat des républicains, les outrages prodigués aux défenseurs de la patrie et le refus de la monnaie du type de la République » (II, 54). Le 24 floréal, il écrit à Châteauneuf-Randon pour lui témoigner sa satisfaction des succès que ce général a obtenus sur les rebelles des Cévennes ; toutefois, les circonstances ne lui paraissent pas assez graves pour nécessiter le désarmement des communes et la proclamation de l'état de siège, proposés par Châteauneuf-Randon (II, 374). Si ses lettres à Dumas, son commissaire spécial en Maine-et-Loire et dans les Deux-Sèvres (27 floréal, II, 390), et à Letellier, commissaire dans la Vendée et la Loire-Inférieure (16 prairial, II, 547), témoignent des progrès de la pacification dans le pays si longtemps insurgé, celle qu'il écrit le 16 messidor à son commissaire près l'administration centrale de la Lozère indique une situation singulièrement troublée dans ce département ; on y voit « que les lois sont violées..., que la sûreté individuelle n'y est pas respectée, que les assassinats s'y multiplient, que les patriotes, et surtout ceux attachés à la religion protestante, sont plus particulièrement dévoués aux coups des assassins, que le fanatisme rallume ses torches, que le royalisme aiguise ses poignards, sans que les administrations, ou trompées ou faibles, prennent les mesures nécessaires pour arrêter le cours de ces excès... » (III, 6). Enfin, par ses lettres du 2 fructidor à Coffin, son commissaire près l'adminis-

tration du Pas-de-Calais, et à la députation de ce département ¹, il déclare que les renseignements qu'il a reçus ne lui laissent aucun doute que, dans plusieurs cantons, notamment dans l'ancien district de Saint-Pol, « l'étendard de la révolte ne soit prêt à être arboré ; que des émigrés, des déserteurs et autres ennemis acharnés de la République s'y réunissent en grand nombre, qu'ils y foulent aux pieds la cocarde nationale, coupent les arbres de la liberté, y font retentir les airs des cris de *Vive le roi* et de chansons analogues, y insultent et y maltraitent tous les véritables républicains, notamment les acquéreurs de biens nationaux, les prêtres assermentés, etc. ; y provoquent à la guerre civile et à l'assassinat des fonctionnaires publics, y attaquent la gendarmerie, y résistent à la force armée et y sonnent le tocsin souvent pendant plusieurs heures de suite, etc. » (III, 399 et 401). Contre tous ces troubles ou ces menaces de troubles, le Directoire multiplie les mesures répressives ou préventives ; pour garantir « la sûreté et la tranquillité publique », il organise, le 17 floréal, des « colonnes mobiles », détachements de la garde nationale sédentaire qui doivent être toujours prêts à marcher (II, 312-316). Pendant que, dans ces régions, les chouans et les royalistes entretiennent le désordre, à Paris c'est avec les jacobins qu'il a maille à partir : les deux volumes dont nous nous occupons contiennent de nombreux détails sur la conspiration de Babeuf, l'arrestation des conspirateurs, l'affaire du camp de Grenelle ; et pendant qu'il fait face aux dangers qui l'assaillent de tous côtés, nous le voyons s'occuper de l'organisation des Comités de bienfaisance de Paris, qu'il règle le 16 floréal par un long arrêté (II, 297-306) ; interdire, le 16 fructidor, toute coalition entre ouvriers des différentes manufactures de papier (III, 506-510) ; organiser l'École d'application des géographes et l'École aérostatique de Meudon, le 10 thermidor (III, 206), l'École d'équitation de Versailles, le 16 fructidor (III, 513-517), etc.

Si la situation intérieure est difficile, en revanche, avec le printemps de 1796, s'ouvre une brillante période de succès et de victoires aux armées, et, sans vouloir diminuer le mérite qui revient aux généraux, à Jourdan, Moreau, Bonaparte, il faut reconnaître aussi toute la part que prend le gouvernement à la préparation des campagnes. Carnot continue au Directoire l'œuvre qu'il accomplissait au Comité de salut public. Les lettres que publie M. D. — beaucoup plus nombreuses que dans le tome I^{er} — sont, en grande majorité, des lettres aux généraux, les félicitant de leurs

1. A ce propos, il faut lire, dans le titre de la lettre à ces députés (III, 401) *Bollet* au lieu de *Chollet*. Il n'y avait pas, en l'an IV, de député du nom de Chollet ; Bollet, député du Pas-de-Calais à la Convention, représentait encore ce département aux Cinq-Cents.

opérations, mais leur indiquant aussi la marche à suivre. Signalons, entre autres, les lettres à Beurnonville, commandant l'armée du Nord, des 5 et 8 messidor ; pour les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, la très importante lettre à Moreau, du 21 germinal, sur les opérations de la campagne qui va s'ouvrir ; celles du 6 prairial, à Moreau et à Jourdan ; du 21, aux mêmes ; du 23 prairial et du 2 messidor, à Jourdan ; du 3, à Moreau ; du 5 et du 10, à Jourdan ; du 12, à Moreau ; du 17, à Jourdan ; du 18, à Jourdan et à Moreau ; du 25, à Moreau ; du 27 messidor et du 13 thermidor, à Jourdan ; du 25 thermidor, à Moreau ; de la même date, des 3, 12, 19 et 25 fructidor, à Jourdan ; du 2^e jour complémentaire, des 4 et 10 vendémiaire an V, à Beurnonville, qui remplace Jourdan à l'armée de Sambre-et-Meuse. — A l'armée d'Italie, Bonaparte vient d'être nommé à la place de Schérer ; je signale les lettres que lui écrit le Directoire les 6, 12, 18, 27 et 29 floréal, 2 prairial, 7, 25 et 28 thermidor, 3, 6, 17 fructidor, 4^e jour complémentaire, 4 et 6 vendémiaire an V. Très intéressante également, la lettre écrite le 9 floréal à Kellermann, commandant l'armée des Alpes, pour calmer la jalousie de ce général, excitée par le rôle prépondérant attribué à Bonaparte en Italie et les premiers succès de celui-ci. Les lettres à Hoche méritent aussi de retenir l'attention, particulièrement celle du 1^{er} messidor, sur le projet d'expédition en Irlande.

Le Directoire ne s'occupe pas seulement des opérations militaires ; il porte aussi son attention sur les détails d'administration, il cherche à enrayer le fléau de la dilapidation. « La ferme intention du Directoire, écrit-il le 10 germinal au ministre de la guerre, est, vous le savez, de poursuivre à outrance les dilapidateurs de la fortune publique. Il ne suffit pas de leur donner des successeurs pour remédier au mal qu'ils ont causé et venger la République de leurs extorsions et de leurs brigandages. Le maintien des mœurs publiques, celui de la probité générale demandent à grands cris que les vampires qu'on dénonce de toutes parts soient poursuivis avec sévérité, atteints et punis. Leurs crimes sont trop odieux pour qu'une tolérance coupable en éloigne le châtiment. Il existe malheureusement une sorte d'insouciance à défendre la cause publique qui, sans naître de la complicité, provient d'une faiblesse coupable et extrêmement répréhensible... Les agents qui devraient les poursuivre, qui devraient provoquer votre sollicitude contre leurs forfaits et leurs vols, ou s'endorment ou partagent quelquefois les fruits de leurs dilapidations publiques » (II, 61). Il écrit le 23 germinal à Saliceti, commissaire près l'armée d'Italie, que « les dilapidations sans nombre et sans exemple qui s'exerçaient depuis longtemps » à cette armée ont obligé le commissaire

ordonnateur à sévir contre les fripons. Il l'engage à poursuivre les dilapidateurs avec toute la sévérité des lois, à venger la République, qu'ils outragent depuis si longtemps, et ses défenseurs, dont ils aggravent sans cesse la pénible situation (II, 139). Le 25, il écrit encore à Saliceti et Garrau qu'une lettre de Ritter « dénonce d'affreuses dilapidations commises dans le magasin des distributions extraordinaires. Elles proviennent évidemment de la mauvaise foi de quelques administrateurs, de la négligence et peut-être de la complicité de quelques commissaires des guerres ». Il invite Saliceti et Garrau à employer tous les moyens « pour arrêter le cours de ces vols désastreux, en poursuivant avec sévérité tous les administrateurs infidèles et en faisant mettre en jugement les commissaires des guerres qui favorisent le crime par une coupable négligence » (II, 150).

Au point de vue de la diplomatie, cette période n'est pas moins importante qu'au point de vue militaire, et l'on trouve, dans les deux volumes dont nous nous occupons : le traité de paix du 26 floréal avec le roi de Sardaigne (II, 650, et les articles secrets, III, 108 et 582) ; celui du 6 messidor avec la ville de Hambourg pour le rétablissement des relations commerciales (III, 494) ; le traité conclu à Berlin, le 18 thermidor, avec la Prusse, pour l'établissement de la ligne de démarcation destinée à assurer la neutralité du nord de l'Allemagne (III, 539) ; le traité de paix du 28 thermidor avec le duc de Wurtemberg (III, 295), celui du 5 fructidor avec le margrave de Bade (III, 453), le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi d'Espagne, du 12 fructidor (III, 482), le projet de traité avec le pape Pie VI (III, 358).

Comme dans le premier volume, M. D. a pris pour base de sa publication les registres des procès-verbaux des séances (Arch. nat., AF III*, 3 à 5), complétés à l'aide des cartons qui contiennent les arrêtés et la correspondance du Directoire (AF III, 357 à 406, pour la période correspondant aux tomes II et III). Quand le procès-verbal ne fait que mentionner ou résumer un arrêté important, M. D. y substitue, entre crochets, le texte intégral de cet arrêté ; pour les autres, comme pour la plupart des lettres dont le procès-verbal donne l'indication, il les analyse dans des notes au bas des pages. Les lettres importantes (aux ministres de la guerre, de l'intérieur, de la police générale, aux généraux, aux commissaires près les armées, à ceux près les administrations, et quelques proclamations aux habitants) sont reproduites *in extenso*, comme appendice, à la suite du procès-verbal de la séance à laquelle elles se réfèrent. On suit ainsi au jour le jour les manifestations de l'activité gouvernementale.

Cette publication est faite avec beaucoup de soin, et je ne vois que

quelques observations à faire sur des points de détail. Tome II, page 39, dans l'analyse des lettres du 7 germinal au ministre de la guerre (note 3), je signale à M. D. une petite confusion. « Par la troisième, lisons-nous, il (le Directoire) prescrit, conformément à la proposition du ministre du 3 germinal, d'envoyer le 16^e régiment de cavalerie (les *Chasseurs basques*) à l'armée de Sambre-et-Meuse, et de le remplacer à l'armée de l'intérieur par un corps de troupes tiré de l'armée des Côtes de l'Océan. Par la quatrième, au contraire, il consent, sur la demande du même ministre, à ce que ce régiment ne soit pas déplacé, et exprime l'espoir que les mesures prises par le ministre mettront fin à ses désordres. » En réalité, ces deux lettres ont deux objets différents, et le 16^e régiment de cavalerie et les Chasseurs basques étaient deux corps distincts. Le 16^e régiment de chasseurs à cheval avait quitté l'armée de l'Océan, où plusieurs de ses soldats avaient pactisé avec les chouans, pour tenir garnison à Rouen ; le 1^{er} germinal (et non le 3, comme le porte la réponse du Directoire), le ministre de la guerre avait écrit à Carnot que le chef de brigade commandant ce corps, craignant pour lui le voisinage des rebelles, désirait que ce régiment fût envoyé à l'armée du Nord ¹. Le Directoire répondit le 7 germinal en ordonnant l'envoi du 16^e chasseurs à l'armée de Sambre-et-Meuse et son remplacement par un corps de cavalerie tiré de l'armée des Côtes de l'Océan. Quant aux Chasseurs basques, ils étaient employés aux frontières d'Espagne, et le ministre des finances, se plaignant qu'ils se livrassent à la contrebande, demandait leur déplacement. Le 1^{er} germinal, le ministre de la guerre avait, par une autre lettre, transmis à Carnot ces plaintes et cette demande, en exposant les raisons qui militaient contre ce déplacement ; il ajoutait qu'il avait ordonné des mesures pour la répression du brigandage et la punition des coupables ². C'est à cette lettre que le Directoire répondait, le 7, en se rendant aux raisons de Petiet pour ne pas déplacer les Chasseurs basques, et en exprimant l'espoir que les mesures ordonnées suffiraient pour faire cesser les désordres auxquels se livraient ces soldats.

P. 274, note 8, M. D. dit que la minute d'une lettre à Schérer, mentionnée par le procès-verbal du 12 floréal, ne se trouve pas dans les dossiers correspondant à cette séance. Je l'y ai cependant trouvée, dans AF III 365, doss. 1773, pièce 48. — P. 377, séance du 25 floréal, le procès-verbal indiquant huit lettres écrites à Hoche, M. D. dit en note : « Les dossiers relatifs à la séance du 25 floréal (Arch. nat., AF III 369,

1. Arch. nat., AF III 147, doss. 693.

2. Ibid.

dossiers 1807, 1808, 1809) ne renferment que sept de ces lettres », et il en donne l'analyse. La huitième se trouve dans le dossier 1804, avec les pièces du 24 floréal.

Tome III, p. 217, séance du 12 thermidor: le procès-verbal mentionne trois lettres à Hoche; note de M. D.: « Deux de ces lettres seulement se trouvent dans les dossiers relatifs à la séance du 12 thermidor » (c'est-à-dire dans AF III 391). En effet, la troisième est dans AF III 383, doss. 1964, parmi les pièces du 14 messidor. M. D. l'a analysée au tome II, p. 753, en note, à la date du 12 messidor. — P. 344, séance du 26 thermidor, le procès-verbal indiquant une lettre à Hoche, M. D. dit en note que cette lettre ne se trouve pas dans les dossiers correspondant à la séance de ce jour. Elle est cependant dans AF III 394, 2091, pièce 60. — P. 463, le procès-verbal de la séance du 9 fructidor signale deux lettres à Moreau et à Hausmann; M. D. dit en note qu'elles ne se trouvent pas dans les dossiers correspondant à cette séance; de même (p. 523, note 12) pour une lettre à Haussmann signalée dans le procès-verbal du 17 fructidor. C'est exact: ces trois lettres faisaient partie de la collection d'autographes d'Étienne Charavay; elles sont indiquées, et brièvement analysées, dans le catalogue de ces autographes (3^e partie, Paris, Noël Charavay, 1901), p. 181, au n° 627. — Enfin, p. 581 et 582, séance du 23 fructidor, le procès-verbal indique trois lettres à Moreau et une au ministre de la guerre; M. D. dit en note que les minutes de ces lettres ne sont pas dans les dossiers correspondant à cette séance. Il y a toujours une lettre à Moreau (AF III 401, 2166, pièce 47, dossier correspondant à la séance du 23 fructidor); quant à la lettre au ministre de la guerre, elle se trouve dans AF III 432, 2475, pièce 35.

Ce sont là des minuties que je ne signale à M. D. que pour lui montrer avec quel intérêt j'ai consulté son Recueil. J'ajoute que chacun de ces deux volumes se termine par un index alphabétique des noms et des matières, celui du tome II servant en même temps pour le tome premier. — P.-R. MAUTOUCHET.

— Pierre Bordereau. *Bonaparte à Ancône*. Préface de M. le général de Lacroix. Paris, Alcan, 1914, in-12, XIII-254 p. — M. Pierre Bordereau a cru utile de consacrer un volume à l'histoire de l'expédition d'Ancône. Après avoir résumé rapidement, d'après Albert Sorel, les grandes lignes de la politique française en Italie jusqu'à la fin de 1796, il étudie les causes de la marche sur Rome, expose comment Bonaparte la prépara, pourquoi il choisit la route d'Ancône; puis c'est le récit de l'expédition, l'occupation de la ville et l'organisation du pays conquis, la marche sur

Rome, Tolentino. Un chapitre final montre l'emploi qu'il fit de sa conquête : base navale pour assurer l'occupation des îles Ioniennes et la maîtrise de l'Adriatique, point d'appui pour les projets sur l'Orient. Rien de nouveau dans tout cela. M. B. n'a d'ailleurs rien fait pour renouveler le sujet ; il s'est surtout servi de la correspondance de Napoléon, document assez connu, et les coups de sonde qu'il a jetés dans les Archives des Affaires étrangères n'ont amené aucune trouvaille. Il semble ignorer toutes les publications italiennes ; le tome V de Sorel est son bréviaire ; les travaux de M. Driault, même de M. Guyot lui sont inconnus. Par contre il réimprime en notes copieuses les proclamations de Bonaparte, et *soixante* pages d'annexes nous donnent des documents déjà bien souvent publiés comme les traités de Leoben et de Campo-Formio. Peut-être pas un mauvais livre, en tous cas un livre inutile. — C. BALLOT.

— **Larreguy de Civioux.** *Souvenirs d'un Cadet (1812-1823)*. Paris, Hachette, 1912, in-12, vi-281 p. — Ce petit volume contient, outre les *Souvenirs* proprement dits, et en dépit de l'indication chronologique donnée dans le titre, deux longues lettres adressées par l'auteur à un ami, lettres assez agréables à lire, mais dont l'intérêt est purement anecdotique. La première, datée du 2 juin 1833, est la narration d'une visite faite au château de Blaye, au moment où le général Bugeaud en était gouverneur et y gardait la duchesse de Berry, d'ailleurs déjà déconsidérée par une maternité inattendue et sur le point d'être libérée. La seconde, datée du 26 août 1850, raconte une récente entrevue, d'ailleurs sans grand intérêt politique, avec le comte de Chambord, alors en séjour à Wiesbaden. Il en appert jusqu'à l'évidence que l'auteur n'était pas un légitimiste militant, en dépit de son titre d'ancien officier de la garde royale : « Tel est, mon cher ami, le simple récit de mon pèlerinage, entrepris dans un sentiment de convenance sociale et dans un but en quelque sorte historique. J'en suis revenu charmé, ... et bien convaincu que la réunion des deux familles royales et la réconciliation des partis monarchiques en France sous le sceptre de ce bon jeune homme... offrent un refuge certain à notre pauvre société... » (p. 280).

La partie principale du volume (p. 1-253) est constituée par les *Souvenirs*, évidemment rédigés assez tard (p. 188-189), de la jeunesse de l'auteur, Silvain L. de C. Celui-ci appartenait à une vieille famille basque ruinée, dont plusieurs membres étaient allés chercher un emploi en Espagne, dans les services civils improvisés par les Français à partir de 1808. Le frère aîné de Silvain, François Larreguy, protégé par Cabarrus et poussé par Suchet, était, à vingt-six ans, un assez grand personnage,

secrétaire général des gouvernements d'Aragon et de Valence, directeur général des douanes des mêmes gouvernements, etc. Leur père, un septuagénaire, avait obtenu la place de directeur général des domaines nationaux (c'est-à-dire des biens confisqués sur les insurgés) à Saragosse. Silvain, âgé seulement de seize ans, quitta le lycée de Marseille, en juillet 1812, pour aller chercher à son tour fortune en Espagne, auprès de son père et de ses frères.

Un voyage mouvementé préluda à ses aventures : à Gan (Basses-Pyrénées), c'est une trombe d'eau et une inondation ; entre Canfranc et Jaca, c'est le spectacle tragique des Français ou *afrancesados* pendus par les guerrillas ; au delà d'Ayerbe, c'est un pénible contact avec quelques insurgés, qui dévalisent le jeune voyageur et son compagnon espagnol, mais les laissent finalement passer, grâce aux précautions qu'on leur a fait prendre à Jaca et à leurs protestations bien combinées ; puis c'est, après un séjour de dix-sept jours à Saragosse (30 juillet-16 août 1812), la marche en convoi de Saragosse à Valence, encore marquée par une attaque de guerrilleros avant Tortose, et par quelques menus épisodes. Arrivé à Valence le 2 septembre, Silvain L. de C. y est placé par François dans les bureaux des douanes. Il y assiste au séjour du roi Joseph, quitte la ville avec les Français le 5 juillet 1813, apprend peu après la mort de son père, massacré lors de l'évacuation de Saragosse, et, n'ayant plus d'emploi, se décide enfin à s'engager (vers le 1^{er} août 1813) au 116^e de ligne.

Le jeune soldat, bien protégé et nommé fourrier dès septembre, prend sa modeste part aux opérations de l'armée de Suchet, y devient sergent-major au début de février 1814, puis est compris dans les renforts tirés de l'armée d'Aragon et envoyés au secours de Lyon. Il y arrive à temps pour participer aux combats livrés autour de Limonest (19-21 mars) et à la retraite d'Augereau sur la Basse-Isère.

Versé au 77^e de ligne, à Besançon, après l'abdication de Napoléon, L. de C. partage les sentiments généraux des soldats au sujet des récents événements et du retour des Bourbons. Il assiste à la défection de Ney à Lons-le-Saunier, puis prend part avec son régiment à la campagne de Belgique, aux combats du 16 juin sur la gauche de l'armée française, à la bataille de Waterloo, à l'essai éphémère de défense de Paris, à la retraite sur la Loire. Licencié en juillet 1815, il est admis le 11 novembre suivant, avec son grade, dans le 1^{er} régiment de la garde royale. Sous-officier instruit et rangé, il devient adjudant le 1^{er} février 1816, sous-lieutenant le 31 juillet suivant : « Le Roi, dit à cette occasion le colonel dans un ordre du jour, a voulu encourager les jeunes sous-officiers, leur faire voir que les écoles militaires n'étaient pas le seul moyen de parvenir

jeune au grade d'officier, et que le zèle, l'aptitude, la conduite et la subordination pouvaient être récompensés de bonne heure. » Le bataillon du nouveau sous-lieutenant va, vers ce moment, accompagner à Sens une cour prévôtale et une guillotine, qui ne restent pas inutiles. Puis c'est la vie de garnison, à Évreux, à Rouen, à Valenciennes (où L. de C. se fait initier à la maçonnerie, en compagnie de plusieurs officiers russes), à Paris ou aux environs. Devenu lieutenant le 31 juillet 1820, l'auteur passe, en juillet 1822, au 3^e de ligne, à Strasbourg, comme adjudant-major. En cette qualité, il prend part à la campagne de Catalogne dans le corps de Moncey, lors de la guerre d'Espagne de 1823. Il constate l'indifférence de la population pour la constitution, et enregistre les excès des bandes absolutistes. Déjà blessé à Limonest, il l'est encore à Molins-de-Rey, et en est récompensé par la croix. Le récit se termine par la citation de différentes lettres écrites par Silvain à son frère François, pendant qu'il prenait part au blocus de Barcelone. L'auteur, rentré en France quitta bientôt le service pour se marier.

Les *Souvenirs*, souvent un peu décousus, mais riches en petites anecdotes, en portraits (de Bugeaud, de Suchet, d'Habert, de quelques autres personnages de moindre importance), en notations précises de la vie au bivouac et en campagne, n'apportent pourtant pas grand'chose de neuf à l'historien. Il est d'ailleurs évident qu'un sergent-major ou un adjudant-major ne peut avoir vu les événements que dans leurs menus détails, qui après tout font aussi partie de l'histoire : mais il y a ici plus à glaner qu'à moissonner.

Il est fâcheux que l'éditeur, petit-fils de l'auteur, soit si sobre de renseignements sur le manuscrit utilisé et sur les conditions de la rédaction de celui-ci ; il est fâcheux aussi qu'il n'ait pas donné plus de soin à la transcription des noms propres¹. Il aurait pu enfin nous avertir qu'il est tout à fait impossible que, le 26 mars 1815, L. de C. ait réellement vu le 10^e de ligne à Paris et entendu les reproches faits par l'Empereur à ce régiment ; celui-ci ne s'est en effet signalé que quelques jours après, du 29 mars au 7 avril, par son zèle royaliste dans la campagne du duc d'Angoulême. Cela n'est pas sans donner à penser que L. de C. a quelquefois utilisé plutôt ses lectures que ses souvenirs. Mais alors, dans quelle

1. Ainsi, il faut lire, p. 3, Fuente-del-Maestre, et non Fuente-el-Mastre ; p. 5 sq., Gan et non Gand ; p. 40, Pinell et non Pinal ; p. 49, Castellon et non Castillon de la Plana, Villareal et non Villareal, Oropesa et non Oropeza ; p. 91, Bertolotti et non Bartholotti ; p. 104, Granollers et non Granolles, San-Feliu et non San-Felice, fautes fréquemment reproduites par la suite ; p. 209, Fantin et non Faustin des Odoards ; p. 228, Cardona et non Cardouna ; p. 231, Réus et non Reuss.

mesure peut-on se fier à son œuvre, d'ailleurs rédigée au plus tôt sous Louis-Philippe ? — P. CONARD.

— Ch. Gailly de Taurines. *La reine Hortense en exil*. Paris, Hachette, 1914, in-8, 312 p. — M. Gailly de Taurines a dépouillé aux Archives nationales certains dossiers de la série F7 et aux Archives des Affaires étrangères quelques correspondances relatives aux séjours d'Hortense en Suisse dans le grand-duché de Bade ou à Rome. Il pouvait donc étudier en un article intéressant la surveillance exercée sur la vie d'Hortense exilée par la Restauration et le gouvernement de Louis-Philippe. Au lieu de cela, il a cru devoir nous donner tout un livre que ses recherches insuffisantes ne l'avaient point préparé à écrire.

La première partie de l'ouvrage (p. 1 à 113) est étrangère au sujet : elle traite en grande partie de la vie d'Hortense depuis son mariage jusqu'à la rentrée des Alliés à Paris en 1815. Les cent pages de cette longue introduction ne nous apprennent absolument rien que nous ne sachions déjà par M. Frédéric Masson et surtout par les *Mémoires* de M^{lle} Cochelet. Le récit — fort mal édité — de la lectrice dévouée, mais combien bavarde, de la reine de Hollande, a été la source capitale de l'auteur. Il transcrit toutes les anecdotes qu'elle nous conte avec une admirable et naïve loyauté ; sa fidélité le pousse même à prendre à son propre compte les erreurs matérielles de M^{lle} Cochelet. Les quelques pages du livre consacrées à la seule année 1815 fourmillent ainsi d'inexactitudes : Stein est alors « ministre prussien » (p. 100) et Savary « ministre de la police » (p. 102), Benjamin Constant « vient » d'achever *Adolphe* (p. 101) ; Müffling est qualifié vaguement de « commandant en chef des troupes alliées » (p. 113).

Mais l'introduction s'achève, et, le 17 juillet 1815, chassée de Paris comme tous les membres de la famille Bonaparte, Hortense part pour Genève, protégée et surveillée par un officier autrichien, M. de Woyna. Expulsée de Genève à la demande du roi de France, elle gagne Aix-les-Bains et obtient enfin de traverser la Suisse pour se réfugier à Constance dans les états de sa cousine, la grande-duchesse de Bade. Tous ces événements si caractéristiques nous sont racontés de façon peu précise. Cela se conçoit aisément : M. G. de T. ignore absolument toutes les sources non parisiennes de son sujet : les rapports de Woyna conservés à Vienne, les archives helvétiques, les papiers, possédés par la Bibliothèque de Genève, de d'Ivernois, le plénipotentiaire d'Hortense durant toutes ces négociations.

Voici la reine dans le grand-duché de Bade, puis en Bavière, chez le

beau-père de son frère Eugène. L'auteur ne s'est pas davantage inquiété de la suivre en ces voyages. Pour lui, hors de Paris point d'archives ; M^{lle} Cochelet, quelques missives de policiers et de diplomates français, voilà ses uniques sources. Pourquoi donc se donner la peine de tenter des recherches à Karlsruhe ou en Bavière ?

A partir de 1823, Hortense va, huit années durant, séjourner principalement en Italie. M. G. de T. ignore naturellement les archives italiennes comme celles de Suisse ou d'Allemagne ; il n'a plus M^{lle} Cochelet qui a abandonné sa maîtresse pour se marier, mais il utilise la correspondance du précepteur du jeune Louis-Napoléon, publiée par M. Stéfane-Pol, dans sa *Jeunesse de Napoléon III*. Des événements de l'an 1831, Hortense a publié elle-même un récit : l'auteur le résume sans rien ajouter, sans rien contester. Les dernières années et enfin la mort d'Hortense nous sont elles aussi racontées d'après les mêmes sources et avec la même absence d'originalité.

Préparé sans grande conscience, l'ouvrage de M. G. de T., dont la nécessité n'apparaissait point au reste très immédiate, sera donc complètement inutile, et pas même « agréablement inutile ». Le cachet d'hagiographie, hagiographie larmoyante et fade comme une romance de l'héroïne, que l'auteur a donné à son livre en rend en effet la lecture vraiment sans charme. — A. GANEM.

— *La statistique agricole de 1814*. Paris, F. Rieder, 1914, in-8, xx-579 p. (Publications du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Comité des travaux historiques et scientifiques. Section d'histoire moderne (depuis 1715) et d'histoire contemporaine. Notices, inventaires et documents.) — L'idée de cette publication a été suggérée au Comité des travaux historiques par une communication de M. Destray, archiviste du département de la Nièvre, sur « La tentative de statistique agricole officielle de 1814 et sa réalisation dans la Nièvre ». Il désignait ainsi la circulaire du 30 décembre 1814 par laquelle Becquey, directeur général de l'agriculture, du commerce et des arts et manufactures au ministère de l'Intérieur, invitait les préfets à faire dresser tous les ans un état de l'agriculture dans leur département et à s'aider pour le premier travail à envoyer en 1815 des réponses que les sous-préfets avaient dû faire à un précédent questionnaire de 1812. M. Destray avait retrouvé dans ses archives, outre les textes de la circulaire de Becquey de 1814 et du questionnaire de 1812, une partie de la minute de la réponse du préfet et les réponses des sous-préfets.

Le Comité adressa une note à tous les archivistes départementaux pour

leur demander de rechercher dans leurs dépôts les mêmes documents que ceux de la Nièvre. Un certain nombre d'entre eux purent les lui fournir, et ce sont ces réponses, jointes à quelques comptes rendus préfectoraux retrouvés dans une liasse des Archives nationales (F¹¹ 496), qui font l'objet de la publication du Comité.

Elle devrait donc comprendre : 1^o des comptes rendus de préfets prescrits par la circulaire de Becquey de 1814 ; 2^o des réponses de sous-préfets au questionnaire de 1812. En réalité on n'y trouve, comme états fournis par les préfets, que ceux des départements du Rhône, de la Nièvre, de l'Aveyron, du Tarn, du Tarn-et-Garonne et du Gers ; pour beaucoup d'autres départements, les mémoires préfectoraux sont remplacés par quelques-uns des rapports des sous-préfets qui devaient permettre de les établir ; de sorte que la présente publication offre, pour un certain nombre d'arrondissements, à la fois le compte de 1814 et la réponse au questionnaire de 1812.

Le questionnaire de 1812 était relativement restreint (Introduction, p. xvi-xvii) ; il comprenait 14 articles ; les principaux portaient sur l'étendue des cultures, la durée et les clauses ordinaires des baux, les habitations rurales, les assolements, les prairies artificielles, le parcours et la vaine pâture, les charrues et les animaux de trait. La circulaire de 1814 s'accompagnait d'un « Modèle de compte annuel » à fournir par MM. les préfets concernant l'état de l'agriculture dans leurs départements respectifs » (Introduction, p. ix-xv). Transmis chaque année, ce compte rendu détaillé devait permettre à la direction de l'agriculture de suivre, le cas échéant, les progrès de l'agriculture dans les diverses régions et d'en connaître les besoins. Il devait être divisé en quatre chapitres, divisés à leur tour en un certain nombre de sous-chapitres qui comprenaient eux-mêmes plusieurs questions. Voici l'énumération des principales. Chapitre I^{er} : Emploi des terres. 1^o Terres labourables (grande et petite cultures, nombre d'hectares, plantes cultivées en grand, chaulage des grains) ; 2^o Prairies et pacages (prairies artificielles, prairies naturelles, pacages, marais) ; 3^o Plantations (bois, arbres fruitiers, vignobles) ; 4^o Eaux (rivières navigables, rivières flottables, canaux) ; 5^o Terres incultes ; 6^o Routes et chemins vicinaux ; 7^o Constructions rurales. — Chapitre II : Produits de l'agriculture. 1^o Céréales ; 2^o Menus grains et racines alimentaires ; 3^o Plantes textiles ; 4^o Autres plantes cultivées en grand (plantes tinctoriales, légumes, tabac) ; 5^o Fourrages ; 6^o Bois ; 7^o Arbres fruitiers

1. Cette enquête agricole ne paraît pas, en réalité, s'être poursuivie annuellement ; seules les archives des Basses-Alpes fournissent des rapports de sous-préfets pour les années 1816 et 1817.

(châtaigniers, arbres à cidre); 8° Vins; 9° Huiles. — Chapitre III : Animaux attachés à la culture. 1° Chevaux, ânes, mulets; 2° Bêtes à cornes (commerce de beurre et de fromage); 3° Bêtes à laine (moyens de propager l'amélioration, bergeries, parcours, troupeaux communaux); 4° Porcs; 5° Chèvres; 6° Abeilles; 7° Vers à soie; 8° Epizooties. — Chapitre IV : Observations générales. État de l'atmosphère pendant l'année; progrès de l'économie rurale; sociétés d'agriculture; vétérinaires; prix des objets nécessaires à la vie, comparaison avec ceux de 1789; exploitation directe, location, métayage; mouture économique; police rurale.

Il semble que les comptes ainsi dressés et leur combinaison avec les réponses au questionnaire de 1812 permettraient de tracer un tableau très complet de l'agriculture de la France à la fin de l'Empire, si l'on possédait ces documents pour tous les départements; il est loin d'en être ainsi: les rapports d'un grand nombre de départements manquent complètement; on n'en possède que pour vingt-quatre: Haute-Marne, Aube, Seine-et-Oise, Eure-et-Loir, Calvados, Maine-et-Loire, Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Deux-Sèvres, Nièvre, Haute-Vienne, Corrèze, Tarn, Aveyron, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Côte-d'Or, Rhône, Drôme, Pyrénées-Orientales, Hautes-Pyrénées, Gers, Tarn-et-Garonne. On voit immédiatement les lacunes; la plus importante intéresse les régions du Nord et de l'Est. Et, même dans les départements représentés, un plus ou moins grand nombre d'arrondissements sont absents, soit de la statistique de 1812, soit de celle de 1814.

L'on doit maintenant se demander quelle est la valeur des informations recueillies par ces enquêtes. On lira à cet égard des observations et des renseignements précieux dans l'importante note sur « Les statistiques agricoles en Seine-et-Oise de 1800 à 1815 » dont M. Lesort¹, archiviste, a fait précéder sa communication (p. 450-460, en particulier p. 459). Les chiffres sont naturellement très sujets à caution²; mais l'on trouvera souvent un certain nombre de détails intéressants sur l'état de l'agriculture et des populations agricoles à cette époque. Il est impossible sans doute de tirer directement de la présente publication une description complète et surtout une impression très vivante des régions qui y figurent; c'est l'inconvénient inévitable de toute enquête établie sur questionnaire, même lorsqu'elle est aussi complète et aussi peu rigide

1. Cf. A. Lesort, *Statistiques agricoles sous le premier Empire*, 51^e Congrès des Sociétés savantes, tenu à Grenoble en 1913, lecture signalée dans la *Revue*, t. XVIII, p. 244.

2. Voir les remarques du ministre de l'Intérieur sur les rapports des préfets du Tarn et du Tarn-et-Garonne (p. 552-554 et 565-567).

dans ses cadres que celle de Becquey ; elle ne vaudra jamais un rapport rédigé librement, suivant l'esprit de son auteur et la nature du pays décrit ; que l'on compare à cet égard, si sommaire soit-il, le résumé du « tableau raccourci de la topographie agricole de l'arrondissement de Tarbes », tracé par le sous-préfet Garat, avec sa réponse au questionnaire de 1812 (p. 395-404).

Cette réserve faite, l'on peut affirmer que les historiens auront beaucoup à prendre dans « La statistique agricole de 1814 ». Aux études régionales, en particulier, elle fournira, pour un certain nombre de départements, une base solide et des renseignements précis¹ ; le résumé, fait plus haut, du questionnaire de Becquey, auquel il fut souvent consciencieusement répondu, suffirait déjà seul à le montrer. A qui voudra chercher des informations sur quelques points particuliers de l'économie rurale, elle pourra maintes fois donner satisfaction ; c'est ainsi qu'on y verra les commencements de l'extension des prairies artificielles, dans la région de Paris en particulier, les débuts de la faveur de la pomme de terre dans les régions pauvres comme la Bretagne et les Alpes (p. 303 et 5), l'état des routes et des chemins vicinaux à la fin de l'Empire, etc. Enfin, après ce que nous avons dit plus haut sur la difficulté de dégager de cette « statistique de 1814 » la physionomie même d'une région, nous nous garderons bien de vouloir énoncer une conclusion d'ensemble ; il semble pourtant que l'on puisse en tirer cette impression : les agriculteurs français à cette époque sont en train de s'assimiler et de développer, plus ou moins lentement suivant les pays, les quelques pratiques nouvelles qui paraissent s'être introduites vers la fin du XVIII^e siècle, telles que la culture de la pomme de terre et les prairies artificielles ; c'est là peut-être le trait principal de l'histoire de l'agriculture française dans la première moitié du XIX^e siècle, jusqu'au moment où l'influence des chemins de fer et l'introduction de la betterave dans les assolements viendront la transformer. — Étienne WEILL-RAYNAL.

— Roger Lévy. *Le Havre entre trois Révolutions (1789-1848)*, avec une préface de M. G. Monod. Paris, E. Leroux, 1912, in-8, II-197 p. (Bibliothèque d'histoire révolutionnaire, publiée sous la direction de M. Albert Mathiez, t. IV.) — Ce livre se compose de huit chapitres, dont deux sont inédits ; les six autres ont paru dans divers périodiques ; l'auteur nous prévient, dès la première page de son Introduction, qu'il ne faut y chercher « qu'un recueil d'articles de revues, composés d'abord sans lien

1. Le rapport du préfet du Rhône est particulièrement intéressant.

et sans arrière-pensée de fusion », et non une histoire du Havre au XIX^e siècle. La matière de ces chapitres déborde d'ailleurs, au point de vue chronologique, sur le cadre indiqué par le titre ; celui qui a pour titre : *Un département mort-né, la Seine maritime*, nous conduit jusqu'aux premières années du XX^e siècle. Il est du reste la suite naturelle du premier, *La rivalité du Havre et de Montivilliers sous la Révolution*, dans lequel M. L. nous montre comment la seconde de ces villes, qui, en 1791, comptait environ 4.000 habitants, put être élevée au rang de chef-lieu de district, de préférence à la première, dont la population montait à 21.500 âmes. La cause en est dans la rivalité administrative entre Rouen et Le Havre, rivalité qui devait d'ailleurs se poursuivre pendant tout le cours du XIX^e siècle. La Constitution de l'an III ayant supprimé les districts, il n'y eut plus d'intermédiaire entre les cantons et le département ; et quand, avec la Constitution de l'an VIII, les départements furent divisés en arrondissements, Le Havre prit sa revanche sur Montivilliers, malgré les efforts de Rouen en faveur de ce bourg.

Dans le chapitre sur *Le mouvement constitutionnel et la Révolution de 1830 au Havre*, M. L. nous montre que les Havrais, bien que d'un tempérament fort peu révolutionnaire, furent, en 1830, les premiers à s'émouvoir et n'attendirent pas, pour se détacher du gouvernement, que le reste du pays leur en donnât l'exemple ; ils se soulevèrent en même temps que Paris. C'est que la politique de la Restauration, en inquiétant cette population de négociants et d'hommes d'affaires, les jeta dans l'opposition ; les dernières fautes de la monarchie de Charles X se heurtèrent au Havre à l'invincible résistance d'un parti discipliné. La Révolution de Juillet y fut accueillie avec joie, mais l'ordre n'y fut pas troublé un seul instant ; la banlieue rurale se montra animée des mêmes sentiments : non seulement plusieurs villes des environs, mais tous les villages, d'une façon générale, témoignèrent de leur sympathie pour l'insurrection parisienne. L'affinité qui existait entre l'esprit havrais et le régime de Juillet fit que Le Havre s'attacha dès lors à la monarchie de Louis-Philippe, pour lui rester obstinément fidèle. « S'il y a eu en France une ville, une seule ville, pour soutenir avec chaleur et avec constance, depuis ses origines jusqu'à sa chute, le gouvernement de Juillet et la dynastie d'Orléans, c'a été Le Havre ». Un des traits dominants de cette affinité, c'est l'amour de la paix, qui fut le caractère de ce gouvernement, qui est également un caractère des Havrais : ils ont besoin de la paix pour développer leur commerce. Aussi, quand la guerre avec l'Angleterre et l'Europe parut fatale, pendant l'été de 1840, à la suite du traité de Londres, ils se refusèrent d'abord à y croire, ils

en repoussèrent obstinément l'idée tant que dura la tension diplomatique entre Londres et Paris (*Le négoce havrais et les menaces de guerre en 1840*). Si la baisse effrayante de la rente amena un moment d'émotion, le *Courrier du Havre* n'en persista pas moins à prêcher le calme, à en donner l'exemple ; et sa confiance se trouva, en fin de compte, justifiée par l'événement. Aussi, pendant les huit années qui suivirent, Le Havre maintint son appui constant et fidèle au roi et aux ministres qui lui avaient conservé la paix, et la Révolution de 1848 n'y fut pas accueillie avec la même faveur que celle de 1830. Néanmoins, il n'y eut aucune effervescence : la bourgeoisie et le négoce havrais redoutaient par dessus tout les dangers qu'une crise prolongée pouvait faire courir au commerce maritime et à la navigation. Le peuple demeura calme : il n'y eut d'autres manifestations que des promenades au tambour et le chant de la *Marseillaise*, le soir, dans les quartiers ouvriers ; la bourgeoisie, elle, demeura fidèle à la monarchie de Juillet et marqua pour le nouveau régime une tiédeur dont la preuve apparut dans le peu de succès qu'obtint la souscription ouverte en faveur des victimes des journées de février et des ouvriers sans travail (*La Révolution de 1848 au Havre*). On pourrait croire dès lors que, trois ans plus tard, la ruine de la République ne causa que peu de regrets au Havre et qu'on s'y accommoda aisément de la dictature : il n'en est pourtant rien. « Lents à venir à la République, les Havrais s'y attachèrent par raison et finirent par lui être plus fidèles que tant d'autres, facilement gagnés, mais facilement perdus. » Le second Empire ne fut pas pour cette ville une période aussi prospère, aussi brillante que la monarchie de Juillet ; après 1870, les Havrais se rallièrent à la République et s'en révélèrent de très fidèles soutiens.

Le chapitre que j'ai cité plus haut : *Un département mort-né, la Seine maritime*, nous retrace les différentes tentatives qui furent faites en 1869-70, de 1879 à 1885, en 1902, pour la création d'un département dont le Havre aurait été le chef-lieu, et qui échouèrent successivement, par suite surtout de la jalousie de Rouen et de l'opposition des cantons ruraux, que Rouen a su convaincre que la réforme leur serait dommageable et coûteuse. Une étude sur « l'escamotage d'une statue de Napoléon en 1816 », qui intéresse moins directement l'histoire du Havre (c'est par ce port que fut dirigée sur l'Angleterre une statue colossale de « Bonaparte », œuvre de Canova, dont le gouvernement de Louis XVIII voulait se débarrasser) ; une autre sur « les idées et la vie politique d'Alphonse Karr », qui habita Sainte-Adresse de 1843 à 1851 et qui se présenta en 1848 aux élections pour l'Assemblée nationale (il échoua, mais il eut la majorité au Havre) ; enfin, un dernier chapitre sur les cours du

Havre, tentative municipale d'enseignement supérieur, complètent ce livre, dans lequel M. L. a voulu, comme il le dit, « chercher dans l'histoire locale... des enseignements d'histoire générale ». Les études que nous venons d'analyser sommairement présentent une unité : l'auteur a su en dégager, à travers la diversité des époques et des événements, les traits dominants du caractère havrais. Pour la plupart de ces études, les sources ont été fournies par les Archives municipales du Havre et les Archives nationales (surtout la sous-série F^{1c} III) ; signalons aussi l'heureux parti que M. L. a tiré des principaux journaux locaux, le *Courrier du Havre* et le *Journal du Havre*. — P.-R. MAUTOUCHET.

— G^{al} Palat (Pierre Lehautcourt). *Une grande question d'histoire et de psychologie. Bazaine et nos désastres en 1870*. T. I^{er} : *Le Mexique. Les batailles sous Metz* ; t. II : *Le blocus de Metz. La capitulation*. Paris, Chapelot, 1913, 2 vol. in-8, XII-377 p. et 371 p. — Une controverse s'est poursuivie au cours de ces dernières années, dans divers journaux et revues, sur la question de la culpabilité de Bazaine. Un avocat de Nîmes, M. Élie Peyron, a pris dans plusieurs brochures la défense du maréchal, qu'il considère comme ayant été la victime d'intrigues politiques, bouc émissaire sacrifié, pour conjurer une restauration de l'Empire, sur l'autel du libéralisme. Émile Ollivier, dans les derniers volumes de son *Empire libéral*, a largement admis, en faveur du condamné du conseil de guerre de Trianon, les circonstances atténuantes. Par contre, les détracteurs de Bazaine demeurent irréductibles, et il s'en trouverait plus d'un pour dire comme M. Alfred Duquet, en 1888, dans son livre sur *Les derniers jours de l'armée du Rhin* : « Que le nom de ce Judas militaire soit à jamais voué à l'exécration de tous les pays ! »

M. le général Palat, dont les travaux sur l'histoire de la guerre franco-allemande sont justement appréciés, a voulu résoudre le problème que pose le conflit de ces deux thèses. Tel est l'objet de l'ouvrage dont nous rendons compte. Le titre n'est pas tout à fait exact, car près de la moitié du tome I^{er} est employée à exposer la conduite de Bazaine au Mexique, avec raison d'ailleurs, cet exposé jetant sur le caractère, la moralité, les procédés de commandement du maréchal un jour instructif. Vient ensuite le récit des batailles sous Metz, de l'investissement, des premières négociations avec le prince Frédéric-Charles, de l'affaire Regnier, de la capitulation. M. P. ne pouvait apporter sur ces événements si connus rien de bien nouveau ; il a du moins le mérite de les retracer avec soin, un peu longuement peut-être, mais clairement. Les chapitres relatifs au Mexique reposent sur une documentation assez restreinte (M. P. utilise

presque exclusivement les *Papiers et correspondance de la famille impériale* et les ouvrages de G. Bapst et P. Gaulot). Pour 1870, les sources sont plus nombreuses ; M. P. était d'ailleurs bien préparé, par ses publications intérieures, à en tirer parti ; il s'est acquitté de cette tâche avec conscience. Notons que les références sont abondantes et précises, et que le tome II se termine par un index alphabétique général.

Voici le passage essentiel de la conclusion : « Rappelons que l'intelligence si vantée de Bazaine paraît être purement hypothétique, du moins à l'époque dont nous parlons. Mais il montre en toute occasion une insuffisance choquante de sens moral, comme de dignité personnelle et professionnelle. Il laisse voir du scepticisme, de l'indifférence, un égoïsme sans limites. Son indécision, sa duplicité, sa tendance au mensonge, même inutile, sont indéniables. Il y a là plus qu'il n'en faut pour expliquer sa conduite. Avec le général Trochu, avec MM. Karl Bleibtreu et von Kretschmann, nous nous refusons à croire qu'il ait, de parti pris, livré ses bataillons à l'ennemi. Suivant le mot du prince Hohenlohe, il a fait de la politique au lieu de faire la guerre. Bazaine, qui n'était ni très intelligent ni très fin, comme on l'a souvent prétendu, et dont, par surcroît, la valeur militaire et morale était très mince, s'est trouvé tout à fait au-dessous de la situation où les circonstances l'avaient élevé. » Il paraît difficile de ne pas souscrire, quant au fond, à ce jugement. Tout donne à croire, en effet, que ni intellectuellement ni moralement Bazaine n'était de taille à jouer le rôle, d'ailleurs redoutable, qui lui échut ; ce qu'on a de mieux à invoquer à sa décharge, c'est l'erreur grave de ceux qui lui confièrent ou lui firent confier le commandement de l'armée du Rhin. Si, comme il est probable, cette opinion reste dominante parmi les historiens, les tentatives de réhabilitation qui ont été ou pourront être faites auprès du grand public sont condamnées à échouer. — P. CARON.

— Pierre F. Simon. *A. Thiers, chef du pouvoir exécutif et président de la République française (17 février 1871-24 mai 1873)*. Paris, E. Cornély, 1911, in-8, 358 p. — Pour étudier cette période de confusion des débuts de la troisième République, M. Simon s'est placé à un point de vue juridique et parlementaire. Laissant de côté l'œuvre d'affranchissement du territoire, ainsi que l'agitation des partis politiques, il s'est borné à pénétrer le mécanisme constitutionnel, le fonctionnement interne du gouvernement. Mais, en se limitant ainsi, il semble avoir touché le point essentiel et saisi le vrai débat qui fait tout l'intérêt profond de ces trois années. C'est, en effet, un des rares moments, dans le développement

contemporain, où la discussion parlementaire prend une importance imprévue et domine tous les autres problèmes. C'est de ce centre qu'il faut envisager toute l'activité nationale pour la comprendre et l'expliquer.

Avec une netteté parfois un peu sèche et brutale, M. S. a bien mis en lumière la contradiction qui persiste durant tout le gouvernement de Thiers, depuis le pacte de Bordeaux jusqu'au 24 mai 1873 : le régime instauré par le décret du 17 février 1871, précisé par la constitution Rivet du mois d'août, proclamait la souveraineté absolue de l'Assemblée qui, dépositaire de tous les pouvoirs, se contentait de déléguer l'exercice des fonctions exécutives à l'un de ses membres, choisi par elle, sans cesse contrôlé par elle et révocable à tout instant. Or le résultat de la pratique fut bien différent : « Le président du conseil, dit M. Simon, qualifié d'abord de chef du pouvoir exécutif, puis de président de la République, s'est affranchi des liens dont on l'avait entouré. Loin de rester dans une position subalterne, il a pris la direction effective des affaires, contraignant l'Assemblée à subir son ascendant et à lui donner raison dans toutes les questions importantes. Les députés de 1871 avaient entendu, par une construction logique, assurer le gouvernement de la nation souveraine par ses représentants élus. Il s'est trouvé qu'ils avaient organisé.... la dictature. » Pour expliquer cette étrange contradiction, qu'un système destiné « à maintenir la toute-puissance d'une Assemblée, ait conduit au comble du gouvernement personnel », M. Simon s'est efforcé d'interpréter les textes, de décrire, avec le plus de précision possible, le domaine variable de l'exécutif », de suivre le détail de son action journalière et de montrer par-dessus tout « la déviation qu'avaient fait subir aux intentions du législateur la volonté tenace et la personnalité dominante du premier président de la République ». Ce que l'on retrouve sous cette analyse, c'est en somme un conflit persistant entre l'Assemblée souveraine et le chef révocable de l'exécutif, qui se sait indispensable et populaire, qui connaît sa puissance dans les circonstances présentes, devant l'occupation étrangère, qui se fait un avantage de la situation instable et précaire où l'on a voulu le maintenir, et pour qui la responsabilité permanente devient une force, une arme, un instrument de dictature. A tout autre moment, on n'aurait eu là qu'un épisode des luttes parlementaires ; ce qui en fait à cette heure la gravité singulière et lui donne une portée générale, c'est que c'est au milieu de ce conflit, et en quelque sorte par lui, que la République s'est imposée d'abord, et qu'elle a pris ensuite la forme particulière qu'elle a gardée. Dans ce débat entre la personne de Thiers et la majorité de l'Assemblée, c'est le sort et l'avenir du pays tout entier qui se sont joués.

On voit la difficulté que présentait un pareil sujet : en suivant dans les textes le rôle et les transformations du pouvoir exécutif, on risquait de se perdre dans un exposé trop juridique, dans une analyse trop littérale. M. S. a su presque toujours éviter l'obstacle. Bien qu'il ait écrit son travail à l'occasion d'un concours de la Faculté de droit, ce n'est pas en juriste qu'il l'a conçu, mais en historien soucieux de la réalité pratique. Dans son ouvrage, l'action personnelle de Thiers occupe sans cesse la place essentielle. Nulle époque ne permet mieux en effet de saisir la psychologie et le fond même de son talent : sa souplesse de vieux lutteur parlementaire, son habileté à manœuvrer parmi les écueils et les embûches de la discussion journalière, sa force de persuasion, son éloquence sobre et nerveuse, son orgueil aussi, son entêtement brutal et borné ; tous ces traits se retrouvent dans le livre de M. Simon et viennent heureusement animer l'étude un peu aride des textes. — A. CRÉMIEUX.

— Pierre Albin. *La paix armée. L'Allemagne et la France en Europe (1885-1894)*. Paris, Alcan, 1913, in-8, x-400 pp. (Bibliothèque d'histoire contemporaine.) — M. Pierre Albin s'est proposé d'étudier l'histoire des rapports franco-allemands et de leur contre-partie franco-russe depuis la chute de Jules Ferry en 1885 jusqu'à la conclusion en 1894 de l'alliance avec la Russie. Il y a là une période de transition, assez confuse au premier abord, dans laquelle la France essaie de se dégager de l'hégémonie allemande avec prudence, mais fermeté. Cette attitude nouvelle provoque une certaine tension dans les rapports franco-allemands, mais aboutit à assurer à la France, grâce à l'alliance russe, son indépendance diplomatique. L'auteur apporte à cette étude délicate sa sûre érudition, sa critique sévère et son sens juste des éléments psychologiques du problème. Ses jugements sont mesurés, fondés sur une appréciation objective des faits ; on retrouve dans ce nouveau livre les qualités de ses précédents ouvrages.

Dans une première partie, il étudie plus particulièrement les rapports franco-allemands. L'affaire de Lang-Son, en déterminant la chute de Ferry et l'abandon de la politique coloniale, a eu pour résultat lointain de ramener les préoccupations de la France vers les affaires continentales. C'était rompre le pacte tacite par lequel Bismarck avait, au congrès de Berlin, cru lier la France, en lui montrant aux colonies des perspectives séduisantes. Mais, dans l'idée des gouvernants, cette rupture ne signifiait pas hostilité ; elle annonçait seulement une politique défensive de « réserve courtoise », que représenta à Berlin un nouvel ambassadeur, M. Herbette. Cette politique comportait certaines mesures de perfectionnement

militaire, que le général Boulanger fut chargé d'exécuter. Mais, dans une partie de l'opinion, cette réaction très prudente contre l'excès de l'expansion coloniale se traduisit par un mouvement de chauvinisme violent, le boulangisme. Ce mouvement rendit assez difficile au gouvernement l'exécution d'un plan qui était à la fois nécessaire et assez paradoxal : maintenir la paix tout en armant. Bismarck, pour garder l'avance militaire de l'Allemagne, fit voter le septennat de 1887, et ainsi se trouva formulée et définie cette politique de la paix armée qui dure encore. Il en résulta une certaine tension, due à la force des choses, au caractère dominateur de Bismarck, à l'état de l'opinion, et que certains incidents, l'affaire Schnœbelé, l'affaire de Raon-l'Étape et les mesures d'exception en Alsace-Lorraine, ne firent qu'aggraver.

M. A. s'étend assez longuement sur le vote du septennat allemand. Quant à l'affaire Schnœbelé, il fait justice de la légende qui veut y voir une manœuvre de Bismarck pour faire voter les crédits militaires. Ces crédits, en effet, avaient été votés en février 1887, et l'incident eut lieu en avril. Il y eut là seulement — c'était d'ailleurs assez grave — un symptôme de la différence profonde qui sépare la législation française de la législation allemande.

La tension dura jusqu'à la chute de Bismarck. A partir de 1890, on constate en effet en Allemagne, surtout chez Guillaume II, un certain désir d'être agréable à la France ; cet état d'esprit se manifesta lors de la réunion à Berlin de la conférence internationale du travail et du congrès médical. Mais, au fond, rien ne fut changé : on continua à augmenter l'armée allemande, et la loi de 1889 vint à son tour accroître l'armée française. Là encore, sur les circonstances et la portée de cette détente, sur les conditions du départ de Bismarck, l'exposé de M. A. est vivant et net.

A partir de 1891, ce qui domine la question franco-allemande, c'est l'attitude de la Russie : tel est l'objet qu'étudie M. A. dans sa seconde partie. Il montre d'abord quels antécédents avait une entente franco-russe. Sans remonter jusqu'à Pierre-le-Grand ou à Napoléon, il est hors de doute qu'il y a eu en Russie, à partir du congrès de Berlin, une certaine sympathie pour la France. Dès 1879, Gortchakoff envisageait un rapprochement possible, mais l'idée était tombée parce que, jusqu'en 1885, la France s'était laissée détourner du continent vers les colonies, et qu'en Russie on nourrissait à l'égard de la République certaines préventions. D'autre part, sentant le danger qui le menaçait, Bismarck était parvenu, par le traité de Skierniewice, dit « de contre-assurance », à ramener la Russie, que pouvait inquiéter l'alliance austro-allemande.

Ce qui a déterminé le rapprochement franco-russe, c'est d'abord la chute de Ferry, parce qu'elle rappela l'attention des dirigeants français vers le continent ; c'est ensuite la politique anti-russe du prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, et les déboires de la Russie en Orient, à la suite desquels cette puissance sentit plus vivement la nécessité d'un appui en Europe. M. A. met en lumière le rôle particulièrement actif de M. de Freycinet, qui sut faire au bon moment, dès 1885, des avances à la Russie. Les mesures militaires de l'Allemagne, la campagne des journaux allemands contre les valeurs russes à la Bourse de Berlin, l'entrevue orageuse d'Alexandre III et de Bismarck, accentuèrent le dissentiment russo-allemand. En même temps, l'intimité franco-russe faisait des progrès et se traduisait en 1888 par la souscription en France du premier emprunt russe, et par le concours de l'industrie française pour la fabrication de 500.000 fusils destinés à renouveler l'armement de la Russie. C'est cette affaire des fusils qui permit à M. de Freycinet d'amorcer des négociations positives.

Ces négociations furent très longues et retardées par différentes causes, notamment la crainte qu'on avait de précipiter l'Angleterre, alors en rivalité en Afrique avec la France et en Asie avec la Russie, dans les bras de la Triple-Alliance. Mais deux faits hâtèrent les choses : l'incident du voyage de l'impératrice Frédéric à Paris et la tension qui s'ensuivit ; d'autre part, le rapprochement qui s'accomplit vers 1890 entre l'Allemagne et l'Angleterre. Dès lors, on n'avait plus rien à ménager ; le tsar Alexandre III, qui avait été dès le début, et malgré les résistances de son ministre de Giers, le plus chaud partisan d'une entente avec la France, acceptait de recevoir la flotte française à Cronstadt et de signer l'accord du 22 août 1891.

Cet accord, qui est resté secret, ne fut très probablement, d'après les déductions de M. A., que la reconnaissance des intérêts communs qui unissent la France et la Russie en vue de sauvegarder l'équilibre européen. Il a été complété par une convention militaire, en 1892, qui réglait la coopération des deux États au cas où il faudrait recourir aux armes. Mais il n'était pas encore question d'alliance, et le *casus foederis* n'était pas encore déterminé. Ce fut l'objet du traité de 1894, conclu par Casimir-Périer. A partir de ce moment, un système de forces existe pour faire contre-poids à la Triple-Alliance ; l'équilibre est rétabli, la France a repris son rang en Europe, et a libéré sa diplomatie du contrôle de l'Allemagne.

Tel est, dans l'ensemble, l'exposé de M. A., dont le maniement est facilité par un index alphabétique. Dans le détail, bien des choses

sont à retenir qui intéressent la politique intérieure de la France ou de l'Allemagne. Souhaitons que M. A. nous donne bientôt l'ouvrage qu'il nous annonce sur la période 1891-1911. — Albert GIRARD.

— J. Dierauer. *Histoire de la Confédération suisse*. Traduction par A. Raymond. Lausanne, Payot, et Paris, Fischbacher, 1910-1913, 4 vol. in-8 de xvi-542 p., 620 p., 673 p., 667 p. — Il y a environ un quart de siècle, M. Johannès Dierauer avait accepté d'écrire dans la collection dirigée par la maison Perthes à Gotha une *Histoire de la Confédération suisse* qui fut appréciée en termes flatteurs par les juges les plus compétents. C'est cette *Histoire*, depuis les origines jusqu'à la chute de l'ancienne Confédération en 1798, dont M. Raymond nous donne aujourd'hui la traduction en quatre gros volumes. Traduction n'est pas assez dire : il s'agit plutôt d'une seconde édition revue et corrigée de l'ouvrage allemand, car l'auteur a profité de l'occasion pour mettre au point, et non pas seulement dans les notes et la bibliographie, mais encore à l'occasion dans le texte lui-même, son premier travail. De cette collaboration entre l'auteur et le traducteur est sortie une *Histoire* qui, pour la clarté, la précision et l'exactitude, est certainement une des meilleures que nous possédions de la Suisse et peut être donnée comme un modèle.

M. D. a su très bien dégager les lignes essentielles de son sujet et mettre en évidence les événements importants, sacrifiant tout ce qui était accessoire et secondaire, ce qui déjà n'était pas une petite affaire. Il a distribué sa matière par grandes masses, avec un souci des proportions très louable. En trois livres, qui remplissent le premier volume, il retrace l'histoire de la Suisse depuis les origines (une centaine de pages à peine lui suffisent pour arriver au début du xiv^e siècle) jusqu'à la formation de la Confédération et à la lutte décisive contre la domination autrichienne (début du xv^e siècle). Avec le tome II (de 1415 à 1516, tout juste un siècle), l'histoire de la Confédération s'élargit. Les Cantons suisses entrent, si l'on peut dire, dans l'histoire générale par leur participation aux guerres de Bourgogne et aux guerres d'Italie. C'est aussi à cette époque et à cette occasion que commencent leurs rapports avec la France. Le premier contact est de 1444, à la bataille de Saint-Jacques, avec les Écorcheurs du dauphin Louis. Ce dernier fut fort frappé de la valeur des soldats suisses : il s'en souviendra lorsque, devenu le roi Louis XI, il s'efforcera d'en avoir à son service. Ses successeurs en feront autant ; mais c'est seulement après Marignan, avec la paix perpétuelle de Fribourg et le traité de 1521, que se fixera une alliance qui, malgré quelques traverses, devait durer autant que l'ancienne monarchie. Le

troisième volume (1516-1648) est consacré au récit des débuts et des progrès de la Réforme, Zwingli à Zurich, Farel et Calvin à Genève, et des troubles pour cause de religion qui en furent la conséquence. La physionomie définitive de la Confédération se précise à cette époque, et les limites confessionnelles prennent leurs contours actuels, lorsque la réaction catholique, avec le concours des Jésuites et sous l'impulsion de Charles Borromée, eut arrêté l'offensive réformée et regagné une partie du terrain perdu. Durant cette période de luttes intestines, particulièrement vives, qui paralyse l'essor des Cantons, et de politique extérieure tiraillée entre des tendances contraires, l'alliance avec la France et l'influence française constituent un élément notable de pondération et de liaison entre deux groupes confessionnels dressés l'un contre l'autre. Les Cantons parvinrent à garder la neutralité pendant la guerre de Trente ans : ils en recueillirent le fruit lors des traités de Westphalie, qui consacrèrent la séparation formelle et définitive entre la Confédération et l'Empire et en firent un État libre et souverain.

En Westphalie, la diplomatie des Cantons fut favorisée par l'appui de la France et bénéficia d'une sorte d'émulation dans les bons offices que cet appui suscita chez l'Empereur. L'influence française allait être désormais prépondérante en Suisse, malgré les efforts sérieux déployés pour maintenir en présence des grands conflits européens une neutralité que rendaient difficile l'antagonisme entre l'aristocratie urbaine et les paysans, et la persistance des querelles religieuses. L'établissement de la parité confessionnelle dans les premières années du XVIII^e siècle atténua les conflits d'ordre religieux ; l'affermissement du régime aristocratique détermine un engourdissement qui gagne tous les Cantons. La Confédération est plongée dans une sorte de torpeur politique que les querelles de partis et les insurrections ne parviennent pas à dissiper. L'essor intellectuel, de tous points remarquable, cache ce qu'il y a de caduc et de vermoulu dans les institutions politiques et dans l'organisme fédéral. Sous le choc de la Révolution française devait se révéler cette faiblesse, ainsi que l'incapacité des classes dirigeantes à régénérer l'administration et à se transformer. Le dernier tiers du quatrième volume (si important pour l'histoire des rapports entre la France et la Suisse) est consacré à étudier la répercussion de notre Révolution sur l'ancienne Confédération, qui ne devait pas survivre aux entreprises révolutionnaires : le 12 avril 1798, elle faisait place à une nouvelle république imposée par la France et protégée par elle.

Cette analyse, forcément très sommaire, de l'*Histoire* de M. D. donnera, nous l'espérons, quelque idée du plan suivi par l'auteur et des

proportions de l'ouvrage. Par ce que nous avons dit, au passage, les lecteurs français se rendront compte de l'intérêt tout particulier qu'elle présente pour nous. En attendant que le travail monumental entrepris par M. Rott soit terminé, l'exposé de M. D. est le meilleur précis, le plus substantiel et le plus juste de tout ce que nous ayons touchant les relations de la France avec les Cantons suisses depuis la bataille de Saint-Jacques, le 26 août 1444, jusqu'à la réunion du 12 avril 1798 dans l'hôtel de ville d'Aarau. C'est un mérite que l'excellente traduction de M. Reymond nous permet d'apprécier plus aisément et que nous ne saurions trop hautement louer. — V.-L. BOURRILLY.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Annales du Midi. 1914.

Janvier. = V.-L. BOURRILLY. *La contrebande des toiles peintes en Provence au XVIII^e siècle*. [Malgré les ordonnances royales proscrivant l'entrée en France des toiles peintes ou indiennes, ces étoffes sont à Marseille, Toulon, etc., l'objet d'une contrebande très prospère, car elles ont la faveur du peuple peu fortuné, vu leur bas prix et la facilité qu'elles offrent pour le lavage. Marseille avait obtenu à la fin du xviii^e siècle quelques privilèges qui ne durèrent pas. La chasse aux contrebandiers ne donnant pas de résultats, on s'en prit aux personnes qui portaient ces étoffes, et le règlement de 1736 prescrit de verbaliser contre elles. Résistances de l'intendant à user des rigueurs réclamées par le contrôleur général; les procès-verbaux soulèvent diverses manifestations. A Toulon, les femmes du peuple n'ayant pas d'autres vêtements n'osent pas sortir, par suite aller gagner leur vie, ou bien elles endossent « les vieilles culottes et capotes de leurs maris, pères et frères ». A Aix, une émeute se produit. Le port des étoffes prohibées, un moment ralenti par cette répression à laquelle le ministre contraignait l'intendant, reprend de plus belle de la part de toutes les classes de la population, ainsi que le prouve un curieux mémoire de 1739 donnant toute une série de renseignements très précis sur les ruses de diverses contrebandières. En 1741, on revient aux mesures de rigueur, mais elles échouent encore; le goût du public pour ces étoffes se maintient. Les autres industries textiles ne retirent pas d'ailleurs de la prohibition le bénéfice qu'on espérait. Aussi, à partir du milieu du xviii^e siècle, on abandonne cette politique, et peu à peu les fabriques d'indiennes s'établissent dans les environs de Marseille; l'arrêt de 1759 autorise enfin l'importation et celui de 1760 la fabrication.]

Annales révolutionnaires. 1913.

Juillet-Septembre. = E. LESUEUR. *Le G.^o. O.^o. de France et la loge La Fidélité d'Hesdin (1788-1792)*. [D'après une collection des circulaires du Grand Orient conservée aux archives communales d'Hesdin. Ces circulaires, trimestrielles, sont relatives à un don patriotique de la Maçonnerie française (1789-1790), à un appel fait à la générosité des loges de province en faveur du Grand Orient; elles fournissent aussi quelques indications, d'ailleurs vagues, sur l'action politique de la

Maçonnerie au début de la Révolution.] — A. MATHIEZ. *Encore les comptes d'Antoin.* [Addition aux précédents articles de l'auteur sur la question, d'après un passage du livre de M. F. Masson, « Le département des Affaires étrangères pendant la Révolution ».] — E. CAMPAGNAC. *Un curé rouge. Métier, délégué du représentant du peuple Du Bouchet.* [Expose, d'après les sources imprimées et manuscrites, le rôle révolutionnaire de Germain Métier, né dans le Loiret en 1758, déprétrié en brumaire an II, mort à Nemours en 1825. Comme délégué de Du Bouchet, il donne une vive impulsion au mouvement révolutionnaire dans les districts de Nemours et de Melun, fait arrêter les suspects, pourchasse les agioteurs, les fournisseurs indécents. Après brumaire an II, son influence diminue ; il est en butte à l'hostilité du représentant Maure, qui a remplacé Du Bouchet. Il est épargné par la réaction thermidorienne.] — F. VERMALE. *La désertion dans l'armée des Alpes après le 9 thermidor.* [Fin en oct.-déc. D'après les papiers du représentant André Réal, qui fut en mission à cette armée de ventôse an III à frimaire an IV. Dans le courant de l'an III, la désertion « est intense, atteignant, semble-t-il, jusqu'aux deux tiers des effectifs combattants. Pour Réal, elle est due à l'action des contre-révolutionnaires, à la misère où le discrédit des assignats a plongé les soldats, à la négligence coupable des municipalités » ; il signale en outre : mollesse des tribunaux militaires, bruits de paix avec le roi de Sardaigne, « une espèce de lassitude générale » dans les corps de troupes. Pour M. V., la cause essentielle est la pénurie des subsistances ; « en somme, si l'armée des Alpes était réduite à ses cadres, elle n'avait que les effectifs qu'elle pouvait nourrir ; le reste désertait chassé par la faim ». Mesures prises par Réal pour remédier à cet état de choses : relèvement de la solde, amélioration du fonctionnement des services de l'arrière, recherche et condamnation des déserteurs, mise de garnisaires chez leurs parents, chasse aux « embusqués ». Mais tous ces efforts furent vains. Le décret indulgent du 10 thermidor an III paralysa et désavoua en quelque sorte Réal. D'ailleurs, le discrédit croissant des assignats rendait stérile toute tentative pour procurer aux troupes le nécessaire. Lorsqu'il quitta ses fonctions, Réal ne voyait plus qu'une solution possible : la paix.] — M. DOMMANGET. *La famille de Saint-Just.* [Notice généalogique. Fait remarquer, notamment, que la mère de Saint-Just jouissait d'un avoir au-dessus de la moyenne.] — François Chabot, représentant du peuple, à ses concitoyens qui sont les juges de sa vie politique. [M. A. Mathiez publie, d'après l'original manuscrit conservé aux Arch. nat., ce mémoire apologétique rédigé par Chabot dans sa prison au début de pluviôse an II. Continué en nov.-déc. 1913, en janv.-fév. 1914, et à suivre.] — A. MATHIEZ. *Études robespierristes. La politique sociale de Robespierre.* [Reproduction d'articles parus dans le *Réveil du Nord* ; « ce ne sont que des esquisses que nous reprendrons plus tard ». A suivre.]

Octobre-Décembre. — A. MATHIEZ. *Fabre d'Églantine et la falsification du décret de liquidation de la Compagnie des Indes.* [Conclut de l'examen des faits, et contrairement à l'opinion de Michelet, du Dr Robinet et de M. Aulard, que « la culpabilité de Fabre est certaine ».] — E. LESUEUR. *Comment Robespierre composa l'éloge de Gresset (d'après des documents inédits).* — J. MASSE. *Retour de l'île d'Elbe. Le colonel Durand, du 11^e de ligne.* [Retrace le rôle du colonel à Grenoble, en mars

1815, d'après des papiers et souvenirs de famille. Sous la Restauration, Durand obtint péniblement un titre de baron, en 1821, et il quitta le service la même année; il mourut en 1849.]

1914. Janvier-Février. = J. FAIVRE. *Le bas-clergé franc-comtois au milieu du XVIII^e siècle*. [Extrait d'un mémoire de diplôme d'études. Le sujet est traité d'après les sources manuscrites des archives du Doubs et de la bibliothèque de Besançon. Les mœurs du bas-clergé comtois, vers 1760, laissent beaucoup à désirer: exemples de prêtres violents, ivrognes, débauchés, irréguliers. Souvent le curé est en mésintelligence avec ses paroissiens, au sujet des frais du culte, du paiement des dîmes, des réparations aux bâtiments ecclésiastiques. « C'est un véritable anticléricalisme paysan qui se développe pendant tout le XVIII^e siècle, bien différent de l'anticléricalisme professé et répandu par les philosophes, mais non moins vivace, non moins ardent. »] — R. FARGE. *Les dernières pierres de la Bastille*. [Établit longuement que la fontaine érigée place de la Bastille pour la fête de la Réunion, le 10 août 1793, fut placée sur les débris de la tour de la Liberté.] — A. TRÉVIS. *La confession d'un curé constitutionnel. L'abbé Glaize, d'après son « livre de compte »*. [Ce livre de compte, qui est un document très intéressant pour l'histoire religieuse, politique et économique de la Révolution, a été publié en 1901 par l'abbé Peyron, mais fort mal. M. T. en prépare une nouvelle édition, qui paraîtra dans la « Bibliothèque d'histoire révolutionnaire ». Le présent article, qui contient une notice biographique détaillée sur l'abbé Glaize, doit servir d'introduction.] — A. MATHIEZ. *Les finances des Jacobins en 1791*. [Tire d'un pamphlet publié en 1793 contre Dulaure par Desfieux, ex-secrétaire des Jacobins, une délibération du comité d'administration, du 15 novembre 1791, qui nous fait connaître quel était à cette époque l'état des finances de la société. Il n'est pas brillant; pour le dernier trimestre de 1791, les cotisations s'élèvent à 6006 livres, ce qui équivalait à 1001 membres.]

Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français. 1913.

Novembre-Décembre. = F. PUAUX. *L'évolution des théories politiques du protestantisme français pendant le règne de Louis XIV*. [Suite. Les théories de Jurieu dans ses « Lettres pastorales » et son « Apologie de la Révolution d'Angleterre »; la réponse de Bossuet dans ses « Avertissements aux protestants sur les lettres du ministre Jurieu », notamment dans le cinquième. Les idées de Jurieu furent combattues également dans un écrit anonyme intitulé « Avis important aux réfugiés sur leur prochain retour en France, donné pour étrennes à l'un d'eux en 1690, par C. L. A. A. P. D. P. ». Cet écrit fut attribué par Jurieu à Bayle et provoqua une réplique de J. Abbadie, « Défense de la nation britannique », etc. Tout en reconnaissant au peuple le droit de déposer le souverain, Abbadie maintenait l'autorité royale; il préconisait ainsi une opinion modérée qui fit remarquer son livre. A suivre.] — A. ATGER. *Avant et après la Révocation*. [Extraits des registres de l'état civil de Bernis, Gard.] — CH. BOST. *Fugitifs cévenols rançonnés et arrêtés (mai 1688)*. [Il s'agit de treize cévenols originaires de Meyrueis (Lozère) qui

furent arrêtés près de Langogne ; récit d'après les procès-verbaux tirés des archives départementales de l'Hérault.] — BONNE DE CHARNISAY. *Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès)*. [Suite. De Dalairac, Samuel, à Descours, Jean. A suivre.]

1914. Janvier-Février. = N. WEISS. *Deux des derniers pasteurs de Montpellier avant la Révocation*. [Isaac Dubourdiou et son fils Jean ; publie une lettre signée par le premier, au nom du consistoire de Montpellier, le 10 juin 1678, où il préconise à ses coréligionnaires la patience et la soumission, bien que personnellement il fût peut-être partisan de la résistance.] — G. MERCIER. *Étienne Cambolive*. [Retrace, à l'aide d'un petit livre rarissime, « Histoire de divers événements », etc., Amsterdam, 1698, l'odyssée d'un avocat de Montpellier, auteur du livre en question, Étienne Cambolive, qui fut condamné au bannissement pour avoir tenu chez lui des assemblées illégales. On n'a d'ailleurs sur ce personnage pas d'autres renseignements que ceux qu'il nous donne lui-même. Mais la réalité de son existence n'est pas douteuse, car on trouve dans les archives départementales de l'Hérault mention, en 1685, d'une dame Cambolive dont le fils, resté huguenot, est déclaré absent à cette date ; le nom de Cambolive, avocat, est cité dans quelques minutes notariales.] — P. GACHON. *L'œuvre de combat de Baviile en Languedoc*. [Exposé d'ensemble, en traits précis et énergiques, des procédés employés par Baviile, et des résultats obtenus.] — E. HUGUES. *Le musée du Désert*. [Appel en faveur de ce musée, installé au mas Soubeyran, près d'Anduze, maison où naquit Pierre Laporte, dit Roland, le chef camisard.] — CH. BOST. *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc (1681-1700)*. [Compte rendu élogieux de ce livre par M. Gachon.]

Mars-Avril. = A. B. HENRY. *L'assemblée de Montmars et ses conséquences, 14 novembre 1751*. [Récit établi sur des documents tirés du fonds de l'intendance du Languedoc, aux archives de l'Hérault. Le détachement de M. de Bérat surprend les religionnaires assemblés autour du ministre Combes, qui réussit à s'échapper.] — F. PUAUX. *L'évolution des théories politiques du protestantisme français pendant le règne de Louis XIV*. [Fin. Adhésion donnée aux doctrines de Jurieu par la plupart des écrivains du Refuge, en particulier par Élie Benoît et l'auteur inconnu d'une brochure intitulée « Les sept sages de France à leur roi Louis XIV sur les moyens de paix ». En 1689-1690, Jurieu publie « Les soupirs de la France esclave qui aspire après sa liberté », expression véhémement des idées nouvelles. Rôle des protestants exilés dans la formation de la Ligue d'Augsbourg ; ils espèrent faire accepter par Louis XIV le principe de la liberté de conscience. Le traité de Ryswick fut pour eux une profonde déception. La réponse fut la révolte des Camisards. Les camisards furent vaincus ; mais moins d'un siècle plus tard les idées de Jurieu passaient dans la Déclaration des Droits et dans la Constitution française.] — N. WEISS. *Calvin en Angleterre. Un portrait inédit du réformateur*. [Conservé dans la Dulwich Gallery ; reproduction.] — CH. BASTIDE. *La traduction anglaise de l'« Institution chrétienne »*. [Elle parut en 1561, et fut faite sur l'édition de 1559 en quatre-vingts chapitres.] — F. REVERDIN. *Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du consistoire de Genève à partir de 1660*. [De 1660 à

1708. A suivre.] — NUGOU et GARRETA. *Un héritage normand réclamé par les hérétiques protestants et catholiques en 1718*. [Exemple des perturbations apportées par la Révocation dans la fortune des familles où les deux religions étaient représentées.]

Comité des Travaux historiques et scientifiques. Bulletin historique et philologique. 1913.

Nos 1 et 2 [publiés en 1914]. — CH^{ne} DARANATZ. *Une lettre missive inédite de Henri IV*. [Du 3 juillet 1601, tirée des archives de la collégiale de Roncevaux. Le roi déclare au parlement de Bordeaux que les habitants de la Navarre ont les mêmes droits que les autres Français sans avoir besoin de lettres de « naturalité ».] — *Congrès des Sociétés savantes, avril 1913. Procès-verbaux des séances*. [Résumé des communications signalées dans la *Revue*, t. XVIII, p. 244. Quelques-unes sont publiées *in-extenso* et analysées ci-après.] — BAGUENAUT DE PUCHESSÉ. *Trois mois de séjour de Catherine de Médicis à Grenoble en 1579*. [D'après les nombreuses lettres écrites par la reine-mère elle-même. Tout en donnant ses impressions sur la Grande-Chartreuse, qu'elle avait été visiter, et sur le caractère des Dauphinois, Catherine de Médicis rend compte à Henri III de ses négociations avec les chefs protestants du Dauphiné, avec le maréchal de Bellegarde, qui venait de s'emparer du marquisat de Saluces, avec le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, son beau-frère.] — M^{lle} L. GUIRAUD. *Un registre inconnu de l'Université de droit de Montpellier, 1536-1570*. [Il correspond à la période de l'introduction du calvinisme à Montpellier et à une période de décadence de l'école de droit. Il donne le nom des étudiants qui obtiennent les grades, le nom des recteurs annuels.] — *Le séjour de Pierre Charron à Montpellier, 1565-1569 et 1570-1571*. [Parmi les noms des étudiants de l'université montpelliéraine, on relève celui de Pierre Charron, l'ami de Montaigne, qui y séjourna à deux reprises différentes. Il avait été appelé à Montpellier par l'évêque Guillaume Pellicier, qui en fit son théologal. Charron assista à la surprise de Montpellier par les calvinistes; il eut à subir les angoisses et les privations d'un siège à la cathédrale, puis de la captivité. C'est ce qui explique la fougue qu'on lui vit plus tard déployer contre les protestants, à Angers, lors de la Ligue.] — LAVERGNE. *Un acte inédit de François I^{er} relatif aux impôts, 15 juin 1530*. [C'est un mandement de François I^{er}, conservé aux archives de la Dordogne, ordonnant aux élus du Périgord de faire respecter les franchises et exemption de taille dont jouissent dans leur ressort les métayers et serviteurs des gentilshommes du plat pays.] — J. CHEVALIER. *Notes historiques et chronologiques sur les évêques de Die*. [M. C. donne la série complète des évêques depuis l'origine jusqu'au dernier titulaire, mort en 1794. De 1276 à 1687 l'évêché de Die avait été réuni à celui de Valence. Il fut supprimé par le Concordat.] — F. PASQUIER. *Projet de fondation d'un hôpital général à Pamiers, entre 1656 et 1664*. [Ce projet se rattache à l'œuvre de la Compagnie du Saint-Sacrement dans le Languedoc; il n'aboutit pas. M. P. publie une lettre patente, toute préparée, à laquelle il n'a manqué que la signature royale.] — Mgr BELLET. *Critique d'une partie de l'Histoire du Dauphiné de Nicolas Chorier*. [Il s'agit du tome I^{er}, paru en

1661 et relatif à l'histoire de la province dans l'antiquité et au moyen âge. L'article contient des renseignements intéressants sur l'historien lui-même et sur l'érudition et la critique historique au milieu du XVII^e siècle.]

Feuilles d'histoire. 1913.

1^{er} Novembre. = A. CHUQUET. *Un salon à Paris en 1769*. [Sur une petite société de gens de lettres et d'hommes d'esprit, qui s'était formée à Paris durant l'hiver de 1769, et qui se composait de Dumouriez, Crébillon fils, Collé, Guibert et Favier. Cette réunion se tenait chez M^{lle} Legrand, amie de la du Barry. M. C. rapporte quelques propos de Dumouriez.] — TH. DE LAMETH. *Notes sur les souvenirs de la marquise de Créquy. IV*. [Quelques indications sur l'affaire du Collier.] — F. LE LORRAIN. *Un conventionnel désabusé. Pérard*. [Député de Maine-et-Loire, régicide, en l'an VIII commissaire général de police à Toulon, sans fonctions sous l'Empire, Pérard publia sous la 1^{re} Restauration une petite brochure napoléonienne. Pendant les Cent Jours, il sollicita un emploi de l'Empereur, l'obtint, et dut après Waterloo se retirer à Londres, où il vécut misérablement. En 1830, il gardait son culte pour la mémoire de Napoléon, et se déclarait désillusionné de la République.] — G. VAUTHIER. *Édifices et promenades de Paris, an III-an VIII*. [La chapelle du Collège des Quatre Nations, l'église de la Sorbonne, l'église des Invalides ; dommages et réparations ; les Champs-Élysées.] — A. BIOVÈS. 1813. *Souvenirs du capitaine Maurice. Le siège de Danzig*. [Récit de la défense de Rapp. Maurice, proposé pour être décoré, ne le fut qu'en 1837, après l'expédition de Constantine. A suivre.] — E. WELVERT. *André Dumont fonctionnaire impérial*. [Député de la Somme à la Convention, tout puissant à Amiens pendant la Terreur, sous-préfet d'Abbeville après le 18 Brumaire, en correspondance avec Quinette, ancien régicide comme lui et préfet de la Somme. Ces lettres sont perdues ; d'autres restent, que M. W. analyse. Dumont, en 1813 et 1814, se montra très énergique en faveur de l'Empire. Suspendu par Louis XVIII, il fut décoré aux Cent Jours, et nommé préfet du Pas-de-Calais. Il se retira ensuite en Belgique et ne revint qu'en 1830.] — A. DE TARLÉ. *Quelques documents*. [I. Projet d'un costume civil pour la Fédération de 14 juillet. II. Une lettre des frères de Nattes, rappelant leurs actes de civisme, en l'an II. III. Lettre anonyme sur Paris en l'an III. IV. Lettre de J.-B. Cavaignac à Murat, avant l'arrivée du roi à Naples en 1808 ; exposé de la situation politique, économique et financière ; Cavaignac juge sévèrement Saliceti et Roederer. V. L'abjuration de La Primaudière, ancien conventionnel, converti et repentant, en 1816.] — M. CITOLEUX. *Gibbon et Vigny historiens du christianisme*.

1^{er} Décembre. = A. CHUQUET. *La Galerie des aristocrates militaires*. [Ouvrage anonyme de Dumouriez sur la guerre de Sept ans ; portraits de généraux, d'Estrées, Condé, Richelieu, Clermont, etc. ; défilé des mauvais généraux ; relevé de quelques bons officiers ; les deux généraux les meilleurs semblent être à Dumouriez le maréchal de Broglie et le comte de Saint-Germain. Cet écrit, rédigé d'après des notes anciennes, fut imprimé en 1790.] — TH. DE LAMETH. *Notes sur les sou-*

venirs de la marquise de Créquy. V. [Quelques détails sur les massacres de septembre, sur le duc d'Orléans. « Ces prétendus mémoires de M^{me} de Créquy, sans intérêt historique, offrent bien peu de traits spirituels et piquants. »] — R. GUYOT. *Talleyrand et lord Yarmouth.* [Essai d'expliquer par l'intimité intéressée de Talleyrand et de lord Yarmouth, négociateur anglais en 1806, spéculant sur la rente française, puis par l'envoi de lord Lauderdale, renseigné sur les agissements de son collègue, la tournure favorable, puis mauvaise des négociations de paix avec l'Angleterre. « Peut-être bien après cela, écrit M. G. en faisant allusion aux bénéfices réalisés également par Talleyrand, qu'on perd son temps à chercher les raisons politiques qui firent manquer la paix et jetèrent Napoléon sur la route d'Iéna et de Tilsitt. »] — C. MINART. *La brigade de cuirassiers saxons von Holtzendorff à la bataille de Leipzig.* [D'après des notes de P. Holzhausen prises sur le récit oral du général von Holtzendorff, mort seulement en 1893. La brigade de cuirassiers dans laquelle servait le lieutenant von Holtzendorff resta fidèle à Napoléon jusqu'au 19 octobre, et ne quitta les Français que sur un ordre de l'Empereur.] — G. VAUTHIER. *Un barbiste en 1813-1814.* [Lettres du grand-père d'Allain-Targé à son fils, pensionnaire à Sainte-Barbe, en 1813-1814.] — E. WELVERT. *Lettres d'exilés, 1816.* [Lettres ou extraits de lettres adressées à Thibaudeau, ou écrites par lui, d'après des copies qu'un agent de la police secrète s'était procurées à Prague, de connivence avec la poste autrichienne. Elles contiennent des détails curieux sur Fouché, sur Carnot, sur Thibaudeau, et sur l'opinion qu'ils se faisaient de l'étranger sur les affaires politiques en France]. — A. DUBOIS-DILANGE. *La rétractation de La Primaudière.* [Voir le numéro du 1^{er} nov. Lettre du préfet de la Sarthe relatant le mauvais effet produit par l'indiscrétion du clergé en cette circonstance.] — G. VAUTHIER. *Lettres tirées des papiers de Xavier Eyma.* [Lettres de Michel Chevalier, de Louis Reybaud, d'A. Crémieux, de Thiers, etc., écrites de 1861 à 1871.]

1914. 1^{er} Janvier. — A. CHUQUET. *La pucelle normande.* [Sur une jeune fille engagée dans le régiment d'Enghien et qui y servait en 1757.] — P. BART. *Les frères Frey.* I. [Notes biographiques sur ces deux juifs autrichiens, accusés de complicité avec le baron de Batz, en relations louches avec le conventionnel Chabot, devenu leur beau-frère. Ils s'appelaient Dobruska. Nés en Moravie, ils sont les espions de Joseph II, puis quittent Vienne, s'installent à Strasbourg, s'y font des relations parmi les Jacobins, arrivent à Paris, font partie de la Société des Amis de la Constitution, sont blessés le 10 août, deviennent citoyens français, et tiennent table large. A suivre.] — A. VOVARD. *L'affaire Couronnat.* [Il s'agit de Jeanne Martin, veuve Couronnat, condamnée à mort en l'an II à Bordeaux pour avoir caché un suspect et pour « fanatisme ».] — E. WELVERT. *Une lettre de Bourmont.* [Datée du 29 thermidor an IV. M. W. en met en doute la vraisemblance.] — G. VAUTHIER. *Les correspondants de Daunou.* [Choix de lettres adressées à Daunou par Robespierre, Raynal, Fouché, Marie-Joseph-Chénier, Jean-Baptiste Say, Volnay, Destutt de Tracy, Paul-Louis Courier, Sainte-Beuve, etc. Parmi les plus curieuses, une recommandation de Destutt de Tracy pour Augustin Thierry, datée de 1818, et plusieurs lettres de Sainte-Beuve (1825-1839). Relevons ici

quelques lettres très intéressantes de Michelet (1831-1837), dont l'une sur les archives de Belgique et une autre sur les archives de Hollande.] — F. GRENIER. *Les derniers jours de Napoléon*. [D'après des lettres du médecin militaire Thomas Shortt, publiées dans l'*English Review* de novembre 1913.] — Gal PALAT. *Les Turcs et l'armée turque dans l'automne de 1912*. — M. CITOLEUX. *Vigny et l'Angleterre*. [A suivre.]

1^{er} Février. — G. VAUTHIER. *La musique du roi*. [Quelques chiffres, et quelques énumérations.] — P. BART. *Les frères Frey*. [Suite. Ils sont accompagnés à Paris d'un Danois, Diedericksen, qui les aide dans leurs spéculations. Ils guettent et trouvent de bonnes occasions pour l'achat des biens nationaux. Les écrits de Junius Frey lui assurent une grande réputation de civisme. A suivre.] — E. WELVERT. *Le dossier d'émigration de Th. de Lameth*. [Pièces qui contrôlent et précisent les « Mémoires » de Th. de Lameth : lettre de Bazire en 1793 à Th. de Lameth, qui voulait prouver qu'il n'était jamais allé en Angleterre, alors qu'il en revenait. Réfugié à Osny, dans la propriété de sa belle-sœur, il fut bientôt retrouvé et menacé par le Comité de sûreté générale. Il s'enfuit en Suisse, et après la Terreur sollicita la permission de rentrer en France. Rayé provisoirement de la liste des émigrés, il vint à Paris solliciter une radiation définitive, et dut repartir pour l'étranger en 1797. En 1799, il adressa un appel suppliant au premier Consul. Il fut réintégré dans ses droits en 1800. Sur toutes ces pérégrinations, les pièces qu'analyse M. W. nous donnent quelques renseignements.] — A. GRÜN. *Poultier d'Elmotte*. [Député du Nord à la Convention. Il mourut à Tournay en 1826. Les quelques pages de M. Grün constituent sur lui une notice biographique fort suffisante.] — P. HOLZHAUSEN. *Le maréchal Davout à Hambourg*. [Traduction d'un livre publié en 1892, due au commandant Minart.] — M. CITOLEUX. *Vigny et l'Angleterre*. II. [Suite et à suivre.] — R. G. LÉVY. *Le Chartisme*. [A propos des deux volumes de Dolléans sur le Chartisme.]

1^{er} Mars. — P. BART. *Les frères Frey*. [Fin. Leurs relations avec François Chabot, qui épouse leur sœur Léopoldine dans des conditions pécuniaires avantageuses pour lui, n'évitent pas aux frères Frey des visites domiciliaires, et la mise sous scellés de leurs papiers. Ils se plaignent à la Convention par une lettre du 12 septembre 1793, et Chabot intervient avec succès. Mais Chabot, compromis dans l'affaire de la compagnie des Indes, est arrêté, et après lui les Frey. Sur leurs agissements, Robespierre rédige un rapport fort sévère. Chabot et les deux Frey sont adjoints aux Dantonistes et exécutés. La lamentable Léopoldine meurt quelque temps après.] — E. WELVERT. *La fin d'Adrien Duport*. [Devenu après la Constituante président du tribunal criminel de Paris, il fut arrêté en 1792, libéré par Danton, se réfugia en Angleterre, revint se cacher en France, puis se retira en Suisse. Il entra en France en 1797, mais fut obligé de reprendre le chemin de l'exil. Il adressa suppliques sur suppliques au Directoire : ces démarches furent inutiles ; Duport mourut en exil.] — J. DURIEUX. *Le voltigeur Arnaud Durand*. [Lettre de lui à Augereau ; il demandait la croix et l'eut.] — P. HOLZHAUSEN. *Davout à Hambourg*. II. [Trad. Minart.] — A. BIOVÈS. 1813-1814. *Souvenirs du capitaine Maurice*. [Suite, cf. le numéro du 1^{er} nov. Quelques détails sur la

capitulation de Dantzig. Maurice fut emmené prisonnier à Kiew. Il donne quelques renseignements sur les populations au milieu desquelles il vécut. Il revint à Nancy en octobre 1814.] — A. CHUQUET. *Le général Gressot*. [Exposé fait par le général Gressot de sa carrière militaire, adressé en 1815 à la commission qui devait examiner la conduite des officiers de tout grade. Gressot prit sa retraite en 1833, et mourut en 1848.] — A. GRÜN. *Pons de Verdun*. [Petit poète, devenu conventionnel. Brève notice sur ses dernières années; il ne mourut qu'en 1844.] — M. CITOLEUX. *Vigny et l'Angleterre*. [Suite.]

La Révolution de 1848. 1913.

Mai-Juin. = PH. MORÈRE. *L'Ariège avant le régime démocratique. II. L'ouvrier. Les mineurs de Rancié*. [Tableau très étudié de l'organisation et du fonctionnement de la « mine aux mineurs » de Rancié au cours du XIX^e siècle. C'est seulement en 1893 que la condition des mineurs de Rancié a été améliorée et modifiée dans un sens nettement démocratique.] — A. CALMETTE. *Les carbonari en France sous la Restauration (1821-1830)*. [Suite; fin en juillet-août. Développement de la société; la propagande. L'existence des associations secrètes (franc-maçonnerie, sociétés révolutionnaires, chevaliers de la Liberté) facilite le recrutement du carbonarisme. Répartition des carbonari d'après leur origine et leur profession: étudiants, négociants et industriels, avocats, soldats de l'armée active et militaires réformés (ces derniers particulièrement nombreux); détails circonstanciés sur l'action du carbonarisme dans l'armée. Résultats de la propagande; nombre des carbonari en 1822: probablement 3 à 4.000 à Paris, et au moins autant dans les départements; ils sont inégalement répartis; l'Est, le Sud-Est, l'Ouest sont les régions où les ventes sont le plus nombreuses. Les complots: Belfort, l'affaire Berton. Le rôle des carbonari dans les affaires d'Espagne; la défaite des libéraux espagnols « porte le coup de grâce à la charbonnerie française ». Causes de l'échec des carbonari: inertie de la population et de l'armée, divisions des carbonari, action de la police. En conclusion, deux pages sur les scissions de la charbonnerie après 1823, et sur son rôle dans la révolution de 1830.] — *Lettres inédites de A. et à Léon Walras*. [Suite; continué en juill.-août, sept.-oct., nov.-déc. 1913; fin en janv.-février 1914. Lettres du 17 nov. 1860 au 22 février 1866.] — P. MULLER. *Madame Lafarge après le coup d'État*. [Documents relatifs à sa grâce, obtenue dès 1852.]

Juillet-Août. = P. BRAUN. *L'exil épiscopal de Mgr de Forbin-Janson (1832-1839). Soixante documents inédits*. [Fin en sept.-oct. Après la révolution de 1830, Forbin-Janson, compromis par les excès de son zèle ultra-royaliste, dut quitter son siège épiscopal de Nancy et s'enfuir en Prusse. Les documents publiés ici sont tirés des archives départementales de Meurthe-et-Moselle; ils « donnent le récit singulièrement vivant des efforts que Forbin-Janson fit pour revenir en son diocèse, des protestations persistantes qu'élevèrent contre lui l'opinion et les autorités locales, des difficultés où cette affaire entraîna à plusieurs reprises le gouvernement de Louis-Philippe ».] — *La campagne d'Algérie et la Révolution de 1848. Souvenirs et*

correspondance d'un soldat de Reims à l'armée d'Afrique (1844-1849), analysés, publiés et annotés par M. Gustave LAURENT. [Suite en sept.-oct., nov.-déc. ; fin en janv.-fév. 1914. Ces lettres ont pour auteur Louis-Antoine Beugé, 1822-1912, d'une vieille famille ouvrière de Reims. Agréablement rédigées, elles contiennent des détails intéressants sur la vie de garnison à Avignon, en 1844 et 1845, sur les campagnes d'Afrique de 1845 à 1847, et sur les répercussions dans l'armée des événements politiques de 1848 et 1849.]

Septembre-Octobre. = L. DERIES. *L'affaire du régent de rhétorique Canivet, au collège de Valognes, en 1849*. [Raconte, d'après des documents des archives départementales de la Manche, cette affaire qui mit en mouvement, outre les habitants et les autorités de Valognes, le préfet de la Manche, le recteur de l'Académie de Caen, et dont on s'émut jusqu'à Paris. Déplacé comme « socialiste », Canivet protesta et fit protester ses amis, intéressa à sa cause M. de Tocqueville, député de la Manche, alors ministre des Affaires étrangères, et la mesure dont il était l'objet fut rapportée.]

Novembre-Décembre. = A.-M. GOSSEZ. *Les professions de foi républicaines des candidats à la Constituante dans le département de la Seine-Inférieure*. [Profession de foi du parti modéré, profession de foi du parti avancé, trois professions de foi individuelles.] — F. UZUREAU. *Les statues des généraux vendéens et le Gouvernement de Juillet (1832)*. [Liste de ces monuments dressée par le préfet de Maine-et-Loire à la demande du ministre du commerce et des travaux publics.]

1914. Janvier-Février. = G. VAUTHIER. *Le Collège de France école d'administration (1848-1849)*. [Histoire de cette création éphémère du Gouvernement provisoire ; l'auteur insiste sur l'organisation de l'enseignement de l'école et sur le recrutement des élèves.] — J.-G. PROD'HOMME. *La musique et les musiciens en 1848*. [A suivre.] — J.-F. JEANJEAN. *Note relative à une prochaine publication de documents inédits sur le coup d'État du 2 décembre 1851 (1851-1859)*. [M. J. a reconstitué, d'après les archives de l'Aude, l'ensemble des pièces concernant le coup d'État et le fonctionnement du régime autoritaire dans ce département ; il va publier ce dossier sous forme d'un recueil documentaire, muni d'une table.]

La Révolution française. 1914.

14 Janvier. = A. AULARD. *Jules Claretie*. — E. CHAMPION. *Les deux sens du mot aristocrate*. [Sous tout l'ancien régime, les rois de France ne cessant guère de guerroyer contre la noblesse, le mot « aristocrate » a le sens de : adversaire du gouvernement, de l'autorité royale. C'est peu après la séance royale du 23 juin 1789 qu'il sert à désigner les contre-révolutionnaires.] — E. LÉVY. *Les prénoms de l'an II*. [Fin. Presque partout, les prénoms révolutionnaires ne sont que l'exception ; ils s'expliquent parfois par des circonstances spéciales ou par ce fait qu'ils ont été donnés en l'absence et à l'insu des parents. Leur emploi cesse brusquement dès les premiers mois de l'an III, mais très peu d'actes de naissance ont été rectifiés quant aux prénoms, malgré les très grandes facilités données par la loi du 11 germinal an IX.] — L. LÉVY-SCHNEIDER. *L'affaire Serva, épisode de l'histoire*

des relations de l'Église et de l'État sous le premier Empire (1806). [Le prédicateur J.-F. Serva, dans un sermon prêché à Arles, en février 1806, suscita un grand émoi par ses attaques contre la philosophie moderne, les prêtres mariés, et celles qu'on crut discerner contre Talleyrand et contre les acquéreurs de biens nationaux. Le procureur général ouvrit une enquête, mais conclut qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir. Thibaudeau, préfet des Bouches-du-Rhône, reprit alors l'affaire en main et fit arrêter Serva. Ses rapports furent approuvés au ministère de la police ; mais le ministre des cultes, Portalis, donna tort au préfet pour n'avoir pas communiqué l'affaire à l'administration des cultes et ne pas s'être adressé à l'archevêque d'Aix.] — M. FOSSEYEUX. *L'Hôtel-Dieu de Paris sous la Révolution (1789-1802).* [L'Hôtel-Dieu devient sous la Révolution le Grand Hospice d'Humanité. Le district de Notre-Dame s'empare du bâtiment où le Bureau de l'Hôtel-Dieu tenait ses séances, pour en faire sa caserne ; la maison des archives est à son tour réclmée par le Comité civil et militaire pour y loger la compagnie du centre de Notre-Dame. Difficultés des approvisionnements, diminution des revenus, particulièrement du droit des pauvres, mais aussi des rentes de toutes catégories. Administration de l'Hôtel-Dieu par la Commission des Hospices, nommée par le directoire du département, en avril 1791, jusqu'en août 1792 ; désordres dans l'hôpital, succès des cours du chirurgien Desault ; les religieuses Augustines continuent leur service pendant la Révolution, mais à titre individuel et sous l'habit séculier. La Commune du 10 août s'empare de l'administration des hôpitaux ; le personnel médical lui est suspect, Desault est calomnié près d'elle. La situation sous le Directoire ; elle reste peu brillante jusqu'en 1802, où la constitution d'une administration régulière, sous le nom de Conseil général des hospices, marque une ère nouvelle dans l'histoire des hôpitaux parisiens.] — *Notes de lecture.* I. A.A. *Le dictionnaire du conventionnel Péniers.* [Stanislas de Girardin rapporte dans ses *Mémoires* une conversation qu'il eut en l'an IX avec le premier Consul, d'où il résulte que Péniers avait entre les mains un dictionnaire donnant des détails historiques sur tous les hommes ayant marqué dans la Révolution ; qu'est devenu ce dictionnaire ?] — II. Savary, *Fontanes et les écoles cléricales.* [Savary, dans une lettre du 5 mai 1812, attire l'attention de Fontanes sur l'inconvénient qu'il y a à laisser subsister dans le Finistère les écoles secondaires non autorisées dont l'esprit semble être en opposition avec la législation et les intentions du souverain.]

14 Février. — C. LÉON. *Le comte de Narbonne ministre de la Guerre.* [Étude des intrigues qui amenèrent Narbonne au ministère de la Guerre en décembre 1791, d'après le *Journal* de Gouverneur Morris et les *Mémoires* de Bertrand de Moleville. Narbonne était représenté par les royalistes comme un jacobin exalté, et par les journalistes du parti avancé comme un aristocrate ; il semble qu'il ait surtout cherché à ne se compromettre avec aucun parti. Pour conquérir la popularité, il rompit avec la règle adoptée par ses collègues, de correspondre directement avec l'Assemblée et de ne pas communiquer avec les Comités. D'après ses confidences à Villemain, ses intentions étaient de créer une armée qui eût servi de point d'appui au roi, soutenu la majorité saine de l'Assemblée et intimidé les clubs. Le changement de la politique royale, de pacifique devenant belliqueuse, correspond

en effet à l'arrivée de Narbonne au ministère. Il fit, du 20 décembre au commencement de janvier, un voyage pour inspecter les frontières. L'armée de ligne devait avoir 400.000 hommes : il en manquait 51.000. Narbonne proposait de combler ce déficit en faisant entrer dans l'armée des hommes pris aux gardes nationales, mais ce projet fut combattu. État des principales places fortes. Circonstances, dans lesquelles Narbonne perd son portefeuille, le 9 mars 1792. Ceux qui, la veille encore, l'attaquaient avec acharnement, prennent alors parti pour lui. Conclusion : « Il voulait sauver la monarchie ; pour atteindre ce but, il se proposait de réorganiser l'armée et, la rendant victorieuse, d'en faire l'arbitre des destinées de la France ».] — F. ÉVRARD. *L'esprit public dans l'Eure (juillet-septembre 1792)*. [A suivre. A la veille du 10 août, la plupart des administrateurs du département et des districts de l'Eure sont attachés à la monarchie et à la Constitution bourgeoise de 1791 ; l'opinion de la majeure partie de la population est conservatrice. Mais, dans beaucoup de localités, l'exécution prompte et vigoureuse de la loi du 7 juillet sur la patrie en danger prouve un changement d'attitude à l'égard du pouvoir exécutif, que l'on met dans l'alternative de combattre du côté de la nation ou de perdre tout à fait la confiance du peuple. Il y a même dans quelques villes une minorité de pétitionnaires qui n'hésitent pas à mettre la personne du roi en accusation : à Louviers, la majorité des officiers municipaux et une centaine de citoyens demandent à la Législative, le 6 août, la déchéance de Louis XVI. La nouvelle de la révolution du 10 août arrive à Évreux le lendemain dans la matinée ; sur la proposition de Thomas Lindet, les corps constitués envoient à l'Assemblée nationale une adresse approuvant la nouvelle formule du serment qu'elle a prescrit : Buzot envoie également une au nom des juges du tribunal criminel ; les assemblées de district approuvent aussi les décrets de la Législative, mais aucune de ces adresses ne parle de la victoire du peuple, ne glorifie les combattants. Les municipalités urbaines ne gardent par la même réserve, elles manifestent leur espoir d'une constitution plus démocratique. Mais si partout dans l'Eure on constate que le roi a failli à sa fonction, personne ne réclame de sanctions nettes contre lui ; en somme, en septembre 92, on ignore encore à peu près complètement ce que va être le gouvernement. Les premiers actes de la Convention, l'abolition de la royauté, la proclamation de la République, provoquent peu d'émotion : les difficultés économiques absorbent toute l'attention. La République est acceptée, pourvu qu'elle garantisse l'ordre social établi, le maintien des biens et des propriétés. Toute idée de loi agraire soulève dans ces populations rurales une répugnance invincible ; nous en avons la preuve par le tumulte provoqué le 8 septembre, à Bernay, par l'imprimeur Momoro, commissaire de la Commune de Paris, pour avoir distribué une Déclaration des Droits sortie de ses presses et à laquelle il avait ajouté deux articles qui semblaient mettre en doute la légitimité des propriétés territoriales.] — *Notes de lecture*. I. *Détresse des fonctionnaires en l'an VI*. [D'après une lettre de Le Grand d'Aussy, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque nationale, du 25 vendémiaire an VI.] — II. *Une lettre de Carnot en 1815* [au général Loison, 11 mai 1815]. — III. *Barnave ami de M^{me} Roland*. [Barnave est qualifié « le célèbre ami de M^{me} Roland » par M. E. Daudet, dans un article : *Autour de Marie-Antoinette*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} janvier 1914.]

14 Mars. = CL. PERROUD. *A propos de la première édition des « Mémoires de Mme Roland »*. [Liste, de la main de Bosc, des journaux et des personnes à qui furent remis des exemplaires de l'*Appel à l'impartiale postérité*, lors de son apparition, vers la fin de germinal an III, avec indications sommaires sur chacun d'eux.] — E. SAULNIER. *Une prison révolutionnaire : les otages et prisonniers de guerre à l'hôtel du Dreneuc en 1795*. [Fin en avril. Cet hôtel, construit par l'architecte Rousseau, en 1777, au n° 52 de la rue de Provence, appartenait, au commencement de la Révolution, à Maurice-Marie Lelong, marquis du Dreneuc, qui émigra en 1791 ; l'hôtel fut déclaré bien national et devint une maison de détention ; il était vide en 1794. Il fut choisi, le 28 frimaire an III, pour servir de résidence aux otages arrêtés en avril 1792, en réponse à l'arrestation de Beurnonville et des commissaires livrés par Dumouriez à l'Autriche : les comtes de Linange-Westerbourg et le comte d'Auersperg, qu'on croyait, à tort, parents du prince de Cobourg et ayant voix à la Diète de Ratisbonne, le comte Lothaire de Hatzfeld, la femme du prince de Nassau, ainsi qu'à un certain nombre de prisonniers de guerre, entre autres le général anglais O'Hara, le comte Colloredo, le colonel prussien Hompesch, etc. Ces prisonniers avaient d'abord été écroués à l'Abbaye ou au Luxembourg ; ils menèrent une vie infiniment plus douce à l'hôtel du Dreneuc ; ils avaient la plus grande liberté à l'intérieur ; leur indemnité journalière, d'abord fixée à 5 livres, fut doublée, puis portée à 15 livres, puis à 30, et enfin, le 24 brumaire an IV, à 50 francs. Ils étaient de plus vêtus, blanchis, éclairés, chauffés aux frais de la République. Il leur fut permis de sortir dans Paris. Peu à peu, ils furent dirigés sur des villes de province. Quand les victimes de la trahison de Dumouriez, ainsi que Drouet, Maret et Sémonville, eurent été échangés contre la fille de Louis XVI, les derniers otages furent remis en liberté, le 29 pluviôse an IV.] — A. AULARD. *Critique rétrospective : un livre de Barère sur les Bourbons*. [Commandé par Napoléon, qui écrivit de sa main les titres de chapitres, rédigé en 1805, en quelques semaines, paru cette même année, réédité en 1835, cet ouvrage ne présente presque aucun intérêt pour l'historien ; c'est un pamphlet quelconque.] — *Notes de lecture. A qui furent adressées les Réflexions sur la Révolution française de Burke ?* [Reproduction de la communication faite, le 4 janvier, par M. P. Mantoux à la Société d'histoire moderne, d'après le *Bulletin* de cette Société.] — *Les récentes destructions aux Archives nationales*. [Liste des documents relatifs à l'histoire de l'instruction publique, détruits en 1913, donnée par M. A. Veber, député, dans son rapport sur le budget de l'Instruction publique, avec des notes explicatives que l'administration des Archives y a jointes.]

14 Avril. = Dr R. LAFFON. *La commune de Pazayac (Dordogne) pendant la Révolution*. [Reproduction du cahier de plaintes et doléances de 1789, et relevé des faits les plus intéressants qui se sont produits dans la commune, d'après le registre des délibérations de la municipalité, du 17 février 1790 au 12 frimaire an III.] — A. MÈRY. *La fuite à Varennes et la réunion des assemblées primaires et électorales (juin 1791)*. [A suivre. C'est au moment où les assemblées primaires sont réunies pour la nomination des électeurs du second degré qui doivent choisir les députés à la Législative, que se produit la fuite de Louis XVI. Ce fait, d'abord qualifié

d'« enlèvement » par l'Assemblée nationale, cause une stupeur générale, mais partout les Français se ressaisissent rapidement et s'organisent. Le retour du roi provoque d'abord un enthousiasme qui diminue peu à peu, quand on se rend compte qu'on s'est trompé sur les véritables sentiments de Louis XVI. On ne parle plus d'enlèvement, mais de sa fuite, de sa désertion. A la conduite du roi on oppose celle de l'Assemblée nationale : c'est pour elle une recrudescence de popularité.] — *Notes de lecture*. I. *Un syndicat de fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères en 1792*. [Indication d'un contrat intervenu entre les commis de ce ministère pour résister à l'arbitraire et se défendre mutuellement.] II. *La « déclaration contrôlée » en 1793*. [Article de M. Aulard dans *l'Homme libre* du 3 avril. Il s'agit de la loi du 3 septembre 1793 sur l'emprunt forcé.]

La Revue de Paris. 1914.

1^{er} Janvier. — A. CLAVEAU. *Le 24 mai 1873*. [Le 19 mai, les royalistes, irrités de la présence de Casimir Périer au ministère de l'intérieur, déposent une interpellation menaçante. Dufaure répond par un projet d'organisation des pouvoirs publics ; il est combattu sans succès par le républicain Peyrat. Le 20, Buffet est élu président de l'Assemblée. Le 23, le duc de Broglie ouvre la discussion par un discours habile, demandant que la conduite du président fût plus nette et sans compromissions ; il obtient un grand succès. Thiers doit demeurer impassible et muet ; c'est Dufaure qui répond. A la fin de la séance, on apporte le message du président qui demandait à être entendu par l'Assemblée. Le 24, Thiers lut son discours pour justifier sa conduite ; il concluait que, pour pacifier la France, il ne voyait d'autres moyens que la République ou la dictature, et il se prononçait pour la première, par crainte de la seconde. La discussion reprit dans l'après-midi. Le président de la Chambre lut un ordre du jour hostile à Thiers. La gauche protesta de toutes ses forces ; ce fut un beau tapage. En fin de compte, un ordre du jour proposé par le légitimiste Ernoul obtint une faible majorité. C'était la chute du président. A la séance de nuit, on lut le message de démission. Elle fut acceptée à 31 voix de majorité. Mac-Mahon fut élu par 391 voix contre une accordée à Grévy, et avec l'abstention de la minorité. Le maréchal ne se résigna qu'avec peine et ne céda qu'aux prières de Buffet. Depuis ce moment, il fut complètement aux mains des légitimistes.]

1^{er} Février. — E. LAVISSE. *Auguste Lalance. France et Allemagne*. [Préface aux *Souvenirs* d'Auguste Lalance dont le texte suit ; terminé le 15 février. Lalance, Alsacien sans fortune, parvint par son opiniâtreté et son travail acharné et méthodique à prendre une grande part au développement de l'industrie en Alsace. En 1887, il eut la grave mission de porter en France la nouvelle des projets belliqueux de Bismarck ; son intervention aboutit à la chute de Goblet et du général Boulanger. Il fut élu député au Reichstag ; mais, tracassé et menacé par le gouvernement allemand, il dut abandonner son mandat et ses fonctions dans plusieurs sociétés industrielles. Il se retira à Paris.] — A. ARTONNE. *Chateaubriand et l'ambassade de Londres*. [Journal d'un de ses jeunes secrétaires, 5 avril-12 juillet 1822.]

15 Février. — M. RAOUL DUVAL. *Projet d'un désarmement franco-allemand en 1870*. [Tentative de rapprochement avec l'Allemagne faite par le gouvernement français au début de 1870, par l'intermédiaire du gouvernement anglais. Les négociations rencontrèrent dès le début de grandes difficultés. Bismarck fit valoir les dangers de la situation géographique de l'Allemagne, la nécessité d'être fort pour assurer le maintien de la paix, pour écarter les convoitises possibles. Bref, les pourparlers n'aboutirent pas. Bismarck fit seulement de très vagues promesses pour l'avenir.]

1^{er} Mars. — C. BOUGLÉ. *La philosophie politique de Benjamin Constant*. [En politique, Benjamin Constant a été non un irréductible, mais plutôt un « possibiliste ». Les modalités gouvernementales n'offrent pour lui qu'un intérêt secondaire : il s'agit, avant tout, d'assurer l'exercice des libertés personnelles indispensables au citoyen moderne, et dont les garanties sont : les formes judiciaires, la liberté de la presse. Est-il exclusivement individualiste ? S'il n'a pas prévu, dans toute leur ampleur, les changements immenses qu'allait amener le développement de la grande industrie, il n'a pas méconnu l'importance, comme facteur de transformation, des progrès de la circulation commerciale ; surtout et toujours il a réservé l'avenir : « Ce qui serait définitif serait stationnaire, et tout ce qui est stationnaire est funeste. » Sa méthode participe à la fois du XVIII^e et du XIX^e siècles. Contrairement à ce qu'en a dit Henry Michel, elle n'est pas toute déductive et abstraite, elle a aussi des assises historiques ; l'antithèse des sociétés à type militaire et des sociétés à type commercial, qu'on trouve chez les saint-simoniens, puis chez Karl Marx et chez Spencer, dans le matérialisme historique et dans la sociologie évolutionniste, a été développée tout d'abord par Constant. « Pour justifier les principes chers à la spéculation du XVIII^e siècle, il use d'une méthode qui fait prévoir, par instants, celle de la sociologie du XIX^e siècle. » Dans le domaine religieux, Constant (précurseur ici encore, car il formule dès avant 1830 bon nombre des thèmes aujourd'hui familiers à la sociologie religieuse) doit « être finalement classé parmi les apologistes, sinon de la religion, du moins des sentiments religieux ». Ennemi déclaré des religions sacerdotales, il « distingue entre les formes transitoires de la religion et son essence ». Son libéralisme « s'achève par un idéalisme d'essence religieuse, ou tout au moins imprégné de religiosité ».]

15 Mars. — E. LAVISSE. *A l'École normale. L'ancienne discipline*. [Souvenirs très vivants de l'École du temps des directions de Nisard, Pasteur et Jacquinet.] — C^{ne} VIDAL DE LA BLACHE. *Eylau dans la peinture et l'histoire*. [Étude sur la composition et les détails d'exécution du tableau de Gros. Un aide de camp de Berthier avait fait, sur l'ordre de l'Empereur, une aquarelle de la bataille, aujourd'hui au musée de l'armée. Elle a dû servir de document pour le tableau, dont l'exécution fut mise au concours. Gros l'emporta sur 25 concurrents.]

1^{er} Avril. — ABBÉ A. SICARD. *La paroisse à Paris*. [A l'origine, l'organisation des paroisses rencontra des difficultés, même à Paris ; les intérêts de trop d'abbayes et de prieurés la gênaient. En 1789, Paris avait 52 paroisses ; leur situation matérielle était très inégale.] — L. HALPHEN. *L'histoire en France au début du XIX^e siècle*. [Le *Génie du christianisme* (1802) contribua à la réhabilitation des

siècles du Moyen âge, tant dédaignés jusqu'alors. L'engouement ne tarda pas à venir. Mais ce ne fut qu'un moyen âge de convention, qui inspira romans et pièces de théâtre. L'influence de Walter Scott fut plus utile et plus décisive. La politique chercha dans le passé le souvenir des libertés oubliées. Augustin Thierry et Guizot flattent par ces comparaisons les aspirations de la bourgeoisie et trouvent la justification du régime représentatif dans les faits de l'histoire.]

Le Mercure de France. 1913.

1^{er} Février. = M^{me} LAFARGE. *Lettres inédites à son directeur de conscience* (1845-1849), publiées par M. Boyer d'Agen. [Suite et fin les 16 février, 1^{er} et 16 mars.] — P. P. PLAN. *Jean Racine traducteur. Fragments inédits.*

16 Mars. = P. BART. *Les dernières aventures du baron de Trenck.* [Brouillé en 1791 avec le gouvernement autrichien qui depuis plusieurs années le pensionnait, Trenck se réfugia d'abord à Hambourg ; puis, en avril 1793, il gagna la France. Dénoué de ressources, il réussit pourtant à imprimer quelques numéros d'un « Journal de Trenck » Mais il devient suspect et, à tort semble-t-il, passe pour un espion autrichien. Les Jacobins refusent de l'admettre dans leur société ; dénoncé par les Frey, les beaux-frères de Chabot, il est arrêté, et fut finalement guillotiné le 7 thermidor an II.]

1^{er} Avril. = A. FEUGÈRE. *La doctrine révolutionnaire de Raynal et de Diderot d'après l'a Histoire des Indes*. — H. BUFFENOIR. *J.-J. Rousseau et Houdon pendant la Révolution.* [La Constituante ayant décidé d'élever une statue à la mémoire de Rousseau, Houdon espéra être chargé du travail. En effet, l'Assemblée ayant renoncé à instituer un concours, Houdon reçut la commande ; mais il ne put terminer que des esquisses, qui furent présentées à la Législative.]

1^{er} Mai. = F. CAUSSY. *Dasnilaville ou le Gobe-Mouches de la Philosophie.* [Publie neuf lettres, pleines de renseignements sur la vie parisienne, adressées de 1762 à 1765 à Voltaire par le premier commis des Vingtièmes, Dasnilaville, un disciple naïf des Philosophes.]

16 Mai. = L. DUGAS. *La timidité de Chateaubriand.* — M^{me} LAFARGE. *Lettres inédites, accompagnées de lettres de son oncle et de son curateur.*

1^{er} Juin. = A. M. DE PONCHEVILLE. *L'enfance de Carpeaux.*

16 Juin. = G. LEBAS. *Barbey d'Aurevilly polémiste en province.* [En 1842, Barbey soutint et fit triompher à Dieppe, lors d'une élection législative, la candidature d'un riche propriétaire indépendant, Levavasseur, contre celle de l'avocat général orléaniste Rouland.]

Revue des Deux Mondes. 1914.

1^{er} Janvier. = M^{is} CALMON-MAISON. *Le général Maison et le 1^{er} corps de la Grande Armée.* [Au début de la campagne de 1814, le général Maison fut chargé du commandement du 1^{er} corps avec mission de défendre la Belgique ; mais cette unité ne put être reconstituée en temps utile, et, comme elle dut détacher

ses 7.000 recrues pour garder Anvers, c'est avec 5.000 hommes seulement que Maison allait être obligé de tenir la campagne. Il ne pouvait songer à arrêter la marche du corps de Bulow, mais il pouvait essayer de le menacer de flanc. Il dut reculer d'abord de Louvain sur Bruxelles, puis évacuer cette ville le 1^{er} février ; le 5, il établit son quartier général à Ath. A la suite de l'entrée en campagne du duc de Saxe-Weimar et de Bernadotte, Maison fut encore obligé de se replier, d'abord vers Tournai en gardant la ligne de l'Escaut, puis le 17 février sous Lille, avec la préoccupation essentielle de protéger la ligne des places de l'ancienne frontière. Entre temps, il avait recueilli les 1.800 hommes du général Ledru des Essarts, mais le déplorable état d'esprit de la population rendait impossible la levée des gardes nationales. On semblait, d'ailleurs, ne pas en avoir conscience à Paris, d'où on ne cessait de prescrire à Maison de se porter en avant pour menacer les derrières de l'ennemi. Pour obéir, il commença, le 24 février, un mouvement offensif ; il reprit Courtrai, menaçant Tournai et Audenarde, s'efforçant ainsi de donner le change à l'ennemi pour essayer de se lier à la garnison d'Anvers. Mais, devant les forces supérieures des alliés, il dut revenir en arrière et se replier encore sous Lille (8 mars). C'est à ce moment que le duc de Saxe-Weimar précise son mouvement contre les places du Nord, visant surtout Maubeuge. Maison, en serré par des forces trop nombreuses, allait se trouver réduit à l'immobilité. Il pousse alors une pointe rapide et extrêmement hardie vers Anvers, fait appel à la division Roguet, qui s'y trouvait, et, ainsi renforcé, il revient vers la ligne des places de l'ancienne frontière ; en chemin, il écrase Thielmann à Courtrai, le 30 mars, et lorsqu'il pose les armes, le 5 avril, ses 11.000 hommes formaient une force dont les alliés ne fussent pas venus facilement à bout.] — E. DAUDET. *Autour de Marie-Antoinette*. [D'après l'ouvrage récent de O. G. de Heidenstam, « Marie-Antoinette, Fersen et Barnave ».]

15 Janvier. = J.-J. JUSSEURAND. *Rochambeau en Amérique. I. Avant Yorktown*. [L'auteur rappelle d'abord dans quelles conditions se forma le corps expéditionnaire de Rochambeau : il comptait 5.000 hommes, 5.000 volontaires qui eussent été bien plus nombreux si l'on avait accepté tous les soldats et gentilshommes avides de combattre moins contre l'Angleterre que pour la cause de la Liberté. Parti de Brest le 2 mai 1780, le convoi arriva à Newport le 11 juillet suivant. Là, onze mois se passèrent à attendre le corps supplémentaire, qui, finalement, ne fut pas envoyé, à prendre contact avec Washington et les Américains, pour lesquels les Français éprouvèrent un véritable enthousiasme, enfin à préparer un plan de campagne. Washington voulait qu'on commençât par s'emparer de New-York ; mais le représentant de la France, La Luzerne, insistait fort sagement pour qu'on se portât d'abord dans les États du Sud où Cornwallis devenait extrêmement menaçant ; c'est ce qui fut finalement décidé.]

1^{er} Février. = J.-J. JUSSEURAND. *Rochambeau en Amérique. II. Yorktown*. [Après une feinte sur New-York pour détourner l'attention de sir Henry Clinton, Washington et Rochambeau commencèrent, le 18 août, la marche rapide qui les conduisit en présence de Cornwallis. C'est à ce moment que de Grasse vint bloquer l'entrée de la baie de Chesapeake ; il ne s'en écarta qu'un moment pour

repousser l'escadre de Hood et Graves, et on peut dire que c'est grâce à la maîtrise de la mer que les opérations contre Cornwallis purent se terminer, au grand étonnement de l'imperturbable Clinton, par la reddition de Yorktown. Rochambeau resta encore une année dans le Nouveau-Monde, occupant son temps à chasser, ou bien se mêlant à la vie mondaine des Américains, visitant Mount Vernon, développant encore les sentiments de cordiale fraternité qui venaient de naître entre Français et Américains ; mais les opérations militaires étaient terminées, et en janvier 1783, Rochambeau rentrait en France.] — MARY DUCLAUX. *Charles de Sévigné*. [C'est un essai sur la vie et les aventures du frère de M^{me} de Grignan.] — H. WELSCHINGER. *Joseph de Maistre et Napoléon*. [L'auteur a essayé de relever les diverses opinions de J. de Maistre sur la personne et les actes de l'Empereur. On y retrouve à la fois de la haine et de l'admiration. Il considère Napoléon comme une sorte de fléau de Dieu, d'Attila de génie. Par contre, il est sans pitié pour le clergé catholique qui l'a encensé, et surtout pour le pape qui l'a couronné. Il se réjouit de la chute, en 1814-1815, persuadé que le retour de la Légitimité était définitif : il est d'ailleurs sévère pour les Bourbons. M. W. a utilisé en partie un Mémoire inédit du comte Joseph de Maistre publié par le lieutenant-colonel Ferrari.] — CH. BENOIST. *L'homme de 1848*. II. *Le communisme, l'organisation du travail, la réforme*. [« C'en est fini, en 1840, des Jacobins, des Montagnards, des sociétés secrètes, des conspirations, des prises d'armes et des coups de main » : la grande faveur du communisme commence. C'est alors que l'influence de Cabet et des Icaréens se fait sentir. Il faut mentionner également Victor Considerant, Proudhon dont l'action demeura très restreinte jusqu'en 1848, Pierre Leroux, Buchez qui lance la grande idée de l'organisation du travail par l'association et dans l'association ; enfin, il faut faire une place à part à Louis Blanc dans lequel se rejoignent l'action politique et l'action sociale, celle-là préparant celle-ci ; c'est à partir de ce moment que la réforme électorale prend place au nombre des aspirations du prolétariat. Des groupements corporatifs et une infinité de journaux et de revues (notamment *l'Atelier*) agitent passionnément les problèmes de l'heure. Puis, les littérateurs, et au premier rang d'entre eux George Sand, Pierre Dupont, Lamartine, entrent en contact avec les prolétaires qu'ils encensent ou glorifient dans leurs œuvres. C'est ainsi que, en présence d'une bourgeoisie indifférente ou atone, grandit l'homme de 1848.]

Revue des Études historiques. 1914.

Janvier-Février. — Bon A. DE MARICOURT. *Le duc de Penthièvre et la duchesse d'Orléans à Eu pendant la Révolution*. [Tentative de réconciliation faite sans succès, en avril 1791, par le duc d'Orléans auprès de la duchesse, réfugiée à Eu, dans le château paternel. Si la duchesse refuse le partage avec M^{me} de Genlis, c'est surtout pour des raisons de conscience ; la duchesse, catholique rigide, ne saurait entrer en accommodement avec M^{me} de Genlis, « rousseauiste frelatée, parfaite éducatrice laïque », à l'influence de qui elle voudrait soustraire ses enfants. « Entre Eu et le Palais-Royal, c'est bien une « tragédie de la foi »,

qui se joue, très douloureuse. Et depuis les guerres de religion je n'en connais point de semblable. »] — P. FROMAGEOT. *Les fantaisies littéraires, galantes, politiques et autres d'un grand seigneur, le comte de Lauraguais (1733-1824)*. [Retrace, en ajoutant certains détails nouveaux, la vie, extraordinairement agitée, de Louis Léon-Félicité de Brancas, comte de Lauraguais, l'amant de Sophie Arnould. « Ce ne fut qu'un fantaisiste généreux, mais incohérent... Il nous offre le curieux tableau d'un grand seigneur du XVIII^e siècle mêlant les pires folies aux aspirations les plus nobles comme aux innovations les plus heureuses. »] — M. FOSSEYEU. *Les solitaires de l'Oratoire*. [Historique de l'Institution de l'Oratoire, maison de campagne et noviciat de l'ordre, construite à partir de 1655 par Nicolas Pinette, trésorier de Gaston d'Orléans, et qui est aujourd'hui occupée par l'hôpital des Enfants assistés. Parmi les personnages connus qui vinrent y faire pénitence et retraite, on peut citer l'abbé de Rancé et le chancelier de Pontchartrain.] — G. BAGUENAUT DE PUCHESSE. *Un petit problème historique. La vertu de Jeanne d'Albret*. [Croît qu'il « est impossible que les bruits qui couraient sur Jeanne d'Albret n'aient pas eu quelques sérieux fondements... Les plus illustres personnages ont leurs grandeurs comme leurs faiblesses... ».]

Mars-Avril. — L. MADELIN. *La jeunesse de Danton. Les débuts politiques*. [Extrait du volume récemment publié par M. M. à la librairie Hachette, et dont nous rendons compte.] — F. ROUSSEAU. *Les sociétés secrètes en Espagne au XVIII^e siècle et sous Joseph Bonaparte*. [Après avoir fait l'historique de leur « épanouissement timide » avant 1789, note que la Révolution française n'en favorisa pas le développement. « De l'autre côté des Pyrénées, le pouvoir établit un cordon sanitaire, pour préserver le royaume des théories subversives que l'on tenterait d'y introduire. » Les quelques tentatives de propagande révolutionnaire faites en Espagne (notamment celles de Basterrèche, maire de Bayonne) sont infructueuses. Sous la domination française, après 1808, une scission en *afrancesados* et patriotes s'opère dans le sein des sociétés secrètes espagnoles. La maçonnerie ralliée aux Français, objet des faveurs du pouvoir, est prospère ; l'autre, la maçonnerie dissidente, végète, tout ce qui touche à la maçonnerie étant alors « frappé d'une flétrissure antipatriotique ». Entre les deux groupements ennemis se glissa une association indépendante, celle des Philadelphes, qui d'ailleurs dura peu.] — J. BARTH. *L'évolution de la question d'Orient*. [Son évolution récente et son état actuel.] — C^{te} FRÉMY. *L'Académie et les femmes*. [Rappelle que l'Académie formée par Baif en 1750 accueillait les femmes. Si Richelieu les a exclues de la sienne, c'est pour réagir contre les influences féminines, prépondérantes dans la vie de société, et même dans l'État, depuis le XVI^e siècle. « Nulle exception dès lors n'est venue fausser ce principe si sage. »]

Revue des Études napoléoniennes. 1913.

Septembre. — E. CAZES. *Napoléon à Versailles et à Trianon*. [I. Les projets de Napoléon sur le château de Versailles ; ils n'ont abouti qu'à des travaux de réparation et d'entretien ; Napoléon n'aima jamais le château, qu'il trouvait difforme et

laid. II. Les séjours de Napoléon à Trianon, qu'il affectionna et où il fit d'assez fortes dépenses. III. L'iconographie napoléonienne à Versailles.] — E. DRIAULT. *Tilsit*. [Expose les négociations et conclut que la Russie, évincée de l'Orient méditerranéen, et désormais liée à la France dans la lutte contre l'Angleterre, ne peut être considérée comme ayant été la bénéficiaire du traité. « On a peine à comprendre comment quelques historiens ont pu soutenir qu'à Tilsit Napoléon avait été la dupe d'Alexandre, que l'empereur de Russie avait emporté tout le profit de l'entrevue. Les Russes de ce temps ne furent pas de cet avis. »] — G. BOURGIN. *La législation ouvrière du second Empire*. [Analyse, en y joignant des précisions, des éclaircissements et quelques corrections d'erreurs de chronologie, l'ouvrage récent de P.-L. Fournier sur « Le second Empire et la législation ouvrière ».] — L. DELAUAUD. *Lettres de S.A.R. Marie-Antoinette-Thérèse, princesse des Asturies, à Madame de Mandell*. [Fin.] — R. PEYRE. *Événements artistiques de l'année 1813*. — F. VERMALE. *Le Grand Orient de France et le second Empire en 1852*. [Correspondance entre le préfet d'Ille-et-Vilaine et le ministre de l'intérieur, d'où il ressort que des relations officielles existaient, en 1852, entre le gouvernement et le Grand Orient.] — C. BALLOT. *Bulletin historique. Publications anglaises*. — E. CHAPUISAT. *Les études napoléoniennes en Suisse (1912)*. — G. VAUTHIER. *Les costumes du sacre et les fournisseurs de l'Empereur*. [D'après des documents de la série O des Arch. nat.]

Novembre. — E. DRIAULT. *Le grand-duc Nicolas Mikhaïlowitch de Russie et les études napoléoniennes*. [Énumère les publications historiques, déjà nombreuses, du grand-duc et en montre l'intérêt pour l'histoire diplomatique du premier Empire.] — J. DURIEUX. *Bonaparte au Luc*. [Document de 1804 sur le passage de Bonaparte dans cette petite ville du Var, lors du retour d'Égypte.] — G. GROMAIRE. *Arndt et Napoléon*. [L'hostilité persévérante d'Arndt contre Napoléon a été due surtout à une opposition foncière des caractères ; Arndt, d'origine paysanne, et démocrate de tendances, déteste le despote et le conquérant. M. G. analyse ou signale les principaux des pamphlets antinapoléoniens d'Arndt. Il est remarquable que cette animosité violente a cessé de se manifester dès la chute de Napoléon, alors qu'Arndt vécut longtemps encore, jusqu'en 1860.] — E. DRIAULT. *Correspondance du général Sébastiani, ambassadeur à Constantinople (du 24 décembre 1806 au 10 mars 1807)*. [Extraits de la correspondance de Turquie, aux Affaires étrangères. C'est l'affaire de l'invasion de la Moldavie par les Russes et de la démonstration navale anglaise à Constantinople.] — G. VAUTHIER. *Les ouvriers de Paris sous l'Empire*. [Reproduit, d'après Arch. nat., F¹² 502, un volumineux travail statistique, avec commentaires, rédigé en 1807 dans les bureaux de la préfecture de police par le préfet Dubois. Fait suivre ce document capital de quelques indications sur le nombre des patrons parisiens, également en 1807, sur l'industrie textile à Paris et dans la Seine vers la même époque, sur la crise économique de 1811 et sur les foires de Francfort, Leipzig et Beaucaire.] — R. GUYOT. *Bulletin historique. Les études napoléoniennes en Allemagne (1911-1912)*. — G. VAUTHIER. *L'Arc de triomphe en 1810*. [Indications sur les inscriptions qu'il devait porter, d'après Arch. nat., AF IV 1220.]

1914. Janvier-Février. = G. WOENSKY. *Le dernier des vétérans de la Grande Armée (Souvenirs personnels des entrevues et entretiens de l'auteur avec un officier de l'armée de Napoléon Ier)*. [Il s'agit de Nicolas Savin, né en 1768, officier de hussards à la Grande Armée, fait prisonnier à la Bérézina, et qui mourut en 1894 dans sa cent-vingt-septième année. L'auteur de l'article reproduit un récit sommaire, qu'il tenait de lui, de sa vie militaire.] -- E. CHAPUISAT. *Les régiments suisses de l'Empire*. [Note de cinq pages. L'auteur fait l'éloge des travaux de M. A. Maag sur la question.] -- P. GONNARD. *La légende napoléonienne et la presse libérale. La Minerve*. [Établit, par une série d'analyses et de citations, que le groupe de la *Minerve française* a largement contribué, de 1817 à 1820, à fixer et à répandre le culte de l'Empereur. « Avec des précautions jugées suffisantes, Benjamin Constant et les siens avaient donné à Napoléon l'absolution libérale, que Rémusat prononcera solennellement en 1840, à la tribune de la Chambre. Ils avaient combattu coude à coude avec les bonapartistes. Leur leçon, en paroles et en actes, ne fut pas perdue pour la bourgeoisie libérale. Entre les amis de Lafayette et les amis de l'Empereur, l'abîme était comblé. Il a fallu le 2 décembre pour le rouvrir. »] -- H. HESSELBARTH. *De la lumière sur la candidature Hohenzollern*. [D'après les publications récentes de Zingeler, Fester et Hesselbarth lui-même. Dissertation dont la conclusion est que, contrairement à l'opinion accréditée en France, la candidature Hohenzollern n'a pas été, entre les mains de Bismarck, un moyen de provoquer la guerre avec la France. Bismarck avait simplement vu, dans l'accession éventuelle d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, une possibilité de développer l'influence prussienne, et il avait cru de son devoir de ne pas la négliger.] -- E. DRIAULT. *Bazine à Metz. État de la question*. [A propos des travaux récents de MM. Élie Peyron et Lanoir. M. Driault montre toutes les difficultés auxquelles se heurte la thèse de la non-culpabilité. « On fait allusion à d'autres témoignages qu'on ne nomme pas, à d'autres pièces qu'on ne produit pas, et l'on nous demande crédit... Attendons. »] -- F. BARBEY. *La bataille de Zurich racontée par un habitant de cette ville (1799)*. [Traduction d'un récit de David Hess, fils du directeur de la poste de Zurich; c'est un document précis, saisissant, du plus vif intérêt (19 pages en petit texte).] -- F. BALDENSBERGER. *Bulletin historique. La France napoléonienne et la littérature étrangère*. -- R. LÉVY. *Bulletin historique. Histoire intérieure du premier Empire*.

Mars-Avril. = L. HAUTECŒUR. *Les origines de l'art Empire*. -- M. HANDELSMAN. *Napoléon et la Pologne. Essai d'une synthèse historique*. [Résumé, par l'auteur lui-même, d'un volume publié en 1913 à Varsovie, chez E. Wende, sous le titre « Napoleon i Polska ». Exposé de l'œuvre de réorganisation politique, administrative et sociale accomplie en Pologne par Napoléon.] -- L. E.-L. BUCQUOY. *Les dragons à pied sous le premier Empire*. [Des corps de dragons à pied ont été formés à cinq reprises, de 1803 à 1806. C'est en 1805 qu'eut lieu l'essai le plus important; quatre régiments de dragons à pied furent acheminés sur le Rhin. Les résultats furent d'ailleurs mauvais.] -- P. MARMOTTAN. *Les Anglais en Toscane (novembre-décembre 1813)*. [Considérations générales sur le rôle des Anglais dans la Méditerranée à la fin du XVIII^e siècle. Plan d'invasion des côtes italiennes par les puis-

sances coalisées. Le colonel Catinelli. Autre descente de l'ennemi sur la côte du Parmesan. Affaire de Viareggio. Marche des Anglo-Siciliens sur Lucques. Capitulation de Lucques. A suivre.] — F. MASSON. *L'Autriche et Napoléon en 1812*. [Publie, d'après des archives privées, un fragment autobiographique et des dépêches diplomatiques du comte de Lebzeltern, collaborateur de Metternich, d'où il ressort que, « nonobstant l'alliance conclue entre la France et l'Autriche le 14 mars 1812, M. de Lebzeltern porta les assurances d'amitié de son maître à l'empereur Alexandre, et qu'il combina avec lui les moyens de rendre profitable une liaison qui demeurerait secrète jusqu'au jour où les revers des Français permettraient de la publier ». A suivre.] — G. BOURGIN. *Bulletin historique. Les études napoléoniennes en Italie*. — Lt-Col E. MAYER. *Ouvrages d'histoire militaire*. — *Correspondance*. [Lettre de M. A. Duquet, relative à la question Bazaine.]

Revue des Questions historiques. 1914.

1^{er} Janvier. — A. MATHIEZ. *L'histoire secrète du Comité de salut public*. [Les actes du Comité de salut public, laconiques et surtout actes d'administration, ne permettent pas de connaître à fond l'histoire du gouvernement révolutionnaire. Les papiers du Comité de sûreté générale sont certainement « plus riches, plus révélateurs des dessous du régime » ; mais ils n'ont encore été dépouillés que partiellement. En attendant qu'on puisse en utiliser le contenu, n'y a-t-il pas d'autres sources d'information ? L'Historical Manuscripts Commission a publié en 1894, dans le tome II du recueil des « Manuscripts of J.-B. Fortescue », 28 bulletins, datés du 2 sept. 1793 au 22 juin 1794, et qui seraient dus à un employé ou familier du Comité de salut public, royaliste et en relations secrètes, par l'entremise de Drake, agent à Gênes, avec le gouvernement anglais. Ces bulletins, qui attribuent à Sieyès une influence prépondérante sur le Comité de salut public, qui représentent Saint-Just comme ayant été presque constamment en conflit, en avril et mai 1794, avec Robespierre, sont considérés, depuis les critiques qu'en ont faites M. Clapham puis M. Aulard, comme l'œuvre d'un mystificateur. M. G. Bord a essayé, dans son récent ouvrage « Autour du Temple », de les réhabiliter ; mais sa démonstration ne paraît pas convaincante. Pourtant M. M. croit qu'on ne doit pas les condamner en bloc, et qu'il convient de les soumettre à des confrontations et comparaisons. Il résulte en effet de divers textes, et notamment de lettres écrites par Las Cazas, ministre d'Espagne à Venise, à E.-F. Henin, chargé d'affaires de France à Constantinople (lettres qui sont aujourd'hui aux Arch. nat.), que le Comité de salut public connaît l'existence de ces bulletins, qu'il connaît même par extraits le contenu de certains d'entre eux, et qu'il n'hésita pas à imputer à l'un de ses propres membres les fuites que ces documents révélaient. On soupçonna Héault de Séchelles, et cette accusation de trahison est une de celles qui furent portées contre lui. Peut-être faudrait-il mettre en cause Billaud-Varenne, « dont la moralité est assez suspecte ». M. M. signale encore d'autres coïncidences : allusion, dans une lettre de Las Cazas à Henin, du 9 mai 1794, à un discours de Saint-Just au Comité de salut public, le 11 mars, discours dont parle pré-

cisément le 18^e bulletin transmis par Drake ; des réunions que, d'après les bulletins, Robespierre, Danton et leurs partisans auraient tenues à Choisy-le-Roi ont effectivement eu lieu. « L'histoire secrète du Comité de salut public... est à peine commencée. Les documents dont on pourrait se servir pour l'écrire sont rares, suspects, apocryphes. Ils existent pourtant, mais la plupart restent inconnus, enfouis dans les cartons de la police ou dans les dossiers diplomatiques. Un grand travail de récolement, de confrontation, de critique s'impose. » — J. GAILLARD. *Essai sur quelques pamphlets ligueurs*. [Fin. Après la mort du duc de Guise, la guerre de pamphlets est encore plus acharnée. Dans les pamphlets-discours, on distingue trois catégories : 1^o ceux relatifs au meurtre de Blois, tels que l'« Apologie aux rhapsodeurs », qui conseille d'agir au lieu de se plaindre, et la « Lettre du roi de Navarre », qui dégage celui-ci de toute complicité ; 2^o ceux dirigés contre Henri III ou sa mémoire, avec provocation au régicide, accusations de sorcellerie, d'hypocrisie ou d'immoralité, ou plaintes contre le mauvais gouvernement, prodigue et tyrannique ; on y peut rattacher les apologies de J. Clément ; un des plus intéressants de ces pamphlets, au point de vue littéraire, est la « Description de l'île des Hermaphrodites » ; 3^o la dernière série est formée des libelles contre Henri IV et ses partisans ; on attaque les mœurs de ce roi, on l'accuse d'avoir livré la France aux hérétiques étrangers, on le dit bâtard. Dans l'ensemble, malgré l'énorme production, il y a peu d'œuvres vraiment importantes ; trois ou quatre seulement ont de la valeur littéraire ; mais il faut ajouter que la plupart sont, par quelque côté, intéressantes pour l'histoire. Pendant la seconde période de la Ligue, les pamphlets-chansons sont sensiblement moins nombreux que les pamphlets-discours ; ils deviennent beaucoup plus violents, beaucoup plus ouvertement ligueurs qu'avant la réunion des États généraux. De vives attaques sont dirigées contre l'entourage d'Henri III, surtout d'Épernon ; les « Articles du dernier Testament d'Henri de Valois » ne sont pas sans valeur.] — J. NOUAILLAC. *Dix lettres inédites de Sully (1599-1605)*. [Deux à Villeroy, huit à Pomponne de Bellièvre.]

1^{er} Avril. = P. BLIARD. *Loriquet et Saint-Acheul*. [Le 7 août 1814, Pie VII rétablit la Compagnie de Jésus. Un certain nombre de ses membres, parmi lesquels le père Loriquet, s'empressent d'annoncer l'installation, autorisée par l'évêque d'Amiens, dans l'ancien couvent de Genovéfains de Saint-Acheul, d'un « petit séminaire », qui fera en réalité de l'enseignement secondaire. Malgré les protestations du recteur d'Amiens, ouverture de l'établissement. M. B. en raconte longuement l'histoire et insiste sur les dangers qu'il court à plusieurs reprises : lors des Cent-Jours, en 1816, et surtout en 1818, les Jésuites ayant eu l'imprudence de grouper leurs élèves ecclésiastiques dans une succursale, tandis que les élèves laïques étaient seuls conservés à Saint-Acheul ; avertis à temps, Loriquet et ses collègues purent se mettre en règle, et attendre sans crainte les perquisitions. Ils ont à repousser plus tard d'autres assauts : à l'occasion de travaux d'agrandissement, on les accuse d'avoir empiété sur un cimetière, d'avoir violé des tombes ; en 1825, une affaire de succession leur vaut de nouvelles attaques. Enfin, l'ordonnance de 1828 ferme la maison, malgré les protestations du clergé du pays, celles du conseil général et celles du conseil municipal d'Amiens. En 1837, on crut que

les Jésuites rétablissaient leur maison de Saint-Acheul : mais ils n'y établirent qu'un noviciat. Loriquet, retiré à Paris, s'occupait de la rédaction de livres de piété, et écrivait son « Abrégé de l'histoire de France », que le recteur d'Amiens interdit, en 1832, dans son académie.] — R. DE CISTERNES. *Louis XV et le comte de Clermont à la bataille de Lawfeldt*. [Le comte, chargé de s'emparer de Lawfeldt, en resta maître après une quadruple attaque, et il fut blessé, après avoir bravement combattu. Le roi avait assisté à la bataille. Extraits de lettres écrites par lui ou par Clermont, pendant la bataille ou immédiatement après ; une lettre du roi, adressée à Boufflers, développe ses griefs contre la cour de Vienne.] — R. BUET. *Un apôtre français en Suède à la fin du XVIII^e siècle*. [Résume l'ouvrage récent de MM. les abbés Fiel et Serrière, « Apostolat d'un prêtre lorrain, Gustave III et la rentrée du catholicisme en Suède », Paris, Plon, in-12.] — G. GAUTHEROT. *Les destructions d'archives à l'époque révolutionnaire*. [Afflux des archives privées dans les dépôts publics à l'époque révolutionnaire. Destruction systématique des titres de noblesse des premières familles, des pièces concernant les droits féodaux. Puis on ordonne un triage, on nomme une Commission des archives, dont le travail aboutit à la loi du 7 messidor an II. Ce fut une œuvre de vandalisme. On décida de garder seulement la masse des papiers ayant un intérêt fiscal. L'Agence temporaire des titres, créée pour faire ce tri, détruisit sans vergogne ; elle ne sauva que les documents qui semblaient contenir la condamnation de l'ancien régime. Son zèle parut insuffisant, et, quand elle protesta contre la dilapidation des parchemins, ordonnée par le Comité des décrets, elle fut remplacée par le Bureau de triage des titres. Les destructions continuèrent ; Camus ordonnait de se débarrasser de tout ce qui était contraire à la constitution républicaine ; en une seule fois, on brûla, place Vendôme, 600 registres de la Chambre des Comptes, et on en vendit une partie ; les papiers de la vicomté de Turenne, de l'Université furent jetés au rebut. En l'an VII, François de Neufchâteau ordonna d'utiliser les documents pour l'apprêt des étoffes. Le Bureau, qui était en lutte incessante avec Camus, fut supprimé en l'an IX. Alors Camus changea d'attitude, prescrivit de trier avec plus de soin, demanda qu'on s'attachât plus à l'intérêt historique des pièces qu'à leur importance fiscale. Dans l'ensemble, la Révolution fut un vrai désastre pour les archives. Un ancien garde général des Archives nationales, le marquis de Laborde, a calculé qu'environ 10.000 dépôts d'archives ont été atteints, et que, sur un milliard de documents, les deux tiers ont été détruits, et l'autre tiers bouleversé.] — P. UBALD D'ALENÇON. *Une lettre inédite de Félicité de La Mennais adressée à Gerbet* (19 septembre 1833).

Revue d'histoire de l'Église de France. 1914.

Janvier-Février. = L. CELIER. *Bossuet et Jacques II en 1693*. [D'après le tome V de la « Correspondance de Bossuet ». Jacques II est sollicité de signer une déclaration, qui serait répandue sous le manteau en Angleterre, par laquelle il promettrait : de défendre l'Église d'Angleterre avec ses possessions, immunités, droits et privilèges ; de recommander la liberté de conscience ; de renoncer au pouvoir de

dispenser du *Test*, et de ne point toucher aux biens ni aux droits de ses sujets tels que les a établis le nouveau régime. Jacques II veut être assuré par des théologiens compétents qu'en promettant tout cela aux anglicans il ne manquera pas à ses devoirs de catholique. Cinq docteurs de Sorbonne, consultés, approuvent cette déclaration. Elle est alors soumise à Bossuet, qui en conseille également l'acceptation. Jacques II, hésitant encore, désire avoir l'avis du pape. Bossuet écrit au cardinal de Forbin, chargé des affaires de Louis XIV à la cour de Rome, pour le prier d'en parler très secrètement au pape, sans ébruiter l'affaire. Forbin soumet la question au pape, sous le secret de la confession, et le pape se montre favorable à la mesure projetée. Mais, sur ces entrefaites, la déclaration est publiée et produit, en Angleterre et en Irlande, un effet tout autre que celui qu'on attendait : les protestants déclarent qu'ils n'ont aucune confiance dans un roi si prompt à abandonner sa politique passée, les catholiques sont froissés des concessions faites aux anglicans, et les Irlandais apprennent avec stupeur que, pour prix de leur fidélité, Jacques II consacre les actes de spoliation commis contre eux par l'usurpateur.]

Mars-Avril. — P. IMBART DE LA TOUR. *Les débuts de la Réforme française (1521-1525)*. [En 1521, les symptômes précurseurs de la révolution religieuse se multiplient de tous côtés. Les esprits sont préparés, les pouvoirs publics semblent acquis, les relations sont tendues entre François I^{er} et la papauté, les réformateurs ont auprès du roi une alliée : Marguerite. Dès le milieu de 1522, ils inaugurent leur action par le livre et par la chaire. Le mouvement part de Meaux ; l'évêque, Briçonnet, et d'autres prédicateurs commentent au peuple les Évangiles et les Épîtres, organisent des lectures publiques de la Bible. Les traductions de Lefèvre, les éditions des Évangiles, des Épîtres, des Actes sont répandues à foison. Caroli et le prédicateur de Marguerite, Michel d'Arande, portent leur parole sur divers points du royaume. En même temps, les écrits de Luther, de Melancthon pénètrent en France, obtiennent un très grand succès, propagent les idées nouvelles, sont suivis de toute une littérature violente et passionnée. Briçonnet se sépare des violents, s'oppose au mouvement luthérien ; mais l'agitation religieuse gagne le peuple : les artisans, les paysans disputent de l'Évangile. A Paris, ce n'est pas seulement parmi les hommes d'Église ou les étudiants que fermentent les idées nouvelles ; la controverse religieuse s'insinue partout, non seulement à la cour, chez les princes, les seigneurs, les magistrats, mais aussi chez les petits bourgeois, les artisans. Ce mouvement démocratique s'accuse encore plus nettement à Meaux et à Lyon ; l'agitation gagne également Grenoble, Bordeaux, Bourges, Alençon. Conclusion : la Réforme primitive n'a rien d'un mouvement politique ni d'une révolution sociale ; elle garde son caractère religieux, ecclésiastique. Importance de savoir à quel élément se rattache la Réforme française, si elle se soude à Lefèvre ou à Luther : dans le premier cas, c'est une manifestation de l'esprit national ; dans le second, c'est une importation de l'étranger.]

Revue d'histoire de Lyon. 1913.

Janvier-Février. — E. VIAL. *David Cleberger et sa descendance*. [De son mariage avec Pelonne Bonzin, Jean Cleberger n'eut qu'un fils, David, né entre 1539 et

1541 ; après une jeunesse marquée par des prodigalités et des désordres, il épousa la belle-sœur du baron des Adrets, dont il eut quatre enfants, et mourut à Lyon au début de novembre 1592.] — C. BALLOT. *L'établissement de la filature des soies en France et le rôle du gouvernement royal*. [Suite en mars-avril. Développement progressif de l'industrie du moulinage dans les environs de Lyon, depuis le milieu du XVI^e siècle jusque dans la première moitié du XVIII^e. A partir du milieu du XVIII^e siècle, efforts du gouvernement pour le développement de l'industrie de la soie, en favorisant la culture du mûrier, l'élevage du ver à soie ; encouragements et primes à l'outillage, etc. Exposé des résultats de cette politique en Provence, Dauphiné, Languedoc, Touraine. A suivre.] — L. MOULÉ. *Rapport de Cl. Bourgelat sur le commerce de la librairie et de l'imprimerie à Lyon en 1763*. [Claude Bourgelat fut inspecteur de la librairie du 20 janvier 1760 au 12 juillet 1764 ; le rapport ici publié se trouve en copie à la Bibl. nat., fonds français 22128, ff. 291-302.] — A. CROZE. *L'Hôtel-Dieu de Lyon en 1523 et en 1911*. [Reproduit la première délibération du Bureau de l'Hôtel-Dieu de Lyon et compare la situation qu'elle révèle avec celle du même établissement en 1911.]

Mars-avril. — E. MOUTARDE. *Un témoin de la Révolution française. Journal de Benjamin Cuendet de Sainte-Croix (Suisse), officier de la garde nationale à Lyon (1769-1815)*. [Reproduit les notations sincères, mais très souvent fort sèches, de Benjamin Cuendet, établi horloger à Lyon. Le Journal, à partir de juillet 1802, ne contient plus que des événements de famille sans intérêt pour le public.] — E. VIAL. *Les portraits de J. Cleberger*. [Décrit les quatre portraits anciens actuellement connus de Cleberger : deux médailles, une peinture et une pierre gravée.] — M. AUDIN. *Claude Séraucourt, graveur (1677-1756)*. — E. STANGE. *Notes sur l'élément allemand dans le protestantisme lyonnais du XVII^e au XIX^e siècle*. [L'auteur évalue le nombre des protestants allemands résidant à Lyon, pendant la période 1668-1678, à un chiffre variant entre 500 et 1000 ; la plupart sont originaires de la Suisse allemande ou de l'Allemagne du Sud. Pour le XVIII^e siècle, les renseignements statistiques sont très fragmentaires et fort insuffisants. Ce n'est qu'à partir de 1768 qu'on peut, des registres des protestants français, extraire quelques détails relatifs aux protestants d'origine allemande. En 1851, lorsque fut établie à Lyon l'Église évangélique allemande, il y avait de 6 à 700 luthériens allemands.]

Revue historique. 1913.

Mars-Avril. — G. DESDEVICES DU DEZERT. *Les Jésuites de la Province d'Aragon au XVIII^e siècle*. [Analyse 331 lettres conservées aux Archives nationales de Madrid, adressées de 1701 à 1766 par les supérieurs des couvents d'Aragon au Père provincial et renfermant la biographie de 365 religieux décédés. Elles nous donnent sur la vie des monastères des renseignements intéressants, « mais d'un caractère, il est vrai, très nettement apologétique ».]

Mai-Juin. — P. GAFFAREL. *Les lettres de cachet en Provence dans les dernières années de l'Ancien Régime*. [Les registres de correspondance des intendants de la généralité d'Aix avec le ministre de la Maison du Roi contiennent des dossiers

intéressants pour l'histoire des lettres de cachet. Les personnes arrêtées en vertu de ces lettres sont en général détenues dans la province, au château d'If et à Sainte-Marguerite en particulier. Sauf de très rares prisonniers d'État, quelques prévenus militaires et certains prêtres de vie scandaleuse, les détenus sont entretenus aux frais de ceux qui ont demandé leur incarcération. Les lettres de cachet sont surtout sollicitées et délivrées pour régler des affaires de famille. Mais, avant toute décision du Roi, l'intendant fait toujours une enquête pour examiner le bien fondé de l'accusation. Assez souvent l'intendant conseille le rejet des requêtes ou abrège la durée de l'emprisonnement. Les lettres de cachet sont également utilisées pour séquestrer les aliénés. M. G. cite de nombreux exemples de détentions souvent justifiées, parfois très arbitraires, qui renseignent sur la vie privée en Provence à la fin de l'Ancien Régime.] — L. HALPHEN. *La renaissance de l'histoire ancienne en France au milieu du XIX^e siècle*. [L'insurrection grecque de 1821 ramène l'attention sur la Grèce, mais l'on dédaigne encore l'archéologie. Pourtant quelques érudits, Raoul Rochette, Letronne, étudient méthodiquement certains points spéciaux de la vie antique. Sous Louis Philippe, Guizot et Villemain, ministres de l'instruction publique, envoient des missions archéologiques en Orient. Bientôt se fonde la « Revue archéologique », et peu après l'école d'Athènes. Le second Empire est une période de fouilles (celles de Mariette, Renan, Foucart, Perrot par exemple). Napoléon III encourage ce mouvement, ainsi que les travaux d'historiens spécialisés dans l'étude de l'antiquité (Duruy, Fustel, Renan, Boissier, Beulé). En même temps se répandent les œuvres des érudits étrangers (Mommson)].

Revue historique de Bordeaux. 1913.

Novembre-Décembre. = MEAUDRE DE LA POUYADE. *Les armoiries de Bordeaux*. [Les origines ; sceaux et poids des XIII^e et XIV^e siècles. Le « Léopard de Guyenne » ; les armoiries de Bordeaux sous la domination anglaise, XIII^e, XIV^e et XV^e siècles ; la « grosse cloche » ; les armoiries de Bordeaux après l'occupation anglaise, XV^e et XVI^e siècles ; nombreuses planches et gravures. A suivre]. — P. COURTEAULT. *Les cendres du maréchal d'Ornano*. [Les restes du maréchal d'Ornano, mort le 20 ou 21 janvier 1610, n'ont jamais été transférés de la Merci aux Feuillants ; ceux qui l'ont cru ont été victimes d'une erreur due à une interprétation inattentive et superficielle des documents. Ces restes, il est infiniment probable qu'ils ont été transférés à Saint-André, et qu'ils y sont encore dans une chapelle qu'il est malheureusement impossible de déterminer.] — J. DE MAUPASSANT. *Un grand armateur de Bordeaux. Abraham Gradis (1699 ?-1780)*. [Suite. La grande expédition de 1758, en trois convois dirigés vers la Nouvelle France ; les entrevues d'Abraham Gradis avec les ministres de la Marine, notamment Berryer. A suivre]. — G. D[UCAUNÈS]-D[UYAL]. *Un projet de balles aux cotons en 1818*. — R. BROUILLARD. *Une lettre peu connue de M^{me} Tallien*. [Lettre datée de Bordeaux, 5 pluviôse an II-24 janvier 1794, adressée à un membre du Comité de salut public non identifié ; elle a été publiée par M. Guillaume au tome III des « Procès-verbaux du Comité d'instruction publique ».]

Janvier-Février. — F. GEBELIN. *Récit de la Fronde à Bordeaux par Cayrac*. [Reproduit par extraits un récit manuscrit de la Fronde bordelaise qui fait suite à l'« Histoire des mouvemens de Bourdeaux » de l'avocat Fonteneil et qui a été composé par un marchand nommé Cayrac. On y trouve racontés le second et le troisième « mouvemens » de la guerre civile. A suivre.] — MEAUDRE DE LA POUYADE. *Les armoiries de Bordeaux*. [Fin. Les armoiries de Bordeaux aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'après des enluminures, des gravures sur bois ou sur cuivre, des médailles, des reliures; supprimées par les sans-culottes en 1793, elles furent rétablies en 1809, avec modifications; des divers essais de reconstitution tentés au XIX^e siècle, la moins inexacte est celle de 1878. Étude des éléments constitutifs du blason de Bordeaux.] — A. VOVARD. *La Révolution de 1830 à Bordeaux*. [La nouvelle des événements de Paris fut accueillie avec enthousiasme à Bordeaux. Le 30 juillet au soir, il y eut des manifestations devant la préfecture, puis devant l'hôtel de la direction des impositions indirectes; une garde nationale est constituée. Le 31 juillet, le 1^{er} août, il y eut quelques attroupements. Le 2, démolition de la colonne du douze mars, commémorative de l'entrée des Anglais à Bordeaux en 1814; le drapeau tricolore remplace le drapeau blanc. Au bout de quelques jours, les affaires, un peu troublées tout d'abord, reprennent leur cours. Le 10^e chasseurs et le 55^e de ligne, débarrassés des éléments légitimistes, fraternisent avec la garde nationale. Le héros de ces événements fut le général Janin, qui, malgré avis contraire du général Lamarque et sur recommandation des députés de la Gironde, fut nommé lieutenant-général.] — J. DE MAUPASSANT. *Un grand armateur de Bordeaux. Abraham Gradis (1699 ?-1780)*. [Suite. Les croisières du marquis d'Ars, d'après les lettres adressées par lui à Abraham Gradis; les expéditions aux Antilles dans les dernières années de la guerre de Sept Ans (1760-1761). A suivre.] — R. BROUILLARD. *Deux lettres au sujet des manuscrits de Montesquieu*. [Une lettre de Victor Desèze au citoyen Mangeret, commissaire du Directoire exécutif près l'administration départementale de la Gironde, 29 floréal an IV, et une note de Réal, commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale, 4 thermidor an VII, l'une et l'autre relatives aux manuscrits de Montesquieu].

NOTES ET NOUVELLES

— Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux.

31 Janvier : M. Henry Welschinger offre à l'Académie sa récente étude sur *Tacite et Mirabeau*, qui contient la traduction de la « Vie d'Agricola » et une préface inédite de Mirabeau, écrite au donjon de Vincennes en 1779. — M. André Liesse donne lecture de la notice qu'il a écrite sur son prédécesseur, Émile Levasseur.

7 Février : M. Imbart de la Tour commence la lecture d'une étude intitulée : « Renaissance et Réforme, La religion des humanistes ».

14 Février : Fin de la lecture de M. Imbart de la Tour. — M. Charles Adam, recteur de l'Académie de Nancy, est élu membre libre, en remplacement de Louis Passy.

21 Février : M. Henri Lorin, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, donne lecture d'une note sur la question urbaine au Maroc.

7 Mars : M. Julien Hayem donne lecture d'une notice sur l'œuvre de B. Altman. Il étudie et présente la vie et la carrière de ce grand négociant de New-York sous ses différents aspects, et envisage Altman comme homme d'affaires, comme collectionneur, comme philanthrope. — M. Jacques Flach analyse une étude du Dr Lacassagne sur la mort de Jean-Jacques Rousseau, d'après l'examen du masque moulé sur le cadavre par Houdon.

14 Mars : M. Paul Deschanel est élu membre libre, en remplacement de A. Babeau ; M. Xénopol, professeur à l'Université de Jassy, est élu associé étranger. — M. Henri Hauser donne lecture d'une étude sur une famine qui sévit à Dijon en 1529 et sur les mesures prises pour assurer l'alimentation de la ville et contre les spéculations.

21 Mars : M. Bergson, président, fait part de la mort de M. Charles Waddington, doyen d'âge de la Compagnie, et rappelle la vie et les travaux du philosophe.

28 Mars : M. Charles Benoist donne lecture de l'introduction qu'il a consacrée à l'étude sur « la dépopulation de la France » entreprise suivant le vœu de l'Académie. Il parle des précédents historiques, des discussions déjà entamées sur la question au XVIII^e siècle, et indique les principaux centres où la population est en régression : la Normandie, une partie de la Bourgogne et une partie de la Gascogne. Il fait connaître le questionnaire adressé aux personnes capables d'apporter leur contribution à l'enquête.

18 Avril : M. Henry Welschinger lit un travail sur André Chénier, à propos de la récente publication de ses œuvres inédites, faite par M. Abel Lefranc.

25 Avril : M. d'Haussonville lit une étude intitulée : Les premières impressions de Mme de Staël sur l'Allemagne.

2 Mai : L'Académie décerne le prix Gegner, de la valeur de 3.800 francs, à M. François Pilon pour la publication périodique de *l'Année philosophique*.

16 Mai : M. Le Marchand adresse à l'Académie une étude sur « L'Europe et la conquête d'Alger, d'après des documents tirés des archives officielles ».

23 Mai : M. le baron Ernest Seillière est élu membre titulaire de la section de morale, en remplacement de Charles Waddington.

30 Mai : M. Léon Cahen donne lecture d'un travail sur « la répartition des métiers à Paris vers 1780 ». Il présente le tableau des corporations, qu'il divise en : 1^o métiers de l'alimentation, 2^o métiers du vêtement, 3^o métiers divers. Il indique le groupement des artisans dans les divers quartiers de la ville, et montre que la répartition de la population laborieuse tend, dès le XVIII^e siècle, à partager Paris en deux grandes zones, l'une, bourgeoise et aisée, à l'ouest, l'autre, ouvrière et pauvre, à l'est.

— La Société d'histoire moderne a entendu, au cours de sa séance du 1^{er} février, des communications de M. A. Rebillon sur « La situation économique du clergé à la veille de la Révolution, d'après des recherches récentes dans le département d'Ille-et-Vilaine », de M. Ch. Schmidt sur « Les archives économiques de la ville de Bâle », de M. Seignobos sur « Le Comité de constitution de 1848 ». A la séance du 1^{er} mars, ont été faites des communications de M. O. Festy, « A propos d'un certain nombre d'associations ouvrières encouragées par application du décret du 5 juillet 1848 », et de M. Ed. Esmonin sur « L'anticléricalisme au temps de Louis XIV » (première partie). A l'assemblée générale du 19 avril, communications de M. A. Girard sur « Un projet de mariage de Louis XV », et de M. A. Mathiez sur « Fabre d'Églantine inventeur de la conspiration de l'étranger ».

— La Société de l'histoire de la Révolution française a tenu son assemblée générale annuelle à la Sorbonne le 15 mars, sous la présidence de M. Aulard. Après une allocution du président et la lecture d'un rapport de M. Camille Bloch, secrétaire général, sur les travaux de la Société, des communications ont été faites par M. Ch. Chevreux sur « les papiers du conventionnel Lamarque », par M. Lintilhac sur des « documents inédits sur Vergniaud », par M. J. Pollio sur « Casanova et la Révolution française », par M. Aulard sur « les tablettes d'un émigré ». MM. le Dr Guillemaut, J. Pollio et A. Vidier ont été nommés membres du comité directeur.

— La Société des études robespierristes a tenu son assemblée générale annuelle à l'École des Hautes-Études sociales le 19 avril, sous la présidence de M. Albert Mathiez. Après une allocution du président, des communications ont été faites par M. René Farge sur « un épisode de la journée du 12 juillet 1789, Camille Des-

moulins au Palais-Royal », par M. René Trinquet sur « l'assassinat de Bassville à Rome, le 13 janvier 1793 », et par M. Albert Mathiez sur « Robespierre jeune en Franche-Comté (pluviôse an II) ». MM. Edm. Campagnac, secrétaire général, et P. Risson, trésorier, ont présenté les rapports d'usage. Ont été adjoints au comité directeur MM. le Cap^{ne} Francis Borrey, Pierre d'Hugues et F.-M. Kircheisen.

— La Société d'histoire de la Révolution de 1848 a tenu son assemblée générale annuelle à la Sorbonne le 26 février, sous la présidence de M. Maurice Faure. MM. H. Moysset, secrétaire général, et Camille Bloch, trésorier, ont présenté des rapports sur les travaux et sur la situation financière de la Société. Des communications ont été faites par M. H. Monin sur « Blanqui en surveillance à Blois en 1847-1848 », par M. Roger Lévy sur « une entreprise de séduction, le voyage du président Louis-Napoléon Bonaparte au Havre en 1849 », par M. Paul Raphael sur « deux lettres inédites d'Hippolyte Carnot », par M. Jeanjean sur « l'insurrection de Lyon en 1831 (documents inédits) ». M. Paul Raphael a été adjoint au comité directeur. — Dans une séance tenue le 10 mars, le comité a élu le bureau, qui est ainsi composé pour deux années : M. H. Monin, président ; M^{me} Charras, MM. Abel Ferry et Ch. Schmidt, vice-présidente et vice-présidents ; M. G. Renard, rédacteur en chef de la revue ; M. H. Moysset, secrétaire général ; M. Camille Bloch, trésorier.

— L'assemblée générale de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France a eu lieu le 12 mai, sous la présidence de M. Henri Stein, qui a prononcé le discours d'usage. Après les rapports sur les travaux de la Société et l'état des finances présentés par MM. E. Mareuse et P. Lacombe, deux lectures ont été faites : « Où est le château de la Chasse ? », par M. Auguste Rey ; « Notes sur les fondateurs de l'Institution de l'Oratoire au faubourg Saint-Michel », par M. Gustave Servois.

— La Société française de bibliographie s'est réunie le 30 mars, sous la présidence de M. Henri Martin. A l'ordre du jour figurait, notamment, la question de la « bibliographie des publications officielles », question que la Société a discutée déjà à plusieurs reprises, sans qu'une solution pratique ait pu encore intervenir. Il s'agirait, on le sait, de rédiger et d'imprimer la bibliographie des publications faites, depuis une date à déterminer (1815, 1848 ou 1871), par les administrations centrales et les services publics. Un recueil de ce genre aurait le mérite d'être absolument neuf ; il serait très précieux et pour le travail courant des administrations et pour l'étude de l'histoire contemporaine. Ce projet va peut-être aboutir, sous le patronage de la Société française de bibliographie, par les soins d'un éditeur parisien.

— Société des Antiquaires de France. Le 25 février, M. Louis Dimier discute l'authenticité et l'identification de portraits du xvi^e siècle conservés au Musée de Nancy. Les 11, 18 et 25 mars, M. Maurice Roy, d'après des documents trouvés dans des archives notariales, retrace la suite des travaux exécutés à Fontainebleau,

par Philibert Delorme, sous le règne de Henri II. Le 15 avril, M. Germain Bapst étudie le médaillon de bronze du grand Condé, par Coysevox, conservé au château de Chantilly.

— Société de l'histoire de l'art français.

Le 6 février, M^{lle} Ingersoll Smouse et M. Paul Vitry donnent des renseignements sur les œuvres de Houdon conservées actuellement en Amérique.

Le 6 mars, M. Louis Réau étudie l'œuvre de Houdon en Russie. M. G. Péliissier communique l'inventaire après décès de Pigalle.

Le 3 avril, M. A. Roux fait part de ses recherches sur le livre d'heures du maréchal de Boucicaut, conservé au musée André. M. François Monod commente plusieurs œuvres d'art françaises antérieures au XIX^e siècle, conservées dans des musées et collections des États-Unis.

Le 8 mai, assemblée générale, tenue sous la présidence de M. Jules Guiffrey. M. Henri Clouzot lit des documents inédits sur le peintre en émail Jean Petitot; M. J.-J. Marquet de Vasselot étudie des émaux peints du XVI^e siècle de Colin Noylier, en montrant les gravures qui ont servi de modèles à l'artiste. — A la suite des élections annuelles, le bureau de la société est ainsi composé pour 1914-1915: M. André Michel, président; M. A. Tuetey, vice-président; M. Pierre Marcel, secrétaire général; MM. P. Ratouis de Limay et J. Laran, secrétaires adjoints; M. André Ramet, trésorier.

Le 5 juin, M. Gaston Brière fait une communication sur le château de Sceaux au XVIII^e siècle; il étudie particulièrement le Pavillon de l'Aurore, décoré par Le Brun, qui subsiste seul des constructions élevées pour Colbert. M. Henry Prunières lit une lettre d'un agent diplomatique italien qui constitue un important témoignage sur les causes de la disgrâce de Le Brun en 1683.

— La Société pour l'étude de la gravure française a tenu son assemblée générale le 26 mai, sous la présidence de M. Maurice Fenaille. Le Dr Dally a fait une causerie sur « Le Physionotrace (1788-1830), l'appareil, les portraits gravés ».

— La Commission chargée de rechercher et de publier les documents relatifs à la vie économique de la Révolution s'est réunie au ministère de l'instruction publique, le 24 mars, sous la présidence de M. Aulard, vice-président. Le secrétaire, M. Caron, et les commissaires responsables des publications en cours ont fait les rapports d'usage. M. Aulard a présenté, au nom de la sous-commission, un projet d'instruction pour la publication des documents relatifs à l'abolition des droits féodaux et du régime seigneurial; ce projet a été approuvé en principe. La dernière partie de la séance a été employée à entendre deux communications, l'une de M. Georges Bourgin sur l'enquête statistique de l'an II, l'autre de M. P. Caron sur les enquêtes de l'an II et de l'an III relatives aux ponts et chaussées.

— Le 52^e Congrès des Sociétés savantes s'est tenu à Paris, du 14 au 18 avril. Voici, d'après le compte rendu analytique publié au *Journal officiel* des 13, 15, 16, 17, 18 et 19 avril, la liste des communications intéressant l'histoire moderne qui y ont été faites.

SECTION DE PHILOGIE ET D'HISTOIRE (JUSQU'À 1815). — *Abbé Auguste*. Notes biographiques et bibliographiques sur Arnaud Baric, fondateur de l'hôpital général de la Grave, à Toulouse (1647). Contribution à l'étude de l'histoire de la Compagnie du Saint-Sacrement. — *Begouen*. La compagnie du Saint-Sacrement dans le diocèse de Pamiers. — *E. Belloc*. Observations [géographiques et historiques] sur la frontière franco-espagnole des Pyrénées. — *R. Fage*. Un petit problème de bibliographie : Jean Margarin, imprimeur à Limoges. (Étude sur un cpuscul de 1629 intitulé : Lettre de M. le Prince à Monsieur de Rohan, avec la responce de Monsieur de Rohan à Monsieur le Prince.) — *Cl. Faure*. Sept documents sur l'histoire du Sénégal (1816-1822). — *Lavergne*. Biron et la conspiration de Biron en Périgord (1601-1602). — *Ch^{ne} Morel*. Le dialège [droit d'entrée] du poisson de mer à Compiègne aux XVI^e et XVII^e siècles. — *Musset*. Un document sur les relations de Dominique de Gourgues avec la cour de France (1572). — *Oursel*. Documents sur les imprimeurs et libraires dijonnais (XVI^e-XVII^e siècles). — *H. Quignon*. L'hôtel de Chaalis à Beauvais et les rapports de l'abbaye cistercienne du diocèse de Senlis avec Beauvais et le Beauvaisis depuis le XII^e siècle.

SECTION D'HISTOIRE MODERNE (DEPUIS 1715) ET D'HISTOIRE CONTEMPORAINE. — *Bazeille*. De la méthode et du plan de publication des délibérations d'une municipalité pendant la Révolution. — *Bazeille*. Les fêtes civiques et les cérémonies patriotiques au Mesle-sur-Sarthe de l'an V à l'an VIII. — *Berenger*. L'émission de billets de sous faite à Caen, en 1805, par Manoury-Lacour. — *J. Berland*. Les actes de la Société populaire de Ville-sur-Tourbe (Marne). — *G. Besnier*. L'établissement de la taille proportionnelle à Lisieux en 1717. — *Bideau*. L'état de l'instruction primaire dans le département de la Marne sous la Restauration. — *C^{ne} Binet*. La défense des côtes de Bretagne pendant la guerre de Succession d'Autriche, de 1744 à 1746. — *Blossier*. L'esprit public dans le département de Loir-et-Cher au commencement de l'an III, d'après les rapports du commissaire du Directoire exécutif. — *E. Doucet*. La gestion du temporel de l'église de Carquebut (Manche) sous le régime concordataire (1802-1906). — *E. Doucet*. Mentions relatives à l'instruction publique dans les registres des délibérations communales et dans les comptes communaux de Carquebut (Manche). — *J. Durieux*. Une relation inédite des événements des 9 et 10 thermidor [par Denis Raymond, marchand de bois à Montgeron, qui servit alors d'aide de camp à Barras.] — *Favier*. Les diverses mesures prises et les moyens employés pendant la Révolution par la municipalité de Pierrelatte (Drôme) afin de pourvoir à la subsistance de ses habitants. — *Hubert*. Les finances de Honfleur pendant la Révolution. — *Maury*. Notes de police politique de Mulhouse (3 mars 1820). — *H. Quignon*. L'assemblée des Trois Corps à Beauvais du XV^e siècle à 1790. — *L. Schwab*. La perception de la dime ecclésiastique sous la Révolution dans le district de Remiremont. — *Abbé E. Sévestre*. Observations sur la méthode à suivre dans la publication des documents d'histoire moderne et contemporaine. — *Abbé E. Sévestre*. La vente des biens nationaux à Carquebut (Manche). — *Abbé E. Sévestre*. Les édifices du culte de l'an IX à l'an XII. — *Abbé E. Sévestre*. Visites archidiaconales à Carquebut pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles. — *A. Vovard*. La défense nationale de la

Gironde en mars-avril 1814. — *A. Vovard*. Les rosières de l'Empereur [an XIII, 1810, 1814].

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE. — *Abbé Anthiaume*. Le continent austral et la cartographie normande au XVI^e siècle. — *H. Barré*. La Normandie et la Bretagne dans le recueil des dessins originaux de Pascal Coste, appartenant à la bibliothèque de Marseille. — *Bourde de La Rogerie*. Les entreprises commerciales de Nicolas Denys dans le nord de l'Acadie et dans l'île de Cap-Breton (1656-1658). — *Mettrier*. Les cartes de Savoie au XVI^e siècle. La carte de Boileau de Bouillon (1556).

SECTION DE PHYSIQUE, MÉTÉOROLOGIE ET AÉRONAUTIQUE. — *A. Fleury*. Principaux faits météorologiques qui se sont passés dans le Blésois de 1512 à 1790, d'après les registres paroissiaux de la région.

La séance solennelle de clôture a eu lieu le 18 avril, sous la présidence de M. Bienvenu-Martin, ministre de la justice. Le discours d'usage a été prononcé par M. Ch. de La Roncière, conservateur des imprimés à la Bibliothèque nationale, qui avait choisi comme sujet : Le vrai crime du surintendant Fouquet. [Il aurait consisté à préparer, en prenant pour base d'opérations la côte bretonne, une révolte, une nouvelle Fronde : Fouquet était « virtuellement un insurgé ».]

— La 38^e Réunion des Sociétés des beaux-arts des départements s'est tenue à Paris, à l'École nationale des Beaux-arts, du 14 au 17 avril 1914. Nous signalerons les communications suivantes : *O. Beuve*, Un vitrail de Mathieu Bléville dans l'église Notre-Dame-en-Vaux de Châlons-sur-Marne ; *Blondeau*, L'œuvre du peintre de batailles Jacques Courtois, dit le Bourguignon ; *Abbé L. Bossebauf*, Les vitraux du château de la Carte et de l'église de Semblançay en Touraine, et Les peintures murales de l'église du Grand-Pressigny (en 1619) ; *Abbé Brune*, L'église de Chau-des-Crotenay (Jura) et ses œuvres d'art ; *G. Chrismant*, La chapelle de Gironvilliers-sous-Montfort (fondée en 1684) et son reliquaire ; *G. Doublet*, Les sculptures de la porte de l'église d'Utelle (Alpes-Maritimes), portant la date de 1542 ; *Louis de Grandmaison*, Poinçons d'orfèvres et de fondeurs, balanciers, inculpés de la Monnaie de Tours, de 1679 à 1790 ; *Maurice Hénault*, L'Académie de peinture et de sculpture de Valenciennes (1785-1791) ; *Horace Hennion*, Avisseau et Landais, céramistes à Tours au XIX^e siècle ; *Albert Jacquot*, Suite du Répertoire des artistes lorrains (les graveurs de sceaux, de monnaies ; les organistes, maîtres de ballets, etc.) ; *Henri Jadart*, Les cartons ou toiles peintes de Pierre Murgalé, peintre troyen, et les tapisseries tissées par Daniel Pepersack ; *Lex*, Puthod de Maison-Rouge (1757-1820), membre de la Commission des monuments, et son inventaire du château de Chantilly en 1793 ; *de Montégut*, Le buste de Charles XII par Jacques Bouchardon.

— L'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen décernera en 1915 le prix Lair, de 2.000 francs, au meilleur mémoire sur le sujet suivant : Histoire d'une ville normande pendant la Révolution. Les manuscrits devront être déposés au plus tard le 30 juin 1915. Pour plus de renseignements, s'adresser à M. H. Prentout, professeur à l'Université, 46, rue Basse, Caen.

— On a beaucoup parlé, depuis décembre dernier, dans le monde universitaire et parmi les érudits, de ce qu'on a appelé « l'affaire des Archives nationales ». Désireux de nous tenir à l'écart de tout ce qui est ou peut paraître polémique à caractère personnel, nous nous abstenons d'exposer ces incidents. Nous devons cependant, pour être fidèles à notre rôle d'informateurs, en dire quelques mots.

Ceux de nos lecteurs qui désireraient se renseigner sur la genèse et l'évolution de l'affaire devront consulter (nous n'indiquons que les textes essentiels) : le journal *Le Matin*, numéros des 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26 et 28 décembre 1913 ; le journal hebdomadaire *Les Droits de l'Homme*, numéro du 28 janvier 1914 ; la revue *La Révolution française*, numéro du 14 mars 1914 (article anonyme intitulé : Les récentes destructions aux Archives nationales) ; la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, numéro de janvier-avril 1914 (article signé de M. Ch.-V. Langlois et intitulé : Les suppressions de papiers inutiles aux Archives nationales en 1913). Dans l'article de *La Révolution française* et dans celui de la *Bibliothèque de l'École des Chartes* est reproduit, notamment, l'état des documents détruits ; cet état, qui est accompagné de notes explicatives de la Direction des archives, avait été communiqué à la Commission du budget, et M. Adrien Veber, rapporteur du budget de l'Instruction publique pour 1914, l'a imprimé dans son rapport.

Administrativement, l'affaire est terminée. Dès la fin de décembre 1913, le ministre de l'Instruction publique mettait officiellement hors de cause la Direction des Archives. En même temps, il décidait que désormais la Commission supérieure des Archives serait appelée à donner son avis « sur la suppression de tous les papiers inutiles, sans exception ». Cette décision a fait l'objet d'un arrêté, en date du 24 janvier 1914.

Sur le terrain technique et scientifique, la controverse s'est prolongée. On discutait tout récemment encore sur la valeur ou l'insignifiance de ceux des documents détruits qui avaient été signalés comme offrant de l'intérêt, sur l'existence ou la non existence, dans les Archives départementales, de doubles ou de documents équivalents. Sont à consulter à cet égard : les notes explicatives, indiquées plus haut, de la Direction des Archives : une lettre, signée « un archiviste », publiée dans *La Révolution française* du 14 avril ; une réponse à cette lettre, par un « archiviste dont la haute compétence est reconnue de tous », dans les *Annales révolutionnaires* de mai-juin ; une lettre de M. Poirier, agrégé d'histoire, qui prépare « une thèse de doctorat sur l'histoire de l'Université au XIX^e siècle », dans *La Révolution française* du 14 mai.

Ajoutons que la Société d'histoire moderne, dans sa séance du 1^{er} mars, a adopté le vœu suivant, qui lui était présenté par MM. Léon Cahen et J. Letaconoux : « La Société d'histoire moderne, considérant que la masse des documents modernes impose des destructions, mais que leur complexité rend le triage difficile et qu'il importe de multiplier les garanties, émet le vœu : 1^o que la Commission supérieure des Archives publie désormais au *Journal officiel* ou dans le *Bulletin officiel du ministère de l'instruction publique* les projets de destruction dont elle sera saisie, assez à temps pour permettre aux observations utiles de se produire

auprès d'elle avant qu'elle prenne une décision ; 2° que l'Administration des Archives publie, par la voie des mêmes organes, la liste des documents dont la destruction aura été résolue. »

— Ouvrages en souscription :

A la librairie Champion, une *Histoire des régiments des gardes d'honneur, 1813-1814*, par E. Lomier, avec préface de M. Edouard Driault. L'ouvrage formera deux volumes in-8 raisin, de 600 pages environ au total, ornés de cartes et d'illustrations hors texte et tirés à 300 exemplaires numérotés. Prix de souscription : 25 francs ; ce prix sera porté à 30 francs à la mise en vente.

Chez M. René Prudhomme, imprimeur-éditeur à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), un *Répertoire sommaire des documents manuscrits de l'histoire de Bretagne antérieurs à 1789 conservés dans les dépôts publics de Paris*, par M. Hervé du Hailgouet, tome 1^{er} : *Bibliothèque nationale et Archives nationales*, avec une préface de M. Barthélemy Pocquet et une table générale des noms propres et des matières (prix de souscription : 7 fr. 50). Du même auteur et chez le même éditeur, une seconde publication, complémentaire de la précédente et intitulée : *Documents de l'histoire de Bretagne relevés dans la collection officielle des Inventaires et documents aux Archives nationales*, avec une table générale des noms propres et des matières (prix de souscription : 3 francs).

A la librairie Albert Kündig, à Genève, un volume (in-8 de 350 pages environ, avec 7 portraits et 1 planche) sur *Genève et les Suisses, Histoire des négociations préliminaires à l'entrée de Genève dans le Corps helvétique, 1691-1792*, par Marguerite Cramer. Cet ouvrage, qui intéressera directement de l'histoire de la politique extérieure de la France, est en souscription au prix de 7 fr. 50, et se vendra 12 francs en librairie.

— Récentes soutenances de thèses, devant la Faculté des lettres de l'Université de Paris, pour le doctorat ès lettres :

Le 28 avril, M. l'abbé Moulard. Thèse principale : Le comte Camille de Tournon, préfet de Rome (1809-1814). Thèse complémentaire : Lettres inédites du comte Camille de Tournon, préfet de Rome (1809-1814). — Mention *très honorable*.

Le 6 mai, M. Paul Arbelet. Thèse principale : La jeunesse de Stendhal. Thèse complémentaire : L'histoire de la peinture en Italie et les plagiat de Stendhal. — Mention *très honorable*.

Le 13 mai, M^{lle} Duportal. Thèse principale : Étude sur les livres à figures éditées en France de 1601 à 1660. Thèse complémentaire : Contribution au catalogue général des livres à figures du XVII^e siècle (1601-1633). — Mention *très honorable*.

Le 3 juin, M. C.-G.-H. Picavet. Thèse principale : Les dernières années de Turenne (1660-1675). Thèse complémentaire : Documents biographiques sur Turenne (1611-1675). — Mention *très honorable*.

— Étaient en préparation, à la date de janvier 1914, dans les Universités américaines, plusieurs thèses consacrées à des sujets d'histoire moderne de la France,

à savoir : *Anne E. Burlingame*, Le mouvement antiesclavagiste en Angleterre et en France au XVIII^e siècle (Columbia); *C. G. Kelly*, Le protestantisme français à la veille des guerres de religion, 1559-1562 (John Hopkins); *J. S. Will*, La persécution des huguenots en France sous Louis XIV (Columbia); *L. B. Packard*, Aspects économiques de la politique royale française, 1700-1756 (Harvard); *N. J. Ware*, L'origine de l'économie politique, comme représentée par « L'ordre naturel » de Mercier de la Rivière, le physiocrate (Chicago); *M. P. Cushing*, Le baron d'Holbach (Columbia); *Éloise Ellery*, Brissot de Warville (Cornell); *A. L. Burton*, Opinion de Marat sur les hommes de la Révolution française (Cornell); *Ellen H. Adams*, Billaud-Varenne dans la Révolution française (Cornell); *P. W. MacDonald*, Étude sur le Comité de salut public pendant le règne de la Terreur, quant à sa politique centralisatrice et à ses relations avec les autorités locales (Wisconsin); *H. W. Hoagland*, Le « coast system » de Napoléon (Pennsylvania).

— Par arrêté ministériel en date du 5 mars, M. Fritz Braesch, professeur d'histoire au lycée de Belfort, a été nommé maître de conférences d'histoire moderne et contemporaine à la Faculté des lettres de l'Université de Montpellier.

— Nécrologie :

M. Paul Fromageot, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien président de la Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise et de la Société des études historiques, est mort à Paris le 8 mars, à l'âge de 76 ans. Venu tard à l'histoire, il s'était livré avec succès à des recherches, biographiques de préférence, sur l'époque moderne. Il en tirait la matière d'articles, toujours intéressants, souvent nouveaux, qu'il publiait dans des revues; une de ces études a formé un volume (*Une cousine du grand Condé, Isabelle de Montmorency*, Paris, 1912, in-8). Au moment de sa mort, M. Fromageot achevait l'impression d'une *Histoire de la rue du Cherche-Midi*, à Paris.

M. l'abbé Charles Lorain, aumônier du lycée de Chaumont, vice-président de la Société d'histoire et d'archéologie et des beaux-arts de Chaumont, est mort dans cette ville le 30 mai, à l'âge de 65 ans. C'était un érudit plein de zèle et de conscience. Son ouvrage le plus considérable est un recueil sur *Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont de 1788 à l'an V*, en deux volumes, qui a paru en 1911-1912 dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*. On lui doit aussi une *Histoire du lycée de Chaumont*, une étude biographique sur Jean-Nicolas Laloy, le constituant, né à Doulevant (Haute-Marne). Il laisse en manuscrit une autre étude biographique sur Pierre-Antoine Laloy, frère du précédent, qui siégea à la Convention, plus divers travaux relatifs à l'histoire de la Révolution dans la Haute-Marne, que la Société archéologique de Chaumont publiera sans doute en partie.

— On annonce l'apparition simultanée, ou peu s'en faut, de trois nouveaux périodiques historiques dans le département de la Marne.

1. Les noms entre parenthèses sont ceux des Universités.

MM. René Demogue, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lille, le Dr Pol Gosset, médecin des hôpitaux de Reims, l'abbé Haudecœur, curé de Pouillon, et G. Robert, archiviste de la ville de Reims, reprennent sous le titre de *Nouvelle Revue de Champagne et de Brie* l'ancienne revue du même nom, dont la publication avait cessé depuis plusieurs années. La *Nouvelle Revue de Champagne et de Brie* paraît par fascicules trimestriels, depuis janvier 1914 ; elle publie des travaux sur l'histoire ancienne et moderne, jusqu'au XIX^e siècle inclusivement, des départements des Ardennes, de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne, et de partie de ceux de Seine-et-Marne et de l'Aisne. L'abonnement coûte 10 francs par an ; on souscrit à l'imprimerie Monce, 71, rue Chanzy, à Reims.

M. Octave Beuve, conservateur de la bibliothèque, des archives et des musées de la ville de Châlons-sur-Marne, entreprend la publication d'une revue régionale d'histoire et d'érudition paraissant tous les mois sous le titre : *Les Archives historiques de la Champagne et de la Brie*. On y trouvera des études, des publications documentaires d'intérêt régional, un bulletin du mouvement historique régional. Le cadre est : l'histoire de la Champagne et de la Brie, des origines à nos jours : « une large place sera faite à l'histoire de la Révolution, surtout à l'histoire économique ». Les *Archives* s'efforceront aussi de faciliter « l'enseignement de l'histoire locale à l'école ». Abonnement annuel : 10 francs ; s'adresser à M. Octave Beuve, aux Archives communales, à Châlons-sur-Marne.

Enfin, il a paru à Reims, au début de cette année, le premier numéro d'une revue intitulée : *La Marne moderne, Organe de la société marnaise des études locales et de la Commission de l'histoire économique de la Révolution (Comité de la Marne)*. Elle doit contenir une partie intitulée « La Révolution dans la Marne », qui sera formée d'études documentaires sur l'histoire de la Révolution dans la région.

— La revue *La Révolution française* a reproduit dans son numéro du 14 avril le rapport annuel qu'a adressé au ministre de la marine, sous la date du 17 février 1914, le vice-amiral Marquis, président de la Commission des archives de la marine. On sait que le fonds ancien de ces archives (sauf une petite série de mémoires, cotée G) a été versé en 1899 aux Archives nationales ; le même dépôt a reçu une partie importante, soit 2.836 articles relatifs à la période antérieure à 1871, de la série BB (correspondance générale, campagnes) du fonds moderne. Les documents conservés par l'administration centrale sont donc, en très grande majorité, postérieurs à 1790 ; ils forment aujourd'hui, après divers classements et suppressions, un total de 24.093 articles, dont 21.346 sont logés dans un immeuble du quai Debilly, et 2747 au ministère même ; les uns et les autres seront transportés plus tard dans un immeuble que la Marine fait construire avenue de Suffren. De ces archives centrales, les archives des ports sont le complément nécessaire et souvent précieux ; celles de Brest sont installées dans un bâtiment qui menace ruine, et il serait désirable qu'elles fussent transférées d'urgence dans un local plus sûr ; celles de Cherbourg et de Toulon sont fâcheusement dispersées, et il conviendrait d'en procurer la réunion. Le rapport se termine par des renseignements sur l'état des inventaires des archives de la marine ; nous y notons que

le huitième volume (de 1764 à 1789) de l'*Inventaire analytique des séries B* (correspondance générale et campagnes antérieurement à 1790) rédigé par M. B. Buche est en voie d'achèvement et pourra être mis à l'impression en 1915; d'autre part, l'inventaire de la sous-série BB¹ (campagnes postérieurement à 1789), rédigé par M. Bourgin, est en cours de publication dans la *Revue maritime*.

— Nous signalons volontiers, en nous excusant de le faire si tard, le beau volume de MM. Auguste BOPPE et Raoul BONNET sur *Les vignettes emblématiques sous la Révolution* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1911, in-4, VIII-184 pages). Les 250 reproductions d'en-têtes de lettres qu'il contient sont classées ainsi : Les débuts de la vignette, Les artistes et la vignette sous la Convention, Les vignettes du Comité de salut public, Les vignettes militaires, Les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, L'armée d'Italie, République cisalpine, République romaine, République parthénopéenne, République lucquoise, République ligurienne, République helvétique, Marine et colonies, Les abus de la vignette militaire, Les vignettes du Directoire et du Consulat. Le commentaire fournit les références et les éclaircissements historiques désirables; l'index alphabétique qui occupe les dernières pages sera apprécié. Ce recueil n'est pas simplement curieux, il est instructif : convenablement interprétés, ces documents figurés contribuent à nous renseigner sur l'état des esprits pendant la Révolution.

— ÉM. SÉVESTRE. *Essai sur les archives municipales et les archives judiciaires des chefs-lieux de département et de district en Normandie pendant l'époque révolutionnaire (1787-1801)*. Paris, A. Picard, 1912, in-4, 201 p. — M. l'abbé S. publie dans ce volume les résultats d'une enquête qu'il a menée dans un certain nombre de dépôts d'archives, ceux qu'indique le titre, des cinq départements normands. C'est un tableau en forme de récolement, avec des descriptions par articles ou groupe d'articles, et de nombreuses annotations; le classement est géographique. L'aspect général est un peu confus, ou du moins un peu touffu, et M. S., qui semble animé d'une véritable passion pour les recherches érudites, aurait pu, sans inconvénient, procéder à certaines simplifications, et même à quelques sacrifices. Mais cette critique n'atténue pas la valeur du fond, ni le mérite de l'auteur, qui a dû se livrer, pour recueillir cette masse de renseignements, à un travail d'exploration et de dépouillement considérable. Quiconque étudie l'histoire de la Révolution en Normandie doit consulter ce volume. D'une manière générale, on peut remercier M. S. d'avoir, par cette publication, attiré l'attention sur les archives judiciaires, notamment sur celles des tribunaux criminels, qui sont, quand elles existent, une source de premier ordre pour l'histoire de la Terreur.

— Pour écrire son petit volume sur *L'invasion de 1815 en Seine-et-Marne* (Meaux, Impr. G. Lepillet, 1911 [paru en 1913], pet. in-8, XIV-243 p.), M. Abel RIGAULT s'est solidement documenté aux Archives nationales, aux Archives de la Guerre, et surtout aux Archives des Affaires étrangères, ou les papiers de la « Commission des réquisitions », qu'il cite assez fréquemment, lui ont fourni les éléments essentiels de son exposé; il a en outre utilisé divers imprimés. Ce tableau

de la deuxième occupation alliée en Seine-et-Marne, avec le cortège de vexations, de rigueurs et d'exactions qui l'accompagne, est clair, précis, impressionnant; pour ne parler que des pertes matérielles, on calcula, à l'époque même, que l'invasion de 1815 avait coûté au département plus de 12.500.000 francs. Et pourtant, en dépit des souffrances et des dommages, en dépit de la pression des autorités, l'Empereur déchu gardait, comme le montre M. R. dans son dernier chapitre, bien des fidèles parmi les paysans et les anciens militaires. — Fruit d'un travail très sûrement mené, ce livre apporte une contribution intéressante à l'histoire de l'année 1815¹.

— Ernest CASTRE, sous-archiviste des Bouches-du-Rhône. *Le Conseil général des Bouches-du-Rhône. Analyses et extraits des délibérations (1800-1838). Dictionnaire biographique (1800-1912)*. Marseille, Imp. J. Aschero aîné et L. Vial, 1912, in-8, x-343 p. — Comme le titre l'indique, ce volume contient tout d'abord et surtout (250 pages sur 343) l'analyse, avec de nombreuses citations et des reproductions d'états et de tableaux, des délibérations du conseil général des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1838, date avant laquelle, on le sait, les procès-verbaux des conseils généraux ne pouvaient être publiés. Viennent ensuite : la liste des conseillers généraux nommés (1800-1833); la liste des conseillers généraux élus par cantons (1833-1911); la liste des présidents du conseil général (1800-1911); la liste des préfets du département (1800-1911); la liste des secrétaires généraux de la préfecture (1800-1911). Enfin, pour terminer, une table alphabétique des matières et une table alphabétique (42 pages) des noms propres, avec notes biographiques. Tout cela est clairement disposé et semble avoir été rédigé avec soin. Voilà les érudits qui s'occupent de l'histoire des Bouches-du-Rhône pendant le XIX^e siècle munis, grâce à M. C., d'un utile instrument de travail. Il serait désirable, dans l'intérêt des études sur l'époque contemporaine, qu'on eût pour chaque département un recueil de ce genre.

— Fernand de CARDAILLAC. *Un témoin du Coup d'État (1848-1852)*. Bernard Lacaze. Paris, H. Champion, 1913, in-8, 133 p. — Ce qu'on trouvera de plus notable dans ces pages qui esquissent le rôle de l'obscur représentant que fut Bernard Lacaze de 1848 à 1851, ce sont quelques indications sur les premiers temps de la seconde République dans les Hautes-Pyrénées et sur la campagne électorale d'avril 1848.

1. On peut rapprocher du volume de M. R. celui que M. G. Lioret a publié en 1904 sur 1814-1815 à Moret-sur-Loing et dans les environs et dont nous avons rendu compte (cf. la *Revue*, t. VII, p. 264).

LIVRES NOUVEAUX

Généralités. — Catalogue des livres imprimés de la Bibliothèque nationale. Tome 55. Freisleben-Fumus. Paris, Impr. nationale. — *A. Chuquet*. Études d'histoire. Septième série. Paris, Fontemoing, 3. 50. — *A. Hallays*. À travers la France. De Bretagne en Saintonge. Paris, Perrin, 5. 00. — *Mis de Ségur*. Vieux dossiers, petits papiers (M^{me} du Deffand et Horace Walpole, Rostopchine, Mirabeau, etc...). Paris, Calmann-Lévy, 3. 50. — *A. Stern*. Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871. II. Bd. 28 mk. 50.

Histoire politique intérieure. — *A. et J. de Boislisle et L. Lecestre*. Mémoires de Saint-Simon. Tome XXVI. Paris, Hachette, 7. 50. — *P. Bressolles*. Bernard-Antoine Tajan, 1775-1845, et le Barreau toulousain au lendemain de la Révolution. Toulouse, Privat. — *Buchner*. Die französische Revolution. 2 vol. München, A. Langen, 4 mk. 50. — *A. Chuquet*. L'année 1814. Paris, Fontemoing, 12. 00. — *P. Courteault*. Commentaires de Blaise de Monluc. Tome II. Paris, Picard, 13. 00. — *J. de Dampierre*. Mémoires de Barthélemy, 1768-1819. Paris, Plon, 7. 50. — *J. Debussy*. L'impératrice Eugénie. Paris, Pierre Laffitte. — *C. Ducray*. Paul Déroulède, 1846-1914. Paris, Ambert, 3. 50. — *Ch. Gailly de Taurines*. La reine Hortense en exil. Paris, Hachette, 3. 50. — *A. Lalancé*. Mes souvenirs, 1830-1914. Paris, Berger-Levrault, 1. 50. — *G. Lavaud*. Documents parlementaires. Les déclarations ministérielles et les ministères, 1870-1914. Paris, G. Roustan, 4. 00. — *Lemière*. Bibliographie de la Contre-Révolution dans les provinces de l'Ouest ou des guerres de la Vendée et de la Chouannerie. Fasc. VI. Paris, Champion, 2. 50. — *F. K. Mann*. Der Marschall Vauban und die Volkswirtschaftslehre des Absolutismus. Eine Kritik des Merkantilsystems. Paris, Giard et Brière, 15. 00. — *De Marcère*. Souvenirs d'un témoin. Visions d'un siècle. Paris, Plon, 3. 50. — *C^{te} de Maugny*. Cinquante ans de souvenirs, 1859-1907. Paris, Plon, 3. 50. — *F. Meusel*. Edmund Burke und die französische Revolution. Berlin, Weidmann, 3 mk. — *E. Millaud*. Le journal d'un parlementaire, publié par *L. Payen et J. de Berys*. Tome I^{er} : De l'Empire à la République, 1864-1875. Paris, Oudin, 3. 50. — Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815, publié par le Prince Murat et *P. Le Brethon*. T. VIII. Paris, Plon, 7. 50. — Der Marquise von Pompadour Briefe, herausgegeben von *G. Chr. Stephany*. 2 vol. München, G. Müller, 12 mk. — *J. Rambaud*. Mémoires du comte Roger de Damas. Tome II : 1806-1814. Paris, Plon, 7. 50. — *M^{lle} G. Rocher*. Le district de Saint-Germain-en-Laye pendant la Révolution. Paris, F. Rieder, 6. 00. — *A. Rossigneux*. Une étape de Napoléon I^{er}. Avallon (16-17 mars 1815). Auxerre, impr. A. Gallot. — *L^r C^{el} Rousset*. Trente ans d'histoire, 1871-1900. Tome I^{er} : La République conservatrice. Présidence de M. Thiers. Paris, Tallan-

dier, 7. 50. — *E. Saulnier*. Journal de François, bourgeois de Paris, 1588-1589. Paris, Leroux, 3. 00. — *J. Sottas*. Les débuts de François d'Espinay Saint-Luc dans le gouvernement de Brouage, 1579-1582. La Rochelle, impr. Texier. — *M. von Szepanski*. Napoleon III. und sein Heer. Heidelberg, C. Winter, 4 mk. — *F. Thomas*. La Révolution et les FF. MM. Capucins. Montpellier, impr. de la Manufacture de la Charité. — *R. Vallery-Radot*. Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury. Tome IV. Paris, Plon, 7. 50.

Histoire diplomatique. — *T. G. Djuvara*. Cent projets de partage de la Turquie, depuis le XIII^e siècle jusqu'au traité de paix de Bucarest. Paris, Alcan, 10. 00. — *G. Hanotaux*. La guerre des Balkans et l'Europe, 1912-1913. Paris, Plon, 3. 50. — Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871. Recueil de documents publié par le Ministère des Affaires étrangères. Tome VIII. Paris, Ficker, 7. 50. — *B. Williams*. The life of William Pitt, Earl of Chatham. 2 vol. London, Longmans, 25 s.

Histoire militaire. — *Cl. Berthel*. Étapes et combats d'un régiment de marche en 1870. Souvenirs d'un combattant, 1^{re} légion du Rhône. Paris, Chapelot, 2. 00. — *G^{al} H. Bonnal*. Questions de critique militaire et d'actualité. Paris, Chapelot, 3. 50. — *M. Bottet*. Napoléon aux camps de Boulogne. Paris, Ambert, 3. 50. — *A. Brandenburg*. Vor dem Feind. Kriegs-Erinnerungen aus dem Feldzug gegen Frankreich im Jahre 1870-71. München, Beck, 3 mk. — *F. R. Brereton*. With Wellington in Spain. A story of the Peninsula. London, Blackie, 6 s. — *Bon H. Bro de Comères*. Mémoires du général Bro, 1796-1844. Paris, Plon, 5. 00. — *G^{al} Camon*. La fortification dans la guerre napoléonienne. Paris, Berger-Levrault, 2. 00. — *G^{al} D. F. von Cochenhausen*. Geschichte des I. Kurhessischen Infanterie-Regiments Nr. 81 und seiner Stammtruppen. Berlin, Mittler, 12 mk. 75. — *C^{ne} von Colomb*. Carnet de campagne d'un officier prussien, 1813-1814. Trad. Minart. Paris, Berger-Levrault, 3. 50. — *H. F. von Egloffstein*. Carl August während des Krieges von 1813. Berlin, Paetel, 3 mk. — *C^{el} Frignet-Despréaux*. Le maréchal Mortier, duc de Trévise. Tome II. Paris, Berger-Levrault, 20. 00. — *C^{ne} H. de Garros*. Souvenirs de la guerre de 1870. Le fanion vert du quatorzième alpin. Nice, impr. J. Ventre. — *L. Gensoul*. Souvenirs de l'armée du Nord, 1870-1871. Paris, Berger-Levrault, 2. 00. — *Dr H. Geschwind et F. de Gelis*. La bataille de Toulouse, 1814. Nouvelle édition. Toulouse, Privat, 3. 50. — Hohenzollernbriefe aus den Freiheitskriege 1813-1815, herausgegeben von *H. Granier*. Leipzig, S. Hirzel, 8 mk. — *P. Haupt*. Erinnerungen eines Artillerie-Offiziers an den Feldzug von 1870 bis 1871, nebst einigen Rückblicken auf 1866 und 1904-5. Berlin, A. Bath, 3 mk. — *P. Holzhausen*. Les Allemands en Russie avec la Grande Armée, 1812. Traduit par le C^{ant} Minart. Paris, L. Fournier, 7. 50. — *F. M. Kircheisen*. Napoleons Untergang. Memoirenstücke, 1814. Stuttgart, Lutz, 8 mk. 50 (Memoiren-Bibliothek). — *F. M. Kircheisen*. Napoleon I. und das Zeitalter der Befreiungskriege in Bildern. München, G. Müller, 20. 00. — *Lt-C^{el} Lecer*. Documents relatifs à la défense de Soissons en 1870. Soissons, impr. Nougarede. — *M. Lecomte et Lt-C^{el} C. Lévi*. Neutralité belge et invasion allemande. Histoire, stratégie. Paris, H. Charles-Lavauzelle, 10. 00. — *L. Navez*. Les Belges à Waterloo. Bruxelles et Paris, Lebègue, 5. 00. — Belfort, 1870-1871. Carnet de siège du sergent-major Noyer, du 65^e régiment de marche. Paris, Flammarion, 0. 60. — *A. Röper*. Geschichte des Infanterie-Regiments von Wittich Nr.

83 von 1866 bis zur Gegenwart. Berlin, Mittler, 18 mk. — *W. Sattig*. Die Schlacht an der Katzbach und die Verfolgung bis zum 1. 9. 1813. Berlin, Mittler, 4 mk. — *Oberst von Schmid*. Das französische Generalstabswerk über dem Krieg 1870-71. 12. Heft. Der Feldzug der Nord-Armee. Leipzig, Engelmann, 8 mk. — *A. de Tarlé*. Murat. Paris, Chapelot, 1. 50 (Les grands hommes de guerre). — *L. Tcherny*. Geschichte des Infanterie-Regiments von Courbière, 1813-1913. Berlin, Mittler, 11 mk. 50. — *Cne S. Violla*. Les volontaires des Bouches-du-Rhône, 1791-1792. Tome 1er. Paris, Chapelot, 10. 00. — *H. C. Wyllly*. A cavalry officer in the campaign 1808-1809. The journal of captain Gordon of the 15th Hussars. London, Murray, 80.

Histoire religieuse. — *M. Boegner*. La vie et la pensée de T. Fallot, pasteur, 1844-1872. Paris, Berger-Levrault et Fischbacher, 7. 50. — *H. Denifle*. Luther et le luthéranisme, traduit par J. Paquier. Tome II. Deuxième édition revue et augmentée. Paris, Picard, 5. 00. — Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration, 1814-1830. (Publication du Comité des travaux historiques et scientifiques). Paris, F. Rieder, 7. 50. — *E. Faguet*. Mgr Dupanloup. Paris, Hachette, 7. 50 (Figures du passé). — *Abbé V. Gellon*. Lacordaire et Mgr de Quélen. Lettres et documents inédits. Paris, P. Lethielleux. — *C. Huet*. Le petit séminaire d'Orléans. Souvenirs d'un rhétoricien de 1866-1867. Orléans, Pigelet. — *H. Joly*. La Compagnie de Saint-Sulpice. Paris, Bloud, 0. 60. — *L. Natavel*. Fénelon. La confrérie secrète du pur amour. Paris, Émile-Paul, 3. 50. — *J. Viancey*. Saint-François Régis, apôtre du Vivarais et du Velay, 1597-1640. Paris, Gabalda, 2. 00.

Histoire économique et sociale. Histoire coloniale. — *C. Ballot*. L'établissement de la filature des soies en France et le rôle du gouvernement royal. Lyon, Rey. — *A. Baron*. Le ministère des finances, organisation et attributions. Paris, G. Roustan, 5. 00. — *Ch. Benoist*. La crise de l'État moderne. L'organisation du travail. Tome II. Paris, Plon, 10. 00. — *M. Bresard*. Les foires de Lyon aux x^ve et xvi^e siècles. Paris, Picard, 7. 50. — *A. M. Broadley*. The journal of a british chaplain in Paris during the peace negotiations of 1801-2. London, Chapman, 15 s. — *Dr Cabanès*. Légendes et curiosités de l'histoire. Troisième série. Paris, A. Michel, 3. 50. — *A. de Chambure*. A travers la presse. Paris, Fert, Albouy et C^{ie}, 5. 00. — *Bon de Contenson*. L'ordre américain de Cincinnatus en France. Paris, Plon, 3. 00. — *E. W. Dablgren*. L'expédition de Martinet et la fin du commerce français dans la mer du Sud. Paris, Champion et E. Larose. — *R. Gleizes*. Jean Le Vacher, vicaire apostolique et consul de France à Tunis et à Alger, 1619-1683. Paris, Gabalda. — La statistique agricole de 1814. (Publication du Comité des travaux historiques et scientifiques). Paris, F. Rieder, 7. 50. — *J. Law de Lauriston*. Mémoire sur quelques affaires de l'Empire mogol, 1756-1761, publié par A. Martineau. Paris, Champion et E. Larose, 15. 00. — *A. Mal-lat*. Histoire des eaux minérales de Vichy. Tome II. Paris, Steinheil. — *M. G. Parry*. M^{me} Necker, her family and friend, with some account of her husband's three administrations. London, W. Blackwood, 12 s. 6 d. — *A. Puis*. Essai sur les mœurs, les goûts et les modes au xviii^e siècle. Paris, Champion, 4. 00. — Œuvres de Turgot, publiées par *G. Schelle*. Tome II : Turgot intendant de Limoges, 1761-1767. Paris, Alcan, 12. 00. — *L. Schemann*. Quellen und Untersuchungen zum Leben Gobineaus. I. Bd. Strassburg, Trübner, 9 mk. — *P. de Vaissière*. Récits du temps des troubles. Une famille, les d'Alègre. Paris, Émile-Paul, 7. 50.

Histoire des sciences. Histoire littéraire. Histoire de l'art. — *A. Albalat*. Joseph de Maistre. Paris, E. Vitte, 3. 50. — *A. Bossert*. Essais de littérature française et allemande. Paris, Hachette, 3. 50. — *Abbé Calvet*. Alfred de Vigny. Paris, Beauchêne, 2. 50. — *V. Carrière*. Notes pour la biographie de Jacques Amyot, à propos du quatrième centenaire de sa naissance. Fontainebleau, impr. M. Bourges. — *G. Cucuel*. Les créateurs de l'Opéra-Comique français. Paris, Alcan, 3. 50. — *M^{me} M. Duclaux*. M^{me} de Sévigné. Paris, Plon, 1. 50 (Bibliothèque française). — *R. Federn*. Répertoire bibliographique de la littérature française des origines à nos jours. Paris, Federn, 22. 50. — *F. Gebelin et A. Morize*. Correspondance de Montesquieu. Tome I. Paris, Champion, 12. 00. — *G. Grappe*. La Rochefoucauld. Paris, Plon, 1. 50 (Bibliothèque française). — *H. d'Hennezel*. Lyon. Paris, Laurens, 5. 00 (Les villes d'art célèbres). — *V. Janneson*. Le peintre A. F. Cals, 1810-1880, et son élève J. A. E. Bataille, 1828-1911. Fontainebleau, impr. M. Bourges, 5. 00. — *R. Jean*. Puvis de Chavannes. Paris, Alcan, 3. 50. — *P. Lavedan*. Léonard Limosin et les émailleurs français. Paris, Laurens, 2. 50. — *A. Lavignac*. Histoire de la musique (Italie-Allemagne). Paris, Delagrave, 16. 00. — *A. Lefranc*. Grands écrivains français de la Renaissance. [Le roman d'amour de Clément Marot. Le platonisme et la littérature en France à l'époque de la Renaissance. Marguerite de Navarre et le platonisme de la Renaissance. Le tiers livre du « Pantagruel » et la querelle des femmes. Jean Calvin et le texte français de son « Institution chrétienne ». La Pléiade au Collège de France.] Paris, Champion, 7. 50. — *A. Lefranc*. Œuvres inédites d'André Chénier. Paris, Champion, 7. 50. — *E. Magne*. Nicolas Poussin, premier peintre du Roi, 1594-1665. Documents inédits. Paris et Bruxelles, Van Gest, 125. 00. — *E. Moreau-Nélaton*. Le roman de Corot. Paris, H. Floury. — *M. Pelisson*. Les comédies-ballets de Molière. Paris, Hachette, 3. 50. — *H. Prunières*. Le ballet de Cour en France avant Benserade et Lully. Paris, Laurens, 6. 00. — *Louise M. Richter*. Chantilly in history and art. London, Murray, 21 s. — *L. Riotor*. Puvis de Chavannes. Paris, Larousse, 3. 00. — Œuvres de Saint-François de Sales. Lettres. Tome IX. Paris, E. Vitte, 8. 00.

Histoire locale et généalogique. — Bibliographie lorraine, 1912-1913. Paris, Berger-Levrault, 5. 00 (Publication des « Annales de l'Est »). — *G. Maugeot*. Autour d'un foyer lorrain. La famille de Saint-Lambert, 1596-1795. Nancy, Vagner et J. Lambert, 5. 00. — *F. J. Fulcrand*. Le Mont-Valérien, son histoire religieuse, son histoire militaire, ses cimetières. Montligeon, impr. de Montligeon. — *Abbé Heurley*. Monographie de la paroisse de Vallery au diocèse de Sens (Yonne). Auxerre, impr. de « la Bourgogne ».

